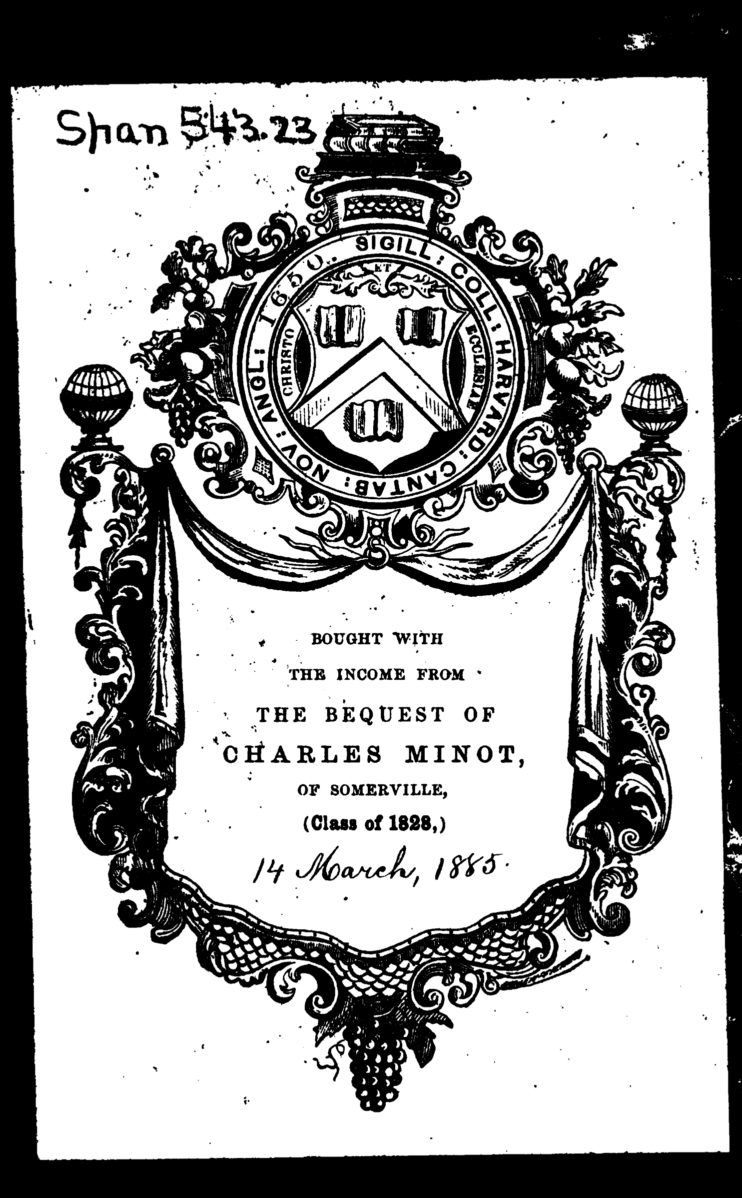

SIGILL: COLL: HARVARD: CANTAB: NOV: ANGL: 1650.
CHRISTO ET ECCLESIAE



HISTOIRE

DE

PHILIPPE II

Ce volume a été déposé au ministère de l'intérieur (section de la librairie) en septembre 1880.

PARIS. — TYPOGRAPHIE DE E. PLON ET C[ie], RUE GARANCIÈRE, 8.

HISTOIRE

DE

PHILIPPE II

TOME SECOND

L'ESPAGNE ET L'EUROPE

JUSQU'AU DÉPART DE DON JUAN D'AUTRICHE
POUR LES PAYS-BAS

PAR

H. FORNERON

Deuxième Édition



PARIS
E. PLON ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
RUE GARANCIÈRE, 10
1881

HISTOIRE
DE
PHILIPPE II

CHAPITRE VIII.

LES RICHESSES DES PAYS-BAS.

Prospérité de la bourgeoisie. — Contraste avec les mœurs espagnoles. — Esprit libéral de l'aristocratie.

I

PROSPÉRITÉ DE LA BOURGEOISIE.

Nul peuple, au milieu du seizième siècle, n'était plus heureux que celui des Pays-Bas. Aussi industrieux et aussi bons navigateurs que les Italiens, les Flamands n'étaient inquiétés ni par des impôts, ni par des guerres, ni par les convoitises des États voisins. « Il n'y avoit pays dessous le firmament plus abondant en richesses; je ne puis contenir les larmes en le voyant précipité du

sommet de félicité en une extrême ruine et désolation[1]. »

Cette ruine fut savamment préparée et artistement exécutée par le souverain même qui avait la fortune de régner sur ces villes prospères. Philippe II, qui n'admettait aucune institution à côté de son pouvoir royal, ni aucune industrie en dehors de ses règlements, regardait comme des ennemis ces banquiers qui lui prêtaient de l'argent, ces bourgeois qui étaient enrôlés en milices nationales, ces navigateurs qui ne lui demandaient pas de protection. Anvers avait deux cent mille habitants[2], un commerce qui « pouvait se comparer à celui de Venise », selon le mot d'un agent vénitien[3], était le siége de deux foires annuelles qui duraient vingt jours et que fréquentaient des marchands du monde entier ; sa bourse où régnaient les maisons allemandes de Fugger, de Velsen et d'Ostett, et les maisons lombardes de Gualterotti et de Bonvisi, était un centre d'opérations financières et de nouvelles politiques comme on en a revu seulement dans notre siècle ; les principaux négociants d'Angleterre, de Portugal, d'Italie, de la Hanse et même du Levant, y entretenaient des comptoirs pour assurer le trafic des lettres de change et le chargement des navires.

[1] Pontus Payen, *Mémoires*, t. I, p. 23.
[2] Avant 1550. Voir Père Griffet, *les Délices des Pays-Bas*, t. I, p. 219.
[3] *Relaz. venet.*, Marino Cavallo, 1551.

Bruxelles, qui avait soixante-quinze mille habitants, devait sa prospérité au travail de la laine : « Ceux de Bruxelles avoient percé des collines, des champs et chemins, desquels ils avoient acheté les fonds des propriétaires, et y avoient fait quarante grandes écluses [1] », pour faire arriver par navires les laines nécessaires à leurs tisserands et à leurs *haulte lisseurs* et pour porter leurs étoffes et leurs tapisseries dans toute l'Europe et le Levant. Valenciennes était deux fois plus peuplée qu'aujourd'hui. « Je vanterai son circuit, disait un de ses bourgeois [2], sa banlieue, ses grands palais, ses rues ornées et pleines de belles dames, d'agréables, gentils et honnestes jouvenceaux, les richesses et l'opulence des nobles, bourgeois et marchands. » Gand, avec ses soixante-dix mille habitants, entretenait cinq cents navires qui portaient en Norvége des draps et des toiles, qui rapportaient des bois; une vingtaine de vaisseaux qui allaient chercher « en Moscovie des peaux de toutes sortes très-riches, de grandes quantités de graisse de baleine; avec cecy ils reviennent et la plus grande partie va à Venise [3] ». D'autres marins de Gand allaient « en Guinée charger du sel lequel ils trouvent à la coste comme si c'estoit une pierre grise rostie au soleil », et à Angola où « leur

[1] Meteren, *Histoire des Pays-Bas.*
[2] Ms. Bibl. Valenciennes, nº 617, extrait dans Carlier, *Valenciennes et le roi d'Espagne.*
[3] Ms. Bibl. nat. français, 23576.

charge est cousteaux, cuillers, esguilles et autres merceries de Nuremberg et de France; pour les merceries, les pères donnent leurs enfants, qu'on mène au Brésil[1] » d'où l'on rapporte du sucre et du bois de teinture. Emden, qui n'a plus que treize mille habitants, possédait à cette époque trois mille navires dont une partie faisait quatre voyages chaque année en Norvége pour prendre des chargements de bois; le reste portait à Séville et à Cadix des « fourrages, beurre, blé, pois, febves, chair, lard », et prenait en échange des laines, du fil, des poteries[2]. « L'argent court dans toutes les mains, l'abondance déborde, dit un Vénitien[3]; nul homme, si humble que soit son métier, ne laisse pas d'être riche pour son rang. »

L'activité commerciale et industrielle assurait aussi le bien-être des négociants intermédiaires, courtiers, agents de transit ou d'entrepôt, tous laborieux, joyeux, mariés à des femmes actives et intelligentes qui leur assuraient le bien-être du foyer[4], qui tenaient les clefs des coffres, qui commandaient dans le ménage. Les femmes, même celles de la campagne, savaient

[1] Ms. Bibl. nat. français, 23576.
[2] Ms. Bibl. nat., 23576.
[3] *Relaz. venet.*, Marino Cavallo : « Corrono tanto i denari et tanto il spacciamento d'ogni cosa che non vi e uomo por basso et inerte que sia, che per il suo grado non sia ricco. »
[4] GUICCIARDINI, *Belgicæ sive inferioris Germaniæ descriptio*, p. 58, Amstelodami, 1652 : « Viri omnium fere rerum suarum curam uxoribus sæpe relinquunt. »

lire et écrire [1]. Il y avait dans chaque ville deux écoles gratuites, une de filles et une de garçons, et une grande quantité d'établissements d'instruction qui enseignaient le latin à plus de cinquante mille enfants, c'est-à-dire à deux fois plus d'écoliers qu'il n'y en a aujourd'hui dans les colléges de la Belgique et de la Hollande [2]. Les jeunes gens recevaient l'instruction supérieure dans l'université de Louvain; les enfants trouvés apprenaient un métier dans « des escoles d'enfants perdus », comme celle d'Amsterdam, où on leur enseignait à être teinturiers et à préparer « des os de morses ou des dents d'éléphants pour faire des peignes [3] ».

L'instruction, les institutions libres, l'aisance assurée par le travail, préparaient mal à la servilité; aussi la sœur de Charles-Quint disait, en se retirant de Bruxelles : « Je vois une grande jeunesse en ces pays avec les mœurs desquels ne me sçaurois ny ne voudrois m'accomoder [4]. » Ces jeunes gens ne demandaient cependant qu'à faire honneur au prince qui res-

[1] *Belgicæ sive inferioris Germaniæ descriptio*, p. 53 : « Vel ipsi etiam rustici legendi scribendique periti sunt. » Ce Guicciardini était un Florentin qui vécut vingt ans dans les Pays-Bas durant les règnes de Charles-Quint et de Philippe II. Cet étonnement des Italiens devant une culture égale à la leur est significatif.

[2] *Doc. ined.*, t. XXXVII, p. 63 : « Hay en todas las villas dos escuelas, una de niños pobres, y otra de niñas, tienen mucha renta y grandes limosnas... hay gran numero de escuelas, asi de la lengua vulgar como de la latina : hay en estas escuelas toda la juventud de los Estados que son mas de cincuenta mil niños. »

[3] Ms. Bibl. nat., 23576.

[4] *Papiers d'État de Granvelle*, t. IV, p. 476.

pecterait leurs franchises municipales. Philippe, lors de son entrée à Valenciennes en 1549, vit défiler sous ses yeux un escadron de « quatre cents compaignons à marier vestus de satin rouge, coiffés de la toque rouge à plumes blanches et jaunes qui estoit lors la parure de Philippe fils de Charles César », et sept cents bourgeois à cheval vêtus de velours cramoisi. Ces bourgeois de Valenciennes étaient de droit exempts de la torture « pour quel cas que ce fust », et se répartissaient en trois compagnies pour faire le guet dans la ville et sur les remparts. Les Flamands étaient administrés par leurs élus, taxés par leurs états, jugés par leurs juges, dominés par leurs lois seules. Taxes et lois devaient être acceptées par l'unanimité des provinces dans l'assemblée des états [1]. C'était déjà la plénitude des libertés nécessaires, un système d'institutions pondérées par le sentiment des devoirs, consacrées par le bien-être universel, garanties par des serments de Philippe II, répétés solennellement pour chaque province.

Contre cette bourgeoisie éprise de ses lois et fière de sa puissance, Philippe II éprouva dès l'origine la répulsion [2] des monarques absolus qui sont aux prises avec

[1] Del Rio, *Mémoires*, p. 12 : « Novarum legum ferendarum, vel tributi exigendi. » Voir aussi Dupape, *Traité de la joyeuse entrée*, et Poullet, *Histoire de la joyeuse entrée*.

[2] *Relaz. ven.*, Michele Suriano, 1559, et Tiepolo, dans Gachard, p. 129 et 148 : « Fa poco conto degli Fiammenghi. »

une force plus généreuse que la leur, plus fécondante, on peut dire plus âcre, dans le sens de Tacite, *regno Arsacis acrior libertas.*

II

CONTRASTE AVEC LES MŒURS ESPAGNOLES.

Le prince véritablement digne de gouverner les Pays-Bas, celui dont on se racontait les merveilles et dont on regrettait le bon temps, n'était ni un Espagnol, ni un Autrichien; c'était le Bourguignon joyeux et brave, le duc Philippe le Bon. Comme ses sujets du Nord, le duc de Bourgogne restait connaisseur délicat dans les arts, sans haïr les fêtes bruyantes et les plaisirs grossiers. Il avait appelé à Dijon les merveilleux sculpteurs qui ont laissé les monuments de Dijon et de Brou; il favorisait l'expansion des grandes manufactures de tapisseries, et secondait le mouvement artistique qui avait produit les Van Eyck. A partir de son règne, les Pays-Bas précèdent quelquefois les Italiens, rivalisent toujours avec eux. Il aimait aussi les draps d'or, les banquets, les entrées triomphales entre des échafauds couverts de tapisseries, de filles nues, de devises, aux accords retentissants des trompettes.

Cette exhubérance de vie découlait dans la nation

flamande avec de tels bouillonnements de liesse, de bonne chère et d'intempérance, que les Espagnols sobres et graves se scandalisaient, et que les étrangers forcés d'échanger ce séjour pour les habitudes frugales et solitaires de l'Espagne, tombaient dans la mélancolie [1].

On se fait malaisément une idée, dans notre société aux mœurs réglées et uniformes, des contrastes qui existaient entre les coutumes de chaque nation. Les habitudes des riches marchands des Pays-Bas différaient autant de celles des Espagnols, que diffèrent aujourd'hui celles du bourgeois de Londres et du traficant de Damas. Le capitaine ou le commis envoyé par Philippe II se croyait transporté dans un monde de païens. « Les prélats, seigneurs et gentilshommes les faisoient seoir au plus beau de leur table. Si tost que le vin estoit monté au cerveau, nos seigneurs parloient librement à leur accoustumée, descouvrant ce qu'ils avoient au cœur, sans considérer que ces oiseaux estoient à leur table, lesquels demeurant toujours en cervelle, notoient diligemment les propos des convivants [2]. » Les princes bourguignons avaient donné le goût des vins de la Côte d'Or : le respect pour ce vin était poussé si loin, qu'à l'époque du pillage des abbayes

[1] Surtout l'agent anglais Challoner, qui se plaint dans toutes ses dépêches et finit par mourir au moment où il vient d'obtenir son rappel d'Espagne.

[2] PONTUS PAYEN, *Mémoires*, t. I, p. 89.

et de la destruction des œuvres d'art contenues dans les églises, on signala comme une « barbarie inusitée », et comme un sacrilége plus odieux que le meurtre même des religieux, la destruction « des vins et bières que les sectaires n'avaient su boire ou emporter », qui furent « espanchés aux caves [1] »! On se lamenta sur la cruauté de ces sectaires qui « gastèrent meschamment le surplus, enfondrant les tonneaux pour faire espancher les vins et bières ». Les banquets prolongés avaient d'autres inconvénients que de délier les langues : « Nous avons tenu la Saint-Martin fort joyeux, écrit le prince d'Orange [2], car il y avoit bonne compagnie. M. de Brederode a esté un jour que je pensois certes qu'il debvoit mourir. » L'école des cuisiniers était aussi fameuse que celles des artistes, et Philippe II n'hésita point à prier le prince d'Orange, avec qui il était déjà en querelle, de lui céder « maistre Herman, qui lui servoit de maistre cuisinier et qu'on lui avoit dit estre fort bon [3] ». Les mets délicats atteignaient des prix excessifs : un lièvre coûtait aussi cher qu'un porc; une poularde grasse, autant que cinq poulets; un faisan, autant qu'un mouton, et un cent d'huîtres, autant que deux faisans; un turbot, un rouget, un

[1] Pontus Payen, t. I, p. 179 et 189.
[2] Groen van Prinsterer, *Archives de la maison d'Orange-Nassau*, t. I, p. 121; lettre du prince à son frère Ludovic, 12 novembre 1563.
[3] *Correspondance de Guillaume le Taciturne*, édition Gachard, t. II, p. 89, lettre du 3 avril 1565.

cent d'écrevisses, coûtaient plus que trois porcs [1].

Dans cette vie facile et bruyante, les gens d'Église ne donnent pas l'exemple des austérités. Ainsi l'évêque de Bois-le-Duc se plaint [2] que les religieuses de Hoyedonck « vivent quasi en dames séculières, car tous gentilshommes y ont libre accès et familière conversation avec elles, jusques à aller dans leurs chambres et y bancquetter tellement que quelquefois il en provient de grands scandales ». Et tandis qu'en Espagne sainte Thérèse ne songe même pas dans sa règle à prévoir des fautes contre la chasteté, on lit dans le règlement des dames du chapitre de Nivelles [3] : « Quand aucune damoiselle aura fait contre honneur... », elle sera privée de toutes ses « distributions », c'est-à-dire de nourriture, jusqu'à ce qu'elle se soumette à « sa pénitence ». Cette pénitence consiste à être amenée « en sa chemise et à pieds nus, et ainsi doit venir du dortoir par devant la dame l'abbesse et toute la compaignie des damoiselles, et se mettre en genoux, tenant une verge en sa main, et puis, elle estant agenouillée, ladite dame l'abbesse doit prendre la verge et lui donner sept coups de ladite verge sur son col nud, et puis après chascune damoiselle pareillement doivent donner sept

[1] Jean DE VANDENESSE, *Sommaire des voyages*, manuscrit de Besançon, extraits publiés par Lesbroussart, *s. l. n. d.*, fêtes de la réception de la reine Léonor à Bruxelles.

[2] *Correspondance de Philippe II*, t. IV, p. XIX.

[3] Ms. 1357 de la Haye, fragment publié aux *Comptes rendus de la Commission royale d'histoire*, 2e série, t. II, nº 1.

coups de ladite verge ». Cette cérémonie ne procure pas encore l'absolution à « ladite repentante ». Celle-ci doit se résigner à être assise « en dessoubs de toutes les damoiselles aux heures canoniales par l'espace de six semaines », et se rendre chaque matin chez la damoiselle la plus âgée, « pour rechevoir en place secrète sept coups de verge de la main de ladicte aisnée damoiselle ».

III

ESPRIT LIBÉRAL DE L'ARISTOCRATIE.

Les ouvriers heureux et bien nourris, les riches industriels et les fiers négociants des Flandres avaient tous également le respect de leur aristocratie. La noblesse n'est impopulaire que si elle se pare de privi-léges et heurte les intérêts ou les préjugés de la nation. Mais quand au-dessus des prétentions surannées et de la vanité des petits gentilshommes de la campagne se dressent quelques puissantes familles dont les chefs se transmettent de père en fils l'honneur de gagner les batailles, de faire respecter les lois, de se mêler à la vie intime du pays, cette aristocratie devient l'orgueil de la nation. Elle est une force et une gloire pour le peuple qui sait la conserver.

L'habitude du respect de la loi avait donné aux

seigneurs des Pays-Bas une largeur de vues qui indignait les Espagnols. C'est le seul point du monde entier où l'on paraisse faire quelque cas de la conscience humaine : « Il n'est pas permis de verser le sang pour des motifs de religion », disaient « ouvertement [1] » Florès de Montmorency, baron de Montigny, et le marquis de Bergues. — « En quel endroit des saintes Écritures, disait encore le marquis, voyez-vous qu'il faille châtier les hérétiques, par le feu ou par toute autre mort? » Ce n'était ni impiété ni indifférence. Le marquis de Bergues était inspiré par des pensées véritablement religieuses, ainsi que le prouve cette autre réponse à une dame qui, le rencontrant aux eaux d'Aix-la-Chapelle, lui demanda comment elle devait, sur ses terres, traiter les hérétiques : « — Contre ceux qui se convertissent, point de châtiment; contre les obstinés, je n'emploierais pas la mort, car ils peuvent se convertir [2]. »

Doctrine monstrueuse, s'écriait Philippe II en entendant dénoncer ces maximes : son horreur était partagée par tous les Espagnols; ce qui révoltait surtout leur

[1] *Papiers d'État de Granvelle*, lettres au roi des 9 mai et 20 août 1563 : « Dizen abiertamente que no es bien por cosas de la fee derramar sangre. » On sait que la branche aînée de la famille Montmorency s'était établie en Flandre dans le quatorzième siècle.

[2] *Correspondance de Philippe II*, Préface, t. II, p. 37 : « ... en que lugar de la Escritura halleis vos que los hereges han de ser castigados con fuego o con pena capital?... Al que se convierte no se le ha de dar pena, y al obstinado yo no le mataria, porque podria convertirse. » Rapport de Fray Lorenço au roi, 7 janvier 1566.

exaltation religieuse, c'était la froide impartialité des hommes à jugement calme qui blâmaient tous les excès, adoptaient toutes les idées sages, et disaient comme ce Flamand condamné par ordre de Philippe : « Quand j'entends discuter des catholiques, je suis tenté de me faire luthérien, et quand je suis au milieu des luthériens, je me décide à rester catholique [1]. » Cette modération au travers des passions déchaînées est dominante dans les Pays-Bas; les agents secrets de Philippe II ne lui cachent pas que les catholiques eux-mêmes ont les cœurs assez corrompus pour vanter la tolérance, que tous les juges, même les plus catholiques, se plaisent à épargner les hérétiques [2]. Cette modération était tellement unique pour l'époque qu'elle rendait invraisemblable la foi de gens qui hésitaient à tuer pour leur foi [3], mais tellement propre au pays qu'un catholique flamand, dévoué à Philippe II et récompensé par lui [4], ose, en parlant « des grands personnages de ce temps-là, bons catholiques, faisant profession de la jurisprudence, qui ne vouloient assister aux procès criminels des hérétiques, leur semblant chose cruelle de condamner un

[1] *Correspondance de Philippe II*, Rapport secret au roi par Fray Lorenço. Ce Flamand dénoncé se nomme Nieuwenaer, « el cual suele decir que cuando esta con los catolicos, en las palabras y obras es luterano, y cuando esta con luterano, en las mismas es catolico... hombre de corruptisimo pecho ».

[2] *Ibid.*, « Los ministros de justicia, aunque hay algunos catolicos : son notables favorecedores de los hereges. »

[3] Granvelle au roi, *Papiers d'État*, t. VI, p. 199, du 2 novembre 1560 : « Creer ellos, como se puede sospechar, muy poco. »

[4] Pontus Payen, *Mémoires*.

homme à mort pour une opinion, quoique réprouvée », écrire qu'il lui semble à lui « comme à plusieurs bons catholiques, chose dure de rechercher la conscience de tant de gens paisibles qui ne demandoient aultre chose que de vivre paisiblement en leurs maisons, encore plus grande cruauté de les faire mourir, puisqu'ils ne donnoient aucun scandale ».

Le chef de l'aristocratie flamande était, au début du règne de Philippe II, le comte d'Egmont, le vainqueur de Gravelines. Dès l'âge de dix-sept ans, Egmont avait suivi Charles-Quint à Tunis et à Metz. Nul n'avait plus de renom parmi les gentilshommes des compagnies d'ordonnance. Grand, fier, robuste, « de la plus belle façon et de la meilleure grâce [1] », il avait le prestige du grand seigneur qui a mené des charges heureuses de cavalerie, et la présomption du soldat vainqueur. « Peu versé aux lettres, grossier et ignorant en matière d'Estat et police civile comme celui qui ne fit en sa vie grand estat des gens sçavants; personnage de grand courage, cupide de gloire et hault à la main si oncques en fust, ouvert néanmoins et sans malice [2]. » Si loyal et si patriote que pût être Egmont, il était facile à mener par la flatterie : « il est amoureux de fumée », disait Granvelle [3]; « il est homme de bonne intention et d'abondante fumée; quoique Flamand, il se

[1] Brantome.
[2] Pontus Payen.
[3] *Papiers d'État de Granvelle*, t. VII, p. 115.

laisse persuader tout ce que veulent ses favoris, et se défie des autres gens[1] ». Il était le gendre d'un des plus puissants souverains de l'Allemagne, l'électeur de Bavière[2].

Malgré ses qualités et son illustration militaire, le comte d'Egmont avait l'esprit trop borné, indécis et honnête pour conserver son importance au milieu d'une crise politique : il fut promptement effacé par le prince d'Orange.

Descendant d'aïeux provençaux et bourguignons, Guillaume de Nassau, prince d'Orange, n'avait rien d'un Allemand. Il était brun[3], vif, loquace, artiste. Son génie était servi par les talents nécessaires et les défauts utiles qui donnent l'empire sur les hommes. Il a été défiguré par la légende et par son surnom de *Taciturne,* bien impropre pour l'homme qui a le plus parlé et le plus écrit parmi ses contemporains. Ceux qui pensent que la vérité est seule équitable, doivent scruter les détails les plus secrets de la vie réelle pour connaître des hommes comme le prince d'Orange, quand ils nous sont offerts, ou dans l'apothéose par le parti qu'ils ont servi, ou dans la calomnie par celui qu'ils ont combattu, et avec le fardeau des travers qu'ils ont cru utile d'affecter et des vices qu'on leur a prêtés.

[1] Armenteros à Gonzalo Perez, 24 fév. 1565, *Correspondance de Philippe II*, t. I, p. 343.
[2] Il eut de sa femme, Sabine de Bavière, dix fils et trois filles.
[3] Du Maurier, *Mémoires*, p. 16.

Guillaume d'Orange [1] grandit comme page de Charles-Quint au milieu de la troupe dépravée des capitaines, prélats et courtisans, tous gens souples, sensuels et faux. A onze ans, il était apostat, et renonçait au luthéranisme pour plaire à son maître. A vingt-sept ans, il était le plus riche seigneur des Pays-Bas, le plus connu du peuple par sa joyeuse prodigalité et ses talents extraordinaires de séduction : « C'estoit un personnage d'une merveilleuse vivacité d'esprit, lequel tenoit table magnifique où les petits compaignons estoient aussi bien venus que les grands. Jamais parole indiscrète ou arrogante ne sortoit de sa bouche, par colère ni autrement. Aimé et bien voulu de la commune pour une gracieuse façon qu'il avoit de saluer et arraisonner familièrement tout le monde [2]... Il semble que Dieu l'ait doué de tous les dons de nature que l'on sçauroit souhaiter pour gaingner le cœur des hommes, libéralité, éloquence, vivacité d'esprit, au reste le plus desloyal de la terre [3]. » Son faste était celui d'un souverain : il avait une suite de pages et de gentilshommes allemands [4], et une telle profusion de cuisiniers, qu'il put en licencier vingt-huit [5], quand il voulut réduire ses dépenses; il contracta en peu d'années neuf cent mille florins de dettes [6].

[1] Né à Dillenburg en Nassau, le 25 avril 1533.
[2] Pontus Payen, *Mémoires*.
[3] *Ibid.*, t. II, p. 50.
[4] *Correspondance de Philippe II*, t. I, p. 239.
[5] *ibid.*, t. I, p. 200.
[6] Granvelle au roi, 10 mars 1563.

Il parlait cinq langues avec « une éloquence admirable[1] » ; on le verra obtenir d'étonnants succès oratoires contre les hommes d'État dans le conseil, ou contre l'émeute dans la rue. Ses lettres sont entre nos mains; elles révèlent un homme expert dans l'art de cacher ses secrets en publiant ceux des autres, mais assez enclin à se vanter pour ne pas quelquefois laisser échapper les siens. S'il fut surnommé le Taciturne, ce fut plutôt pour son art de ne se jamais mettre en colère, même en état d'ivresse, et pour son obstination à dissimuler ses desseins réels, obstination assez opiniâtre pour qu'on ait suspecté sa loyauté; on a suspecté également son courage, on l'a accusé de dominer ses nerfs moins heureusement dans les combats que dans les discussions, et d'être « d'un naturel craintif, comme il avoit souventes fois monstré durant la guerre de France ». Mais ce qu'on appelait déloyauté ou fausseté chez lui n'était peut-être que l'indifférence épicurienne du grand seigneur qui s'entourait de ministres luthériens et de moines, cherchait à la fois ses plaisirs et la popularité, voulait par-dessus tout conserver l'élégance hautaine que les nations exigent de leurs favoris. « Il estoit du nombre de ceux qui pensent que la religion chrestienne soit une invention politique pour contenir le peuple[2] » ; du moins on le disait. Granvelle

[1] Ms. cité par GACHARD, *Correspondance de Guillaume*, Préface, t. II, p. 3.
[2] *Ibid.*, p. 5.

semble l'avoir cru; mais il faut remarquer combien la tolérance était honnie et comme il était facile de passer pour un traître dès qu'on ne suivait pas dans leurs derniers excès les passions de son parti. Catholiques et protestants devaient se méfier également d'un homme qui, pour distraire sa femme, « lui faisoit lire au lieu des saintes Escriptures, Amadis de Gaule et autres livres amusants[1] ». On verra également combien les manœuvres d'un modéré pour maintenir la paix étaient délicates à côté d'un glorieux comme Egmont, de brouillons comme la plupart des autres seigneurs, enfin de catholiques, de luthériens, de calvinistes et d'anabaptistes qui se détestaient entre eux. Dans deux circonstances cependant, Guillaume d'Orange montre une duplicité difficile à excuser.

Au moment où il ménage avec le plus d'art sa situation entre les deux religions, il se voit compromis par ses sujets provençaux; le Français Montbrun soulève sa principauté d'Orange et menace les possessions pontificales d'Avignon. Une guerre contre le Saint-Père, c'est pour un sujet de Philippe II chose grave : aussitôt le prince d'Orange écrit pour désavouer ces rebelles qui sont « de jeunes fous », et pour affirmer solennellement sa foi « dans la véritable et antique religion et obéissance de la sainte Église notre mère » ; et il supplie qu'on le protége pour le « maintenir dans

[1] Groen van Prinsterer, t. I, p. 203.

les bonnes grâces de Sa Sainteté ». Puis quand il apprend que la curie romaine a confisqué sa ville d'Orange, il écrit au Pape lui-même : il s'empresse, dit-il, de lui baiser les pieds, et de lui faire connaître que les troupes pontificales ont tué en entrant dans Orange les catholiques et les huguenots, et de lui dépeindre avec un désespoir affecté et un style prétentieux *virgines et matronas turpissimè stupratas et violatas* [1]; cela au moment où il écoutait les prédicants luthériens et préparait son retour au protestantisme.

Mêmes ruses quand il croit assurer son influence sur les princes allemands par un mariage avec la fille orpheline du premier champion de la Réforme, l'illustre Maurice de Saxe. Pour épouser cette Allemande difforme, Guillaume est forcé d'obtenir le consentement de Philippe II : on le voit donc, d'un côté, promettre à l'Espagne que sa femme vivra « catholiquement [2] », et de l'autre, prendre l'engagement devant les princes luthériens qu'elle ne sera pas inquiétée dans l'exercice de sa religion [3]. Philippe, qui conserve toute sa vie une sorte de dégoût pour les affaires d'Allemagne, refuse de donner une décision formelle [4] sur cette union, la laisse célébrer [5], sans l'autoriser, et ne tarde pas à apprendre que le prince d'Orange a des raisons

[1] *Doc. ined.*, t. IV, lettres de décembre 1563.
[2] *Correspondance de Marguerite*, publiée par Reiffenberg.
[3] GROEN VAN PRINSTERER, t. I, p. 115 et 202.
[4] *Papiers d'État de Granvelle*, t. VI, p. 175.
[5] En août 1561. Il était veuf d'Anne d'Egmont.

de se repentir d'avoir été conduit au mariage par les considérations d'une frauduleuse politique. — « Sa femme, écrit au roi un agent secret[1], le traite comme un nègre; elle lui dit qu'elle est de naissance à l'avoir pour valet. » Les dédains de la boiteuse Anne de Saxe étaient assez peu dissimulés pour que chacun connût comment elle reprochait à son mari « l'honneur qu'elle luy avoit faict de l'espouser[2] ». Elle ne se bornait même pas à des paroles, et « à grand peine se pouvoit-elle contenir de caresser et œillader ses amoureux en la présence de son mary » ; moins altière avec eux qu'avec le prince, elle admit dans le nombre de simples bourgeois comme Jean Rubens, le père du peintre[3].

Après le comte d'Egmont et le prince d'Orange, les principaux seigneurs des Pays-Bas étaient Brederode, Bergues, et les deux Montmorency.

Brederode, qui descendait des anciens souverains de la Hollande, « personnage écervelé si oncques en fut, avoit été si bon mesnager de son temps qu'il se trouvoit en debte de trente mille florins pour le moins par-

1 *Correspondance de Philippe II*, t. II, Préface, p. 36. Note secrète de Fray Lorenço : « Su muger le trata como a negro, diciendole que siendo ella duquesa de Sajonia, ha venido a casar con un conde de Nassao que pudiera ser su criado. »

2 Pontus Payen, t. I, p. 53.

3 Groen van Prinsterer, t. V, p. 330. Le J. R. est bien Jean Rubens, père de Pierre-Paul, comme le prouve M. Backuisen van den Brinck, dans sa notice sur Anne de Saxe, Bruxelles, 1853.

dessus la valeur de son bien. Le gallant ne demandoit que de brouiller les cartes[1]. »

Jean de Glymes, marquis de Bergues sur la Zoome[2], ne possédait pas comme le prince d'Orange le prestige personnel et l'habitude de la prodigalité, pour faire excuser la modération de ses sentiments. Quant aux frères Montmorency, le plus jeune, Florès, baron de Montigny, était partisan des droits nationaux; l'aîné, Philippe, comte de Hornes, avait un caractère ombrageux et irritable.

Quelques autres, comme les ducs d'Arschott et d'Aremberg, étaient partisans de l'autorité absolue du roi; mais les véritables favoris de l'Espagne, dans l'aristocratie flamande, Berlaymont et Noircarmes, savaient faire payer leur concours à l'influence étrangère; Berlaymont obtint pour lui six mille florins de pension, et pour ses cinq fils les gouvernements de Gueldre et de Charlemont, les prévôtés de Lille[3], Maëstricht, Liége, des rentes sur des abbayes[4], la promesse de l'évêché de Liége[5], et enfin l'archevêché de Cambray, « et avec tout cela il reste encore avec la soif pour avoir tant bu[6] ».

[1] Pontus Payen, t. I, p. 58.

[2] Berg-op-Zoom. Il n'était pas parent du sire de Berghes, archevêque de Cambray.

[3] Marguerite au roi, 2 novembre 1560.

[4] *Ibid.*, 9 octobre 1562.

[5] *Ibid.*, 13 mars 1563.

[6] Albornos à Çayas, 15 janvier 1572 : « Y con todo esso esta con sed de aver bevido mucho. »

Quant à Noircarmes, il sut se montrer assez servile et en même temps assez importun dans ses demandes, pour laisser en mourant[1] tant de charges qu'on fut embarrassé pour en faire la distribution : ses complaisances et ses sentences iniques lui avaient valu à la fois les titres de gouverneur, grand bailli et capitaine général du Hainaut, conseiller d'État, chef des finances, gouverneur de Cambray, Saint-Omer, Binche, Dournehem, Bredenarde, commandeur d'Alcantara, outre ses pensions qui s'élevaient à trois mille florins et les prisonniers[2] que sa femme se faisait remettre et tenait rudement enfermés, afin de leur faire payer grosse rançon[3].

1 En mars 1574.
2 Comme les Français de Génissac et de Jumelles et autres.
3 *Correspondance de Philippe II,* t. III, p. 43.

CHAPITRE IX.

PREMIÈRE PÉRIODE
DE LA LUTTE CONTRE LA NATIONALITÉ FLAMANDE.
LE CARDINAL GRANVELLE.

1559-1563.

Renvoi des troupes espagnoles. — Lutte contre l'hérésie. — Opposition de l'aristocratie. — Émeutes dans le Hainaut. — Départ de Granvelle.

I

RENVOI DES TROUPES ESPAGNOLES.

Philippe II, en s'embarquant pour l'Espagne, avait laissé la régence des Pays-Bas à sa sœur Marguerite, qu'il avait environnée de consultes et de conseillers, de manière à laisser l'autorité réelle à l'évêque d'Arras qui reçut le chapeau peu de temps après, et prit le titre de cardinal Granvelle [1].

La princesse Marguerite devait le jour à une aventure peu romanesque : Charles-Quint, en traversant Audenarde, s'attarda près d'une femme de chambre de la baronne de Montigny, qui se nommait Jeanne

[1] En février 1561.

Vandergheynst, et qui était fille d'un ouvrier tapissier [1]. Après la naissance de Marguerite, la jeune servante fut écartée et mariée à un conseiller de la chambre des comptes [2].

L'enfant fut recueillie par les tantes de Charles-Quint, qui l'élevèrent avec tendresse. Elle fut mariée dès l'âge de quatorze ans à Alexandre de Médici, dont la naissance était plus irrégulière encore, puisqu'il ne savait ni qui était son père ni qui était sa mère : on le supposait fils d'une des esclaves mauresques du pape Clément VII, le chef de la famille. Cet Alexandre révolta les Florentins par ses crimes, et fut poignardé avant que sa femme ait eu le temps de le rejoindre [3]. Elle fut donnée en secondes noces, contre son gré, à Octave Farnèse, petit-fils du pape Paul III. Ce second mari avait deux ans de moins qu'elle, et paraît n'avoir jamais ressenti un grand attachement pour cette Flamande massive, rude, dédaigneuse, dont la lèvre et le menton étaient velus, la voix mâle, les gestes brusques [4]. Mais il tenait à être maintenu par Charles-Quint dans la possession du duché de Parme : il con-

[1] *Mém. anon.*, t. I, p. 1. C'était pendant le siége de Tournay, en 1521. Ainsi tombe la légende rapportée par Strada, dans laquelle Charles-Quint joue un rôle honteux. Cette légende a été répétée à tort par presque tous les historiens.

[2] De Brabant; il se nommait Jean Vandendycke. Ils eurent trois enfants.

[3] Cet épisode de la mort d'Alexandre a inspiré le *Lorenzaccio* d'Alfred de Musset.

[4] Strada : « Nec deerat aliqua mento superiorique labello barbula ex quâ virilis non magis species quam auctoritas conciliabatur. »

voitait Ferrare, Plaisance; il se montra, bien qu'enfant encore, politique assez adroit pour tolérer avec souplesse les mépris de sa hautaine épouse, et pour briguer ses faveurs avec patience. Il mit sept ans à les attendre [1]. Au bout de ce temps, Marguerite se laissa fléchir durant quelques jours. De ce moment d'union, naquirent deux jumeaux; l'un mourut très-jeune, l'autre est le grand capitaine, le politique de génie que la fortune réserve à Philippe II pour la fin de son règne, qui ne sera ni compris ni utilisé, et qui sera tué en combattant Henri IV, Alexandre Farnèse, duc de Parme.

Marguerite avait trente-huit ans quand elle s'établit comme régente à Bruxelles, laissant son mari à Parme et son fils à Madrid. Ses allures viriles [2], sa passion pour la chasse, sa tolérance pour les propos gaillards, ne déplaisaient pas aux Flamands : elle poussait le scrupule dans la pratique des exercices religieux jusqu'à défendre qu'on tînt propres à l'avance les pieds des douze filles qu'elle lavait le jeudi saint [3], et le sentiment de ses devoirs de régente, jusqu'à travailler des nuits entières à une correspondance qui ne néglige aucun détail et qui dénote une remarquable capacité de gouvernement.

[1] Octave Farnèse est né en 1524, se marie en 1538, meurt en 1586. La naissance des jumeaux est de 1545.

[2] Strada : « Quo non tam femina sortita viri spiritus quam vir ementitus vestem femineam videretur. »

[3] Strada : « In sanctiori hebdomada duodenis pauperibus puellis pedes quos a sordibus purgare ante vetuerat, abluebat. »

La première des difficultés que son frère lui laissait à résoudre, était le départ des régiments espagnols, devenus inutiles depuis qu'on se trouvait en paix avec la France. Ce n'est pas que Philippe ne fût parfaitement décidé à les ramener dans leurs garnisons d'Italie et d'Afrique [1]; mais sa simple lenteur de décision et son impuissance à donner des ordres en temps opportun, soulevèrent des inquiétudes qui occupent, dans les documents de l'époque, beaucoup plus de place que ne le mérite un incident de si minime importance. Marguerite s'épuisait en efforts pour hâter la solution : « Peut-estre seroit-il mieux le faire libéralement en temps, puisque enfin il se doit faire, que non de laisser engendrer de mauvaises humeurs par la délation [2]. » Granvelle avertissait aussi le roi du mécontentement soulevé sans avantage [3], et insistait sur la charge qu'imposait à des finances obérées cet entretien des

[1] On ne parle ici ni de la réponse qu'aurait faite Philippe aux états qui lui demandaient le départ des Espagnols : — Alors il faut que je parte moi-même! — ni de l'accès de colère qu'il aurait eu contre le prince d Orange, bien que ces faits soient indiqués par des auteurs sérieux : le Hollandais Wagenaar et le Français Aubery du Maurier. Ils semblent apocryphes, parce que : — 1° la réponse aux états n'est pas vraisemblable dans la bouche d'un homme qui s'embarque en effet, et part; — 2° le roi n'avait ni la volonté ni les moyens d'entretenir une armée espagnole dans les Pays-Bas; l'évacuation était nécessaire; — 3° les mots prêtés au roi dans sa colère contre le prince d'Orange ne sont d'aucune langue; — 4° Philippe tenait tellement à séduire le prince d'Orange, qu'il lui assignait, en s'embarquant, une forte gratification; et il n'était pas homme à s'emporter ensuite contre ceux qu'il voulait gagner et qu'il venait de payer.

[2] Marguerite au roi, t. I, p. 52, 57, 63.

[3] Granvelle au roi, t. VI, p. 166.

troupes. Le seul prétexte des retards était l'exigence assez légitime des soldats, qui refusaient de se laisser embarquer si on ne payait leurs arriérés de solde; les Flamands qui faisaient depuis longtemps les avances pour l'entretien des troupes, se disaient hors d'état de pouvoir continuer : « Les marchands qui ont advancé les deniers cryent jusques au ciel qu'ils sont en grand dangier de recevoir de la honte et dommaige à cause du service qu'ils ont fait en ce au pays [1]. »

L'argent de la France dénoua la difficulté : la dot d'Élisabeth de Valois fut envoyée en Flandre, paya les troupes espagnoles, et permit leur départ [2].

Pour un épisode insignifiant, voilà la défiance éveillée : roi et sujets s'observent, les susceptibilités nationales sont prêtes à s'enflammer; le roi est déjà impatienté de s'entendre « alléguer à chaque pas sa joyeuse entrée », c'est-à-dire sa parole solennellement jurée, de conserver les lois et les droits du pays [3].

[1] Marguerite au roi, t. I, p. 335.
[2] *Correspondance de Marguerite,* lettre du 7 octobre 1560.
[3] *Papiers d'État de Granvelle,* t. VI, p. 210 : « Con alegar a cada passo su joyeuse entrée. »

II

LUTTE CONTRE LES HÉRÉTIQUES.

A des esprits si irritables tout semble suspect. La moindre maladresse devient faute grave. Au lieu d'éviter les motifs d'inquiétudes, Philippe poursuit la réorganisation des diocèses dans les Pays-Bas. Assurément une réforme était nécessaire : il n'y avait que trois évêques, ceux de Tournai, Arras et Utrecht, pour les dix-sept provinces des Pays-Bas, tandis que le Luxembourg était partagé entre six diocèses étrangers. Charles-Quint avait demandé des siéges nouveaux; mais la question ne faisait aucun progrès depuis quarante ans devant la cour de Rome; elle était arrêtée par deux obstacles. Pour former la dotation des nouveaux évêques, le roi proposait de leur attribuer les revenus de plusieurs abbayes, au détriment des moines et abbés, ce qui soulevait l'opposition du clergé régulier; en outre, s'il pourvoyait par cet artifice au manque de fonds dans ses États, le roi ne pouvait aussi aisément se procurer les sommes nécessaires à la chancellerie romaine; celle-ci exigeait « provision pour l'érection des églises [1] », c'est-à-dire un droit de

[1] *Correspondance de Marguerite*, t. I, p. 389, lettre au roi du 10 janvier 1561.

douze mille ducats [1], ce qui faisait dire au cardinal Granvelle [2] : « Tout le mal nous vient de l'avarice de Rome. »

Du moment que le Pape attachait assez peu d'importance à cette réforme pour la subordonner au payement de quelques ducats, le roi aurait été plus sage de l'abandonner sans soulever contre lui la coalition des moines qui défendaient leurs revenus, du peuple qui s'irritait de tout changement dans ses institutions, et des seigneurs qui « oubliaient les bienfaits reçus du prince et se montraient aussi opiniâtres dans leur opposition que le moindre du menu peuple [3] ». Mais Philippe n'est pas l'administrateur qui dirige les événements avec des concessions opportunes; il est l'homme de bureau qui s'asservit à des formules et heurte les obstacles. Il paye à Rome les douze mille ducats; il fait créer trois archevêchés et quatorze évêchés; il soulève une indignation si générale que Granvelle lui-même en est épouvanté : « C'est sur moi que retombe toute la haine; plût à Dieu qu'on n'eût jamais pensé à cette érection des églises! Amen, amen [4]! » Obstination d'autant plus maladroite, que Philippe ne

[1] Granvelle à Gonzalo Perez, 5 février 1561.

[2] Granvelle à Gonzalo Perez, 24 janvier 1561.

[3] *Papiers d'État de Granvelle*, t. VI, p. 18.

[4] Groen van Prinsterer, t. I, p. 117, Granvelle à l'ambassadeur à Rome, septembre 1561 : « Veo el odio de los Estados cargar sobre mi. Que plugiera a Dios que jamas se huviera pensado en este ereccion destas yglesias, amen, amen. »

comptait pas même utiliser les évêques dans ses luttes contre l'hérésie. Dès le règne de son père, on avait exclu les évêques de la connaissance des crimes contre la foi, parce qu'on les jugeait « trop portés à énerver la juridiction souveraine, à obtenir non des châtiments corporels, mais des amendes à leur profit [1] ».

Cette agitation cependant paraît s'être promptement calmée : cinq ans plus tard, on n'y songeait plus et on ne daignait même pas rappeler, dans les manifestes d'opposition, ce grief oublié. Elle n'a servi, comme la précédente, qu'à soulever l'opinion publique et à la précipiter davantage dans les idées de tolérance religieuse par opposition au gouvernement tracassier. Elle a répandu dans le peuple la croyance que le roi voulait soumettre les Pays-Bas à l'Inquisition d'Espagne.

L'Inquisition existait depuis quarante ans dans les Pays-Bas; elle n'y était pas impopulaire. Onze décrets de Charles-Quint, que l'on nommait *les placards* [2], prononçaient pour les divers cas d'indocilité envers le dogme des peines variées dans leur forme, mais qui donnaient toutes la mort, la mort par « le fer, la fosse, le feu [3] ». Mais si la loi était atroce, ceux qui l'appliquaient se montraient débonnaires. Les inquisiteurs des Pays-Bas étaient des chanoines ou des docteurs en

[1] Lettre ms. de Marguerite tante de Charles-Quint, citée par GACHARD, *Correspondance de Philippe*, t. II, Préface, p. 112.
[2] Affichés du 22 mars 1521 au 25 septembre 1550.
[3] *Correspondance de Philippe*, t. I, p. 105.

droit, tentés de modérer les peines « sous le prétexte qu'elles seroient grandes et dures » ; bonnes gens comme les bourgeois qui les environnaient. Ils n'appliquaient pas la torture, ils écoutaient les défenseurs, ils s'entouraient des officiers de la justice civile, huissiers et greffiers. Plusieurs provinces ne possédaient pas d'inquisiteurs [1] ; dans d'autres [2], on ne les convoquait jamais ; ceux de Valenciennes s'étaient fait tellement oublier qu'on ignorait leurs noms et la formule de leurs commissions [3].

Cette simple menace contre l'hérésie, Philippe II prétendit la convertir en persécution active : il renouvela les *placards* de Charles-Quint et prescrivit à sa sœur de se montrer sans pitié dans la défense de la religion. Mais il a toujours nié l'intention de soumettre au système compliqué de l'Inquisition espagnole ses sujets flamands. On ne peut douter que Marguerite, le cardinal Granvelle [4], et même plus tard le duc d'Albe, aient été constamment opposés à une pensée aussi maladroite ; mais il est difficile de ne pas croire également que Philippe jugeât nécessaire ce moyen de gouvernement. L'Inquisition proprement dite n'est ni ce

[1] Gueldre, Groeningue.

[2] Brabant.

[3] PAILLARD, *Troubles de Valenciennes*, pièce 133 *bis* du tome II.

[4] Granvelle écrit le 6 mai 1566 à son confident Oosterwyck : « Ni là, ni à Milan, ni à Naples, ladite inquisition d'Espaigne ne pouvoit servir, voire que la seule mention d'icelle porroit causer de grands inconvénients. »

qui effrayait les Flamands ni ce que Philippe voulait propager : les hommes des Pays-Bas se soumettaient sans murmure à l'autorité des dominicains français dans l'Artois, et à celle des dominicains allemands dans le Luxembourg [1] ; mais ils refusaient l'inquisition d'Espagne ; ils n'admettaient ni la procédure étrange ni la subordination à l'autorité monarchique qui étaient les caractères propres de cette institution. Ils s'indignaient à la pensée de ses prisons : « Vous estes là, leur disait-on, détenu par longues années, meurtry par longs tourments, joint la détresse et horreur du lieu, les injures privées, les coups de fouet... là l'accusateur est secret, le crime secret, les témoins secrets [2]. »

Les rudes pénalités des placards de Charles-Quint ne pouvaient suffire à Philippe II, si elles étaient mitigées par les répugnances des chanoines et des gens de loi qui avaient charge de les appliquer. Cette besogne était faite avec d'autant moins d'ardeur qu'elle n'était pas rémunérée : « aucuns trouvent estrange qu'ils n'auront aucun sallaire, ains qu'après avoir servy, ils seront en peine et pourchas pour leurs deniers... il est juste que ceux de la ville leur payent deux cents florins par an, puisque c'est pour leur propre bien et repos [3]. » Les agents subalternes eux-mêmes ne trouvaient pas

[1] Cabrera, t. I, p. 270.
[2] Arch. nat., pamphlet imprimé, K. 1507, pièce 35.
[3] Lettre du gouverneur du Hainaut, pièces 1 à 5 du t. IV de l'*Histoire des troubles de Valenciennes*, par Paillard.

toujours une récompense suffisante dans la satisfaction d'être redoutables et malfaisants : le plus féroce de tous, Titelmans, qui parlait avec joie de « ses prisonniers », suppliait la régente « de vouloir prendre en gré le petit service que ay sceu faire en ceste matière tant odieuse, moleste et périculeuse[1] ». Aussi, à défaut de salaire, les recors parés du titre significatif de *happe-chairs*, savaient se payer de leurs propres mains, « et lesdits happechairs ostèrent à plusieurs femmes et filles leurs chaynes et anneaux d'or[2] ». D'un autre côté, les délations naissaient spontanément, procurées par les vices privés : il n'était pas jusqu'aux courtisanes qui ne prissent plaisir à faire enfermer les jeunes bourgeoises, en les accusant d'hérésie ; ainsi à Valenciennes, la demoiselle Jonquoy fut accusée par « une fille légière nommée la Magriette », d'avoir assisté à des prêches[3].

Mais cet appel aux passions basses, le zèle des agents grossiers, le spectacle des êtres brûlés vivants rendirent promptement le régime des placards aussi impopulaire que l'Inquisition même. Toutefois la régente ne s'alarmait pas encore des progrès du luthéranisme ; elle redoutait la seule secte des anabaptistes et réservait pour elle toutes les ardeurs de son zèle : « Nous sommes avertie, écrivait-elle[4], comment il y a ès pri-

[1] *Correspondance de Philippe II,* t. II, p. 484.
[2] *Mémoires anonymes,* t. I, p. 26.
[3] Paillard, t. I, pièces 117 et 137.
[4] *Correspondance de Philippe II,* t. II, p. 478.

sons de Gand deux femmes rebaptisées obstinées, lesquelles au commencement sont esté gardées pource qu'elles estoient enceintes, et combien que passé long temps elles soient esté délivrées de leurs enfants, que toutesfois elles sont esté retenues jusques à ores, y ayant par ainsy esté l'espace d'environ neuf mois. Elles confortent ès prisons les autres y estant, chose que ne convient. Par où nous vous ordonnons que sans plus long délay, vous en faites faire la justice qu'il convient, et aussy pour l'avenir, vous dépeschez de semblables personnes le plus brièvement que faire se pourra, pour éviter tous inconvénients et scandales qui autrement par longue détention pourraient suivre. » Les magistrats de Gand n'avaient pas tenu compte de cette recommandation, et la princesse ne tarda pas à pouvoir démontrer par un exemple les inconvénients de leur coupable mansuétude : les prisons de Gand laissèrent échapper cinq anabaptistes dont elle avait réclamé l'exécution, « laquelle si fust esté faicte, ce scandale ne fust advenu au préjudice grand de la religion [1] » !

[1] Lettre du 15 juin 1860, t. I, p. 479.

III

OPPOSITION DE L'ARISTOCRATIE.

Une administration qui affectait de tenir si peu de compte de l'état des esprits ne pouvait tarder à entrer en lutte contre les forces légales du pays : le comte d'Egmont et le prince d'Orange attaquèrent de front le cardinal Granvelle comme s'ils avaient ignoré que les causes du mécontentement provenaient de la volonté seule du roi, ou comme s'ils avaient pressenti la fiction constitutionnelle qui avertit le souverain en frappant le ministre. Ils adressèrent en Espagne la démission de leurs charges [1]. — « Le plus grand secret est gardé sur cette lettre des seigneurs, écrit de Madrid l'ambassadeur anglais [2]; mais je sais qu'il y a discorde entre la faction de la noblesse et la faction de Granvelle; si le cardinal n'est pas immédiatement soutenu par le roi,

[1] Le 23 juillet 1561. La lettre, qui est de la main du prince d'Orange, a été découverte récemment par M. Gachard dans les papiers du secrétaire Eraso. Mais elle aurait dû être connue auparavant par le rapport de l'Anglais, que semblent avoir ignoré les historiens belges.

[2] Ms. Rec. of., n° 1143, 15 aug. 1561 : « Yesterday came from Brussels a courier bringing only a letter from the Regent and another from the prince of Orange and count Egmont jointly. The matter is kept very close, but by an inkling of a secret friend he guesses it is about the discord between the faction of the nobility and the Granvellian faction wich if it be not taken up by the king sooner, I would not be in the cardinal's case for hisliving. He is sore hated. »

je ne voudrais pas être à sa place pour tout l'or qu'il reçoit : il est cruellement haï. »

Granvelle, en effet, malgré ses merveilleuses qualités d'administrateur, malgré ses efforts pour concilier la volonté du roi et l'opinion du pays, n'avait réussi qu'à se rendre odieux non-seulement à « ce méchant animal nommé le peuple », selon son expression [1], mais surtout aux chefs de la noblesse, qu'il blessait par les puérilités de son faste. Le petit-fils du procureur de Besançon aimait à s'entourer de hallebardiers et de courtisans; il était d' « ung naturel un peu revesche [2] »; il s'oubliait dans les susceptibilités d'une vanité ingénieuse, ou dans les égarements de ses fréquents accès de colère [3]. « Son caractère a toujours été de vouloir que tout le monde vive de sa main : il se regarde comme le monarque du monde [4] », — telle était l'opinion des Espagnols eux-mêmes. Les Flamands formulaient des reproches plus graves [5] : « Quand quelque abbaye ou gros prieuré estoit vacant, il envòyoit commissaires de par le roy pour entrevenir à l'élection : là se trouvoit Morillon pour courtier des présents. Si celui-là voyoit que le futur abbé ou prieur n'ouvrist pas la bourse tant

[1] *Correspondance de Philippe II*, t. I, p. 290.

[2] Ms. Bibl. nat., 16103, f° 111, d'Auzance à Charles XI.

[3] *Doc. ined.*, t. L, p. 318, Escobedo au roi : « Colera no es buena para ministros. »

[4] *Correspondance de Philippe II*, t. I, p. 197, Eraso à Egmont, du 28 septembre 1561 : « Querer que todos vivan por su mano, y ser el monarca del mundo. »

[5] Le Petit, *Histoire des Pays-Bas*, édition 1604, p. 29.

qu'elle se pouvoit estendre, il n'estoit agréable, et on lui mettoit un compétiteur en barbe. Lors il prenoit à deux mains, couppes, chaisnes d'or (je me tais de ce que ces présents se répartissoient entre le cardinal, Viglius et Morillon), escus, ducats, et tout comptant, car les promesses n'y servoient de rien. »

Il est permis d'être encore plus sévère contre Granvelle, aujourd'hui qu'on a lu cette lettre écrite de sa main à Philippe II : « Quant au prince d'Orange, on pourrait offrir une prime de trente ou quarante mille ducats pour qui le tuerait, ou le livrerait vivant, comme le font toujours les potentats d'Italie; peut-être l'annonce de ce danger suffirait pour le faire mourir de peur, car il est poltron; peut-être si la publication était faite en Italie et en France, on trouverait quelque drôle qui tenterait le coup pour de l'argent [1]. »

Nous connaissons aussi mieux que les contemporains « ses courtiers de présents ». Morillon, le plus actif de tous, se peint lui-même par ces mots [2] : « C'est le principal poinct de se bien entendre avec le maistre. » Avec cette maxime, il avait gagné l'évêché de Tournay et quarante prébendes [3]. Un autre, le Filippi Nigri, possédait tant de prébendes et terres d'Église qu'il laissa en mourant vingt-huit mille pièces d'or dans ses coffres [4].

[1] *Correspondance de Philippe II*, préface, p. 181.
[2] *Papiers d'État de Granvelle*, t. VIII, p. 55.
[3] *Correspondance de Philippe II*, t. I, p. 320.
[4] *Mém. anon.*, t. I, p. 10.

Le président Viglius se mit également dans les ordres pour mieux accumuler des bénéfices : il avait autant de cupidité, mais moins d'esprit que Morillon.

A la place de ces parasites, Granvelle aurait pu employer dans les difficultés qui l'accablaient un homme d'une valeur égale à la sienne, son compatriote Simon Renard, qu'on a vu en Angleterre aux côtés de Mary Tudor. Renard avait fait ses preuves à cette époque, par son insistance à demander des exécutions de protestants; mais sa capacité remarquable semble avoir éveillé la jalousie de Granvelle. C'est la faute ordinaire aux esprits supérieurs, de ne s'entourer que de gens médiocres : ils se croient amoindris dès qu'ils sont secondés, et, dans leurs complaisances pour les subalternes, ils retournent contre eux-mêmes les talents qu'ils repoussent. Renard se rattacha au parti de l'aristocratie flamande, rédigea les lettres et les manifestes de l'opposition, devint assez dangereux pour que Philippe II crût nécessaire de l'appeler à Madrid [1], afin d'en débarrasser Granvelle. A Madrid, Renard parla sans contrainte du cardinal, et lui fit peut-être plus de tort qu'auparavant, racontant com-

[1] *Doc. ined.*, t. IV, p. 283. Il était né à Vesoul, et non dans les Flandres, comme le croient les éditeurs des *Doc. ined.* Voir aussi lettre de Saint-Sulpice, Ms. Bib. nat., 3161, f° 109, du 28 mars 1563 : « Pour ce qu'il a semblé que maistre Renard entretenoit des divisions dans ce pays et qu'il administroit consort aux seigneurs de delà contre les opinions de M. le cardinal Granvelle, j'entends que le Roy luy a mandé de s'en aller. »

bien « il estoit esbahi [1] de voir son maistre trompé, et demeurer encore en ceste opinion que le bon zèle de la religion contienne les ecclésiastiques, voyant un chascun assez clairement qu'ils sont plus esmus du particulier proffit que du service de Dieu ni du bien public. Et confessa que les Pays-Bas estoient assez ébranlés et que si le feu s'y allumoit une fois, il seroit plus difficile à esteindre qu'en aucun aultre endroit de la chrestienté. »

Si on écarte les hommes de mérite pour se livrer aux flatteurs, on s'expose à des trahisons : Granvelle n'échappa point à ce châtiment quand il donna sa confiance à un certain Gaspar Schets qui devint le fondateur d'une maison ducale, par une série de fraudes habiles. Ce Gaspar était une manière de poëte latin qui capta, par des panégyriques et des odes, l'amitié du cardinal, se fit nommer conseiller royal, puis trésorier général, reçut de la reine d'Angleterre une chaîne d'or de cinq cents couronnes [2] pour renseignements livrés, comprit les avantages du métier, procura aux Anglais des informations si précieuses que « par égard pour cette digne marque de service, la reine ne peut moins

[1] Ms. Bibl. nat., 3163, f° 25, Saint-Sulpice à la reine, 31 décembre 1564. C'est trois mois plus tard que Granvelle est rappelé à son tour. Renard paraît être resté à Madrid une dizaine d'années dans la disgrâce et la misère : le duc d'Albe intervint vainement en sa faveur. (*Correspondance de Philippe II*, 31 octobre 1571.) Renard mourut en août 1573. (Wauters, *Note aux Mémoires de Viglius*, p. 63.)

[2] Ms. Rec. of., foreign Elizabeth, t. III, f°s 84 et 236.

faire que lui écrire une lettre de remerciemens avec au moins cinq cents couronnes », disait avec reconnaissance le premier ministre d'Angleterre. Enfin, il eut le talent de faire connaître à Londres, avant qu'ils parvinssent à Bruxelles, les détails d'une négociation avec la cour de Rome [1], et il poursuivit ses intrigues, longtemps après la chute de Granvelle, avec assez de bonheur pour devenir comte du Saint-Empire, et faire nommer son fils duc d'Ursel.

Pendant que s'érigeaient ces fortunes des favoris du cardinal, les magistrats et les employés n'étaient pas payés de leurs émoluments : « N'y a pour payer les gages des ministres tant de justice que aultres, ni pour soustenir les charges, voire ni quasy pour depescher un courrier[2] ! » Cette détresse ne devait pas être attribuée uniquement aux fautes de Granvelle, mais surtout à celles de l'administration précédente, car « on doit à plusieurs plus de deux ans [3] ». Les finances de l'Espagne n'étaient pas en état de prêter un secours efficace à celles des Pays-Bas; le roi déclarait tristement : « Ayant regardé à tout ce que je puis faire, n'ay trouvé moyen d'y fournir [4]. » Il faisait mettre en vente à la bourse d'Anvers des *juros* ou titres de rentes sur la Castille, qui étaient discrédités par le manque

[1] Ms. Rec. of., p. 224, affaire de l'abbé de Saint-Salut.
[2] *Correspondance de Marguerite*, 17 mars 1560.
[3] *Ibid.*, 9 août 1560.
[4] *Ibid.*, 10 février 1561.

de foi qu'a toujours eu le gouvernement espagnol envers ses créanciers. Cette défiance, l'indifférence à l'égard des employés qui « abandonneront le service [1] », le contraste de leur misère avec le luxe dont faisaient parade le cardinal et ses complaisants, ne contribuaient pas peu à maintenir l'irritation contre Granvelle.

Le roi avait répondu à la démission du comte d'Egmont et du prince d'Orange par l'envoi à Bruxelles du comte de Hornes, qui l'avait accompagné en Espagne. Hornes était chargé de réconcilier le cardinal et les seigneurs flamands; mais il n'avait pas la souplesse de caractère indispensable pour cette mission. A ce moment s'engage une partie dans laquelle les chances ne sont nullement égales, puisque Philippe, n'eût-il pas été affaibli par sa lenteur naturelle de décision, l'est nécessairement par les pertes de temps qu'exige la distance. Ce qu'il vient de concéder tardivement au comte de Hornes en le renvoyant près de ses amis, n'a déjà plus de signification quelques jours plus tard. Voilà que le prince d'Orange demande la convocation des états; la régente, pressée par les seigneurs, blessée de l'autorité arrogante du cardinal, tente un moyen terme et convoque, non les états généraux, mais les chevaliers de la Toison d'or [2]. Cette assemblée de la première noblesse du pays envoie au roi le baron de

[1] *Correspondance de Marguerite*, 9 août 1560.
[2] Mai 1562.

Montigny pour lui faire connaître la véritable situation des esprits. En accueillant Montigny, le roi improvise un projet ingénieux : séduire Montigny, comme il a déjà gagné son frère, le comte de Hornes; attirer par eux à sa cause le comte d'Egmont, susciter la jalousie des trois contre le prince d'Orange, semer ainsi la division parmi les opposants, et maintenir Granvelle comme arbitre suprême entre eux.

On ne sait si Montigny ne fut pas le jouet un instant de ces manœuvres. Les détails dramatiques de la mort à laquelle il est destiné le rendent assez touchant pour qu'on ne se plaise pas à le voir dans le rôle de dupe; mais certainement son frère de Hornes avait trop de roideur, et Egmont trop de bouillante loyauté, pour se prêter à des intrigues contre Guillaume d'Orange; la vanité du cardinal résistait également à ce plan; c'est par des jouissances d'orgueil et non par des artifices, que Granvelle voulait triompher. Il écrivit fièrement : « C'est parce que je défends l'autorité de Votre Majesté que je suis exposé à tant de tracasseries [1]... Je m'en moquerais comme d'un escargot, si le service du roi n'en souffrait [2]. » Et le roi dut excuser son cardinal en écrivant à la régente : « Jamais il ne m'a proposé de couper une demi-douzaine de têtes pour rétablir la paix dans ces pays, et cependant

[1] Granvelle au roi, 14 mai 1562.

[2] Granvelle à Gonzalo Perez, 6 août 1562 : « No solo estimaria todo en un caracol. »

ce ne serait peut-être pas mauvais à essayer [1]. » Puis il se tut durant plusieurs mois, croyant que le temps assoupirait la résistance ; ce silence faisait le désespoir de Granvelle, qui s'écriait : « De la cour de Madrid, nous ne savons non plus que ceux qui sont aux Indes. Le délai que met le roi à répondre aux lettres cause un grand préjudice. On le regrettera cruellement un jour [2]. » Pendant ce temps, les nobles se confédéraient [3] et adoptaient des emblèmes pour éveiller l'attention du peuple, qui s'attache aux signes extérieurs, aux devises, aux mots de ralliement : « Brederode portoit à son chapeau une queue de renard au lieu de panache, voulant signifier par cest emblesme, que le grand renard y laisseroit un jour la queue... les autres portoient casaques semées de testes de fols et de chaperons rouges [4]. » Enfin le roi se décida à se prononcer formellement pour le cardinal et à écrire aux seigneurs : « Ce n'est ma coustume de grever aucuns de mes ministres sans cause [5]. » Mais il était déjà trop tard, de graves événements venaient de se passer dans le Hainaut.

1 *Doc. ined.*, t. IV, p. 278 : « Cortar media docena de cabezas... aunque quiza no seria mal hacello. »

2 *Correspondance de Philippe II*, t. I, p. 213.

3 11 mars 1563.

4 Pontus Payen, t. I, p. 58 et 60. Toutefois cette interprétation du chroniqueur royaliste sur la signification de la queue de renard est au moins très-douteuse. Quoi de commun entre le cardinal et un renard? Peut-être est-ce une allusion à l'opposition de Simon Renard. Il est plus probable que c'est un souvenir d'une orgie de Brederode.

5 *Correspondance de Guillaume*, t. II, p. 42.

IV

ÉMEUTES DANS LE HAINAUT.

La scission entre les provinces de langue française et celles qui parlaient flamand fut accentuée par les dissidences religieuses : les premières subirent la propagande de nos calvinistes, les autres préférèrent la formule luthérienne. L'occasion eût été belle pour la France de se rattacher l'Artois et le Hainaut : « Si nous estions bien advisés, dit un politique de Paris [1], il y auroit maintenant matière de réunir l'Estat de Flandre au nostre : jamais ne s'est préparée occasion de le recouvrer que nous ne l'ayons laissé échapper. »

Le Hainaut, avec ses deux grandes villes de Tournay et de Valenciennes, adopta de bonne heure les doctrines de Calvin ; la régente apprit « que les églises sont bien peu fréquentées, mesme dans cette saincte saison des avents, et signamment que les principaux bourgeois se monstrent en cecy fort froids [2] ». Ces bourgeois avaient voyagé à l'étranger ; ils avaient séjourné chez les banquiers de France et d'Angleterre pour apprendre la tenue des livres, le jeu des lettres de change, les secrets des relations commerciales : ils envoyaient leurs enfants

[1] Étienne Pasquier, *Lettres.*
[2] Pièce 171 du t. II de Paillard, *Troubles de Valenciennes.*

chez leurs correspondants ; ils élargissaient leurs idées en ouvrant des débouchés à leur industrie, crime sévèrement puni par les placards : « Bien que suyvant ledit placcart nuls ne eussent à mettre leurs enfans en pays ou villes suspectés, néanmoins se treuve que plusieurs de ladicte ville de Valenchiennes ont leurs enfants tant en Allemagne que en Angleterre, et ce pour apprendre les langues et les trains et factions de marchandises [1]. » Ainsi la lutte pour la foi dégénérait insensiblement en combat contre le commerce, la richesse, la vie publique; ainsi le gouvernement se donnait pour ennemis les plus éclairés et les plus riches; il heurtait les besoins sociaux et provoquait l'intervention des étrangers intéressés aux relations commerciales. Dès 1562, la reine d'Angleterre entretenait le mécontentement des gros marchands, par les propos d'un prétendu professeur de mathématiques, qui fut arrêté, et trouvé « par ses confessions homme enclin à mener toutes factions et pratiques [2] ». A Tournay, la famille Taffin, et à Valenciennes, la famille Herlin, se mirent à la tête des adeptes du calvinisme. Les Herlin, qui possédaient des fiefs nobles et qui commandaient les compagnies de la garde bourgeoise, essayèrent pendant les premières années de seconder l'opposition de l'aristocratie plutôt que de soulever le peuple. Mais les Taffin ne connaissaient pas ces com-

[1] Paillard, *Troubles de Valenciennes,* t. II, pièce 172.
[2] *Ibid.,* pièces 158 à 164.

promis avec Satan ; deux des frères Taffin, Jean et Nicolas, se firent prédicants ; le troisième, Jacques, devint secrétaire du prince d'Orange et son agent en Angleterre [1]. Les convertis se multipliaient autour d'eux et poussaient le fanatisme jusqu'à « affecter et chercher mourir publiquement pour vaine et folle gloire [2] ». Que pouvait la régente contre ces cas curieux de vanité? Le roi lui proposa un remède [3] : « La contenance qu'ont eue les exécutés, chantant en public tant que l'haleine leur a duré, m'a semblé chose de très-mauvois exemple et dont plusieurs simples se pourroient scandaliser et laisser séduire. Et me souvenant que autrefois en Angleterre, moy y estant, l'on usa en choses semblables de leur mettre un bâillon ou aultre chose dedans la bouche, j'ay pensé qu'il ne seroit mal faire le mesme de ceulx d'icy. »

Mais pendant que Tournay s'agite en émeutes impuissantes devant ceux qu'elle appelle des martyrs, Valenciennes sait défendre ses calvinistes et invoquer le « privilége qu'ils ont de non pouvoir estre torturés [4] », en leur qualité de bourgeois; les magistrats de Valenciennes reculent de près de quatre mois, par des chicanes et des moyens dilatoires, l'exécution des prisonniers qu'on les force de condamner.

[1] Pasquier-Delebarre, *Mémoires*, t. I, p. 68. — *Mém. anon.*, t. I, p. 136.
[2] Pièce 121 du t. III du *Recueil de* Paillard. Note de Marguerite.
[3] *Correspondance de Philippe II*, lettre du 9 octobre 1562.
[4] *Recueil de* Paillard, t. I, pièce 91.

Ces prisonniers se nomment Mallart et Fauveau; ils sont également effrontés et tiennent tête aux juges en citant hors de propos des fragments de saint Paul [1]. Bientôt les ordres de la régente deviennent si menaçants que les magistrats de Valenciennes n'osent plus retarder l'exécution de ces hommes.

C'est le 27 avril 1562; on tire de prison Mallart et Fauveau, on les pousse au bûcher. Fauveau s'écrie : « Père éternel! » A ce signal, des troupes de cardeurs, de *mulkiniers*, de *haulte lisseurs*, de *sayetiers* [2], de femmes, traversent les rangs de la garde bourgeoise, se ruent autour des victimes. Les magistrats se hâtent de faire reconduire leurs condamnés en prison : « Nous avions, disent-ils [3], ramené nos prisonniers ès nos prisons, cependant iceux turbateurs ont commenché à emporter les fagots et rompre les barrières, puis par l'effraction qu'ils ont faicte de nos prisons, ont retiré les prisonniers et sont, comme nous entendons, encore ensemble chantant dans cette ville. » Les portes de la prison n'avaient pu résister en effet aux efforts des sectaires; Mallart et Fauveau avaient été emportés « liés et enferrés qu'ils estoient par les pieds et par les mains en la rue des Caudreliers, où qu'ils les deschar-

[1] *Recueil de* Paillard, pièce 49.

[2] Le mulkinier est le tisserand de batiste; le haulte lisseur, le tapissier en tapisseries de haute lisse; le sayetier est le fabricant de sayettes, ou demi-ostades, à trame en fil de laine. Ils étaient en grand nombre originaires des villes françaises d'Amiens et du Câteau.

[3] *Recueil de* Paillard, t. II, pièce 70, rapport des magistrats.

gèrent en la maison d'un nommé Marmin, au Nocquet d'or, et les fers furent limés, usés et rompus [1] ». Après avoir chanté des psaumes dans les rues avec leurs libérateurs, les deux *maubruslés* demandèrent asile le soir au catholique Philippart, meunier du moulin d'Anzin : « Ils se présentèrent environ et entre les neuf et dix heures du soir où ils le requirent les vouloir illec laisser la nuictée, ce qu'il ne vouloit faire, mais enfin les laissa, et y furent jusques au lendemain au soir; estoient en haut sur le grenier de son dit moulin. » Ils se retirèrent en Angleterre. Fauveau sera retrouvé cinq ans plus tard à Valenciennes, et brûlé vif [2].

Ce ne fut pas sans honte que la régente dut avouer cet affront au roi. Sa lettre embarrassée et craintive laisse espérer la consolation d'un châtiment exemplaire [3]. Le châtiment est nécessaire en effet, et mérité : deux jours après le crime, deux compagnies d'ordonnance entrent dans la ville pour tenir garnison malgré les priviléges municipaux; elles sont bientôt renforcées de deux autres : les dénonciations commencent, les arrestations, la terreur. — « Comment, Jacques, dit dans son lit une femme à son mari, vous avez rompu les prisons! Vous aviez bien à faire de vous avoir meslé de ceste affaire! » Une voisine entend ces mots à travers la cloison, les répète; Jacques est pendu.

[1] Ms. Bibl. de Valenciennes publié par M. Robaulx de Soumoy.
[2] *Recueil de* Paillard, t. I, pièce 140; le 19 mars 1568.
[3] *Correspondance de Marguerite*, t. II, p. 192.

Les prisonniers sont « destitués d'estat de bourgeois te déclarés inhabiles de jouir du privilége que les bourgeois ont de non pouvoir estre torturés » ; le meunier catholique qui n'a pas livré ses hôtes, le bon Philippart, est pendu. Les sentences de mort sont rédigées à Bruxelles et envoyées au magistrat qui est forcé de les prononcer. Ceux qui ne sont pas pendus sont « attachés à une estacle au marché et illec fustigés de verges » , et l'on comprend un grand nombre de femmes dans cette sentence, même celles qui se sont simplement assises sur les fagots; même celles qu'une attestation du curé déclare bonnes catholiques, comme Joséphine Ducolombier, qui est convaincue de s'être « monstrée joyeuse de la recousse des prisonniers » ; même Marie Massart qui « souffroit du mal caduc et avoit un accident à la jambe [1] ».

Ce qui irrite le roi quand il est informé de ces supplices, c'est la mansuétude des juges : — Il faut chercher et punir un plus grand nombre de coupables, écrit-il à sa sœur [2]; « l'on ne fauldra d'en trouver méritant chastoy rigoureux pour mieux nettoyer le tout. Il me semble que ceulx de la Loy y sont allés bien flochement et méritent d'estre destitués à l'exemple d'autres. »

[1] *Recueil de* Paillard, t. II, pièces 91, 97 et 109.

[2] *Correspondance de Philippe II,* t. I, p. 252 et 263. La lettre est probablement du secrétaire Tisnacq; ce dialecte belge que celui-ci devait seul connaître à Madrid était déjà fameux à cette époque; Forquevauls (Ms. Bibl. nat., 10752, f° 596) dit d'un de ces documents qu'il « est tant mal escript qu'il appert bien qu'un Flamand espagnolisé y a mis la main ».

Les magistrats sont-ils seuls coupables de faiblesse? Marguerite, après les avoir révoqués, blâme les gardes bourgeoises, et n'épargne même pas les curés : « Les cures sont fort mal pourvues de bons pasteurs, estant la plupart administrées par mercenaires [1]. » Mais le véritable criminel aux yeux de la régente, du cardinal et du roi, c'est le gouverneur même de Hainaut, le marquis de Bergues, qui ose estimer que le châtiment a été suffisant, et dire que « ce n'est tout respandre le sang, il faut remédier depuis la source [2] ». Ce remède ne serait-il pas dans sa pensée la tolérance pour les hérétiques? Granvelle n'en doute pas; il raconte au roi « que le Hainaut tombe de plus en plus dans le dévergondage, et que le marquis évite de s'y montrer, malgré les ordres de Madame [3] ». Si on veut renforcer les garnisons, Bergues s'oppose à ce qu'on donne un colonel aux gens de pied; si Madame lui demande ses avis pour rétablir son autorité, Bergues suggère la construction de citadelles, parce qu'il sait bien qu'elle n'a ni fonds pour les bâtir ni garnisons pour les occuper [4]; puis, blasphème odieux, « quant à ce qui tousche à la religion, — il ose l'écrire : — ny par menaces ny par soldats proffiterons peu [5] ». Enfin, il a des entre-

[1] *Recueil de* Paillard, t. II, pièces 128 *bis* et 129.
[2] *Correspondance de Marguerite,* t. II, p. 515.
[3] *Papiers d'État de Granvelle,* t. VII, p. 50 : « Se desverguençan cada dia mas y con quanto madama escribe, no acaba de yr el marquès. »
[4] *Recueil de* Paillard, t. II, pièce 156.
[5] *Ibid.,* t. III, pièce 58.

vues secrètes à Tournay avec Montigny et Egmont, « sans jamais parler à Madame de ces rencontres [1] ».

Au milieu de ces supplices, de ces soupçons et de ces récriminations, la foi calviniste fait de nouveaux progrès dans le Hainaut : « Par roy, prince ni justice, ne laisserons d'aller à nos presches [2] », disent les réformés que Marguerite traite avec mépris, dans sa langue virile, « de ruffians, putiers, larrons et autres repris pour leurs maléfices à diverses fois de justice [3] ». Que comprendre en effet à la conduite de pareils êtres? Si elle essaye la clémence, désirant « quelquefois user de miséricorde », et si elle fait grâce à Daniel Dubois, sous la condition qu'il se convertira, « ledit Daniel fist response qu'il remercioit grandement Madame, mais qu'il n'estoit intentionné à faire abjuration [4] ». Et pour les condamnés se prononce toujours l'opinion populaire : elle se manifeste avec une unanimité si scandaleuse qu'il faut renoncer à allumer les bûchers devant le peuple, et se résigner à détruire secrètement les coupables en les faisant ou étrangler ou noyer dans un baquet, afin de les priver ainsi « de la gloire qu'ils appètent de mourir comme constants en leurs opinions [5] ». Les inquisiteurs demandent cette atténuation dans les châtiments des crimes contre la foi;

[1] *Papiers d'État de Granvelle,* t. VII, p. 105.
[2] *Recueil de* Paillard, t. III, pièce 34.
[3] *Ibid.*, t. III, pièce 37.
[4] *Ibid.*, t. IV, pièces 55 à 57.
[5] *Ibid.*, t. IV, pièces 40, 47, 53.

Madame est forcée de leur accorder cette dérogation aux principes « afin d'oster à tels sectaires la folle gloire qu'ils prennent de vouloir mourir comme opiniastre, et la vaine gloire qu'ils prennent d'estre bruslés ».

Les juges qui remplissent ces devoirs d'inquisiteurs ont d'autres chagrins encore : « En cette affaire d'hérésie, disent-ils, nous trouvons grande difficulté à trouver tesmoings qui en veulent déposer [1]. » Quand le curé prend des notes pour les éclairer, on voit des femmes s'introduire chez lui et « lever le papier où estoient escripts les noms des parroichiens ayant fait leur devoir, et dudit papier avoir fait ce que bon leur avoit semblé [2] ». La haine contre le gouvernement étranger se tourne en faveur pour la foi qu'il persécute, et en mépris pour les magistrats qui le servent : « Nous sommes délaissés [3] », disent ceux-ci avec désespoir ; les uns se retirent, les autres deviennent plus féroces. Juges et recors dans cette lutte avec les suspects s'animent peu à peu jusqu'à la fureur : leur animosité est mise en lumière par un épisode touchant [4].

Dans les prisons de Valenciennes se trouvait un garçon de vingt ans, Gratien Wyart, « véhémentement

[1] *Recueil de* Paillard, t. IV, pièce 40.
[2] *Ibid.*, pièce 21, condamnation de Jennette Couvreur et Marguerite Lemoisne.
[3] *Ibid.*, pièce 9.
[4] *Ibid.*, t. IV, pages 151 à 161 d'après le journal manuscrit de Pierre de Navarre, le manuscrit 1660 de la Bibliothèque de Valenciennes, et divers documents manuscrits, pièces 107 à 110.

soupçonné d'hérésie ». Le geôlier avait d'un premier mariage deux filles que maltraitait sa seconde femme; l'aînée, Jacqueline, n'était âgée que de dix-sept ans; le chagrin la rapprocha du jeune Gratien qu'elle connaissait depuis l'enfance. Un soir, Jacqueline, « espiant le temps que son père et sa belle-mère estoient absens, prit les clefs et ouvrit les huis ». Les deux enfants se sauvèrent sur le rempart : il fallait se précipiter dans le fossé plein d'eau, le franchir à la nage. Gratien poussa Jacqueline; elle eut peur de la chute, de la boue, de cette fuite dans un pays inconnu; le cœur lui faillit : elle pressa le garçon de partir seul. Il sauta, il se réfugia à Anvers. Jacqueline, abandonnée à Valenciennes, se cacha dans la maison d'une veuve, Michielle Deledalle. Quelques jours après, un voisin, de ses fenêtres, l'aperçut dans le jardin. Il la dénonça. Le soir même des sergents vinrent cerner et fouiller la maison. La jeune fille sortit en hâte de son lit, et se blottit presque nue sous un buisson de rosiers. On était au commencement de novembre, les feuilles devenaient rares; les sergents, après avoir fait leurs recherches dans la maison, se répandirent à travers le jardin, découvrirent l'enfant, glacée de froid, la lièrent, la portèrent aux juges. Jacqueline, pour empêcher qu'on accusât le geôlier son père d'avoir facilité l'évasion, déclara avec fermeté « l'avoir fait à la requeste dudit Gratien ». Cet aveu lui valut l'humiliation de s'entendre reprocher par le juge d'avoir mis « en oubli le danger et péril

auquel elle mettoit son père contre la piété et amour qu'elle estoit tenue ». Elle fut « ce jour d'huy mesme » menée sur le marché, liée à un poteau et étranglée. Gratien sut faire venir à Anvers la jeune sœur de cette enfant et l'épousa, pour remplir autant qu'il le pouvait la promesse de mariage faite à l'aînée.

V

DÉPART DE GRANVELLE.

Ces premiers désordres et ces commencements de désorganisation sont attribués avec plus d'habileté que de sincérité par l'aristocratie flamande à la mauvaise administration de Granvelle. L'opposition légale des grands ne fait pas défection pendant les résistances populaires, et reprend son dialogue à distance avec le roi. Egmont, Orange et Hornes envoient des lettres de plaintes, tout en déclarant avec orgueil : — « Nous ne sommes point de nature grands harangueurs; sommes plus accoustumés à faire que à dire, comme il est séant à gens de nostre qualité [1]. » — « Ils me déclarent, dit le roi en communiquant leur lettre au duc d'Albe, qu'ils cesseront d'assister au conseil tant que le cardi-

[1] *Correspondance de Guillaume*, t. II, p. 42 à 47.

nal Granvelle continuera à en faire partie [1]. » — « Chaque fois que je vois, réplique le duc d'Albe [2], les dépêches de ces trois seigneurs des Flandres, je me sens ému d'une telle rage que si je ne faisais pas des efforts pour la réprimer, je semblerais atteint de frénésie. Cette rage, il faut la cacher, la garder pour la faire éclater plus irrésistible quand l'heure sera venue; il n'y a plus d'autre pensée à avoir que celle des mesures à prendre pour assurer dans un bref délai et avec éclat une démonstration exemplaire. »

« — C'est moi qu'ils attaquent le premier, crie piteusement Granvelle [3], moi, parce que le reste va de soi. Leur intention est de réduire ce pays en une république où le roi n'aura de pouvoir que ce qu'ils toléreront... Déjà le marquis de Bergues a osé dire en un banquet, quand on lui demandait ce qu'on ferait si le

[1] *Doc. ined.*, t. XXVI, p. 485, le roi à Albe, 12 octobre 1563 : « Diciendo que servirian en todo lo de mas que no fuese entrar en el dicho consejo, que esto en ninguna manera lo harian mientras el cardenal de Granvelle entrase en el. »

[2] *Ibid.*, p. 487, Albe au roi, 21 octobre : « Cada vez que veo los despachos de aquellos tres señores de Flandres me mueven la colera de manera que si no procurase mucho templarla, creo pareceria a V. M. mi opinion de hombre frenetico... tambien alterar para secutarla muy bien secutada a su tiempo... que V. M. tenga de gran importancia como procurar con gran brevedad la comodidad para hacer en esto una demostracion muy ejemplar. »

[3] *Papiers d'État de Granvelle*, t. VII, p. 165 : « Quieren dar en mi primero porque hecho esto, va lo demas su passo... y querrian reduzir esto en forma de republica en la qual no pudiesse el rey sino que ellos quisiessen. »

roi ne cédait pas : *Par la cordieu, nous luy ferons voir!* et chacun s'est tu [1]. »

« — Quand il n'y auroit, reprenaient les trois chefs de l'aristocratie, que le désordre, mescontentement et confusion qui se trouve aujourd'hui en vos pays de par deçà, ce seroit assez tesmoignage de combien peu sert icy la présence du cardinal [2]. »

Chacun se détache du présomptueux ministre : l'évêque de Cambray lui-même écrit au roi [3] : « Il n'est pas possible de ne pas donner satisfaction aux seigneurs de ce pays; c'est le seul moyen de vivre en paix et de rétablir le pouvoir de la religion. » Mais le coup décisif est porté par la régente.

Marguerite sent qu'il n'est pas possible de maintenir une administration devant la double opposition de l'aristocratie et du peuple; elle a d'ailleurs ses griefs contre le cardinal : qu'il affectât de ne tenir aucun compte de son autorité, elle s'en serait consolée, s'il ne l'avait pas dépouillée également des menus profits du pouvoir. Elle a les mémes convoitises que lui et des parasites aussi âpres. Enfin, elle sait qu'il craint d'user son crédit près du roi en appuyant les instances du duc de Parme pour obtenir Plaisance et pour marier son fils à une fille de l'empereur. Si elle n'obtient de Philippe II que la courtoisie de lui « dorer des pil-

[1] *Papiers d'État de Granvelle*, p. 194.
[2] *Correspondance de Guillaume*, t. II, p. 45.
[3] *Doc. ined.*, t. IV, p. 303, lettre du 28 mars 1564.

lules[1] » sur ces deux affaires si importantes pour elle, c'est à Granvelle qu'elle le doit; elle perd patience, elle écrit : « Vouloir le maintenir contre le gré des seigneurs pourroit entraisner le soulèvement du pays[2]. » Elle fait porter cette lettre à Madrid par son secrétaire Armenteros.

Armenteros, à demi laquais, à demi favori, effronté, spirituel, dévoré de l'amour du lucre, était surnommé le barbier de Madame[3]. Granvelle, qui aurait pu l'acheter, fit la faute de le mépriser. Toutefois il ne le vit pas sans inquiétude s'acheminer vers Madrid. « Vous ne me reconnaîtriez plus, tant mes cheveux ont blanchi[4] », écrivit-il à son ami Gonzalo Perez qui le rassura à la hâte en affirmant que le roi, « sur sa foi, risquerait plutôt de perdre ses États que de faire affront au cardinal dont il connaît le zèle[5] ».

« Moi, disait en même temps le roi[6], je me priverais d'un tel ministre à l'heure où je sais combien il me sert avec affection et dévouement! » Ce n'est pas Granvelle qui doit s'inquiéter, ce sont les seigneurs flamands, car ils reçoivent cette lettre sévère du roi : « Je m'esbahys bien que pour chose quelconque vous ayez

[1] « Para dorar estas pildoras. » Granvelle au roi, 6 octobre 1562.
[2] *Correspondance de Philippe II*, t. I, p. 266.
[3] *Papiers d'État de Granvelle*, t. VIII, p. 650. Armenteros, selon Granvelle (*Correspondance de Philippe II*, t. IV, p. 3), « contribua beaucoup aux malheurs par sa cupidité, et se retira à Rome fort riche ».
[4] *Correspondance de Philippe II*, t. I, p. 268.
[5] *Papiers d'État de Granvelle*, t. VII, p. 102.
[6] *Doc. ined.*, t. IV, p. 308.

délaissé d'entrer au conseil. Ne faillez d'y rentrer[1]. »

Mais ce qu'ils ne savent pas, ce que l'on a ignoré durant trois cents ans, c'est qu'en même temps que le courrier porteur de cette lettre, Armenteros, quittait Madrid avec une autre lettre adressée à Granvelle : « J'ai pensé, dit le roi au cardinal, qu'il vous serait agréable d'aller voir votre mère en Franche-Comté, et je vous autorise à vous rendre près d'elle immédiatement[2]. » Cette étrange faveur est si bien dissimulée que Granvelle feint de la solliciter, après l'avoir obtenue, prie l'empereur et la duchesse de Parme d'intercéder auprès de Philippe II pour l'empêcher de blâmer son départ précipité, sans permission : « Il y a quatorze ans que je n'ai vu ma mère bien-aimée; je ne peux reculer davantage le devoir de me présenter près d'elle [3]. » Bien plus, il raconte au ministre Gonzalo Perez, son ami, le défenseur de ses intérêts à Madrid, que son départ est spontané. Perez fait semblant de le croire : or la minute de l'ordre occulte de renvoi est de la main de ce même Perez. Sans ce papier longtemps égaré, nous serions dupes encore[4]. Il y a plus, le roi croit devoir jouer la même comédie; il simule la mansuétude, il écrit solennellement à la régente qu'il ne trouve pas mauvais qu'elle ait autorisé le cardinal à

[1] *Correspondance de Guillaume,* t. II, p. 67.

[2] *Correspondance de Philippe II,* t. I, p. 285.

[3] *Ibid.,* p. 298.

[4] C'est M. Gachard qui a découvert cette pièce et expliqué cette intrigue.

s'absenter deux ou trois mois. Il préfère la fourberie aux concessions. Il aime mieux tromper que plaire.

Armenteros se vanta avec insolence du succès de sa mission ; il s'écria dans sa fanfaronnade d'aventurier : — « Voilà ce dyable qui pensoit bien faire son paradis par icy. Il s'en va et ne retournera plus, l'on luy en gardera bien [1]. » Et il y mit bon ordre, en effet, en faisant écrire par Madame : « Si le cardinal revenait, il perdrait la vie et ferait perdre les Pays-Bas [2]... C'est lui qui a fomenté les troubles, de peur qu'on ne lise dans ses livres et qu'on ne découvre ses simonies et ses rapines [3]. »

Aussi, lorsque Granvelle demanda à rentrer en Flandre, il reçut du roi le conseil de passer quelques semaines à Rome, comprit que sa disgrâce durerait plusieurs années, et répondit : « Je resterai en Bourgogne, j'irai à Rome, aux Grandes Indes, partout où le roi souhaitera. Je crains seulement que mon absence des Pays-Bas n'améliore pas la situation [4]. »

[1] *Papiers d'État de Granvelle,* t. VIII, p. 93.
[2] *Correspondance de Philippe II,* t. I, p. 295.
[3] *Ibid.,* p. 311.
[4] *Ibid.,* p. 326.

CHAPITRE X.

PREMIÈRE PÉRIODE
DE LA LUTTE CONTRE LA NATIONALITÉ FLAMANDE.
LA RÉGENTE MARGUERITE.

1564-1567.

Mission du comte d'Egmont. — Confédération de Culembourg. — Émeutes et bris d'images. — Alliance de la régente et de l'aristocratie. — Disgrâce de la régente.

I

MISSION DU COMTE D'EGMONT.

La simonie et les rapines ne disparaissent point après le départ de Granvelle; la régente « y va bride avallée[1] » ; il n'y a rien à la cour qui ne soit mis en vente et adjugé au plus offrant[2]. Ce qui irrite Madame contre nous, écrivent les affidés de Granvelle[3], « c'est que l'avons si longuement gardée de faire son proffict

[1] *Papiers d'État de Granvelle,* t. VII, p. 632, 635, 677.
[2] Viglius, *Mémoires,* p. 70 : « Nihil non in aula venum exponi et ei qui plurimi licitatus fuisset addici. »
[3] Recueil de Groen van Prinsterer, t. I, p. 263 et 404 à 406.

qu'elle faict maintenant des offices et bénéfices et autres grâces ».

L'agitation populaire ne se calme pas davantage : tantôt on fait courir le bruit que Philippe a été tué d'un coup d'arquebuse[1] ; tantôt la populace de Gand veut délivrer un protestant que les sergents mènent aux galères[2]; tantôt celle d'Anvers se soulève pour en sauver un autre[3], un moine jacobin qu'on conduit au bûcher; mais « de crainte que le malfaicteur ne soit rescous, le bourreau le tue à coups de dague[4] », et sa présence d'esprit épargne un scandale semblable à celui de Valenciennes. Les seigneurs continuent à parler des libertés garanties autrefois par le serment royal dans la cérémonie de joyeuse entrée, et ils se décident à envoyer le comte d'Egmont en Espagne pour expliquer au roi les besoins et les droits du pays.

Viglius, une des créatures de Granvelle, espère atténuer l'effet de cette démarche en rédigeant lui-même, au nom des seigneurs, les demandes qu'Egmont devra présenter au roi; mais quand en séance du conseil le prince d'Orange entend le pédant lire avec complaisance sa prose pompeuse et vide, il s'emporte avec cette éloquence dont les éclats lui donnaient tant d'autorité. Sous cette parole nerveuse, Viglius s'affaisse,

[1] Ms. Arch. nat., K. 1501, pièce 22, note autographe de Philippe sur « la falsa nueva que a mi me avian muerto de un arcabuzazo ».

[2] *Correspondance de Philippe II*, t. I, p. 509.

[3] *Ibid.*, affaire Christophe Smith, p. 521 à 532.

[4] *Papiers d'État de Granvelle*, t. VIII, p. 442.

tombe en apoplexie. Bien que sa langue et sa jambe restent désormais à peu près paralysées, il ne se démet point de ses dignités, et il évite ainsi de « rendre ses comptes et de restituer les meubles des neuf maisons de la prévôté de Saint-Bavon qu'il a dérobés », selon le reproche formulé par Madame [1].

Le prince d'Orange profite de cet incident pour se mettre définitivement à la tête de l'opposition : il dicte lui-même les griefs qu'Egmont exposera au roi ; « mais il ne faut pas s'inquiéter de ce voyage, écrit Armenteros [2], le comte d'Egmont se laissera facilement mener ». Egmont, en effet, est dès son arrivée à Madrid séduit par les promesses que lui prodigue Philippe : — Vos dettes, dit le roi [3], je les paye ; vos filles, je me charge de les marier ; cette cabale des emblèmes, des queues de renard, des flèches en faisceaux, était une dangereuse affaire : c'est fini. « Comte, que cela ne se fasse plus [4]. »

Ainsi accueilli, le brave cavalier de Gravelines se croit en faveur, ses torts sont oubliés, il ne peut s'y tromper, car « l'on estime ce qui luy a esté donné cent mille escus [5] ». Il revient en Flandre avec la joie et la confiance d'une réconciliation, il annonce partout

[1] *Correspondance de Philippe II,* t. I, p. 350.
[2] *Ibid.,* p. 343.
[3] *Ibid.,* p. 347.
[4] *Papiers d'État de Granvelle,* t. IX, p. 277 : « Conde no se haga mas. » — *Doc. ined.,* t. IV, lettre du 3 avril 1565 du roi à la régente.
[5] *Papiers d'État de Granvelle,* t. IX, p. 384.

les bonnes dispositions et la générosité du roi. Quelques jours après, arrive une lettre de Philippe II déclarant que rien ne sera changé ni dans le système de gouvernement ni dans la répression de l'hérésie.

On ne saurait douter que Philippe fût résolu dès cette époque à supprimer priviléges municipaux, joyeuses entrées, droits de l'aristocratie, lois restrictives de sa toute-puissance. Qu'il préparât aussi un châtiment exemplaire, comme le lui avait conseillé le duc d'Albe, on ne saurait hésiter à le croire. Mais il recourait à la duplicité pour gagner du temps et reculer l'époque des décisions définitives. Seulement les ruses qu'il employait ruinaient les chances d'accommodement, et faisaient le désespoir de ses propres ministres. — « A quoi pense le roi? se demandaient ceux-ci; il remet tout au lendemain [1], il trompe ses secrétaires et cache aux uns ce qu'il décide avec les autres; ainsi Tisnacq n'a pas eu connaissance de la lettre du comte d'Egmont; don Ruy Gomez et moi avons ignoré les dépêches de Valladolid [2]. »

Les seigneurs de leur côté ne furent pas dupes : « tout ce que Madame a dit pour les calmer a été inutile. Ils ont déclaré qu'ils ne pouvaient avoir confiance dans le roi, puisque trois jours après le départ du comte d'Egmont, il avait envoyé des dépêches con-

[1] Recueil de Groen van Prinsterer, t. I, p. 426.
[2] Gonzalo Perez à Armenteros, 30 juin 1565.

traires à ses promesses [1]. » La régente cependant faisait bonne contenance, et cherchait à occuper les esprits par des fêtes; celles du mariage du baron de Montigny [2] ne se peuvent rappeler sans un serrement de cœur; moins de six mois après ces journées de bonheur, le fiancé ira chercher en Espagne sa fin cruelle. A la même époque, le fils de la régente, Alexandre Farnèse, épouse contre son gré la princesse Maria de Portugal qu'une flotte lui amène dans les Pays-Bas, où il l'attend, non sans souhaiter que la flotte et tout ce qu'elle contient « demeure au fond de la mer [3] ».

Mais au milieu de ces fêtes, la persécution religieuse ne faiblissait pas. Les derniers ordres du roi étaient formels. La terreur régnait dans le pays, les villes se dépeuplaient; plus de trente mille Flamands émigraient en Angleterre [4]. « La royne d'Angleterre a assigné à ceux qui viennent journellement, Norwich pour y faire leurs mestiers, et par là, je pense, se refaire de nostre dépouille. Et certes elle ne s'abuse pas, car par tels moyens est encommenchiée la draperie d'Angleterre, à la destruction de la nostre. Jà on dit que toutes les semaines vient de Sandwich en Anvers un navire chargé de sayetterie, satinerie et semblables denrées

[1] *Correspondance de Philippe II,* t. I, p. 355.
[2] Avec la fille du prince d'Espinoy, novembre et décembre 1565.
[3] *Papiers d'État de Granvelle,* t. IX, p. 386.
[4] *Correspondance de Philippe II,* t. I, p. 392.

qui souloient aller d'icy là. » La vieille industrie des Flandres périclitait; déjà les Anglais envoyaient dans un seul hiver trente navires chargés de quatre-vingt mille pièces de drap, « ce qui est pour gaster la draperie [1] ». Essayait-on le subterfuge d'interdire l'entrée des draps anglais comme infectés par la peste qu'on supposait à Londres [2], les représailles ne tardaient guère, et l'on n'avait nul avantage à irriter les marins anglais déjà tentés de prendre le parti des persécutés, comme le jour [3] où ayant appris qu'une frégate espagnole qui venait d'entrer sous pavillon de Castille dans la rade de Plymouth, avait à bord des prisonniers flamands destinés à la procédure de l'inquisition en Espagne, ils firent feu sur la frégate; « on tira d'une tour et des navires six ou sept volées, rapporte le commandant espagnol [4]; les boulets atteignirent mon vaisseau, et je fus forcé d'amener le pavillon de Votre Majesté ». Les prisonniers flamands furent mis en liberté; l'ambassadeur espagnol se trouva réduit à de stériles récriminations près de la reine : « Vous attaquez nos navires marchands sur mer, nos vaisseaux de guerre dans vos rades, nos nationaux dans vos rues, notre roi même dans vos prêches; nous avons toléré ces insultes en les excusant sur la rusticité et le défaut

[1] *Correspondance de Philippe II,* t. I, p. 345.
[2] Granvelle à Guzman de Silva, 28 mai 1564.
[3] 22 septembre 1565.
[4] « Y por esta causa me fue forçado de quitar las banderas de V. M. » Rapport cité par Froude, t. VIII, p. 482.

de civilisation, mais elles lassent toute patience. »

Cette émigration, cet appauvrissement de ses sujets, n'étaient nullement désagréables à Philippe. Il ne manquait pas de conseillers qui lui disaient, comme son envoyé secret, fray Lorenzo [1] : « Il serait très-aisé de rétablir la religion et l'autorité du roi dans les Pays-Bas : il suffirait pour cela de tuer environ deux mille personnes, parce que les autres prendraient la fuite. Il n'y a donc pas à hésiter, il faut les tuer. Supposons que les hérétiques se rassemblent en armes et nous offrent la bataille, aurions-nous le droit de les tuer? — Sans nul doute. Donc, s'il est permis et juste de tuer les hérétiques dans ce cas, pourquoi ne le serait-ce pas dès maintenant? Votre Majesté tient le couteau [2] que Dieu lui a remis; qu'Elle le montre nu, qu'Elle le couvre du sang des hérétiques, ou qu'Elle craigne que le sang de Jésus crie contre Elle devant Dieu. Ce n'est pas au roi d'être modéré, c'est à ces gens de se modérer dans leurs hérésies pour défendre leurs vies contre sa

[1] *Correspondance de Philippe II,* t. II, p. 45 : « No seria necesario matar dos mil en todos los Estados, porque mos huiran, otros buscaran otros medios para guardar su vida. »

[2] « Pues V. M. tiene el cuchillo que Dios le ha dado, desnudelo y cubralo de sangre de hereges, si no quiere V. M. que la sangre de Jesucristo da voce a Dios. La moderacion no toca a V. M.; a ellos cumple buscar moderaciones en sus heregias para guardar sus vidas de la indignacion de V. M.; David rey Sanctisimo no se apiadava de los enemigos de Dios, a todos los matava sin dar vida a hombre ni muger; Moyse en un dia, el con sus compañeros, mato tres mil del pueblo de Dios; y no fueron crueles, no se movieron a piedad de gente que no 'a tenia de la honra de Dios. »

colère. David, le saint roi, n'avait pas compassion des ennemis de Dieu; il les tuait tous sans laisser vie à homme ni à femme; Moïse, en un seul jour, avec ses compagnons, tua trois mille hommes du peuple de Dieu; un ange tua en une nuit plus de soixante mille ennemis de Dieu. Ce n'était pas montrer de la cruauté, c'était se dispenser de pitié envers ceux qui étaient sans pitié pour l'honneur de Dieu. »

II

CONFÉDÉRATION DE L'HOTEL DE CULEMBOURG.

Ainsi, toujours poussé vers des bûchers sans cesse rallumés, surmené par ces images bibliques, ces appels au meurtre, ces menaces de damnation, Philippe II était presque un modéré quand il écrivait à sa sœur de ne rien modifier dans le système de gouvernement. Mais les résistances intempestives épuisent autant les forces que les concessions précipitées. Marguerite multipliait les lettres à son frère pour lui expliquer combien les sévérités des placards devenaient inapplicables. « Vous connaissez, lui disait-elle [1], la haine contre le nom même d'inquisition espagnole; je vous ai déjà dit qu'on demande pour réduire l'hérésie, de livrer aux

[1] *Correspondance de Philippe II*, t. I, p. 387 et suiv.

flammes cinquante ou soixante mille personnes, et que les gouverneurs de province se refusent à le permettre; ils vous offrent leur démission, je suis aussi contrainte de demander à me retirer. » — « Pourquoi tant d'inquiétudes? répondait le roi après un long délai [1]; est-ce que l'on ne comprend pas mes intentions? Croit-on que j'aie d'autre désir que le service de Dieu et le bien de ces États? »

Mais durant ces atermoiements, la direction du mouvement échappe à l'aristocratie pour tomber aux mains de la petite noblesse. Une trentaine de gentilshommes se réunissent « environ le mois de décembre 1565, à la fontaine de Spa, pour jeter les fondements de la séditieuse et pernicieuse conjuration et ligue des confédérés, qu'ils appellent compromis [2] ». Leur manifeste, rédigé par Marnix de Sainte-Aldegonde, n'est signé que de noms obscurs, sauf le premier, Ludovic de Nassau.

Philippe van Marnix, seigneur de Sainte-Aldegonde [3], était un de ces fanatiques qui ne manquent jamais dans les époques de révolution. Théologien déclamateur, agitateur dangereux, il excellait à soulever les passions populaires, sauf à tomber lui-même dans la pusilla-

[1] *Correspondance de Philippe II*, p. 400.

[2] Acte d'accusation de Nicolas de Hames, héraut de la Toison d'or.

[3] Cet homme ne doit pas être confondu avec Philippe de Saint-Aldegonde, seigneur de Noircarmes, capitaine de Saint-Omer et commandeur d'Alcantara, qui était du parti royal. Marnix, né en 1548, meurt en 1598.

nimité la plus piteuse; il a eu du moins le mérite de reconnaître la supériorité du prince d'Orange.

Ludovic de Nassau avait, au contraire, toutes les qualités de son frère, le prince d'Orange : « Le Seigneur, disaient les bourgeois de Gand [1], vous a si richement élargi ses dons, qu'avec le bon vouloir et singulière bonté qui se lit sur votre face, vous avez aussi la puissance. » Sa réputation militaire était beaucoup mieux établie que celle de son frère; chaque capitaine était prêt à lui dire comme Brederode : « Serois fier de mourir un vostre soldat. »

Il ouvre la liste de ceux qui signent à Spa la déclaration suivante [2] : « Sachent tous qui ces présentes verront que nous icy avons esté informés comment un tas de gens estrangers et nullement affectionnés au salut et prospérité du pays, ont tant gagné envers Sa Majesté qu'il a voulu nous introduire à toute force l'inquisition, laquelle est non-seulement inique et contraire à toutes lois divines et humaines; mais aussi que sous ombre de faulse hypocrisie, elle anéantiroit tout ordre de police et aboliroit toute droiture... Promettons et nous obligeons l'un à l'aultre, par serment solemnel, d'empescher de tous nos efforts que ladite inquisition ne soit introduite, ayant mesmement l'exemple récent de ceulx du royaume de Naples devant nos yeux, lesquels l'ont

1 Recueil de Groen van Prinsterer.

2 Ms. Bibl. nat. français 23576, ancien 217 des missions étrangères. Il y a trente-deux signatures.

bien rejetée, au grand soulagement et repos de tout leur pays. N'entendons de sorte que ce soit, d'attendre chose laquelle pourroit tourner au déshonneur de Dieu. »

Le mois suivant, Brederode adresse à cette ligue son adhésion et celle d'environ deux cents gentilshommes, et demande qu'ils s'introduisent tous ensemble à Bruxelles, armés, en plein jour, pour porter une pétition à la régente. — Les repousserez-vous avec vos compagnies d'ordonnance? demande Marguerite au prince d'Orange et au comte d'Egmont. — « Nous ne pouvons nous battre pour le maintien de l'inquisition et des placards[1]! » C'est la seule réponse qu'elle obtient; elle hésite, elle apprend que les deux cents confédérés viennent d'entrer à Bruxelles[2].

Le lendemain, ils se réunissent dans l'hôtel de Culembourg, se rangent en cavalcade, arrivent au palais, descendent de cheval, et défilent un à un devant « Madame, qui demeura bon espace de temps sans dire mot, ne pouvant contenir les larmes que l'on voyoit couler de sa face[3] »; puis ils se retirent après avoir déposé leur manifeste. C'est à ce moment que Berlaymont, un des seigneurs royalistes, qui se tient debout derrière la régente, « prononça par grande colère » ces mots : « Comment, Madame, peur de ces gueux! Par

[1] *Correspondance de Philippe II,* t. I, p. 404.
[2] Le 3 avril 1566.
[3] Pontus Payen, *Mémoires,* t. I, p. 136.

le Dieu vivant, qui croiroit mon conseil, leur requeste seroit apostillée à belles bastonnades, et les ferions descendre les degrés plus vistement qu'ils ne les ont montés ! »

Les confédérés « allèrent faire la piaffe par la ville » ; puis, comme une cérémonie n'était jamais complète, selon les vieux usages du pays, sans un banquet, ils revinrent à l'hôtel de Culembourg, où étaient préparées les viandes et les boissons. « Quand ils furent à table, ils se prirent à jouer des gobelets à qui mieux, vuidant les grandes coupes d'or et d'argent doré pleines de bon vin. » Au milieu du repas, Brederode se fit apporter « une besace qu'il vestit en guise de scapulaire de moine, et prit à deux mains une grande vilaine escuelle de bois pleine de vin, et l'ayant vuidée vaillamment d'une haleine, la fit remplir et présenter à son voisin, s'écriant : Vivent les gueux! On apporta d'autres escuelles, et si messieurs les pages estoient diligents à les remplir, les maistres estoient encore plus vaillants à les vuider, sans oublier de crier à chascun coup : Vivent les gueux! si haut, que n'eussiez ouï Dieu tonner. » Vers la fin de l'orgie, les comtes d'Egmont et de Hornes entrèrent dans la salle et y restèrent « la durée d'un *Miserere* », lugubre mesure du temps pour une démarche qui leur coûtera la vie.

Ce titre de *gueux* n'est pas compris dans les premiers jours : la régente déclare à Philippe qu'elle ne sait ce

qu'il signifie [1]. Le peuple semble ne pas se passionner pour ces emblèmes de besace, car les protestants seuls répondent à cet appel. Mais l'aristocratie est assez clairvoyante pour apercevoir le danger; elle sent que l'influence lui échappe, par la faute de la petite noblesse, au moment même où l'autorité royale est prête à s'effondrer. Elle ne veut pas laisser sans direction le sentiment national, et tente un dernier appel près du roi. Elle envoie deux de ses membres pour expliquer qu'une révolution se prépare, que les sectaires vont prendre la couleur du patriotisme; elle choisit pour cet effort suprême le baron de Montigny, qui a déjà rempli une semblable mission à Madrid, qui part à la hâte, qui laisse enceinte sa nouvelle épousée; il est bientôt suivi par le marquis de Bergues.

Montigny et Bergues, aussi bien que Hornes et Egmont, voulaient sincèrement concilier l'autorité du

[1] Lettre du 13 avril 1566 : « Que es un apellido que es entre ellos, y no se sabe aun lo que quiere significar. » Les gens de loi (Viglius, *Mémoires*, p. 148; — Hopperus, *Mémoires*, p. 311) disent aussi qu'ils ignorent l'origine de ce nom. Mais si la signification échappa au monde officiel, elle fut attribuée par le public au mot méprisant de Berlaymont. Voir, outre les mémoires cités, ceux de Del Rio, t. I, p. 28; ceux de Jacques de Wesenbek : « Quelqu'un avoit dit en cour par moquerie : Voyla entrer de beaux gueux (qui veut autant que brimbeurs); à l'occasion de quoy ont incontinent esté appelés et retenu le nom de gueux. » Enfin, dans un récit fait par un Français inconnu (Ms. Bibl. nat., ancien fonds Saint-Germain, n° 47), on dit qu'un des seigneurs s'écria à la vue des confédérés : « Voylà bien de nos gueux! Estant ledit nom de gueux si vile et ignominieux que audit païs de Flandre on dit en proverbe commun que vingt-quatre méchants bélistres font un gueux. »

roi et les libertés du pays. Ils ne faisaient cas ni des réformés, ni des tumultes populaires, ni de la noblesse ruinée qui s'agitait autour de Brederode. Mais le prince d'Orange devait avoir déjà d'autres pensées. « Il est le plus fin », écrivait un agent espagnol[1]. Il connaissait l'impossibilité d'arracher des concessions à la conscience du roi; il savait, il faisait la faute de se vanter de savoir les secrets conseils, les projets de vengeance qui circonvenaient Philippe II; à Madrid, « le secrétaire Vandenesse avoit esté si téméraire que de fureter la poche du roi, pendant qu'il estoit au lit, et lire les lettres secrètes qu'il recevoit, faisant puis après entendre le contenu au prince d'Orange[2] », et cette infidélité était connue en Flandre des agents espagnols[3] et de Marguerite elle-même[4], car Guillaume ne cachait pas les grosses sommes que lui coûtait chaque année ce service occulte[5]. Mais s'il était trop bien informé et trop sensé pour se fier au maître, il était aussi trop élégant et trop artiste pour se plaire aux brutalités des sectaires. Il craignait de gâter par la passion religieuse la pureté du mouvement patriotique.

[1] *Correspondance de Philippe II,* t. I, p. 391.
[2] Pontus Payen, t. I, p. 119.
[3] *Correspondance de Philippe II,* t. I, p. 410, rapport d'Alonso del Canto.
[4] *Ibid.,* p. 473.
[5] *Correspondance de Guillaume,* t. II, p. 73, Marguerite à Philippe, 15 octobre 1566 : « Si vantano che non puo dire una parola in publico ne in privato, che non venghi a sua noticia, et il principe stesso disse que questo costava grossa soma de danari ogni anno. »

Il n'a point dû paraître à l'hôtel de Culembourg, bien que Marguerite l'ait cru [1]. Dans cette crise, il se borne à demander une convocation des états généraux, « le seul remède à nos maulx, mais on ne veut estre guéri [2] » ; il se tient comme les modérés de tous les temps, prêt à combattre les excès des deux partis, à rejoindre le plus raisonnable, à sacrifier son autorité qu'il défend par les merveilles de son éloquence et de son prestige personnel.

Les premières fautes ne tardent pas à être commises par les ardeurs religieuses : voilà que les protestants organisent ouvertement leurs prêches à Gand, à Valenciennes, bientôt, disent-ils, à Bruxelles. « A Bruxelles ! s'écrie Marguerite [3], je m'y opposerai de ma personne, avec mes gens ; je ferai pendre les ministres sous mes yeux ! »

Mais c'est à Anvers que les sectaires se croient le mieux assurés du triomphe : « S'y sont le dimanche dernier encore fait deux presches, l'un en françois, l'autre en flamand, en plein jour, et estoient ces deux assemblées de treize à quatorze mille personnes [4]. » Guillaume d'Orange entreprend d'empêcher par un coup d'autorité cette dangereuse déviation ; il accourt à Anvers, il est assailli par les cris de : « Vivent les

[1] *Correspondance de Marguerite*, t. I, p. 409. C'est le seul témoignage sur ce fait. L'erreur est évidente.
[2] Recueil de Groen van Prinsterer, t. II, p. 37.
[3] *Correspondance de Marguerite*, t. I, p. 447.
[4] *Ibid.*, t. II, p. 65.

gueux! » Il apprend dès le lendemain que les protestants continuent les assemblées « avec célébration de baptesme et mariage à leur mode [1] ».

Marguerite, de son côté, se trouve dans la même impuissance. Elle n'ose ni suspendre ni appliquer les édits de persécution; elle est laissée « sans ordre; de manière qu'elle doit aller en tastonnant au hasard [2] ». Pas d'argent pour lever des troupes, ce qui l'oblige à écrire, « avec douleur et angoisse d'esprit », qu'elle ne peut empêcher les prêches [3]; pas d'états généraux : Philippe s'est contenté de répondre au baron de Montigny « qu'il y penseroit, et que ces affaires sont de grande conséquence [4] ». L'été s'écoule. Les confédérés s'assemblent à Saint-Trond, et envoient à la régente une délégation dont les instances deviennent menaçantes. « Elle s'est mise en une telle colère contre nous, dit un des réclamants [5], qu'elle a pensé crever. »

Pendant ce temps, Philippe espère-t-il regagner le prince d'Orange qui parvient à rétablir l'ordre dans les rues d'Anvers, ou veut-il simplement lui inspirer une fausse confiance pour le livrer plus facilement au supplice? — « Vous vous trompez fort, lui écrit-il [6], si

[1] *Correspondance de Guillaume,* t. I, p. 137 à 181.
[2] *Correspondance de Philippe II,* t. I, p. 428.
[3] *Correspondance de Marguerite,* t. II, p. 72.
[4] *Correspondance de Philippe II,* t. I, p. 426.
[5] Recueil de Groen van Prinsterer, t. II, p. 178.
[6] *Correspondance de Guillaume,* t. II, p. 171 : « Vos os engañariades mucho en pensar que yo no tuviese toda confianza de vos, y quando hubiese alguno querido hazer oficio conmigo en contrario a esto, no

vous croyez ne pas posséder toute ma confiance. Eût-on tenté des manœuvres pour vous en dépouiller, je ne suis pas assez léger pour me laisser entraîner de la sorte ; je sais à quoi m'en tenir par expérience sur votre loyauté et vos services. » — Ce n'est point par des paroles qu'on retient un politique comme Guillaume : pour rallier l'aristocratie libérale, il ne faut rien moins que la suppression des placards et la convocation des états généraux : — demandes insensées, s'écrient à l'unanimité les conseillers de Philippe II dans une conférence fameuse au château du bois de Ségovie ; « par ce moyen il adviendroit que la religion seroit libre à un chascun en sa maison ; on ne pourroit plus punir que ceux qui peschent en publicq [1] ». S'il y a une concession à faire, c'est celle du pardon des fautes passées, mais « avecq exception des prescheurs, ministres et aultres principaux », car ces crimes sont plus graves que ne le soupçonne la régente elle-même. Une révolte est imminente, c'est Montluc qui l'écrit de France : des réformés français se rendent aux Pays-Bas [2] ; les détails sont si précis que, sur la sommation de Philippe II, Catherine de Médici, qui ne veut pas être engagée par des inconnus et se plaît aux complaisances non compromettantes, donne ordre à Durescu,

soy tan liviano que hubiese dado credito a ello, teniendo yo tanta esperiencia de vuestra lealtad y de vuestros servicios. »

[1] Hopperus, *Mémoires*, p. 327.

[2] Ms. Arch. nat., K. 1505, pièce 147, Montluc à Bardaxi.

son résident à Bruxelles, de surveiller les Gascons qui sont en Flandre, « et notamment le capitaine Baron, encore que ce peut estre sans occasion[1] », et elle fait valoir bien haut près du roi d'Espagne le mérite de cette intervention.

Enfin, au milieu de l'été, se dégage la pensée de Philippe II. Elle est chargée de tant de réticences que les contemporains n'ont jamais pu la saisir, et qu'il nous faut, pour en être bien maîtres, tenir sous nos yeux les quatre documents que le roi rédige en quelques jours, signe, cache, annule, les 31 juillet, 2, 9 et 12 août 1566.

La première lettre est adressée à la régente[2] : « Comme je n'eus jamais autre inclination que de traiter mes vassaux et sujets en toute clémence possible, n'abhorissant rien tant que la voie de rigueur, je veux bien que vous donniez le pardon, soit aux confédérés seuls, soit aux autres aussi. » Aux autres, c'est-à-dire aux hérétiques, car il autorise la régente à lui adresser des propositions pour modifier les placards, et à restituer aux évêques les droits usurpés par les inquisiteurs.

Tant de tendresse ne peut être sincère : trois jours après, une nouvelle lettre écrite en langue espagnole est déjà moins débonnaire[3] : « Ne consentez jamais

[1] Ms. Bibl. nat. français, 10751, la reine à Durescu.
[2] *Correspondance de Marguerite*, t. II, p. 96.
[3] *Correspondance de Philippe II*, t. I, p. 439 : « Y assi vos no lo con-

aux états généraux, je n'y consentirai jamais. Toutefois, il ne convient pas qu'on connaisse là-bas cette résolution : il n'est pas opportun de les jeter pour le moment dans le désespoir. »

Il y a donc une arrière-pensée. Philippe se retrouve tout entier dans l'acte du 9 août, qu'il signe secrètement devant un notaire, en présence du duc d'Albe et de deux autres témoins : — « Bien que j'aie autorisé la duchesse, dit-il en latin [1], à accorder le pardon de tous ceux qui se sont compromis dans les troubles des Pays-Bas, je déclare en cet acte authentique que je ne me regarde nullement comme engagé par une pareille autorisation; qu'elle n'a été concédée ni spontanément ni librement; que j'ai la ferme résolution de punir tous les coupables, tous ceux qui ont pris part aux émeutes, tous ceux qui les ont facilitées. »

Mais cette protestation même, il ne la croit pas nécessaire : il la signe par luxe; il sait bien que tout pardon à des hérétiques est nul de plein droit. Ainsi Philippe n'est pas lié par des promesses qu'il n'a pas eu le droit de contracter; c'est ce qu'exprime le quatrième document, la lettre du 12 août à l'ambassadeur à Rome [2] : « Expliquez au Pape que l'engagement de

sentais, ni yo lo consentire tan poco... pero no conviene que esto se entienda alla, no desperando ellos para entonces. »

[1] *Correspondance de Philippe II*, t. I, p. 443 : « Non libere nec sponte suâ... præfatam veniam ac indulgentiam nullo jure núllaque ratione obligare. »

[2] *Ibid.*, p. 445 : « Podreis certificar que antes que sufrir la menor

supprimer l'Inquisition est nul, puisque Sa Sainteté seule a le droit de la supprimer; mais j'ai intérêt à ce que ce détail demeure secret; expliquez que le châtiment des hérétiques sera le même malgré la promesse de modifications aux placards; mais j'ai intérêt à ce que ce détail, comme l'autre, demeure secret. Vous pouvez affirmer à Sa Sainteté qu'avant de tolérer la moindre atteinte à la religion et au service de Dieu, je sacrifierais tous mes États, et cent fois ma vie; ce ne serait ni ma volonté ni mon honneur de régner sur des hérétiques. J'essayerai d'assurer dans ces États les intérêts de la religion, sans recourir aux armes, si c'est possible, parce que j'ai la certitude qu'un recours aux armes serait la complète destruction du pays; mais si je ne peux les assurer sans recourir aux armes, je suis décidé à prendre les armes, à aller moi-même, en personne, pour me trouver à l'exécution de tout, sans que me puissent retenir ni le danger, ni la ruine de tous ces pays, ni celle de tous les autres qui me restent. »

Quand elle est poussée à cet excès, la fourberie n'est

quiebra en lo de la religion y del servicio de Dios perdere todos mis Estados y cien vidas que tuviese, porque yo ni pienso ni quiero ser señor de hereges, y que, si ser pudiere, yo procurare de accomodar lo de la religion en aquellos Estados sin venir a las armas, porque veo que sera la total destruycion dellos el tomallas; pero que si no se puede remediar todo, como yo lo desseo, sin venir a ellas, estoy determinado de tomallas, y yr yo mismo en persona a hallarme en la execucion de todo, sin que me lo pueda estorvar ni peligro, ni la ruina de todos aquellos paeses ni de todos los demas que me quedan. »

pas sans une certaine grandeur. Si l'on était bien sûr que le Pape n'était pas trompé lui-même, et que Philippe, tout au fond de son âme, n'était pas poussé du désir décevant d'alimenter son fisc besoigneux par de grosses confiscations sur les seigneurs et les bourgeois des Flandres; si la convoitise des terres fertiles, des châteaux, des tapisseries, de l'orfévrerie n'entrait pour rien dans cet acharnement, on pourrait s'incliner devant ces paroles résolues et ce caractère implacable. Même en faisant la part des petitesses et de la duplicité, on ne réprime pas sans regret une sorte d'admiration pour cet homme médiocre, froid, reclus, qui s'est formé un idéal. S'il fléchit un seul jour, la Flandre, la France, l'Europe ont une destinée autre. Il s'est créé un devoir : rien n'est crime qui l'y maintient; rien n'est pitié qui l'en écarte. Il se transfigure dans sa pensée fixe, il sort de la proportion humaine. Il rejette la science du bien et du mal; ruines, meurtres ne lui coûtent quand il les juge nécessaires à la vengeance de Dieu.

III

ÉMEUTES ET BRIS D'IMAGES.

Tandis que le roi et l'aristocratie nationale consument le temps en fausses promesses et en demandes de réformes, les sectaires déchaînent les fureurs popu-

laires; des scènes de violence remplissent la seconde quinzaine d'août[1]. Elles commencent à Saint-Omer, la veille de l'Assomption, et se propagent immédiatement jusqu'en Hollande. A Anvers, l'église est envahie « par une centaine d'hommes, sans armes, toute canaille, loués à huit ou dix patards par jour[2] », qui déchirent les dentelles de la Sainte Vierge, dépècent l'orgue, déclouent le Christ et le traînent dans les ruisseaux; ils détruisent les autels « et qui pis est surtout, le précieux corps de Nostre-Seigneur avec la saincte huile de l'extresme-onction. On exerce cruautés infinies contre les prestres et religieux. » On attaque les monastères aux environs de Tournay le 23 août; de Valenciennes, le 24; on criait « qu'il ne falloit espargner les prestres et moines non plus qu'avoit fait Élie les sacrificateurs du Dieu Baal que la royne Jézabel avoit fait venir de son pays de Tyr, et qu'ils pouvoient aussi bien piller les moines, que les enfants d'Israël avoient fait les Philistins ». Ainsi les violents des deux partis cherchent leurs excuses dans la Bible : ainsi quatre cents églises sont saccagées, la grande bibliothèque de Vicogne est livrée aux flammes, « en tous les monastères ils abattent toutes sépultures[3] ». On voit courir des bandes de gens déguenillés « billeteurs et buveurs, joueurs de dez, ne voulant ouvrer,

[1] 1566.
[2] Hopperus, *Mémoires*, p. 344.
[3] *Correspondance de Marguerite*, p. 183.

quasi tout nus », auxquels se joignent des aventuriers venus d'Angleterre [1], et que laissent faire avec une inexplicable longanimité les habitants, « voyant, sans contredire, cette canaille [2] », comme dit Marguerite. La perte en objets d'art fut incalculable : les trésors laissés par les vieux maîtres flamands, sculpture, peinture, argenterie ciselée, tapisseries, disparurent en quelques jours. Ces œuvres du génie humain ont eu pour pires ennemis, dans tous les temps, les fureurs du vulgaire soulevées par le fanatisme ; de la sorte ont disparu, et les merveilles de l'antiquité, quand les premiers chrétiens brisaient les marbres pour cacher dans la terre les débris fracassés, et les élégances de l'art français, quand les révolutionnaires proscrivaient nos monuments nationaux.

Mais ces transports sont le plus souvent anonymes ; on ne découvre pas aisément le barbare qui les a inspirés. Le secret fut si bien gardé dans les Flandres, que la crédulité populaire osa attribuer ces crimes à l'Inquisition. Une enquête aurait été facile, « pour estre les dits rompeurs en petit nombre de povres jeunes gens », mais « il se disoit entre le peuple que cet acte provenoit par quelque secrète intelligence du conseil et inquisition d'Espagne afin de parvenir à occasion d'envoyer armée d'Espagne [3] ». On prétendait même que

[1] Ms. Rec. of., Clough to Gresham, n° 674, du 25 aug. 1566.
[2] Au roi, du 22 août 1566.
[3] *Mémoires anonymes*, t. I, p. 14.

le président Viglius aurait dit au bourgmestre de Malines « qu'il n'empeschast d'abattre » les images. Il semble impossible d'accepter une explication si grotesque et d'affranchir les ministres protestants de leur responsabilité dans ces actes sauvages. Au sujet de faits semblables qui s'étaient passés en France quatre ans auparavant, Théodore de Bèze écrivait[1] : « Ceste manière de faire ne me plaist aucunement, d'aultant qu'elle me semble n'avoir aucun fondement en la parolle de Dieu, et qu'il est à craindre que cecy ne parte plus tost d'impétuosité que de zèle. Toutefois, il semble qu'en une chose si généralle il y ait quelque conseil secret de Dieu qui veult peut estre par ce moïen faire honte aux plus grands par les plus petits. »

Ces derniers mots sont précieux : ils permettent de remarquer combien ceux qui ont donné le branle aux passions de la multitude sont ingénieux à se fournir des prétextes pour ne les pas diriger, pour abandonner leur raison et même leur honnêteté à l'emportement des plus grossiers de leur secte. A Tournay, le ministre Ambroise Wille commence, de même que Théodore de Bèze l'avait fait en France, par blâmer le pillage des églises, « disant qu'ils debvoient en premier lieu oster les ymaiges dominant ès cœurs des hommes, comme avarice, envie, luxure, paillardise et les péchés intérieurs, avant que de procéder à l'abat des idoles exté-

[1] Ms Bibl. nat., Dupuy, t. 333, f° 6, Théod. de Bèze à Jeanne d'Albret.

rieures[1] ». Puis il cède comme les autres aux forcenés qu'il ne sait plus contenir; il entre lui-même dans l'église pour « brusler les priviléges des chanoines[2] » ; il finit par donner « charge au populaire d'aller par le plat païs rompre les ymaiges ».

Mais là où le protestant était tenté d'imaginer « le conseil secret de Dieu », le catholique voyait une offense à Dieu, et disait : « Craignons bien qu'à la fin Dieu ne nous chastie tous ensemble, ayant enduré que l'on fist telle violence à son propre corps, souffrant nostre chef estre ainsi blasphémé et la seconde fois crucifié[3] ! »

Marguerite consulte le comte d'Egmont : « — La première chose à faire, dit le comte, est de conserver l'État; ensuite on s'occupera des choses de la religion. — Il est plus nécessaire, s'écrie la régente, de pourvoir d'abord à ce qu'exige le service de Dieu, car la ruine de la religion serait un plus grand malheur que la ruine du pays. — Tous ceux qui ont quelque chose à perdre ne l'entendent pas ainsi », réplique Egmont.

Elle rompt l'entretien, elle tombe malade : « la fiebvre m'a détenue et ay passé plusieurs nuits sans repos[4] » ; elle veut se retirer à Mons, elle a déjà fait diriger sur Cologne ses bijoux et son argenterie[5]. Les échevins

[1] PASQUIER DELEBARRE, *Mémoires*, t. I, p. 132.
[2] *Ibid.*, p. 137.
[3] Ms. Arch. nat., K. 1505, pièce 3 du dossier n° 1, note en français sur un document espagnol.
[4] *Correspondance de Marguerite*, p. 194.
[5] Ms. Rec. of., 620, Clough to Gresham, 4 aug. 1566.

de Bruxelles empêchent cette évasion en tenant fermées les portes de la ville. — « Je me mange le cœur! » s'écrie la princesse [1].

Mais ce qui cause surtout ses insomnies, c'est la peur de son frère. Philippe, en effet, a été saisi de colère à la nouvelle de ces sacriléges. « Il est impossible d'exagérer, écrit-il à Granvelle [2], ce que j'ai ressenti en apprenant le pillage des églises de Flandres; je ne saurais faire aucune perte qui pût me donner autant de chagrin que la moindre offense, qu'un simple manque de respect à Notre-Seigneur et à ses images; son service et son honneur me sont plus précieux que toutes les choses de cette vie. » Il n'admet pas qu'on lui parle de clémence en ce moment. Il tolère encore que le cardinal Granvelle lui réponde [3] : « Tout ce qui pourra se faire par la douceur me semble à préférer : il faut beaucoup pardonner pour le passé. Ceux qui ont mal

[1] *Correspondance de Marguerite*, p. 202.

[2] *Correspondance de Philippe II*, t. I, p. 489, du 27 novembre 1566 : « No podria encarescer os lo que he sentido los sacos y robos que se han hecho de yglesias en Flandes, y es tanto que ninguna perdida mia me podia dar mas pena que la menos ofensa y desacato que se haze a Nuestro señor y a sus imagines, cuyo servicio y honra estimo yo sobre todas las cosas desta vida. »

[3] *Correspondance de Philippe II*, t. II, Préface, p. 53 : « Tener consideracion a que muchos han errado engañados, y los servicios hechos por ellos y sus passados han de pesar mas que los errores cometidos por gente engañada, quanto mas que derramando sangre de sus vasallos es debilitar a si mesmo. » La même idée est répétée, après cette lettre du 15 septembre 1566, dans celles du 14 octobre et du 1[er] novembre : « El camino de la clemencia es el mejor y duraran mas las cosas que por este se estableceran. »

agi étaient égarés; leurs services et ceux de leurs aïeux doivent faire excuser leurs erreurs. Répandre le sang des sujets, c'est affaiblir le souverain. La clémence seule peut assurer la durée à une réorganisation. » Mais il ne peut contenir son dépit quand il voit que le Pape n'approuve pas sa fureur de venger l'honneur de Dieu et demande qu'on évite l'emploi de la violence contre les égarés des Pays-Bas. C'est une défection. Philippe n'est pas homme à souffrir ni que sa foi soit taxée d'exaltation par celui qui devrait approuver ses saintes colères, ni qu'un pape se permette d'intervenir entre sa justice et ses sujets. Il refuse de recevoir l'évêque d'Ascoli, que lui envoie Pie V; il exige des excuses pour cette invocation intempestive à la pitié; on croirait qu'il est plus irrité contre Pie V que contre le prince d'Orange, à lire ces paroles qu'il fait adresser au Saint-Père par le grand commandeur de Castille [1] : « Vous témoignerez à Sa Sainteté grand ressentiment, afin qu'elle use désormais de procédés convenables; vous lui donnerez à entendre que ses instances hors de propos ne peuvent

[1] Lettre du 26 novembre 1566 : « Mostrandole gran sentimiento para que SS. use de medios convenientes de aqui delante, y dandole a entender que apretandonos fuera de tiempo y sazon y sin consideracion, no podre seguir en todo la voluntad de SS. Veis de la importancia que es que ni SS. ni los que estan cerca y le aconsejan piensen que este es el camino por donde nos podran llevar adonde quisieren, y que conozcan quanto se ha aventurado y errado en esto, y se prevenga para lo de adelante que... no se llegue jamas a tales terminos ni de lugar a semejantes sentimientos. »

me soumettre à sa volonté. Notez combien il importe que ni Sa Sainteté ni ceux qui la conseillent s'imaginent que par un tel chemin ils nous conduiront où ils veulent. Ils doivent apprendre qu'ils se sont trompés avec une grande légèreté, et se donner garde de recommencer désormais. »

Si cette commission fut remplie près du Pape avec la brutalité que prescrivait le roi, on n'en saurait douter en voyant la consternation de la cour romaine, telle que la peint le cardinal Granvelle [1] : « Le Pape ne se risquera plus dans les affaires de Votre Majesté ; il se le tient pour dit, j'en ai la certitude. C'est un doux et saint personnage ; mais il est mal avisé par moments : il se figure quelquefois qu'il peut librement et sans contrainte dire ce qui lui paraît utile au service de Dieu, au soutien de la religion et au bonheur de la chrétienté. Il recule quand on lui montre les dents, nous venons de le bien voir. » Le Franc-Comtois montre par cette lettre narquoise combien il connaissait l'esprit formaliste de Philippe ; il savait que cette ironie ne serait pas comprise, et qu'on pouvait se permettre de soulager sa conscience et sa malice devant

[1] *Correspondance de Philippe II*, t. II, Préface, p. 58, lettre du 23 décembre 1566 : « Tengo por cierto que quedara escarmentado para que otra vez no se ponga en estos terminos con V. M. Es muy buena y santa persona y no se podria mejorar el desseo que tienne de acertar... le parescera que pueda libremente y sin respecto tratar con todos y decir lo que le paresce convenir al servicio de Dios, sustentamiento de la religion y bien universal de la cristiandad. Mas reprimese quando se le muestran los dientes, y lo vimos claramente. »

un maître qui transformait la religion en un instrument de sa politique et prétendait associer l'Église à ses pensées d'extermination.

Philippe ne mécontentait pas moins un autre de ses confidents, le duc d'Albe, non plus comme Pie V et Granvelle par sa résistance à la mansuétude, mais par sa lenteur à donner les ordres nécessaires pour la destruction préméditée et inévitable : le vieux soldat ne cachait pas combien il était « marri au désespoir pour la dilatation et longueur dont le roi use sans remédier aux désordres de Flandre. Il veut protester, et après se retirer [1]. »

Au milieu de ces menaces, les seigneurs flamands songèrent à « conserver d'abord l'État », selon le mot du comte d'Egmont, et se hâtèrent de rétablir l'ordre; ils levèrent des gens de pied, ils convoquèrent leurs compagnies d'ordonnance. Leur influence était autant attaquée que l'autorité du roi. La nationalité flamande était aussi menacée par les sectaires que par Philippe II.

[1] Ms. Bibl. nat., 10751, f° 479, Forquevauls au roi de France, 21 septembre 1566.

IV

ALLIANCE DE LA RÉGENTE ET DE L'ARISTOCRATIE.

Le prince d'Orange pacifia pour la seconde fois la ville d'Anvers; le comte d'Egmont se chargea de l'Artois; le comte de Hornes rétablit la tranquillité à Tournay. La régente promit de tolérer le culte réformé dans les lieux où il était établi au mois d'août [1]. Cette manifestation de l'aristocratie rendit assez d'énergie à l'opinion pour que les briseurs d'images fussent chassés, même par les femmes : « En la ville d'Amsterdam, certains sectaires et canailles sont venus occuper l'église et cloistre des Cordeliers où ils ont fait une telle ruine et confusion de toutes choses, qu'ils n'ont laissé chose qui soit entière; ils voulurent faire violence sur le reste des églises, voir rompre le saint-sacrement de Miracle, ce que les femmes ont à force défendu [2]. » Les femmes d'Utrecht préservèrent également leurs églises.

Mais de toutes ces femmes qui osaient tenir tête aux ennemis de leur foi, la plus vaillante était la régente Marguerite : « Il y a plus de trois mois qu'elle se lève

[1] Recueil de Groen van Prinsterer, t. II, p. 429.
[2] *Correspondance de Guillaume*, t. II, p. 387.

avant le jour, elle tient conseil le matin et le soir; le reste de son temps est consacré à la correspondance et à des audiences [1]. » Avant la fin de l'année elle réussit, grâce au concours de l'aristocratie, à obtenir la soumission du pays tout entier, moins Valenciennes et les domaines de Brederode.

Valenciennes se trouvait depuis l'épidémie des bris d'images sous la domination d'un comité local de calvinistes qu'inspirait un Dauphinois illuminé, Pérégrin de la Grange [2]. Les habitants s'étaient armés et avaient enrôlé des aventuriers. Ils se déclaraient prêts à défendre contre les dix-sept provinces et contre l'Espagne leurs murs et leur religion. Pérégrin de la Grange leur avait fait croire que les réformés de Tournay viendraient à leur secours : « Trente mille hommes accourront, disait-il, dès que j'enverrai à nos frères ces mots convenus : *Dieu vit et est tesmoing que Christ est mort pour nous.* » Mais le comte d'Egmont et Noircarmes apparaissent avec les troupes wallones, bloquent la ville, font publier la défense « d'y porter vivres à peine d'estre puny par la corde » , dissipent et tuent en quelques minutes la poignée de gens mal armés qui viennent de Tournay. Egmont s'éloigne après avoir désigné le point de l'attaque contre Valenciennes.

La résistance de la ville fut plus vigoureuse et plus prolongée qu'on ne l'avait cru : la crainte du pillage,

[1] *Correspondance de Philippe II*, t. I, p. 496.
[2] Né à Chatte (Isère).

l'attente d'un miracle dû par Dieu à ses élus, les promessses de Brederode qui préparait une armée de secours près d'Anvers, inspirèrent un courage désespéré aux bourgeois. Ils « sortoient journellement aux escarmouches [1] », enlevaient des charrettes de grains jusque dans les campements de Noircarmes, enclouaient les canons. Noircarmes eut l'idée de diriger ses boulets, non sur les remparts, mais sur les maisons de la ville : c'est probablement le premier exemple de bombardement ; ou peut croire qu'il ne fut pas inspiré par la cruauté, car le pillage après un assaut était un plus cruel fléau qu'un bombardement. Le résultat fut obtenu en deux jours ; les bourgeois, écrasés sous leurs maisons, capitulèrent [2] ; Herlin et son fils, capitaines des milices municipales, furent livrés : « Quand ils estoient en prospérité, le menu peuple les révéroit comme s'ils eussent été seigneurs de la ville ; mais depuis leur emprisonnement, ceux mesmes qui les avoient mis en jeu, jetèrent contre eux la première pierre, et l'inconstante populace qui souloit les appeler protecteurs de la liberté, les nommoit traistres et auteurs du désastre [3]. » Ils furent pendus ainsi que Pérégrin de la Grange. La répression fut plus rude avec les rebelles des environs d'Anvers.

A Anvers, se tenait le prince d'Orange. Il voyait du

[1] Pontus Payen, *Mémoires*.
[2] Le 23 mars 1567.
[3] Pontus Payen, t. I, p. 327.

même œil les inconvénients de la révolte et ceux de la soumission. Abandonné par Egmont, il ne trouvait pas sage de se livrer à Brederode et à ses gueux qui rassemblaient un simulacre d'armée au château de Vianen. Un détachement de ces troupes, commandé par Marnix de Toulouse, frère de Marnix de Sainte-Aldegonde, campait dans des prairies de l'Escaut, sous les murs d'Anvers, à Austruwel. Il était d'environ dix-huit cents hommes impropres aux armes, ce qu'on peut ramasser sur les quais d'une ville maritime, avec des capitaines récemment sortis des mains du bourreau, comme Jehan Renault, qui était « affolé d'une jambe », ou comme « ung dict *le prince des amoureux* [1] », tous « parements de gibets [2] ». Ils faisaient des courses pour piller les maisons de plaisance. Un matin, ils voient fondre sur leur campement d'Austruwel le comte de Beauvoir, qui est parti, la nuit, de Bruxelles avec les compagnies d'ordonnance. Ils ne se défendent pas : Marnix se fait tuer, quinze cents de ses hommes sont égorgés; Beauvoir se dispose à regagner Bruxelles avec trois cents prisonniers. Pendant les deux heures que dure cette boucherie, la jeune femme de Marnix parcourt les rues d'Anvers, hurlante, les cheveux épars; elle soulève le peuple. Les protestants de la ville forcent les portes que le prince d'Orange a donné ordre de tenir fermées, se précipitent devant la cavalerie de Beauvoir « pour

[1] *Correspondance de Guillaume*, t. II, Préface, p. 116.
[2] *Ibid.*, p. 126.

venir au secours de leurs gens, lesquels nous avions déjà dépeschés », dit Beauvoir. En voyant cette attaque contre ses soldats, Beauvoir « leur commanda de tuer sur-le-champ tous leurs prisonniers, qui fut aussitost exécuté que commandé [1] ». Rappelés à la prudence par la vue de ce massacre, les protestants d'Anvers rentrent dans leurs murs, ferment les portes, accusent le prince d'Orange de trahison, se calment devant son sang-froid et son éloquence. C'est un des plus étonnants exemples de ce que peut le prestige d'un homme. Dans cette fausse situation entre des alliés qu'il laisse détruire sous ses yeux, et des ennemis dont il tolère les bravades, le prince d'Orange garde son empire sur les bourgeois d'Anvers et manœuvre assez heureusement pour sauver sa popularité : il n'est forcé de sacrifier que ses habitudes de dissimulation. Pour se maintenir dans cet instant critique, il est obligé de s'offrir ouvertement comme le chef de la résistance à l'Espagne, en embrassant la foi luthérienne; « car, dit-il [2], dès le berceau j'y avois esté nourri. Monsieur mon père y avoit vescu, y estoit mort, ayant chassé de ses seigneuries les abus de l'Église. »

Cette conversion factieuse ne fut pas ignorée de la régente. Quand il osa blâmer l'illégalité des levées de troupes et de la violation des priviléges de Valen-

[1] Pontus Payen.
[2] *Apologie*. Voir Dumont, *Corps dipl.*, t. V, part. I, p. 392.

ciennes : « C'est un grand cas, fit-elle [1], que cette populace se veut lever et faire pilleries, et le roi ne se pourra armer pour les refréner ! » Elle sut lui prouver que l'autorité lui était revenue, et qu'elle ne craignait pas de mettre elle-même la main à l'œuvre de la répression. Ayant appris qu'un prédicant avait convoqué des protestants dans un champ près de Malines, elle envoya son propre prévôt avec des cavaliers. Le prévôt ramena au château de Vilvorde le prédicant et sept paysans ; les autres, hommes et femmes, avaient pris la fuite, et Madame ordonna de le pendre sur le lieu même du prêche, « ce qui fut fait à la grande joie de tous les catholiques [2] ».

Cette femme savait qu'elle possédait désormais le concours de la noblesse entière, sauf Orange et Brederode ; que toute résistance était domptée ; qu'elle ferait sa cour au souverain en multipliant les mesures de rigueur ; elle a donc grand mérite à avoir accueilli les idées de modération et de conciliation dans l'instant où elle pouvait croire que toutes les violences lui étaient permises. Un document curieux montre bien la voie où elle a refusé de s'engager.

[1] *Correspondance de Guillaume*, t. II, p. 312.

[2] Ms. Arch. nat., K. 1507, Armenteros à D. Françès de Alava, 14 février 1567 : « La otra multitud de hombres y mugeres toda se huyo... y el se arrepentio con muchas lagrimas y supplico que le perdonasen la vida, pero con todo este arrepentimiento no parescio que convenia perdonalle y assi ordeno madama que le aborcassen en el mesmo lugar donde avia predicado, y assi se hizo con gran contentamiento de todos los catolicos. »

L'ambassadeur d'Espagne en France, D. Francès de Alava, la félicita des tentatives d'insurrection qu'elle venait de réprimer [1] : « Elles permettent, disait-il, de réduire les sujets à une soumission que n'ont connue aucun des prédécesseurs de Madame, que nous souhaitons et que nous préparons depuis si longtemps. Il faut mettre la main sur les *serviteurs masqués;* Madame les connaît bien ; elle peut dissimuler avec eux pour le moment, et leur laisser croire que le roi a de l'estime pour leurs actions, qu'il s'imagine leur devoir la soumission des Pays-Bas. Si Madame a de la répugnance pour la fourberie, elle doit considérer que les circonstances et que l'intérêt du roi exigent ces artifices de langage. Le roi a usé de ce système avec Montigny et Bergues, qui sont venus près de lui, et il est bien décidé à ne jamais les laisser retourner. Il préférerait risquer

[1] Ms. Rec. of., nos 875 et 1230, sir Henry Norris to the queen, 24 may 1567. Cette lettre paraît avoir été ignorée des historiens belges. Elle avait été interceptée par les Français, déchiffrée, et communiquée aux Anglais. Notre ambassadeur à Madrid fait connaître aussi bien que Norris le vol du chiffre de l'ambassade espagnole : il raconte la fureur de don Francès et l'horrible mutilation qu'il avait fait subir au secrétaire soupçonné de cette infidélité. L'Espagnol disait dans cette lettre : «... Such as none of his predecessors ever did and wich he has so long desired and designed... advises her to make sure of the *serviteurs masqués* whom she knows she had best temporise with for the present and let them Know what a good opinion the king has of their actions, and that he believes that it is through them that the Low countries still obey him. If she thinks this deceitful, she must consider that the times and the king's service require such artificial language. This has been done with the two that have gone to the king, it has been determined no to let them return. The king would rather risk all the rest of his kingdom tham fail in giving them an exemplary chastisement. »

tout le reste de sès États, plutôt que de faillir à leur infliger un châtiment exemplaire. »

Le roi, en effet, ne s'est point laissé fléchir par le triomphe de la régente : si sa patience suspend toujours l'exécution, sa haine n'en a pas moins prononcé une condamnation irrévocable. Le sort des cinq chefs de l'aristocratie est décidé depuis plusieurs années [1]; déjà Montigny et Bergues sont à Madrid sous la main des étrangleurs; mais le coup est retardé avec une froide prudence, de manière à ne manquer aucun des condamnés. La haine, si longuement suspendue, est dissimulée surtout à Madame, qui ne comprend pas la nécessité de supprimer l'aristocratie.

Marguerite aurait voulu simplement lier les seigneurs à l'autorité royale par un serment étroit. Elle leur fit jurer de « servir et s'employer contre tous comme il sera ordonné par Madame, sans limitation ni restriction [2] ». — Mais, répond Orange, ce serment m'engagerait « à faire chose qui pourroit venir contre ma conscience ou le service du pays ». — Jurez toujours [3], lui dit Egmont qui est accouru près de lui à Willebrock, ou vous attirez une invasion espagnole, vous causez la ruine de notre patrie. — Bon, fait Ludovic de Nassau, les Espagnols ne peuvent arriver cette année; nous

[1] La lettre du duc d'Albe est du 21 octobre 1563. *Doc. ined.*, t. XXVI, p. 489.

[2] Recueil de Groen van Prinsterer, t. III, p. 44.

[3] *Correspondance de Guillaume :* « Ce que maintenoit fort et ferme le comte d'Egmont se devoir faire. »

avons le temps de nous mettre en défense, en attendant que « commence la danse des ours [1] » ! — C'est sur vous-même que passeront les Espagnols pour entrer dans notre patrie, dit tristement Guillaume à Egmont [2], puis il se rend en Allemagne pour préparer une résistance par les armes [3].

Ce départ, et la complète soumission du comte d'Egmont, laissent enfin à la régente cette autorité absolue qu'elle convoitait depuis si longtemps. Brederode se retire en Allemagne, et y meurt. « Toutes les villes viennent la corde au cou », écrit Noircarmes [4]; elles reçoivent des garnisons; les suspects sont pendus ou envoyés aux galères [5]; les temples protestants sont rasés; la populace d'Anvers acclame la régente, qui fait son entrée dans la ville avec douze cents Wallons, qui restaure le culte de la Sainte Vierge, et qui soumet à un nouveau baptême les enfants baptisés par les ministres. Le pays est dompté.

[1] Recueil de Groen, t. II, p. 309.

[2] *Correspondance de Guillaume,* t. II, Préface, p. 158.

[3] Avril 1867. Les mots de *comte sans tête* et de *prince sans terre* sont une amplification récente. L'idée est bien la même toutefois. Le prince d'Orange l'a formulée encore, après le désastre : « S'ils n'eussent fait si bon marché de leur vie, nous aurions empêché les Espagnols de rentrer. » Voir aussi Ms. Rec. of., nº 1078, du 9 avril 1567.

[4] *Correspondance de Guillaume,* t. II, Préface, p. 161.

[5] *Correspondance de Philippe II,* t. I, p. 546.

V

DISGRACE DE LA RÉGENTE.

Philippe II annonçait depuis plusieurs mois son intention de. se rendre dans les Pays-Bas à la tête d'une armée, pour imposer l'obéissance. Son esprit manque tellement de souplesse, qu'il ne peut reconnaître l'inutilité de cet effort, après les succès obtenus par la régente : il s'obstine dans les projets préconçus; il suit aveuglément la voie tracée à l'avance sans voir où elle le mène, jusqu'au jour où il découvrira que les massacres n'auraient pas été nécessaires. C'est la grande catastrophe du règne. Elle ne procède pas d'une erreur de jugement, mais d'un vice de l'âme. Philippe ne s'est pas trompé par l'oubli de la grande maxime : *Quieta non movere;* il a volontairement troublé ce qui tombait au repos. Il ne s'est pas cru le droit de profiter du triomphe patient et de la douce autorité de Marguerite; il a jugé qu'il était forcé de châtier les injures faites à Dieu avant cette pacification et qu'il pouvait jouir de la joie de détruire ceux qui s'étaient prévalus contre lui de ses serments et des lois. Marguerite ne comprend ni ce devoir de punir, ni cette volupté de se venger. Elle est dénoncée pour avoir laissé échapper Brederode et pour suivre avec trop de

complaisance les conseils du comte d'Egmont « qui protége Brederode et les mauvais », dit Alava, infatigable à surveiller la régente du fond de son ambassade de Paris.

Elle était glorieuse d'avoir restauré son pouvoir : elle n'avait à craindre ni Guillaume d'Orange avec ses luthériens d'Allemagne, ni Coligny avec les calvinistes de France, puisqu'elle pourrait leur opposer une résistance nationale, les bandes des Wallons et des Brabançons conduits par Egmont, l'heureux soldat de Gravelines, par Hornes, par tous ces chefs qui n'avaient évité l'exil avec ses misères qu'en redoublant de zèle pour le service de Madame. Les réformés étaient « fustigés de verges par les carrefours », aux grands applaudissements de la populace « disant que c'estoient ces bélistres qui les mettoient en ces perplexités[1] ». Mais Philippe ne veut rien oublier du passé; il veut tuer ceux qui l'ont importuné de joyeuses entrées, confisquer les trésors amassés, interdire le commerce qui maintient des relations avec les pays corrompus. Il veut être craint et faire craindre Dieu.

Mais il n'a probablement jamais eu l'intention de se charger lui-même de cette besogne, bien que sa correspondance à cette époque ne cesse de mentionner ses préparatifs de voyage. Comme Tibère dans des circonstances analogues, on le voit parler fréquemment de

[1] Recueil de Paillard, t. IV, pièce 92. La Régente avait l'habitude de donner cette terminaison à ses verbes.

son départ, choisir ceux qui l'accompagneront, accumuler les bagages, tromper les confidents les plus intimes[1]. La cause de cette dissimulation, qui n'a jamais été bien comprise, doit se chercher dans une lettre écrite par Antonio de Mendoza qui se tenait à Nancy près de la duchesse de Lorraine.

Mendoza était, comme Alava, dans le secret du châtiment prémédité depuis quatre ans. Il comprit que les troupes destinées à l'exécuter devaient, afin de ne pas effrayer et faire fuir à l'avance les coupables, n'être considérées que comme une escorte d'honneur pour la personne du roi. Du moment que l'armée doit servir simplement de cortége au roi, elle ne peut causer nulle inquiétude : « Le duc de Clèves, la duchesse de Lorraine, tous les princes sont alarmés, écrit Mendoza au roi[2], de voir passer une armée quand les Pays-Bas sont si bien pacifiés. Où va-t-elle, me demande-t-on, puisque tous les rebelles demandent miséricorde? Je leur ai dit que les troupes emmenées par Votre Majesté sont seulement pour la garde de sa personne. »

[1] Tacitus, *Annal.*, l. I, p. 47 : « Ceterum ut jamjamque iturus, legit comites, conquisivit impedimenta, adornavit naves; mox hiemem aut negocia varie causatus, primo prudentes, dein vulgum, diutissime provincias fefellit. »

[2] Ms. Arch. nat., K. 1508, pièce 20, Mendoza au roi, 31 mai 1567 : « La duquesa viuda me communico esta carta y me pregunto que le responderia, dixele se certificase la venida de V. M... me han preguntado si dexara de traer armada V. M. pues todos los rebeldes le piden misericordia, yo he dicho que la gente que V. M. trae es para la guarda de su persona. »

Les mesures prises en Espagne étaient bien propres à donner de l'ombrage. Dès qu'était arrivée la flotte des Indes[1], chargée de quatre millions et demi d'écus en or et en argent et de « grandes richesses de perles, pierreries, drogues pour teindre en cramoisi », le roi avait fait saisir le chargement et l'avait mis « en lieu sûr pour s'en servir ». Il avait assis un droit d'un demi-réal sur les jeux de cartes qui se vendaient quarante-cinq maravédis. Il avait emprunté cinq cent cinquante mille écus aux Fugger, huit cent mille au Génois Grimaldi; il en avait levé six cent mille sur Castille et Aragon, deux millions sur Naples et Milan, un million sur le clergé[2]. Il avait mis en vente pour deux mille et trois mille écus les offices de corrégidor[3]. Il ne précipite rien : ce qu'il veut faire, il le fera, à l'heure où il sera prêt. Vainement Marguerite lui écrit : « A présent que l'autorité est plus assurée que du temps de l'empereur[4], le roi veut en donner l'honneur à d'autres; moi, j'ai eu seule les fatigues et les dangers[5]. » Il a décidé que le duc d'Albe irait aux Pays-Bas. L'armée est rassemblée; la flotte de Doria est à l'ancre dans les rades; le roi ne part pas; il ne cesse pas

[1] Ms. Bibl. nat., 10751, f° 482, Forquevauls au roi de France.

[2] C'était la taxe de l'*excusado* ou dîme prélevée pour le roi et non pour le clergé dans la plus riche paroisse de chaque diocèse. C'est la substitution du roi au curé. Voir ALBERI, t. XIII, Tiepolo, 1563, et t. XIV, Donato, 1573.

[3] Ms. Bibl. nat., 10751, f° 439, correspondance de Forquevauls.

[4] *Correspondance de Philippe II*, t. I, p. 532.

[5] *Ibid.*, t. I, p. 523.

d'annoncer son départ; il désigne le duc d'Albe comme le chef de l'armée qui doit lui servir d'escorte; il lui donne l'ordre de se mettre en route. A cette nouvelle, Marguerite s'écrie dans une lettre intime[1] à son frère : « Pour le bien de ce pays, pour la réputation et les intérêts du roi, nul choix ne pouvait être plus funeste. Cet homme est tellement détesté par la population, qu'il suffirait seul à faire haïr toute la nation espagnole. »

[1] Cette lettre du 12 juillet 1567 est en italien. La régente écrivait la plupart de ses lettres en français; elle employait la langue italienne pour les confidences et les communications secrètes. Les lettres en espagnol paraissent être d'Armenteros. Elle parle en ces termes du duc d'Albe : « Per il remedio delle cose di qui et anco per sua reputatione et profitto, V. M. non poteva fare piu contraria ellectione che quella del duca d'Alba... per esser lui tanto odiato in questi paesi che bastaria lui solo a far odiosa tutta la natione Spagnuola. »

CHAPITRE XI.

L'INFANT DON CARLOS.

Pemières maladies de don Carlos. — Infirmités et démence. — Arrestation de don Carlos. — Prison et mort de l'Infant.

I

PREMIÈRES MALADIES DE DON CARLOS.

« Je n'ai rien de nouveau à vous annoncer, si ce n'est que hier à minuit, il a plu à Notre-Seigneur d'illuminer la princesse ma femme de la grâce d'un fils [1]. » C'est en ces termes que, dans sa jeunesse, Philippe avait fait connaître à Charles-Quint comment sa première femme, Marie de Portugal, venait de donner le jour à don Carlos. Quatre jours après, la jeune mère mourait, et la nouvelle de cette naissance lugubre se répandait avec le récit des obsèques [2]. Le prince fut

[1] *Doc. ined.,* t. XXVI, p. 467, lettre du 9 juillet 1545 : « No se ofrece otra cosa de nuevo mas de que la princesa continuo su preñado con salud hasta que ayer a media noche plugo a Nuestro Senor alumbrarla con bien de un hijo. »

[2] *Ibid.,* el commendador mayor al emperador, 13 ag. 1545. Voir aussi Sandoval, liv. XXVII, § 4.

élevé dans la retraite et astreint à une vie sédentaire ; il n'offrit aucune résistance « aux fièvres quartaines » qui empoisonnaient les résidences royales, resta chétif avec une épaule trop haute et une jambe trop courte [1]. Son portrait, peint par Sancho Coello [2], le représente pâle, la tête penchée, les yeux éteints.

« Le pauvre prince est si bas et si exténué, — écrivait l'ambassadeur de France qui le vit, à l'âge de quatorze ans, pendant les fêtes du mariage de Philippe II et d'Élisabeth de Valois [3], — il va d'heure en heure tant affoiblissant que les plus sages de cette cour en ont bien petite espérance. » Il vint saluer la reine sa belle-mère, « fort exténué [4] », les mains brûlantes du feu de la fièvre [5]. Ses médecins ne connaissaient qu'un remède, la saignée, et ils secondaient savamment le travail de la fièvre, en le débilitant davantage. Son père se contentait de dire : « Il a eu les fièvres ; mais on l'a saigné, et il va mieux [6]. »

L'infant fut transporté, quand il eut seize ans, à Alcala de Henares, pour essayer l'influence d'un climat plus salubre. Il parut guéri de ses fièvres pendant envi-

[1] Strada, *De bello Belgico,* t. I, p. 609 : « Humero elatior et tibia altera longior. »

[2] Au musée du Prado et dans la galerie du duc d'Oñate.

[3] L'évêque de Limoges au roi, 1er mars 1560, recueil de Louis Pâris, p. 391.

[4] *Ibid.*, p. 272, lettre du 23 février 1560.

[5] Cabrera, liv. V, cap. vii.

[6] *Doc. ined.*, t. IV, p. 207 : « El ha estado con calenturas, pero con haberle sagrado esta con mejoria. »

ron deux mois [1]. Mais un soir [2], il tomba « la teste la première dedans une petite vis (escalier) obscure par laquelle il pensoit seul et à cachettes descendre dedans ung jardin pour avoir la veue d'une jeune fille du concierge qui lui sembloit belle », et probablement en la poursuivant [3]. Il fut relevé avec une meurtrissure à la tempe gauche et une paralysie de la jambe droite.

Après un premier pansement, il fut soumis le jour même à une saignée et à une purgation; le lendemain, on lui tira huit onces de sang; le sixième jour, on le purgea de nouveau [4], sans pouvoir changer son état d'insensibilité. Les médecins crurent utile d'élargir la blessure et de mettre à nu le crâne. Immédiatement, un érysipèle se déclara. C'est à ce moment qu'arriva le roi avec le savant Vesale.

Vesale interdit de renouveler les saignées; mais les autres médecins s'opposèrent à ce que l'on soignât l'érysipèle, qui gagnait la tête, la poitrine, les bras; « et il fallait bien se garder de la combattre, dit le

[1] *Doc. ined.*, t. XVIII, p. 537.

[2] Le 19 avril 1562; la lettre est de l'évêque de Limoges à Catherine, en date du 11 mai suivant. Ms. Bibl. nat. français, 16103, f° 227.

[3] C'est la version de l'ambasseur anglais. Ms. Rec. of., n° 46, Challoner to the queen, 11 may 1562 : « The prince in hasty following of a wench daughter to the keeper of the house, fell down a pair of stairs, broke his head. »

[4] Les deux médecins officiels ont rédigé chacun un récit de la maladie : le docteur Olivarez (*Doc. ined.*, t. XV, p. 553 et suiv.) est plein de confiance dans son mérite et de dépit devant la consultation de Vesale. Le docteur Dionisio Daza Chacon (*Doc. ined.*, t. XVIII, p. 537 et suiv.) suit servilement Olivarez, partage sa malveillance contre Vesale, mais est enclin à attribuer la guérison à un miracle.

médecin espagnol, car elle se serait portée sur l'intérieur ». Toutefois, comme il fallait « débarrasser le malade de ses humeurs », on le purgea six jours après l'opération avec « trois onces de sirop de neuf infusions ». Tous les médecins et les chirurgiens de la cour étaient assemblés autour du prince ; ils étaient unanimes à combattre les conseils de Vesale, et à déclarer que « la guérison devrait s'obtenir parce qu'on emploie les médicaments usités [1] ».

C'est pendant ces consultations que l'agent de Toscane écrivait [2] : « Qui ne l'a pas observée, ne saurait se faire une idée de l'ignorance de ces chirurgiens. » De même qu'ils s'étaient hâtés d'élargir la plaie sur le crâne avant l'arrivée de Vesale [3], ils consentirent, plutôt que d'écouter ses avis, à employer les onguents d'un sorcier maure de Valence, nommé le Pinterete.

Les onguents ne produisirent pas un meilleur résultat que les purgations ; le délire durait depuis cinq jours ; le roi, assis auprès du lit, entouré de onze médecins qui se tenaient debout, et qui ne pouvaient donner leur avis que s'il les interrogeait, n'eut plus d'espoir qu'en un miracle.

Dans le lit du malade, le long de son corps brûlé par la fièvre, on étendit le corps desséché d'un cuisinier de

[1] Olivarez, *Doc. ined.*, t. XV : « Los medicamentos que se aplicaban eran los que convenian. »

[2] Nobili à Cosme de Médici, 1er maì 1562.

[3] Ms. Rec. of., nº 46, déjà cité.

couvent mort depuis une centaine d'années [1]. Ce cuisinier a été rendu fameux plus tard par Murillo, qui l'a peint soulevé du sol par l'extase, tandis que les anges s'empressent autour de sa marmite [2]. En outre, Vesale fit l'opération du trépan, le 9 mai, et enleva un fragment du crâne, de forme triangulaire, et de la grosseur d'un schelling [3]. Le jeune prince entra presque aussitôt en convalescence et put se lever un mois après.

Le roi attribua sans hésiter la guérison au cadavre du cuisinier franciscain et exigea la canonisation en cour de Rome. Le médecin du prince ne s'humilia pas plus devant le nouveau saint que devant Vesale; il déclara que la guérison n'offrait rien de surnaturel et était due à son seul talent. Cette persistance de l'infatuation l'aurait conduit devant le saint-office, si son mémoire n'avait pas été tenu secret; car, même de nos jours [4], les académiciens qui l'ont publié ont été consternés de voir contester par un médecin un miracle reconnu par la cour de Rome.

Mais le nouveau saint eut d'autres adversaires. L'opinion publique attribua la guérison à Notre-Dame d'Atocha; toutefois, divers autres saints et plusieurs

[1] CABRERA, liv. III, p. 360; il était mort en 1463. Il était au couvent des franciscains d'Alcala.

[2] Ce tableau est au Louvre et est connu sous le nom de *Cuisine des anges*. Ce cuisinier est saint Diego d'Alcala.

[3] Ms. Rec. of., nº 171, Challoner to Cecil, 8 june 1562.

[4] *Doc. ined.*, t. XV, p. 570 : « Queda este asunto fuera de toda discusion », disent en 1849 les savants éditeurs du mémoire d'Olivarez.

sanctuaires de la Vierge, également invoqués, eurent aussi leurs partisans; les trois mille cinq cents fidèles de Tolède qui parcoururent les rues de la ville, les épaules nues, en se déchirant les uns les autres à coups de verges, durent être les plus tentés de regarder le miracle comme la rétribution d'exercices si pénibles. L'évêque de Limoges, notre ambassadeur, donna tout l'honneur à l'onguent secret du Pinterete : « Ce vieil Maure, homme maladif, l'a pansé si bien que ledit prince a perdu les resveries, son visage est désenflé [1]. » Les Anglais et Saint-Sulpice, qui venait remplacer l'évêque de Limoges, paraissent attribuer plus d'importance à l'opération de Vesale [2].

II

INFIRMITÉS ET DÉMENCE.

A travers ces suppositions des contemporains, il est permis d'admettre qu'en réalité le pauvre enfant ne fut jamais guéri. Il demeura, à partir de cette époque, sur les confins de la démence, soit que les accidents

[1] Ms. Bibl. imp. Saint-Pétersbourg, vol. XCVII, nº 22, fº 85, dépêche publiée par le comte de la Ferrière, p. 49.

[2] Saint-Sulpice à Catherine, 10 mai 1562 : « On est après à le trépaner »; Recueil de Louis Pâris, p. 889; voir aussi Ms. Rec. of., nºs 46, 52, 71, Challoner to Cecil, may and june 1562.

cérébraux aient rendu impossible tout retour à la santé, soit que des prédispositions héréditaires et le régime débilitant d'une étiquette malsaine aient achevé l'épuisement nerveux.

Une infirmité qui le séparait du reste des hommes a pu aggraver également le trouble mental : elle n'était pas ignorée de la reine Élisabeth, qui, entretenant un jour son mari des projets de mariage pour don Carlos, reçut pour réponse « que son fils estoit en tel estat, qu'il y avoit temps pour tout [1] » ; avis qui fit renoncer immédiatement Catherine à ses intentions de marier avec don Carlos sa seconde fille Marguerite, « à cause de l'indisposition du prince [2] » . Ce qu'était cette indisposition, il est nécessaire de le connaître. L'un des historiographes de Philippe II n'a pas craint de l'indiquer [3]. On peut en faire entrer le récit sous le vêtement diplomatique : il sera accepté aujourd'hui dans les termes où il le fut par les gens de cour de cette époque. L'ambassadeur Forquevauls écrivait à Catherine de Médici [4] : « Le prince d'Eboli me disoit ces mots : Voyez-vous ce prince d'Espagne, nous considérons et prévoyons bien qu'il n'aura jamais enfans, ou ce seroit

[1] Recueil de Louis Pâris, p. 816.

[2] Ms. Bibl. nat., 3162, f° 11. Cette infirmité s'est présentée plusieurs fois dans la famille : on peut citer les cousins de don Carlos, le roi Sébastien de Portugal, l'archiduc Albert d'Autriche, et probablement l'empereur Rodolphe.

[3] Herrera, t. I, p. 291 : « Avia alguna sospecha que no era habil en la generacion. »

[4] Ms. Bibl. nat., 10751, f° 849.

grand miracle, pour les défauts secrets qui sont en sa personne. » Le miracle fut demandé aux médecins, et Forquevauls écrit encore [1] : « Nonobstant les recettes que ses trois médecins luy ont fait user pour le rendre habille d'espouser femme, c'est temps perdu d'en espérer lignée, car jamais il n'aura enfans, et il le sçait très-bien. » Et quelque temps après [2] : « Le prince est maintenant en opinion de demi-homme naturel, car trois siens médecins ont fait ce qu'ils ont pu de le rendre habille et puissant d'habiter avec femme, à cause de quoy, chascun desdits médecins en a rapporté mille escus de rente. » Mais cette illusion fut promptement dissipée, ainsi que l'apprit le grand-duc de Toscane, à qui son résident Leonardo de Nobili écrivit : « A questi giorni tre medici e un barbiere suo favorito li dettero non so che bevanda, talche par che cosi usasse debolmente con una donna; e parendoli bella cosa, ordino a lei dodici milla ducati, e alli medici mille scudi d'entrata per ciascuno... Non potando di nuovo usar S. A. carnalmente, como fece quella volta, l'affezione ai medici va maneando. » Cette infirmité était accompagnée d'aberrations morbides : quand le malade rencontrait « par les rues

[1] Ms. Bibl. nat., 10751, f° 824, lettre du 3 juin 1567.

[2] *Ibid.*, lettre du 30 juin 1567. Forquevauls insiste fréquemment sur cette infirmité : « Il n'est pour avoir génération », dit-il encore (sept. 1567, f° 1002); ou bien : « L'agent de l'empereur part bien marri qu'il faille que la princesse Anne épouse un prince si mal composé de sa personne. » (*Ibid.*, f° 158.)

quelque belle dame, et fust-elle des plus grandes du pays », il l'embrassait brutalement en l'appelant « chienne [1]... »; ou il faisait fouetter de petites filles sous ses yeux, ce qui forçait le roi à donner, par exemple, « cent réaux d'aumône à Damian Martin, père des petites filles qui ont été battues par ordre de Son Altesse [2] »; ou il imposait par la violence des privations à ceux qui n'avaient pas son infirmité [3].

Sa belle-mère même, la douce Française, n'était pas à l'abri de ses injures : il parla de tuer ses filles qu'il nommait « due figliole putine [4] ». Que devient devant de tels faits la légende d'une passion entre don Carlos et Élisabeth de Valois? La jeune reine avec une pitié caressante consolait, domptait quelquefois les accès de désespoir ou les éclats de fureur; elle entourait le mélancolique enfant de soins délicats; elle sut éveiller dans cette âme vouée à une lamentable destinée quelques étincelles de reconnaissance [5]. Toute autre supposition rentre dans le roman.

[1] Brantome.

[2] *Doc. ined.*, t. XXVII : « A Damian Martin padre de las niñas pegadas por mandado de S. A. cien reales de limosna. »

[3] Leonardo de Nobili au grand-duc Cosme de Médici : « Tutta la notte va in bordello con molta arroganza. » — Voir aussi Rel. ven., Tiepolo.

[4] Ms. Rec. of., nº 2220, advices from Antwerp, 6 march 1568, t. IX, Appendice.

[5] On a dit que don Carlos était irrité que son père ait épousé la femme qui lui avait été promise : mais il avait douze ans quand on parla de lui dans les préliminaires de la paix avec la France et dut ignorer toujours ce projet qui fut abandonné au bout de peu de jours. On lui

Quant à la fille de concierge qu'il poursuivait au moment de l'accident, sur l'escalier d'Alcala, c'était probablement pour la traiter comme les dames qu'il rencontrait dans les rues, et lui faire « mille petits affronts [1] »; mais on ne connaissait pas encore les travers du prince, et on enferma la jeune fille, Mariana de Garcetas, au couvent de San-Juan de la Penitencia [2] avec mille ducats : le prince lui en légua mille autres lorsqu'il rédigea son testament [3], et il lui fit don d'une mantille [4]. Ces largesses étaient inspirées non par un amour que sa situation rendait impossible, mais par les convenances qui imposaient la libéralité aux princes. Il en fut de même des cinq cents ducats officiellement inscrits dans les comptes de la maison de l'Infant, comme remis à doña Maria de Alcaraz, femme de chambre de la reine [5], et des sommes payées pour la nourriture et l'entretien de divers enfants qui avaient don Carlos pour parrain. On ne saurait supposer qu'il pût être leur père, car pour la fille, la dépense commence quand le prince avait douze ans [6], et pour le

a attribué une pièce de vers français adressée à Élisabeth, et il n'a jamais pu apprendre un seul mot de français. Son écriture est toujours restée celle d'un enfant : voir la reproduction d'un billet autographe dans le catalogue de la collection de M. Fillon.

[1] Brantome.

[2] *Doc. ined.*, t. XXIV, p. 515.

[3] Le 19 mai 1564.

[4] Le 9 avril 1566.

[5] *Doc. ined.*, t. XXVII, p. 83.

[6] Elle se nomme Ana Carlos; elle est remise à la nourrice par le

petit garçon, on indique qu'il avait été déposé devant la porte de l'Infant [1].

La prodigalité de don Carlos était le trait heureux de son caractère. L'Infant répandait sans discernement sur ceux qui l'approchaient l'argent et les bijoux qui se trouvaient sous sa main. Mais cette insouciance, chère aux courtisans, alternait avec des accès de cruauté qui rendaient son commerce dangereux : « Quand ses serviteurs et officiers ne le servoient bien à son gré, il ne faut demander comment il les estrilloit... il menaçoit, il frappoit, il injurioit [2]. » Il voulut faire jeter par la fenêtre son trésorier Juan de Lobon [3], et poignarder son majordome, Fadrique Enriques; il souffleta don Alonso de Cordoba, gentilhomme de sa chambre; il roua de coups un autre de ses gentilshommes, don Diego de Acuña. Il accueillait chacun en le menaçant de son poing ou de son couteau [4]. Mais sa frénésie maniaque est surtout caractérisée par le besoin d'avaler et de voir avaler, ou de la nourriture, ou divers objets : « Il est absolument désordonné dans sa passion de manger hors de toute raison », disait un

gouverneur du prince et surveillée régulièrement par ordre du roi à partir de 1558. *Doc. ined.*, t. XXVII, p. 44 et 89.

[1] *Doc. ined.*, t. XXVII, p. 90 : « A Maria Hernandez, viuda, 209 reales por la crianza de un niño llamado Carlos que se echo a la puerta de la camara del dicho principe N°. S^r. Lo demas lo pago Fray Diego de Chaves confesor de S. A. »

[2] Brantome.

[3] *Doc. ined.*, t. XXVII, p. 101 et 130.

[4] Nobili à Cosme de Médici, 24 juillet 1567.

ambassadeur vénitien [1]; « il l'est au point de manger treize livres de mouton [2] », répètent toutes les correspondances diplomatiques. Il n'a de force que dans les dents, écrit Forquevauls à Catherine [3]. « Son cordonnier luy avoit faict une paire de bottes très-mal faictes; il les fit mettre en petites pièces et fricasser comme tripes de bœuf, et les luy fit manger. » Son bijoutier lui présenta à acheter une perle de trois mille écus ; le prince, avec les dents, la détacha de la monture en or, et l'avala ; le pauvre marchand fut d'autant plus inquiet qu'il ne put récupérer sa perle qu'au bout de trois jours [4]. Plus tard, vers la fin de sa vie, « il a avalé un diamant, puis l'a fait chercher et l'a rendu à force de médecines le dix-septième jour après; il fait assez de semblables tours [5] ». A une couleuvre qui le mord, il arrache la tête avec ses dents [6].

Devant la répétition de faits semblables, on peut dire que l'historien officiel de Philippe II n'a pas été éloigné de la vérité quand il a écrit : « La lésion du cerveau est démontrée par l'incapacité de la volonté [7]. » L'ambassadeur anglais n'ose employer les mêmes

[1] Rel. venez., Soranzo, 1565, dans ALBERI, série I, t. V, p. 119.
[2] Ms. Rec. of., n° 1676, Phayre to Cecil, 17 novembre 1565.
[3] Lettre du 26 août 1566.
[4] Lettre du 21 décembre 1561, de Paolo Tiepolo : « A poco a poco con li denti lelevo d'intorno l'oro che la legava et poi se la mando giu per la gola onde il pover uomo e stato desperatissimo, massimamente perche sono passati tre giorni innanzi che el principe rendesse la perla. »
[5] Ms. Bibl. nat., 10751, f° 1272, Forquevauls à Catherine.
[6] Badoaro : « Co denti gli spicco la testa. »
[7] CABRERA, liv. VI, chap. v.

expressions à cause de l'habitude où était le roi d'intercepter ses lettres; mais il déclare qu'il a vu de ses propres yeux plusieurs des actes bizarres qui sont reprochés à don Carlos[1]; le Vénitien, qui dépose en sûreté sa relation devant le Sénat, n'hésite pas à dire[2] : « Il est atteint d'aliénation mentale, comme son aïeule; il parle lentement et péniblement; il manque de suite dans ses propos. »

Don Carlos était petit-fils de Jeanne la Folle, à la fois par son père et par sa mère[3]. Mais on ne saurait accepter aujourd'hui contre Jeanne la Folle le vieux grief d'incapacité mentale : les mauvais traitements continués avec persévérance, et ajoutés à une séquestration rigoureuse, avec la privation d'air et de lumière, ont déterminé la démence au bout de plusieurs années; il a bien pu exister des prédispositions morbides; l'arrière-petit-fils a bien pu recueillir par hérédité la même aptitude à subir la névrose vésanique; il a été poussé dans la démence par le manque complet de soins hygiéniques, l'épuisement qui est résulté des sévérités de l'étiquette, de la fièvre permanente durant toute sa jeunesse, des saignées et purgations, enfin de la chute sur la tête et des accidents qui en sont résultés. En tout cas, que la maladie mentale doive être attribuée à l'atavisme, à la débilitation ner-

[1] Ms. Rec. of., n° 33, Challoner to Cecil, 8 july 1562.
[2] Tiepolo apud ALBERI, série I, t. V, p. 72.
[3] Voir appendices B et C.

veuse ou à l'accident, elle n'en est pas moins incontestable. Elle va être officiellement reconnue par Philippe II.

III

ARRESTATION DE DON CARLOS.

L'orgueil du père était froissé chaque jour par le récit d'un nouvel affront : les scandales commençaient à être connus; le respect pour le sang auguste des rois catholiques menaçait de s'amoindrir. Philippe, avec ses habitudes de patience, s'efforça longtemps de discipliner par l'autorité le malheureux prince; il ne réussit qu'à l'aigrir contre lui-même : « Il resprouve et mesprise communément toutes les actions du roi son père [1]. » Si le père essayait de l'intéresser aux affaires d'État, en lui donnant entrée dans le conseil, il avait l'humiliation de le voir injurier les ministres, confondre les affaires, mettre obstacle à toute délibération [2]. « Méchant petit prêtre, je vais vous tuer », dit un jour l'enfant au cardinal Espinosa en le saisissant à la gorge [3]. Au moment où le père attachait la plus grande importance à dissimuler ses desseins sur la

[1] Forquevauls à Catherine, 3 novembre 1555.
[2] Sigismundo Cavalli, d'après un confesseur du roi, cité par GACHARD, p. 308.
[3] CABRERA, liv. VII, chap. XXII.

Flandre, annonçait son départ et décidait l'envoi du duc d'Albe, le fils répétait qu'il voulait se mettre en route pour réduire les rebelles de Flandre, se précipitait au milieu des cortès de Castille et se livrait, devant les députés [1], à un accès de frénésie [2] : « Le prince d'Espagne ayant entendu que les cortez avoient intention de requérir qu'il demeure en ce royaume pendant l'absence du roy son père, entra ces jours passés en leur assemblée et leur protesta que celuy qui proposeroit sa demeure le peut tenir pour son ennemi capital et de sa ville, car il les destruira de tout son pouvoir. » Quand le duc d'Albe vint prendre congé du prince en partant pour la Flandre, il se vit assailli par lui, et ne put éviter un coup de poignard qu'en saisissant le bras débile de l'infirme et en le désarmant de force [3], grave dérogation à l'étiquette, dangereux oubli de la soumission envers la famille élue de Dieu. La solution devenait urgente; une nouvelle excentricité la précipitait chaque jour; le fou devait être enfermé.

L'arrestation de don Carlos a-t-elle été déterminée par d'autre raison que la nécessité d'empêcher de nuire? — « Bien, dict-on, qu'il y en avoit trente-deux dont la moindre estoit qu'il avoit voulu faire mourir son père [4], » celle de vouloir prêter secours aux héré-

[1] Ou *procuradores*. C'était en décembre 1566.
[2] Forquevauls à Charles IX, du 4 janvier 1567.
[3] CABRERA, liv. VII, chap. XIII.
[4] BRANTOME.

tiques des Flandres eût semblé plus grave encore; mais don Carlos était si éloigné de complaisance pour les rebelles, qu'il ne cessait de demander à être chargé lui-même de leur châtiment. Il veut les malmener comme ses gentilshommes, il s'irrite contre les cortès, contre le duc d'Albe, contre son père, qui mettent obstacle à son départ; il s'empresse « d'exhorter les seigneurs du conseil d'estat et de guerre, l'un après l'aultre, et les prie de remonstrer au roy son père qu'il veuille embrasser vivement les affaires de Flandres et postposer toutes choses pour y remédier[1] ». Devant ces faits s'évanouit la légende d'un prince instruit et libéral qui est persécuté pour avoir favorisé les justes revendications de peuples opprimés. Les Flamands ne s'y trompaient pas, ils étaient suffisamment informés des dispositions de don Carlos pour redouter sa domination[2]; leurs envoyés en Espagne, Bergues et Montigny, n'avaient garde de confier à un aliéné les intérêts de leur nation; ils ne lui ont jamais parlé[3]. La fiction qui attribue à don Carlos des idées d'indépendance religieuse tombe avec celle qui lui prêtait de la tolérance : les comptes de sa maison contiennent à chaque page des preuves de la piété la plus soumise

[1] Forquevauls à Charles IX, du 2 novembre 1566.

[2] Viglius à Granvelle, 23 août 1564. — *Voir* aussi recueil de Groen van Prinsterer, t. I, p. 292.

[3] Gachard, p. 272, fait remarquer la fausse interprétation qui a laissé supposer ces entrevues. On sait que le procès de Montigny ne fait mention d'aucune relation de ce genre.

aux pratiques scrupuleuses, sous forme de dépenses pour offrandes à la communion, au jubilé, ou même pour des raffinements superstitieux que ne permettrait probablement plus le clergé contemporain : « A Fray Diego de Ovando, deux écus d'or pour les messes dites afin de faire retrouver les pierreries perdues[1]. »

Ce qui est également certain, c'est que sous l'influence du trouble mental, le prince se crut environné de dangers, coucha avec des armes, cacha des armes dans des livres dont il arrachait les pages, fit barricader la porte de sa chambre avec un appareil compliqué dont il avait seul le secret et que lui construisit un savant français[2]. Il se prépara à fuir loin de ses persécuteurs imaginaires, emprunta de l'argent, demanda des chevaux à don Ramon de Taxis, maître des postes : « Il pensoit s'en aller à Gênes pour, estant arrivé en Italie où n'y auroit eu faute de gens qui l'eussent poussé à troubler toutes choses, sommer et contraindre son père de lui accorder certains articles[3]. » Il prétend emmener avec lui don Juan d'Autriche, fils naturel de Charles-Quint, est dénoncé par tous ceux qui ont dû écouter ses incohérents projets, veut tuer don Juan qui est forcé de le désarmer suivant l'exemple déjà donné

[1] *Doc. ined.*, t. XXVII, p. 110.

[2] C'est l'ingénieur de Foix, ami de l'historien de Thou; il fit la machine élévatrice des eaux du Tage à Tolède, des travaux à l'Escurial, et le port de Bayonne.

[3] Forquevauls à Charles IX, f° 1169, du 5 févr. 1568.

par le duc d'Albe [1], rentre dans sa chambre, se couche sans même s'apercevoir que l'ingénieur français a faussé le précieux appareil qui ferme sa porte, s'endort lourdement [2].

Philippe II a dans ses souvenirs d'enfance un exemple : il a vu son aïeule succomber après cinquante années de séquestration. Il prend sans émotion le parti décisif. A onze heures du soir [3], le casque sur la tête et l'épée à la main, il entre dans la chambre de son fils, sans bruit, avec cinq gentilshommes et douze gardes : le verrou ne défend plus la porte. Avant que l'Infant soit réveillé, les gardes ont enlevé les armes, cloué les volets, saisi les papiers. — « Mais je ne suis pas fou ! » s'écrie en pleurant don Carlos [4] qui a grandi aussi au milieu des récits terrifiants de la longue agonie de l'aïeule. « On me pousse au désespoir », ajoute-t-il, et il retombe avec des sanglots sur son lit.

En prenant la détermination d'enfermer son fils,

[1] Forquevauls, f[os] 1172 et suivants.

[2] On n'a pas reproduit le récit de la confession qu'aurait faite don Carlos à des religieux sur son intention de tuer son père. En effet, on ne peut comprendre 1° comment un homme vient dire : Je souhaite tuer mon père, je m'en confesse, et je prétends communier sans y renoncer ; — 2° comment ce détail serait parvenu à la connaissance de celui qui le raconte ; — 3° comment le roi, instruit le 28 décembre de l'intention meurtrière de son fils, attendit vingt-deux jours pour l'arrêter ; — 4° comment Philippe n'a jamais parlé de ce prétendu projet. Toutefois le récit de cette confession émane d'un contemporain et est généralement tenu pour véridique. L'ambassadeur Forquevauls raconte cette arrestation dans les lettres conservées Ms. 10751, f[os] 1163 à 1170.

[3] Le 18 janvier 1568.

[4] HERRERA, t. I, p. 291 : « No soy loco, sino desperado. »

Philippe accomplissait un devoir envers les habitants de ses immenses États, le devoir de les soustraire aux chances de la toute-puissance d'un monstre. La moitié du monde soumise aux fureurs d'un halluciné, c'eût été une calamité dont nous souffririons encore aujourd'hui. Mais le fléau écarté, le devoir accompli, le père n'était-il pas obligé d'éprouver de la douleur? On frappe, mais on pleure. Philippe reste impassible; les contemporains en sont consternés [1] : il reste sans colère comme sans regret. Il avoue sans honte la maladie de son fils, il la divulgue à ses sujets et aux étrangers : « Le roi, dit Forquevauls [2], m'a fait dire par Ruy Gomez qu'il y a plus de trois ans que ce roy s'apercevoit bien que ledit prince estoit encore plus mal composé de son cerveau que de sa personne, et qu'il n'auroit jamais l'entendement bien rassis ainsi que ses actions depuis ençà journellement l'ont donné à connoistre par expérience, ce que Sa Majesté a longtemps dissimulé, espérant que les ans lui amèneroient sens et expérience; ce qui a succédé au contraire, car il est allé tous les jours en empirant. » C'est aussi Ruy Gomez qui vient exposer au résident anglais [3] comment le prince s'était rendu intolérable par ses violences, et avait contraint son père à l'enfermer pour le ramener à une tenue raisonnable et à des allures sensées.

[1] Forquevauls, lettre du 19 janvier; Nobili, lettre du 25.
[2] Forquevauls, f° 1169, lettre du 5 février 1568.
[3] Ms. Rec. of., n° 1969, Man to Cecil, 28 janvier 1568.

L'Anglais répond que la mesure semblera justifiée aux yeux de chacun, par les insupportables extravagances qu'on avait tolérées jusqu'à ce jour. Le nonce Cattaneo emploie à peu près les mêmes expressions : « On n'a jamais pu mettre du sens ni de l'ordre dans cette cervelle [1]. »

Au Saint-Père et à la reine Catherine de Portugal, grand'mère de l'Infant, étaient dues les explications les plus sincères et les plus détaillées. Elles furent données avec tant de clarté que des diplomates maladroits ont cru bon de supprimer la lettre reçue par le Pape : ils ont fait disparaître tardivement et la minute dans les archives de Simancas, et la copie dans celles du Vatican, sans savoir qu'une traduction latine de cette même lettre demeurait inaperçue dans une publication oubliée, où elle a été récemment découverte [2]. Cette lettre ne permet la restauration d'aucune légende ni d'aucune aventure romanesque; elle justifie la mesure prise contre don Carlos en alléguant « les travers d'intelligence et de caractère qui le privent absolument de l'aptitude nécessaire au gouvernement d'un État ».

Avec la grand'mère, il n'était pas nécessaire d'employer des termes aussi explicites : celle-là était l'enfant de la douleur, mise au jour par Jeanne la Folle,

[1] Lettre du 24 janvier : « No ha may potuto formare ne regolare questo cervello. » Ms. cité par Prescott.

[2] Par M. Gachard. Ce sont les *Annales ecclesiastici* du Père Laderchi, t. XXIII, p. 147. Prescott et Motley ont ignoré ce détail.

dans sa prison; elle avait imploré près de son frère Charles-Quint des soulagements au supplice de leur mère, elle avait abandonné ensuite cette mère; elle croyait voir une mystique malédiction dans le malheur de son petit-fils : — « Ma résolution, lui écrit Philippe II, n'a pas été provoquée par une faute ni par un manque de respect. Si c'était un châtiment, il aurait son temps et sa limite, et je n'espère pas voir mon fils se modifier; il y a une autre cause et une autre raison : le remède n'est ni dans le temps, ni dans les expédients [1]. J'ai voulu faire en cela un sacrifice à Dieu de ma propre chair et de mon sang, et préférer son service et ses intérêts et le bien de la chrétienté à toute autre considération humaine [2]. »

Le contraste humiliant entre les prétentions démesurées de Philippe II, les rêves de monarchie universelle, la prédestination d'une famille tellement précieuse entre toutes que ses filles méprisaient tout époux pris en dehors de leur lignée, l'orgueil du miracle de saint Diego d'Alcala qui avait sauvé un prince nécessaire aux desseins de Dieu, d'une part, et d'autre part cette fin lamentable et honteuse, excitèrent les rires insolents de Catherine de Médici : « Ils

[1] Cette phrase de la lettre est traduite en ces termes par Mérimée.

[2] La lettre est donnée par Cabrera, liv. VII, chap. XXII; voici ces derniers mots : « Yo he querido hazer en esta parte sacrificio a Dios de mi propria carne y sangre, y preferir su servicio y el beneficio y bien universal a las otras consideraciones umanas. »

ont montré à la cour de France une gaieté sans mesure, et tous les gens de mauvaises intentions ont ri avec eux[1]. »

IV

PRISON ET MORT DE L'INFANT.

Si l'on admettait que le salut public est une nécessité supérieure à tous les principes, on serait forcé de reconnaître que Philippe II ne prenait pas des précautions suffisantes en enfermant son fils et en le dénonçant à l'Europe comme aliéné. Si la mort surprend le roi d'Espagne, elle ne laisse après lui qu'une fille de deux ans sous la tutelle d'une Française, et un prince de vingt-trois ans rendu intéressant par la persécution : c'est la guerre civile, c'est la chance de livrer les sujets à un fou. Il y a nécessité, il y a urgence de faire disparaître l'homme qui peut troubler la chrétienté. Le principe même qui lègue la toute-puissance au prince lui impose la mort s'il est incapable. Ce sophisme a-t-il étourdi Philippe II au point de le pousser au crime, et peut-on croire qu'il a hâté par amour pour ses peuples la mort de son fils? L'un des ministres, un confident

[1] *Doc. ined.*, t. XXXVII, p. 161, Juan de Albornoz, secr. du duc d'Albe, à Vargas, 24 février 1568 : « Hanse alegrado los cristianisimos demasiadamente de la detencion de S. A. y asi lo han hecho otros mal intencionados. »

du moment, en accuse ce père en propres termes : « Il fut ordonné, dit Antonio Perez [1], que durant quatre moys on luy donneroit une potion si lente, laquelle seroit distribuée en tous ses repas, qu'insensiblement il perdroit les forces et la vie, ce qui fut exécuté. » Mais ce grief a été formulé par Antonio Perez à une époque où il soutenait une lutte acharnée contre son maître, et où il lui reprochait d'autres crimes qui n'ont évidemment pas été commis.

Même du vivant de Philippe, un tel prisonnier était dangereux; il était difficile à garder. — « Certains députés [2] d'Aragon, Valence et Catalogne doivent arriver pour sçavoir l'occasion de cette prison et supplier pour sa liberté; le roi trouve fort mauvaise telle légation. Je ne sçaurois prophétiser s'il y aura gens si curieux de nouveautés qu'ils veuillent un jour brouiller la tranquillité de ce royaume soubs couleur de ladite délivrance. » C'est au moment de ces instances presque séditieuses de « certains députés », que don Carlos est pris de vomissements et de diarrhée, accidents qui par un étrange hasard coïncident également avec un régime particulier et mystérieux de nourriture : « On luy donne parfois [3] quelques bouillons substantiaux, et des presses de chapon avec de l'ambre et aultres

[1] Ms. Bibl. nat.; fonds Dupuy, reg. 661, f° 19, Antonio Perez à Guillaume du Vair.
[2] Forquevauls, f° 1235.
[3] *Ibid.*, f° 1234.

poudres cordiales destrempées parmi. Lesdits potages se font secrètement en la chambre de Ruy Gomez » et semblent tellement suspects que « s'il mouroit, le monde en parleroit[1] ».

Le prince avait été transféré de sa chambre dans une tour dont la fenêtre était grillée ainsi que la cheminée, pour qu'il ne pût se précipiter ni dans la cour, ni dans le feu[2]; il était gardé à vue par le duc de Feria et quelques soldats[3]. Que son état mental n'ait éprouvé aucun amendement, on le peut aisément croire. Forquevauls, qui avait des renseignements par la reine d'Espagne, remarque qu'il ne pouvait « se tenir de faire toujours et de dire des folies, lesquelles choses l'accusent et condamnent d'estre quasi fou du tout[4] ». S'il resta plusieurs jours sans prendre de nourriture, on peut attribuer cette obstination à une manie morbide ou au désespoir, plutôt qu'à la crainte de recevoir du poison; mais son père eut un mot sauvage. — Le prince n'a pas mangé depuis cinquante heures, lui dit-on. — Il mangera assez plus tard, s'il a faim. — Et rien de plus[5].

L'avantage du poison lent était de permettre le travail des théologiens pour assurer le salut de l'âme.

[1] Forquevauls, f° 1391.
[2] Le palais a été brûlé en 1734; on n'en connaît pas le plan.
[3] Ms. Rec. of., n° 1965, Man to Cecil, 26 janvier 1568.
[4] Forquevauls, f° 1273.
[5] Sigismundo Cavalli, lettre du 2 mars 1568, citée par M. Gachard, p. 458 : « Non dice altro senon che mangiara quando havera fame. »

Ceux-ci furent d'avis de donner au prince la communion dans ses intervalles lucides, « pour oster l'opinion à beaucoup de gens, nommément aux sacramentaires qui publient que ledit prince est de leur secte, ce qu'il n'est, mais les hait mortellement, et ont dit iceux théologiens que aux personnes travaillées de l'entendement qui retournent par intervalles en quelque jugement et cognoissance de raison, leur peut estre donné le saint Sacrement lors dudit intervalle, comme il a esté administré audit prince; mais en effet il n'y a en luy aucun espoir qu'il soyt jamais sage ni digne de succéder, car son entendement empire tous les jours [1] ».

Il est difficile de ne pas ajouter foi aux récits de ses excentricités, conservés par la relation officielle de ses derniers moments [2] : « Il buvait quantité d'eau glacée à jeun ou la nuit, mettait de la glace dans son lit, se tenait les pieds nus sur les carreaux mouillés, restait plusieurs jours sans manger, puis absorbait un repas énorme à la fin duquel on lui apportait un pâté de quatre perdrix qu'il dévorait tout entier avec la croûte... » Mais si les détails de ce bizarre suicide ne sont pas imaginés par les geôliers et imposés à la crédulité de tous les résidents étrangers [3], il faut convenir que le père mettait une complaisance excessive à

[1] Forquevauls.
[2] *Doc. ined.*, t. XXVII, p. 38.
[3] Forquevauls, Nobili, Cavalli, Man, Dietrichstein et l'arch. de Rossano.

les tolérer. Sans doute, il ne pouvait le contraindre à se nourrir, mais il pouvait lui refuser la glace, les pâtés, il pouvait faire surveiller son enfant malade et lui interdire les excès. La relation officielle a compris que ces facilités laissées à un fou n'étaient pas innocentes, et elle les justifie avec une cauteleuse onction : « Tous ceux qui connaissent l'état et le caractère du prince savent que si on avait usé de contrainte, il aurait donné dans d'autres excès beaucoup plus dangereux pour sa vie et, ce qui est bien plus grave, pour son âme [1]. »

En juillet, six mois après l'arrestation, la faiblesse causée par les vomissements et la diarrhée ne laissa plus aucun espoir. L'Infant demanda à voir son père. Non-seulement le père refusa de se rendre près de lui, mais il défendit à la reine et à la princesse Juana d'y aller [2]. Il ne lui fit porter aucune parole; il le laissa succomber quelques jours plus tard [3]. « Le visage estoit un peu jaune, dit Forquevauls [4] qui le vit sur son lit de parade; il n'avoit que les ossemens par le surplus du corps. » Aux obsèques, il y eut une querelle entre quelques courtisans, sur les préséances, dans la cour du château de Madrid; une fenêtre s'ouvrit, le roi se montra, et à haute voix, « avec ce sang-

[1] *Doc. ined.*, t. XXVII, p. 39.
[2] Gachard, *don Carlos et Philippe II.*
[3] Le 24 juillet.
[4] Forquevauls, f° 1398.

froid qu'il posséda toujours [1] », il régla le différend et assigna à chacun sa place dans le cortége.

Pourquoi aurait-il été ému? — « La mort de mon fils, écrivait-il au marquis de Villafranca [2], a été celle d'un prince catholique, ce qui m'est une grande consolation. » D'ailleurs, a-t-il avoué à l'ambassadeur de Venise, cette mort « est d'un grand intérêt pour mes États et pour ma propre tranquillité [3] ».

Les contemporains n'ont pas hésité à croire qu'un événement accepté avec tant de satisfaction avait été facilité [4]; mais quelques uns ont cru en même temps qu'un arrêt du saint-office avait prescrit la mort du prince. L'intervention supposée de l'Inquisition fut ornée peu à peu de détails mystérieux qui ont trompé un grand nombre d'historiens graves : on citait les noms des juges, et même une cassette verte, *cofrecillo verde,* qui renfermait les pièces du prétendu procès; on se la montrait dans la tour de Simancas, sans oser la toucher; on assurait qu'il y avait peine de mort contre l'archiviste qui l'ouvrirait. La raison d'État, la terreur du saint-office, la préservaient. Ces considéra-

[1] Cabrera : « Con la entereza de animo que mantuvo siempre, compuesto desde una ventana... »

[2] *Doc. ined.,* t. XIII, p. 394 : « Su fin fue tan cristiano y de tan catolico principe que me ha sido de mucho consuelo... »

[3] Lettre de Cavalli, du 15 août, publiée par M. Gachard : « Il re ha havuto a dire che lui vuol credere che questo sia stato per maggior beneficio delli suoi regni et per quiete del l'animo suo. »

[4] Brantôme, de Thou (liv. V, p. 436), le prince d'Orange (apologie), Strada (si modo vis abfuit), etc.

tions n'étaient pas de celles qui retenaient la cavalerie légère de Napoléon : le général Kellermann, dès qu'il eut franchi au trot le pont-levis de Simancas, demanda la cassette, fit sauter le couvercle, et eut le désappointement de trouver seulement les dossiers d'une poursuite contre un secrétaire du duc de Lerme, condamné en 1621, sous Philippe IV : ce secrétaire était le Calderon que notre Lesage a placé si plaisamment à côté de Gil Blas. Dénoûment burlesque, qui relie à un roman joyeux l'une des aventures les plus tragiques de l'histoire.

CHAPITRE XII.

L'ESCURIAL.

1563-1570.

Progrès des arts en Espagne. — Dernières grossesses et mort d'Élisabeth. — Relations avec la France.

I

PROGRÈS DES ARTS EN ESPAGNE.

Philippe II comprenait vaguement les inconvénients de sa vie sédentaire, surtout en voyant sa ville de Madrid [1] l'entourer d'une population toujours croissante et arriver en peu d'années de douze mille à trois cent mille habitants. Mais ses pavillons du Prado ou d'Aranjuez n'étaient que d'incommodes résidences [2], et il se décida à construire, non loin de Madrid, un palais qui célébrât la bataille de Saint-Quentin, gagnée le jour de Saint-Laurent, et qui fît honneur à l'art espagnol. Il convoqua des architectes [3] et discuta longuement leurs projets.

[1] Il s'y fixa en juin 1561.
[2] C'est du moins l'opinion du résident anglais, Ms. Rec. of., n° 959, du 26 mars 1562.
[3] *Ibid.*, n° 1018, du 17 avril 1562.

Les conditions qu'il imposait ne permettaient guère l'emploi des vieilles formules de l'art : il voulait élever à la fois un monument triomphal, une résidence royale, un monastère, une sépulture. La première pierre de cette masse solennelle de bâtiments destinés à des emplois si divers fut posée le 23 avril 1563, et les travaux furent entrepris sur les dessins de Juan Baptista de Toledo [1].

Il y avait alors en Espagne deux styles d'architecture bien distincts : le style de l'école nationale, qui a laissé la Giralda, à Séville, et en Flandre le portail de Saint-Amand; le style de la renaissance italienne et française dont on peut accepter comme exemples la colonnade inachevée qui se serre contre l'Alhambra, et à Besançon le palais Granvelle. Mais tous les artistes de l'Espagne reconnaissaient la supériorité de Juan Baptista de Toledo comme architecte, sculpteur et mathématicien. Le roi se plaisait à revoir ses croquis, à parcourir les travaux avec lui, à se délasser de l'étiquette au milieu de ses tailleurs de pierre. Philippe paraît avoir eu un goût assez sûr et l'amour des œuvres d'art. Il possédait à Madrid des collections de « peintures et marbres qu'il a fait mettre en diverses pièces qu'il tient sous sa clef [2] ». Il se garda de négliger, malgré les dépenses de l'Escurial, les monuments plus anciens,

[1] *Doc. ined.*, t. VII, Memorias de Fray Juan de San Geronimo.
[2] Ms. Bibl. nat., français, 3163, f° 37, Saint-Sulpice à Catherine.

et dirigea des réparations à la cathédrale de Tolède [1] et à celle de Palencia qu'il fit orner de vitraux, de statues, de retables, et de grilles en fer forgé [2]. Il installa des religieux à l'Escurial, dès qu'un toit provisoire put les couvrir, et se réserva le droit de nommer lui-même leur prieur [3]. Il leur confia les reliques de saint Juste et de saint Pastor, et aussitôt commencèrent les miracles. A quatre heures du matin, le prieur fut réveillé par deux jeunes gens qui le pressèrent de dire sa messe; il se hâta d'obéir et de courir à l'autel, « car le saint prieur comprit bien que ces deux jeunes gens étaient saint Juste et saint Pastor [4] ». Le pape Pie V et le roi Charles IX envoyèrent d'autres reliques pour compléter la pieuse collection; Philippe reçut et fit classer, entre autres trésors, un bras de saint Laurent, « une tête de sainte Undelina, qui fut reine de Sicile et qui fut martyrisée avec les onze mille vierges, et une autre tête d'une autre des onze mille vierges [5] ».

Afin que les missels et Évangiles fussent assez riches pour les religieux d'une résidence royale, Philippe

[1] *Doc. ined.*, t. LV, p. 532.
[2] *Ibid.*, p. 362.
[3] *Ibid.*, t. VII, Mem. de Fray Juan.
[4] *Ibid.*, p. 54. C'est peut-être cette intervention de saint Juste qui a amené la confusion faite par un grand nombre d'historiens : on appelle souvent Saint-Juste, au lieu de Yuste, le monastère où mourut Charles-Quint, en confondant les deux lieux de retraite. Voir sur la nécessité d'écrire Yuste et non Saint-Juste, Gachard, *Mém. Acad. roy. Belgique*, t. XII, 1°, p. 32.
[5] *Ibid.*, p 59.

s'attacha « Fray Andrès de Léon, qui est tellement supérieur dans l'art d'enluminer, que dans toute l'Europe on n'en trouverait pas un pareil. Celui qui a le plus de réputation à Rome est don Jullio; mais Fray Andrès de Léon s'est si bien assimilé ses procédés en copiant ses images, qu'il a réussi à l'égaler. Il enlumine les livres du chœur, et fait une série de miniatures pour le riche manuscrit des Évangiles qui est dû à la main de Fray Martin de Palencia[1]. »

Tout en soutenant cet art de la miniature qui allait disparaître, Philippe ne négligea pas l'École espagnole de peinture.

Les peintres de portraits étaient Antonio Moro et Alonso Sanchez Coello. Le premier, à qui est dû l'admirable portrait de la reine Mary Tudor, doit être restitué à l'École flamande; il avait été envoyé à Philippe II par le cardinal Granvelle, qui protégeait également Coello[2].

Coello, qui était peut-être le beau-frère du secrétaire d'État Antonio Perez, fut celui qui reçut le plus grand nombre de commandes pour la décoration de l'Escurial. Il avait achevé, avant la fin de 1571, les portraits de Charles-Quint, de Philippe II, de don Carlos et de don Juan d'Autriche, ceux du duc d'Albe, de don Garcia de Toledo et du grand commandeur de Castille, ceux des ministres Espinosa, Ruy Gomez,

[1] *Doc. ined.*, t. VII, Mem. de Fray Juan.
[2] *Ibid.*, t. LV, p. 450.

Mateo Vasquez [1]; il continua dans les années suivantes cette galerie des grands personnages du règne, et finit par livrer quarante-quatre portraits. Il ne put s'enrichir de ce travail, car il ne recevait que quinze ducats pour les portraits pris sur les modèles, et douze pour ceux qu'il copiait, et il demanda de cumuler sa charge de peintre avec les fonctions tout aussi pacifiques de conservateur des armes du roi [2], ce qui ne l'empêcha pas de mourir dans une telle pauvreté, que ses filles doña Maria et doña Antonia durent demander des secours sur les fonds des aumônes royales [3].

Les autres peintures de l'Escurial furent commandées aux deux frères Carducho que le roi fit venir de Florence, à un troisième Florentin, Patrice Caxes, et aux trois groupes de peintres espagnols qui formaient les écoles de Valence, de Cocentaina et de Séville. Leur maître commun était un élève de Titien, Vicente Joannes père, plus connu sous le nom de Juan de Juanes, bien qu'il se nommât en réalité Macip. Il appartenait à une ancienne famille de Valence et a peint le retable de l'église de Bocairente. Il mourut en 1579, laissant pour élèves son fils, qui signait, comme lui, Vicente Joannes, Llorente de Bocairente, et la plupart des peintres de Valence et de Cocentaina. On

[1] *Doc. ined.*, p. 445.

[2] L'armeria real de Madrid conserve une dizaine d'armures de Philippe II; l'une de ces armures pèse 69 kilogrammes.

[3] *Doc. ined.*, t. LV, p. 453. C'est en 1628. Peut-être cette famille fut ruinée dans la disgrâce d'Antonio Perez.

peut citer dans l'école de Valence les peintres Armengual, Corseto, Carbonell, Cerda, et le sculpteur Estève; dans l'école de Cocentaina, les peintres Borras, Domenech, Espinosa, et le sculpteur Cambra [1]. Ces deux écoles se fusionnèrent dans l'atelier de Ribalta [2], qui peignit pour Philippe II l'*Extase de saint François*, et compta parmi ses principaux élèves, sous le règne suivant, son fils Juan Ribalta [3] et Ribera [4].

L'école de Séville, celle des grands maîtres espagnols, commence sous Philippe II. Juan de la Roëlas [5] peint pour le roi son *Moïse frappant le rocher* et sa *Mort de saint Isidore;* Fernandez Navarrette [6], dit le Muet, lui donne la *Flagellation* du musée de Madrid, et la *Nativité* de l'Escurial, et Morales [7] la *Circoncision* et l'*Ecce homo;* pendant que Luis Fernandez forme à Séville des élèves qui se nomment Herrera le Vieux [8] et Pacheco [9], le maître de Velasquez [10]. Velasquez appartient aux règnes suivants, aussi bien que Zurbaran [11],

[1] Voir su le détail de leurs œuvres les pièces publiées *Doc. ined.*, t. LV, p. 209.
[2] Né à Valence en 1551.
[3] Né à Valence en 1579.
[4] Né en 1588.
[5] Né à Séville en 1558. Il fut aidé par son frère Paul, né à Séville en 1560.
[6] Né à Logrono en 1520.
[7] Né en 1509, mort en 1586.
[8] Né à Séville en 1576.
[9] Né à Séville en 1571.
[10] Né à Séville en 1599.
[11] Né en 1598.

Alonso Cano [1] et Murillo [2]; mais l'école de Madrid et cette merveilleuse éclosion de grands peintres sont dues à l'initiative de Philippe II, à ses commandes faites avec goût, à ses achats de tableaux étrangers dont il aimait à s'entourer.

Il faisait rechercher en Italie et dans les Pays-Bas tous les objets d'art qui pouvaient orner ses collections; mais il était contraint, par le délabrement de ses finances, à employer, pour le payement, des expédients souvent bizarres.

Ayant appris qu'un couvent de Sicile possédait un des plus beaux tableaux de Raphaël, celui qu'on voit aujourd'hui au musée de Madrid, il le fit enlever. Ce tableau se nomme encore *lo Spasimo di Sicilia.* Il montre sous le fardeau de la croix le Christ qui tombe sur les pentes du Calvaire, qui frémit d'un spasme de foi, de douleur et d'amour. Il était si fameux et attirait tant de pèlerins au couvent, que les religieux avaient pris son nom, et s'appelaient les Frères de *Santa Maria del Spasmo de Palermo* [3]. Ils furent indemnisés sans frais pour le fisc, en recevant quatre mille ducats sur les revenus de l'abbaye voisine de Maxione; l'abbé complaisant qui avait favorisé la soustraction eut en outre la promesse de cinq cents ducats de pension sur le premier bénéfice qui serait vacant.

[1] Né à Grenade en 1601.
[2] Né en 1618.
[3] *Doc. ined.,* t. LV, p. 344 à 355.

Mêmes habiletés pour se procurer à bon compte des livres précieux. Le savant Arias Montano, que Philippe avait chargé de les lui rechercher dans les Pays-Bas, aimait à lui raconter ses heureuses chances : « Un marchand grec passait près d'ici, avec quelques livres qu'il portait à la reine d'Angleterre, dans l'espoir d'en tirer un grand prix ; mais des soldats le dépouillèrent sur la route, et il vient d'arriver avec ses livres, mais sans une pièce de monnaie. Je l'ai fait appeler et je lui ai demandé ses livres ; ce sont quarante manuscrits antiques ou récents. Il a été forcé de traiter avec moi, puisqu'il ne possédait pas un réal. Il m'a demandé quatre cents écus ; je lui en ai donné cent quinze. Je crois que de sa vie il n'a fait un pire marché, ni moi un meilleur [1]. » Mis en goût par cette prouesse, Arias Montano imagina un autre procédé : ce fut de faciliter les détournements dans les bibliothèques des monastères ; il s'en vanta près du roi : « J'ai fait prévenir dans le plus grand secret les libraires voisins des abbayes, qu'ils pouvaient acheter tout ce qui leur serait présenté de livres originaux sur parchemin, en bon état ; ils m'en ont de la sorte apporté une si grande quantité, à si bas prix, que je n'en aurais pas eu trois pour la même somme si je m'étais adressé directement aux religieux [2]. » Philippe II eut ainsi les manuscrits de Froissart et de Monstrelet.

[1] *Doc. ined.*, t. XLI, p. 137, Arias Montano au roi, 9 novembre 1568.
[2] *Ibid.*, p. 176.

Il eut le mérite de savoir encourager en même temps l'art de l'imprimerie, et employa encore Arias Montano à surveiller chez le célèbre Plantin d'Anvers la publication à ses frais d'une Bible « avec les plus belles formes de lettres, et le meilleur papier qu'on pourrait se procurer [1] ».

Pour compléter l'appréciation des aptitudes artistiques de Philippe, on peut ajouter qu'il se plaisait à écouter les compositions de musique religieuse dues à son organiste Antonio Cabezon. Ces morceaux sont encore exécutés dans les cathédrales de Tolède et de Léon.

II

DERNIÈRES GROSSESSES ET MORT D'ÉLISABETH.

Philippe ne quittait sa femme que pour surveiller les travaux de l'Escurial ou partager les austérités de la retraite avec les moines qu'il y avait installés. Il venait de terminer cet exercice religieux aux fêtes de Noël 1566 et de rentrer à Madrid, quand on apprit que la reine était « enceinte du retour, qui fut le neuviesme de janvier [2] ». Le 9 octobre suivant, elle mit au monde sa seconde fille, l'infante Catalina [3], et parut recouvrer

[1] *Doc. ined.*, t. XLI, p. 131.
[2] Forquevauls, f° 1000.
[3] Ms. Rec. of., n° 1816. Man to Cecil, 11 octobre 1567.

promptement la santé. Toutefois elle tombe, à partir de cette époque, dans un état d'épuisement dont les symptômes sont de fréquentes syncopes et des désordres particuliers qui font croire à de nouvelles grossesses. Les renseignements intimes durant les derniers mois de sa vie ne permettent pas le moindre doute sur les circonstances de la mort : ils peuvent seuls justifier Philippe II de l'accusation terrible portée contre lui par son secrétaire d'État, son complice dans quelques meurtres, Antonio Perez.

Philippe II, d'après la dénonciation d'Antoine Perez, aurait fait apporter du poison à la jeune reine, et comme elle hésitait à le prendre, il aurait lui-même tendu « le verre de sa main, lui fit boire, et dans trois ou quatre heures après elle se blessa d'un fils qui avoit tout le crasne de la teste bruslé, et mourut quant après » . De bonne heure ces bruits s'étaient répandus : ils étaient arrivés jusqu'aux oreilles de Charles IX, qui feignait quelquefois de les accepter. On doit, pour les rejeter sans hésitation, s'approcher du lit de la malade, et écouter les détails donnés par ceux qui l'ont observée. La justice historique l'exige.

Un mois après ses couches, on la croit déjà grosse à compter « du 10 ou 12 novembre » ; ses bras enflent; le 19 janvier suivant [1], le jour même de l'arrestation de don Carlos, elle déclare « que l'enfant n'a cessé de

[1] En 1568. On supprime dans la correspondance de Forquevauls les confidences trop intimes.

sautiller et frétiller dans son ventre » : c'est le fidèle Forquevauls qui adresse ces renseignements à Catherine de Médici [1]; mais il annonce bientôt que l'on s'est trompé : elle n'est pas grosse, elle a eu le 18 juin un « évanouissement qui lui dura une bonne heure [2] », suivi de plusieurs autres « évanouissements, lesquels lui viennent avec une tristesse qui la contraint de pleurer sans savoir pourquoi [3] ». On recommence à croire à une grossesse dont on fixe exactement le point de départ au 6 mai. Fréquemment le pouls s'arrêtait, ou la respiration devenait haletante, ou la tête enflait [4]. Elle avait de violents maux de reins, les urines chargées de sable, des vomissements, des selles jaunes et noires, une fièvre continue, des syncopes qui duraient parfois une heure et demie [5]. Sa mère suppliait de nouveau qu'on la laissât marcher un peu à l'air [6]; mais quand cette lettre arriva de France, la jeune femme était déjà morte. Une dernière crise avait déterminé une fausse couche le 2 octobre, et deux heures après, « elle a ouvert ses

[1] Forquevauls, f°s 1176 à 1177.
[2] *Ibid.*, f° 1386.
[3] *Ibid.*, f° 1396.
[4] Les renseignements que donne le ministre Çayas au duc d'Albe sont d'accord avec ceux de Forquevauls : *Doc. ined.*, t. LI, p. 133, lettre du 3 octobre 1568 : « Le venian unos desmayos temerosos tales que unas veces le faltaban los pulsos, otras la acudia, una dificultad de resuello hasta venir en peligro de ahogarse, otras unos entumecimientos en la cabeza... Salian en la urina muchas arenas rojas... con algunas camaras leonadas y negras... »
[5] Forquevauls, f° 1452.
[6] Ms. Arch. nat., K. 1510, du 18 octobre 1568.

deux yeux clairs et luysans, et me sembloit qu'ils me commandoient encore quelque chose, car ils estoient tournés droit à moi », dit l'ambassadeur de France.

Elle mourait les yeux fixés sur la France, après une agonie d'un an. Ses médecins[1] « luy avoient appliqué de longue main divers remèdes dommageables ». Les véritables meurtriers de la reine, après l'étiquette, ce sont les médecins ; l'ambassadeur Nobili l'écrit à Cosme de Médici : « Il me paraît nécessaire de vous faire savoir comment les médecins ont précisément massacré la reine en lui appliquant une infinité de ventouses à la tête et en lui tirant du sang au pied[2]. » Ces répétitions fatigantes sur l'extraordinaire incapacité des médecins espagnols ne sont pas sans utilité : elles prouvent que le progrès des sciences était impossible sous l'autorité de Philippe. La science était une ennemie, le savant un suspect. Les jeunes gens qui venaient écouter les maîtres étrangers à l'école de Montpellier cessaient d'être les disciples dociles de la routine : ils élargissaient leurs idées, ils devenaient dangereux. Dangereux, c'est l'ambassadeur d'Espagne en France qui l'écrit au roi : « Bien certainement ces jeunes médecins ont vécu à Montpellier en hommes de bien, mais l'affaire est des plus dangereuses... » et le vice-

[1] Ms. Bibl. nat., 10752, f° 770.

[2] Lettre du 8 octobre 1568, publiée par M. Gachard : « Mi pare a proposito que V. E. sappia come li medici espressamente hanno amazzata la reina, avendole dato la mattina medesima una medicina, e appicato infinite coppette per la vista, e cavato sangue per li piedi... »

roi de Catalogne reçut ordre de les faire rentrer immédiatement chez leurs parents [1]. L'Aragonais Michel Servet, l'homme qui a découvert la circulation du sang, doit fuir l'Espagne, errer à Padoue, à Lyon, à Paris. Vesale lui-même n'est pas protégé par les soins qu'il donne à Philippe II : il est condamné à expier sa science par une pénitence en Terre sainte; il s'embarque, il périt dans un naufrage. Aussi quand le peuple disait dans ses proverbes [2] : — Médecins de Valence, longues jupes, courte science, — il incriminait non le génie espagnol, mais le régime de Philippe II. Le roi permet qu'on soit poëte, peintre, musicien. La science seule est condamnée.

En subissant par la mort des êtres qu'il pouvait aimer les conséquences de son système, Philippe II ne paraissait pas éprouver des chagrins profonds. Il écrivit froidement au duc d'Albe [3], le lendemain de la mort d'Élisabeth : « Elle accoucha d'une fille de quatre ou cinq mois une heure et demie avant de mourir : l'enfant reçut l'eau du saint baptême, et s'en alla au ciel conjointement avec sa mère. » Nous ne pouvons nous séparer avec autant de calme de cette frêle fille des

Ms. Arch. nat., K. 1502, pièce 67, du 18 décembre 1864, avec note du roi.

2 « Medicos de Valencia, luengas haldas y poca scientia. »

3 *Doc. ined.*, t. LI, p. 132, le roi au duc d'Albe, 3 octobre 1568 : « Habiendo abortado una niña de cuatro o cinco meses, hora y media antes que fallesciese, que recibio agua del Sancto Baptismo, y se fue al cielo juntamente con su madre. »

Valois, transportée loin des fêtes de son enfance et enfermée derrière les murs du vieux château de Madrid. Une sorte de fatalité frappe les princesses françaises qui épousent les rois d'Espagne, aussi bien cette autre Élisabeth, fille de Henri IV, éteinte avant trente ans après avoir souffert « avec autant de patience qu'elle avoit fait les débauches du roi son mari [1] », que la malheureuse fille de Henriette d'Angleterre, Marie-Louise d'Orléans, vouée aussi à une mort prématurée : sa jolie bouche n'eut plus la permission de rire, ses pieds charmants ne durent plus se poser à terre : « C'est une belle chose que de rire en Espagne », disaient les Françaises qui l'accompagnaient dans ses carrosses toujours fermés par d'épais rideaux de cuir : ni rire, ni promenade, ni conversation ; « l'ennui est épais [2] ».

III

RELATIONS AVEC LA FRANCE.

Les Françaises d'Élisabeth de Valois furent dispersées par la mort de leur reine. Les unes retournèrent en France [3] ; les autres restèrent pour soigner les deux

[1] Montpensier, *Mém.*, t. III, p. 480. Elle fut « emportée par une maladie dont les femmes qui ont de sages maris ne meurent point ». (Goulas, *Mém.*, t. II, p. 57.)

[2] Lettres de madame de Villars à madame de Coulanges.

[3] Notamment mesdemoiselles d'Arne, de Ribérac et de Saint-Léger

infantes [1], sous les ordres de la duchesse d'Albe, qui fut investie d'une autorité presque souveraine sur les dames du palais, « et toutes mangent à sa table, comme nonnains avec leur abbesse [2] ».

Catherine de Médici ne se laisse pas abattre par le chagrin, et apporte une précipitation qui dénote peu de sensibilité, à vouloir renouer de nouveaux liens avec Philippe. Elle propose au veuf son autre fille, Marguerite; ce qui prouve au moins qu'elle n'ajoutait pas foi aux bruits d'empoisonnement de l'aînée. « Je trouve, dit-elle [3], que les choses, après un si grand malheur, s'acheminent de bonne façon; je vous prie y user les meilleurs moyens, et si dextrement qu'on ne puisse apercevoir que rien vienne de nostre commandement; car, les filles, faut que soient demandées par les hommes, et non les aller offrir. » Il s'agit donc simplement de « traiter soubs main cecy avec des serviteurs, comme le cardinal ou le confesseur ». Elle promet de tenir les promesses qui leur seront faites en son nom pour les séduire : « N'y espargnez rien, car j'ay ouy dire qu'ils prennent volontiers. » Afin de gagner les bonnes dispositions du roi lui-même, elle affirme qu'elle envoie

avec les deux servantes, la Preignon et la Cousture. (Forquevauls, Ms. 10752, f° 313.)

[1] Entre autres la fidèle confidente Claude de Vavygne. Voir Ms. Arch. nat. K. 1529, pièce 10 : « Que dara aca en servicio de las señoras Infantes. »

[2] Forquevauls, Ms. 10752, f. 56.

[3] Ms. Bibl. nat., 10752, f° 99, Catherine à Forquevauls, 23 novembre 1568.

le maréchal de Cossé avec trois mille hommes pour seconder le duc d'Albe dans les Pays-Bas [1], promesse que, du reste, elle se garde bien de réaliser.

Mais il y avait un sérieux obstacle à ce mariage de Philippe II et de Marguerite de Valois. Une intrigue assez peu innocente existait entre cette jeune princesse et le duc de Guise, qui était déjà l'idole des catholiques de France, et qui comptait s'assurer des droits à la couronne en épousant une fille de Henri II. Les épisodes de ce petit roman étaient suffisamment connus pour que la cour d'Espagne en ait été informée, d'autant mieux que le cardinal de Lorraine espérait rendre le mariage nécessaire en divulguant les imprudences de Marguerite. « Monsieur de Forquevauls, écrit Catherine [2], je vous fais cette lettre particulière pour vous advertir d'un propos qui est tenu entre mon cousin le cardinal de Lorraine et moy, l'estant allé voir ce jourd'huy en sa maison, où il est malade depuis quinze jours ou trois sepmaines, lequel a été mis en avant par luy, me parlant d'un certain bruit qui a couru entre plusieurs personnes, il y a quelque temps, du mariage présomptif de ma fille avec le duc de Guise. Vous pouvez penser combien tels discours fondés sur ce sujet me sont agréables, et le plaisir que ce m'est d'estre contrainte d'y entrer. Toutefois, ayant été forcée par ce

[1] Ms. Bibl. nat., f° 48.

[2] Ms. Bibl. nat., 10752, Catherine à Forquevauls, 10 août 1570, f° 761.

que m'en disoit ledit cardinal, j'ay bien voulu lui faire sçavoir ce que j'en avois sur le cœur, et les causes que j'avois d'estre marrie qu'un tel bruit eust esté porté si loing comme en Espagne, pour connoistre le tort que cela feroit à ma fille. »

Le scandale avait été trop public, pour qu'il fût possible de compter sur une demande en mariage de la part de Philippe II; d'ailleurs, de nouvelles difficultés avec la France venaient de naître. Des navigateurs résolus à venger Jean Ribaut et ses compagnons exterminés dans la Floride étaient allés attaquer les établissements espagnols, et avaient « rasé les forts de la Floride, et tué tous les Espagnols qu'ils y ont trouvés [1] ». Catherine s'était donc rabattue sur le roi Sébastien de Portugal, pour sa fille Marguerite; mais ce prince « a esté nourri à la portugaise, c'est-à-dire en superbe et en vanité; il tient beaucoup de l'humeur du feu prince d'Espaigne, subjet à sa teste, bizarre, variable et terriblement obstiné en ses opinions ». De plus, il avait aussi horreur des femmes et semblait également impropre au mariage [2].

D'un autre côté, Philippe II tenait pour des motifs sérieux à conserver l'alliance française. Notre seconde guerre civile était terminée [3], tandis que l'Espagne

[1] Forquevauls, Ms. 10751, f° 1376.
[2] Voir les détails intimes que rapporte Forquevauls, Ms. 10752, f° 439.
[3] Mars 1568.

avait sur les bras la révolte des Pays-Bas et celle des Maures d'Espagne [1]. Le moindre effort de notre part pouvait à ce moment nous assurer la prépondérance en Europe : ce devoir nous était indiqué par les appréhensions mêmes de Philippe : « Ils craignent, écrivait Forquevauls [2], qu'à la fin il se fera une grosse masse des uns et des autres pour assaillir quelqu'un des Estats de ce royaume. » Pousser sur la Flandre les braves de toutes les armées, réconcilier les catholiques et les huguenots au détriment des ennemis de notre unité nationale, assurer l'indépendance des Pays-Bas, c'était d'autant plus aisé que Philippe pliait sous les difficultés amoncelées par lui, et que l'empereur menaçait de se prononcer lui-même en faveur des Flamands.

L'empereur avait envoyé à Madrid son fils l'archiduc Charles [3], pour offrir sa médiation entre l'Espagne et les mécontents des Pays-Bas. La situation était critique. Philippe II la dénoua en revenant aux projets de mariage qui depuis près de dix ans occupaient les ambassadeurs et amusaient les cours. Il rattacha à ses intérêts simultanément l'empereur et Catherine de Médici par une double union des deux filles de l'empereur, l'aînée, Anne, avec lui-même, la seconde, Isabelle, avec Charles IX; c'était une sorte de ligue des trois pouvoirs catholiques.

[1] Qui commence en décembre 1568.
[2] Forquevauls, Ms. 10751, fos 1244 et 1340 à 1357.
[3] De décembre 1568 à mars 1569.

Il fallait que la nécessité de s'assurer dans le Nord la neutralité de Maximilien parût bien pressante à Philippe pour qu'il consentît à le laisser se lier à la cour de France, et pour qu'il contractât en même temps un quatrième mariage, avec une princesse qui avait été longtemps promise à son fils, et qui avait vingt-trois ans de moins que lui. Sa santé ne compensait pas cette différence d'âge : les attaques de goutte devenaient fréquentes ; en outre, dans le mois même où il attendait l'arrivée de la nouvelle reine [1], « passant par une ville qui a nom Almagro, ses médecins le conseillèrent de boire de l'eau d'une fontaine aigre qu'on dit avoir vertu de guérir de plusieurs maladies ; il en but, mais elle luy donna aussitost le flux de ventre qui lui a duré toujours depuis, tellement qu'il est bien amaigri. Il se purgeoit hier. »

[1] Forquevauls, Ms. 10752, fo 708.

CHAPITRE XIII.

SECONDE PÉRIODE

DE LA LUTTE CONTRE L'ISLAMISME.

RÉVOLTE DES MAURES.

1568-1570.

Haines nationales entre les Espagnols et les Maures. — Expédition du marquis de Mondejar. — Don Juan d'Autriche. — Campagne de don Juan d'Autriche.

I

HAINES NATIONALES ENTRE LES ESPAGNOLS ET LES MAURES.

De toutes les populations musulmanes, le groupe des Maures, à peu près exterminé aujourd'hui, est le seul qui ait atteint un degré élevé de civilisation. Les royaumes fondés par lui égalaient presque en prospérité au treizième siècle les républiques italiennes. Il en résultait cette anomalie que sur le même sol, la race supérieure, celle des Espagnols, restait belliqueuse, ignorante et frugale, tandis que la race inférieure connaissait les raffinements du luxe et les délicates jouissances de la vie policée. Chacune méprisait sa rivale;

mais si les Espagnols ne surent comprendre ni les merveilles de la mosquée de Cordoue ni les bienfaits des irrigations, s'ils laissèrent ruiner les monuments et les barrages, ils ne purent empêcher l'entrée dans leur langue de tous les mots de l'idiome des Maures qui exprimaient ce qui manquait aux vainqueurs, le travail industriel et le charme de la vie de famille. Les mots de boutique, coton, vif-argent, grenier public, pont, marteau de porte, les noms de minéraux et d'arbres, viennent des Maures [1]; l'influence de la femme dans la maison, de la femme occupée de parure et de bien-être, entourée de meubles et de soins, fut longtemps le privilége des Mauresques, qui la firent connaître aux femmes espagnoles et enseignèrent les expressions de voilette, résille, dentelle, corset, volants de jupe, broderies d'or, épingles, fard, pommade, musc, perle, oreiller, coussin, alcôve, tapis, mosaïque [2]...

La conquête ruina les familles riches et livra les meubles au pillage; mais les Maures reconstituèrent rapidement par les travaux agricoles leur bien-être intérieur; — ils donnent la fécondité aux pierres elles-mêmes, disaient les Espagnols dédaigneux de l'agri-

[1] Almacen, algodon, azogue, alfoli, alcantara, aldabon... Voir CERVANTES, *Don Quijote*, chap. LVII : « Y este nombre es morisco como lo son todos aquellos que en nuestra lengua castellana comienzan en *al.* » Voir aussi *Real Acad. Madrid*, t. IV, le dictionnaire des mots venus du maure.

[2] Alquinal, albanega, albenda, almilla, alforza, alamar, alfiler, albayalde, alheña, almizcle, almohada, almadraque, alcoba, alfombra, almorrefa, alhaja, alcuza...

culture [1]. Les débris de cette civilisation offraient assez d'opulence encore pour exciter l'envie et la crainte. Ils auraient même suffi à soulever l'horreur des chrétiens d'Espagne contre ces gens qui aimaient la parure, les fêtes bruyantes, la propreté, le luxe, si l'Inquisition n'avait pas vu en même temps dans les mêmes habitudes une sorte de défi à la discipline ecclésiastique. Les Maures s'enfermaient pour travailler les dimanches et les jours de fête [2]; les fiancées qui ne pouvaient recevoir de leurs curés la bénédiction nuptiale qu'en robe de Castillane, se hâtaient de se déshabiller en sortant de l'église, de reprendre le costume national pour célébrer les noces d'après les usages traditionnels, avec les danses et les concerts de darboukas. Ils se faisaient enterrer dans leurs champs, au milieu de la campagne [3]. Mais ce qui soulevait le plus d'indignation contre eux, c'étaient leurs soins de propreté : les Espagnols avaient un tel mépris pour les bains chauds, que de nos jours encore, dans les plus grandes villes d'Espagne, un voyageur étranger trouve difficilement à s'en procurer [4] : leurs théologiens trouvaient peut-être qu'on pèche en donnant des soins à son corps [5],

[1] « Hacen fecundas las piedras. » CALDERON, *Amar despues de la morte*, Jorn. II.

[2] Luis DEL MARMOL CARVAJAL, *Historia del rebellion y castigo de los moriscos del reino de Granada*, p. 157.

[3] CERVANTES, *Don Quijote*, chap. XII, histoire de Marcelle.

[4] J'ai observé le fait à Grenade et à Cordoue.

[5] Les puritains d'Angleterre avaient le même travers au siècle suivant, et se scandalisaient des bains que prenait dans la Tamise, durant

ou leur persuadaient que c'était une preuve de leur foi que de repousser tout ce qui pouvait rappeler les ablutions musulmanes.

Le peuple accusait encore les Maures de favoriser les incursions des corsaires barbaresques et de donner les indications qui facilitaient les enlèvements d'esclaves sur les côtes d'Espagne [1], de se réjouir quand ils apprenaient un succès des flottes ottomanes, et de conserver l'espoir de l'indépendance au point de s'être tenus prêts durant le siége de Malte « pour faire rébellion et s'emparer de Grenade avec la faveur de l'armée turquesque victorieuse... les corsaires de Barbarie descendirent n'a pas six semaines sur le païs de Grenade et saccagèrent une terre du duc de Sesse, laquelle est six lieues loin de la mer, ce qu'ils n'eussent fait sans avoir intelligence avec les Maures du pays [2] ».

Ainsi tous les arguments spécieux qui enracinent les préjugés et justifient les artifices de la raison d'État se mettaient au service des haines nationales. Les vaincus, il faut le reconnaître, étaient une cause de faiblesse et de danger pour l'Espagne : ils s'immobilisaient dans les ruines de leur ancienne splendeur : ils se maintenaient comme une nation à part; un peuple aura tou-

son exil à Londres, la belle duchesse de Chevreuse. (Comte DE BAILLON, *Henriette-Marie de France*, p. 83.)

[1] MARMOL : « Acogian a los turcos y moros berberiscos para que captivan a los cristianos. »

[2] Ms. Bibl. nat. français, n° 10751, f° 40, Forquevauls au roi, 5 novembre 1565.

jours des griefs contre ceux qui profitent de ses lois sans se fondre dans son unité ; la même répulsion s'observe aujourd'hui encore contre les juifs chez les chrétiens du Danube, contre les Chinois chez les Américains de l'Ouest. L'identité des sentiments est telle que l'on pourrait appliquer à ces juifs ou à ces Chinois les mots de Cervantes [1] disant des Maures de son temps : « Ils ne pensent qu'à l'argent; ils l'amassent par le travail et par les privations; pour la pièce de monnaie qui arrive à leurs doigts, prison perpétuelle et perpétuelle obscurité; ils attirent tout l'argent du pays ; plus ils sont nombreux, plus ils enfouissent, et leur nombre croît sans cesse puisqu'ils n'entrent jamais en religion, qu'ils se marient tous, qu'ils ne dépensent rien à instruire leurs enfants; leur seule science est celle du vol. »

Le cardinal Espinosa, à peine nommé grand inquisiteur, « commença à serrer de près les Maures plus qu'auparavant [2] », et les signala aux rigueurs de Philippe II. S'il y avait seulement des mesures à prendre pour satisfaire les préjugés populaires et le zèle du saint-office, on ne peut trop l'apprécier aujourd'hui : il est certain cependant que le duc d'Albe, peu clément en général pour ceux qui se tenaient en dehors de l'ordre établi, s'opposa à tout règlement nouveau sur les Maures [3], parce qu'il jugeait le moment inop-

[1] *Le chien Berganza.*
[2] Hurtado de Mendoza, *Guerra de Granada.*
[3] Cabrera, liv. VII, cap. xxi.

portun pour une provocation ; il est également certain que Philippe résista longtemps aux instigations passionnées du clergé : — « des ennemis, le moins ! » lui disait Espinosa [1]. Il fallut inquiéter sa conscience par de véritables menaces [2], pour l'entraîner à tenter la transformation d'un peuple au moment où le départ de ses régiments pour les Flandres le laissait désarmé contre les risques d'un soulèvement.

Au milieu de novembre 1566, Philippe se laissa imposer par Espinosa et son agent don Pedro Deza des « pragmatiques » contre les Maures : à partir du 1er janvier suivant, les Maures ne pourraient posséder ni armes, ni esclaves, ni costumes à leurs modes, ni serrures sur leurs portes ; ils devaient se procurer immédiatement des pourpoints et des culottes, cesser de cacher sous le habarah et le féredjé le visage et les épaules des femmes contraintes de porter désormais des toques et des vertugadins, laisser pénétrer les étrangers dans l'intérieur de leurs maisons, oublier leur langue et apprendre l'espagnol dans un délai de trois ans, renoncer aux bains chauds sous peine de six ans de galères [3]. Leurs noms mêmes ne leur étaient pas laissés.

[1] « De los enemigos, menos. »

[2] « Le encargan la conciencia sobre ello. » Les témoignages sur cette intervention du clergé sont unanimes. Ils sont cités dans l'introduction de la précieuse publication de M. Alfred MOREL-FATIO, *l'Espagne au seizième et au dix-septième siècle,* Heilbronn, 1878, pages 4 à 6. Les documents publiés dans la première partie de ce volume étaient nécessaires pour ce chapitre.

[3] HERRERA, I, 337 : « Afligidos con la prohibicion de que las mu-

Puisqu'il voulait une révolution, le roi, du moins, aurait pu préparer des troupes pour en assurer le succès ; mais il n'ajouta pas un soldat aux garnisons et ne fit pas occuper un seul point fortifié [1]. Il crut que ses mesures seraient favorisées par la Providence, dont il se flattait de servir les desseins, et confia l'exécution des détails à un homme d'Église.

Nul ne pouvait être plus maladroitement choisi que Deza, auditeur de l'Inquisition, désigné par le roi pour diriger, comme président de la chancellerie de Grenade, la réforme de la vie intime des Maures. Avec un esprit étroit et envieux, Deza voulut avoir seul le mérite de l'œuvre, écarta l'autorité militaire, et crut que la violence serait suffisamment servie par une police d'agents subalternes, alguazils, scribes d'audience, « gens qui aiment à usurper les fonctions auxquelles ils ne sont pas propres, et surtout celles du militaire [2] », et qui se donnèrent pour soin principal de rapporter à leurs femmes les poules, le miel, les fruits et l'argent qu'ils enlevaient aux Maures [3].

Contre cette combinaison de règlements cruels et de

geres no pudiessen cubrir sus rostros ni usar de los baños » MARMOL : « Mandaron que en ningun tiempo usassen de los baños artificiales ni se bañasen en sus casas. » MENDOZA : « Vedaron el uso de los baños que eran su limpieza. »

[1] MENDOZA : « Sin guardia, ni provision de gente, sin reforzar presidios viejos o firmar otros nuevos. »

[2] MENDOZA.

[3] MARMOL. Le mémoire du marquis de Mondejar et les pièces annexes publiées par M. MOREL-FATIO sont d'accord avec Marmol.

mesquines avanies, les Maures essayèrent, la première année, les plus humbles supplications : ils surent intéresser à leur sort, non-seulement le duc d'Albe, mais même le marquis de Mondejar, capitaine général de Grenade. Philippe II et Espinosa estimaient qu'ils venaient d'accomplir une louable et noble action ; avec cette infatuation de l'homme de bureau qui reste inflexible parce qu'il se juge infaillible, ils prêtèrent une oreille dédaigneuse aux plaintes des condamnés et aux réclamations des hommes de guerre ; ils prirent en pitié ceux qui ne comprenaient pas les mérites de l'entreprise, ils pressèrent l'exécution. Ils ne daignèrent même pas s'informer si derrière cette résistance pacifique ne se cachaient pas des préparatifs de lutte.

Dans cette orgueilleuse sécurité s'écoulèrent deux années sans que la chancellerie espagnole, accoutumée à procéder avec lenteur, s'inquiétât de ce retard, et sans que Deza blâmât la tolérance vénale de ses commis. Durant ces deux années, les Maures firent leurs préparatifs de soulèvement, et choisirent leurs chefs.

Au village de Valor, sur les crètes des Alpujarras, habitaient deux frères qui prétendaient descendre de Fatima, fille de Mahomet : l'un d'eux fut enfermé dans les prisons de Grenade ; son fils Aben-Humeya tua plusieurs des alguazils qui l'avaient arrêté et se trouva désigné par ce trait d'audace comme le chef de la nouvelle dynastie des rois maures : on consulta des prophéties et des observations astrologiques, on vêtit

de pourpre le jeune homme, on lui fit jurer, le visage tourné vers l'orient, de mourir pour la foi musulmane ; on baisa le sol où il avait posé les pieds, on le proclama roi de Grenade et Cordoue sous le nom de Mohamed Aben Humeya. Le nouveau souverain partagea le commandement des troupes entre son oncle Aben Jauhar, et un chef de bannis, Aben Farax, fit préparer dans la montagne des dépôts d'armes et de vivres, et fixa la date de la révolte à la nuit de Noël 1568.

Il avait vingt-deux ans, peu de barbe, le teint bistre, les yeux noirs et grands, les sourcils réunis sur le front; il était assez intelligent pour comprendre que ses jardiniers et ses bergers ne sauraient soutenir longtemps la guerre contre les armées de l'Espagne, et il se hâta de demander des secours à Uluch-Ali, le chef des corsaires d'Alger, et au sultan, par un renégat calabrais qu'il députa à Constantinople.

Jamais pareille occasion ne s'était offerte aux Turcs pour étendre leur domination. Grenade et Cordoue valaient mieux que Malte ou Chypre : il eût fallu toutes les forces de l'Europe chrétienne pour chasser de l'Espagne une armée de janissaires établie dans l'Andalousie. Mais les Turcs ont des systèmes de raisonnement et des catégories d'idées qui n'ont rien de commun avec les nôtres : ils n'entendent pas notre logique, et subordonnent à de minces incidents les plus savantes combinaisons. Accoutumés à ne voir devant eux en Orient que les Vénitiens et les Génois, ils ne com-

prirent pas que l'Espagne était un adversaire autrement redoutable : ils n'écoutèrent que leur méfiance contre les Maures, gens laborieux et industrieux, « fourbes, privés du goût et de l'habitude des armes[1] », méprisés presque à l'égal des juifs; ils préparèrent une expédition contre les possessions vénitiennes et ne procurèrent au nouveau roi de Grenade que douze cents hommes. Les corsaires d'Afrique offrirent de lui vendre à prix d'argent des armes et des munitions.

Ainsi à peu près abandonné à ses seules ressources, Aben Humeya espère que le succès lui procurera des alliés; il donne le signal de la révolte deux jours avant le moment convenu, en massacrant un capitaine et quarante cavaliers qui étaient logés chez les habitants de Cadiar. Aussitôt son lieutenant, le teinturier Aben Farax, qu'on disait descendant des Abencerrages, tente un coup de main sur Grenade. Il s'introduit le lendemain de Noël dans l'Albaïcin, le quartier maure de Grenade, pendant la nuit, au milieu d'une tempête de neige. Mais il n'amène que cent cinquante cavaliers. — Vous êtes trop peu nombreux et vous venez trop tôt[2], lui crient les pacifiques bourgeois, pendant que la garnison espagnole se retranche dans l'Alhambra et dans le quartier chrétien. Le marquis de Mondejar a l'au-

[1] Hita : « Porque la gente granadina era ruin, y de poca palabra y mal astuta en la guerra, sin esperiencia alguna de las armas. »
[2] Mendoza : « Pocos sois y venais presto. »

dace de pénétrer seul dans l'Albaïcin : il s'y tient tout le jour; il conseille aux marchands maures de se fier au roi, de mépriser les paysans et les coureurs de montagne qui veulent leur ruine; il les séduit ou les intimide, et ne rentre à l'Alhambra qu'après avoir assuré leur fidélité.

Aben Farax, irrité de cet échec, se porte sur le village d'Orgiba, assiége les chrétiens qui se sont réfugiés dans une tour au nombre de cent soixante : il fait rouler des tonnes d'huile devant la porte, y met le feu, tue les chrétiens. Ce massacre est le signal des plus atroces violences contre les Espagnols de la région : une race ingénieuse et cruelle fait expier les outrages dévorés depuis tant d'années. On remplit de poudre la bouche du curé de Mairena, et on l'allume; on enterre son vicaire jusqu'à la ceinture, et on en fait une cible vivante pour les archers; d'autres victimes sont abandonnées à une mort lente, enterrées jusqu'aux épaules; quelques chrétiens sont liés de cordes et livrés aux Mauresques qui les piquent de leurs aiguilles, agrandissent les plaies avec des pointes de roseau, les écorchent, les dépècent peu à peu. Quelquefois on les attache à un oranger, et on les tue à coups de pierre et de stylet [1], ou on viole et on torture sous leurs yeux leurs femmes et leurs sœurs [2]; d'autres sont désarticulés jointure à

[1] MENDOZA : « Entregaronlos a las mugeres que con agujás los matasen. »

[2] MARMOL : « Traxeron alli dos hermanas doncellas que tenia, y en su presencia las vituperaron y maltrataron. »

jointure, chaque membre après l'autre. Une vieille Mauresque de Urraca choisit trois jeunes chrétiennes, les plus belles filles de la vallée d'Almeria, et se divertit à les déchirer lentement de ses ongles, à les écraser, à les faire périr sous ses pieds [1]. A ceux qui dans leurs supplices crient : « La Mère de Dieu ! » ils répondent : « Chien, Dieu n'a pas de mère [2] ! »

Ces horreurs sont promptement arrêtées par le jeune roi, qui fait disparaître Aben Farax après la mort d'environ trois mille Espagnols; mais ce n'est point par compassion pour les chrétiens : un sort plus triste que la mort leur est réservé. Tous les captifs sont dirigés sur Sorbas pour y être vendus aux corsaires barbaresques, et l'on donne « un chrétien pour une escopette [3] ». Les Juifs d'Alger comprennent aussitôt les avantages de ce trafic et l'organisent avec leur intelligence commerciale : ils emplissent d'armes, de munitions et de vivres plusieurs navires qui sont dirigés sur l'Andalousie, puis ramenés à Alger avec des cargaisons d'esclaves. Le sultan envoie les douze cents soldats qu'il a promis.

1 Hita.
2 Marmol, p. 192.
3 Hita.

II

EXPÉDITION DU MARQUIS DE MONDEJAR.

L'honnête et brave capitaine général n'était pas resté inactif, mais l'insuffisance des ressources militaires dont il disposait l'avait forcé de concentrer ses troupes et de livrer ainsi le pays aux rebelles. Il sortit de Grenade dès le commencement de janvier avec un peu plus de deux mille hommes animés autant par le zèle religieux que par l'espoir du butin : les Espagnols se racontaient entre eux « le bien-être, l'abondance, l'opulence » des ennemis; ils ne s'inquiétaient que des flèches empoisonnées et se faisaient indiquer les remèdes à des blessures inconnues dans leurs précédentes campagnes : l'ellébore noir et l'aconit imprégnaient, disait-on, les flèches; ces poisons glaçaient le sang, jetaient un nuage sur les yeux, donnaient des nausées, de l'écume aux lèvres, de la torpeur. On enseignait que la mort était évitée en lavant la plaie avec du jus de coing ou avec du suc de genêt [1]. En tout cas, le premier choc parut décisif. En débouchant de la plaine de Grenade, au col d'Alfajarali, les Espagnols ne perdirent que sept hommes, tuèrent six cents Maures et

[1] Mendoza.

poursuivirent les vaincus dans la montagne jusqu'au village de Poqueira, où se tenaient les femmes des rebelles des Alpujarras. Du même élan ils occupèrent ce village, où ils saisirent « quantité d'or, de vêtements, d'esclaves [1] » ; ils se répandirent ensuite dans les vallées de l'autre versant, en faisant main basse sur tout ce qui pouvait s'emporter, « et il y avait des hommes qui enlevaient même les chats, les chaudrons, les tournebroches, les pétrins, les dévidoirs, les clochettes des bestiaux et autres objets sans valeur, le tout pour ne point renoncer au droit de prendre ; et je ne nomme, ajoute le soldat qui raconte cette campagne, je ne nomme aucun de ceux qui volaient, car nous étions tous également voleurs, et moi tout le premier [2] ». Après l'occupation de quelques villages, les Espagnols qui se trouvaient cernés par la neige, privés de vivres, chargés de butin, renoncèrent à traîner de nouvelles esclaves qu'ils ne pouvaient nourrir, et égorgèrent un millier de leurs Mauresques, malgré les ordres de Mondejar.

Ils venaient de délivrer environ huit cents des chrétiennes destinées à être vendues aux Algériens : le marquis les fit reconduire par une escorte à Grenade. Ce fut un cri d'horreur parmi les Espagnols de la ville quand ils virent rentrer cette lamentable colonne : « Il

[1] Mendoza : « El regalo, la riqueza, la abundancia de cosas necesarias. »
[2] Marmol.

y avait parmi ces femmes beaucoup de dames nobles, de fières et belles demoiselles, élevées avec délicatesse; elles marchaient nues et sans chaussures, épuisées par les mauvais traitements de leur captivité et par la fatigue du chemin à travers les neiges; c'était à fendre le cœur[1]! »

Le féroce Deza exploita avec joie cette indignation : il fit écorcher vif un chef maure, El Zamar, que Mondejar envoyait prisonnier à Grenade; il le fit exposer au soleil, sanglant et palpitant. Envieux de l'autorité qu'acquérait le capitaine général, Deza confia un commandement au marquis de los Velez et dirigea tous les renforts vers cette seconde armée.

Los Velez se mit en marche au printemps avec ses vassaux, des volontaires, et de jeunes soldats enrôlés dans la populace des villes. C'était une tourbe avide de pillage : elle surprit dans la montagne environ dix mille femmes qui s'étaient retirées avec des enfants loin de l'armée de Mondejar. « Elles étaient, raconte un des soldats de cette expédition[2], rassemblées sur des falaises à pic, près de la mer; elles s'embrassaient, puis elles s'élançaient dans le vide. Quelques-unes avaient lié des baguettes en forme de croix; elles s'agenouillaient et criaient : Moi chrétienne! Mais l'escadron diabolique les taillait en pièces ou les poussait dans le

[1] MARMOL. Voir aussi les documents publiés par M. Alfred MOREL-FATIO, *l'Espagne au seizième et au dix-septième siècle*, p. 80.
[2] HITA.

gouffre. En moins de deux heures on tua plus de six mille femmes, plus de deux mille enfants, et j'ai vu de mes yeux la chose la plus horrible qu'homme ait jamais vue : une Mauresque, couverte de blessures, entourée de cinq de ses enfants tués sous ses yeux, voulut sauver le sixième, un petit qu'elle allaitait; elle le posa à terre, s'étendit sur lui en le cachant de ses seins, fut tuée dans cette posture, puis, mourante, dans un effort suprême, elle se rejeta sur le dos pour ne pas l'étouffer; l'enfant, rampant contre ce corps, prit le sein et suça le sang avec le lait. Je l'enlevai dans mes bras, je le portai au campement et le confiai aux Mauresques qui avaient été prises comme esclaves. Je ne sais si c'est pour son bien ou pour son mal, et s'il n'eût pas mieux valu le laisser mourir là. » Les femmes épargnées furent « partagées entre les capitaines et les soldats ».

Au bout de quelques jours, le butin fut si abondant et les esclaves à si vil prix, que les soldats commencèrent à déserter pour porter leur proie sur le marché des villes. Là ils excitèrent l'envie de ceux qui n'avaient ni l'énergie d'aller chercher des Mauresques dans la montagne, ni le moyen d'en acheter sur la place publique. Aussitôt s'organisèrent des coups de main sur les villages inoffensifs qui n'avaient point pris part à la révolte. « Un capitaine nommé Villalta sortit de Cadix avec une bande, entra de nuit dans le bourg de Laroles, tua les Maures endormis et ramena à Cadix, pour les

mettre en vente, toutes les femmes et tous les enfants[1]. »

Ce moyen aisé de faire fortune trouva des imitateurs : les marchés de l'Espagne furent encombrés d'un si grand nombre de Mauresques, « plusieurs très-belles », qu'on en envoya des chargements entiers à Majorque et jusqu'à Naples.

L'armée du marquis de Mondejar ne tarda pas à être démoralisée, comme celle de los Velez, par l'habitude du meurtre et par la désertion. Les Maures étaient tués avec tant d'empressement que le sang répandu gâtait l'eau, et qu'il fallait le boire avec cette eau dans laquelle il avait découlé. Quelquefois l'attaque d'un village avait lieu contre l'ordre des chefs : ainsi un neveu de l'archevêque de Tolède, don Juan de Villaroel, appela à lui, malgré les ordres de Mondejar, une partie de l'armée pour assaillir un campement maure, et fit tuer les meilleurs capitaines sous des quartiers de rocs[2].

Cet échec permit à Deza de dénoncer Mondejar au roi, comme manquant d'autorité sur son armée. Le jaloux inquisiteur voulait se débarrasser d'un capitaine général qui ne comprenait pas la nécessité de supprimer les Maures : il avait coalisé contre Mondejar tous les agents civils, commis de chancellerie, commissaires de vivres, gens de rapines qui se voyaient

[1] Hita, p. 616.
[2] Mendoza.

entravés par le soldat. Il harcelait Philippe II et Espinosa de ses plaintes : il cachait les succès, il refusait de reconnaître l'état de prostration dans lequel était tombée la rébellion après des coups aussi rudes.

L'Andalousie cependant était à peu près domptée : l'oncle du roi maure, Aben Jauhar, essayait de se réfugier en Afrique avec ses richesses, et mourait au moment de s'embarquer. Des postes retranchés étaient semés dans la montagne, les insurgés étaient traqués dans leurs repaires. Mais Philippe II, sans donner le pouvoir à Deza, comme on le lui demandait, crut utile d'amoindrir la situation de Mondejar. Il divisa l'Andalousie en deux commandements militaires qu'il confia aux marquis de Mondejar et de los Velez sous les ordres supérieurs du fils naturel de Charles-Quint, don Juan d'Autriche. On peut croire que Deza ressentit amèrement cette déception : du moins il voulut se donner avant l'arrivée de don Juan d'Autriche une satisfaction que ce prince n'aurait vraisemblablement pas tolérée. Il avait au début de l'insurrection pris pour otages les cent cinquante Maures les plus riches de Grenade : il les savait absolument étrangers aux actes commis dans la montagne : c'étaient des marchands enrichis ou des nobles qui vivaient du produit de leurs fermes; ces hommes se réjouissaient peut-être d'un emprisonnement qui les dispensait de se compromettre et démontrait leur innocence. Deza les fit massacrer

tous à la fois quand il apprit la nomination de don Juan. Nul ne le blâma : « ce sont tristes gens, sans énergie, bons à rien sauf à occasionner leur mésaventure [1] ».

III

DON JUAN D'AUTRICHE.

Les seigneurs qui avaient ouvert le testament de Charles-Quint avaient eu la surprise d'y lire ces mots : « J'ai eu un fils naturel, d'une femme non mariée ; il se nomme Geronimo [2]. » Ils apprirent qu'il avait confié cet enfant à un joueur de viole, Francisco Maffi, moyennant cinquante ducats par an [3], et qu'il l'avait remis à l'âge de sept ans entre les mains de son majordome Luis Quixada, pour être tenu dans une situation intermédiaire entre celle de page et celle de fils adoptif.

Philippe II avait appris cette nouvelle pendant les préliminaires de la paix avec la France, et avait feint un attachement romanesque pour ce frère de onze ans qui lui était révélé [4]. Il jugeait opportun de placer

[1] MENDOZA : « Gente flaca, liviana, inhabil para todo sino para dar ocasion a su desventura. »

[2] Ce testament est publié dans les *Papiers d'État du cardinal Granvelle :* « Huve un hijo natural de una muger soltera, el qual se llama Geronimo. »

[3] *Ibid.,* t. IV, p. 498.

[4] Don Juan était né à Ratisbonne à la fin de février 1547.

entre lui et les grands d'Espagne une classe de bâtards impériaux qui le séparât davantage du reste de l'humanité : avec le même esprit qui lui fit choisir sa sœur Marguerite comme gouvernante des Pays-Bas, il se hâta de donner à son frère un nom princier, celui de don Juan d'Autriche, et une « maison grande et nombre de serviteurs [1] », longtemps avant de rentrer en Espagne. « J'attache une grande importance, écrivit-il à Luis Quixada, qu'il maintint près de l'infant, à ce qu'on lui enseigne tout ce que doit savoir un prince de sa qualité dont l'éducation a été si négligée [2]. »

Don Juan, qui était à peu près du même âge que don Carlos, se fit remarquer par ses heureuses qualités et devint à la mode parmi les courtisans : « Il estoit fort beau et de bonne grâce, gentil en toutes ses actions, et courtois, affable, d'un grand esprit, et surtout très-brave et vaillant, et qui croyoit le conseil [3]. » Les étrangers admiraient le contraste entre le fils de Philippe et ce prince « accompli et séduisant, aux cheveux

[1] Ms. Bibl. nat. français, 3151, f° 6, Antoine de Bourbon à Henri II, le 24 novembre 1558 : « L'empereur déclaira et advoua ung jeune enfant pour son fils, lequel tient sa maison grande. » Cette lettre détruit le roman imaginé par Strada, qui reculait la reconnaissance de don Juan jusqu'à l'arrivée de Philippe en Espagne et la plaçait dans une forêt avec les mots : « Macte animo, generose puer, prænobilis viri filius es tu. Carolus Quintus imperator qui cœlo degit, utriusque nostrum pater est. »

[2] Lettre citée par Gachard, *Retraite et mort de Charles-Quint*, t. I, p. 450 : « Segun la estrecheza en que se crio y ha estado hasta que vino a mi poder. »

[3] Brantome, p. 128.

blonds et bouclés, aux fières moustaches, qui ne connaissait pas de rival dans tous les exercices du corps[1] ». Chacun le recherchait, s'attachait à sa fortune, le traitait en légitimé par une allusion aux mots du testament de l'Empereur[2]; on le préparait, on le prédestinait en quelque sorte à un rôle de héros.

Avec ses qualités, son ambition, sa confiance en lui-même, don Juan avait le tort de se laisser emporter dans des accès de colère et le mérite d'écouter les bons avis, sauf « dans ses intrigues amoureuses; mais les plus sages à cet âge y perdent le jugement[3] ». On doit lui savoir gré enfin d'un sentiment qui n'est pas sans mérite chez un homme adulé comme lui, dressé subitement au-dessus de toutes les têtes et rattaché par un lien mystérieux au glorieux empereur : il s'occupa de sa mère, qu'il n'avait jamais vue, et recommanda son bien-être à Philippe II[4].

Cette femme, dont Charles-Quint semble avoir été un peu honteux et qui fut fréquemment un embarras pour son fils, se nommait Barbe Blomberg : on a dit qu'elle était une servante allemande; en tout cas elle

1 LIPPOMANO, *Relaz.* di Napoli : « Ha poco barba et mustachi grandi; è di pel biondo et porta lunghi i capelli et volti in su. »

2 « Muger soltera » ; l'ambassadeur anglais les paraphrase par la traduction *solutus cum soluta*, et ajoute : « You know how the Spaniards esteem their bastards... the favour of all sorts of men here do much to propend him. » Ms. Rec. of., n° 959, Challoner to Mason, 26 march 1562.

3 *Doc. ined.*, t. XXVIII, p. 267, Escovedo au roi, 30 nov. 1575.

4 *Ibid.*, p. 109, don Juan au roi, 15 juin 1570 : « Cerca de lo que toca a la comodidad y manera de vida de mi madre. »

était une créature vulgaire. Elle avait épousé après la naissance de don Juan un commis nommé Pirame Quegel [1], que le gouvernement espagnol occupait dans les Pays-Bas. Les salaires du commis étaient modiques; Barbe, qui venait d'avoir deux nouveaux enfants et aimait la dépense, se trouva accablée de dettes : elle surveillait si mal son ménage qu'elle laissa noyer un de ses enfans dans une fontaine au milieu de sa cour. Lorsque Quegel mourut, Barbe demanda des secours au duc d'Albe [2], puis voulut se remarier après six mois de veuvage. Philippe II aurait souhaité qu'elle se retirât dans un couvent, mais il ne cessa de recommander la patience et les complaisances pour cette femme exigeante [3]. Il la fit appeler *Madame*, comme la princesse Marguerite, et accrut ses revenus au point de lui permettre d'entretenir une duègne, six suivantes, deux pages, un chapelain et six valets. Quand l'ancienne servante vit tant de gens sous ses ordres, elle exigea un carrosse, puis voulut que son fils Conrad

[1] Ce fait était connu de Brantôme, qui nomme ce mari « Reguel, gentilhomme du pays de Namur ou Luxembourg ». Quegel est l'orthographe admise dans les *Doc. ined.* M. Gachard écrit Kegel (*Correspondance de Philippe II,* t. IV, p. 170). Même incertitude sur le nom de Plomberg, Blomberg ou Plombergbe.

[2] *Doc. ined.*, t. XXXVIII, p. 146, le duc d'Albe au roi, 29 juin 1569 : « Habra quince dias que murio aqui Hieronimo Piramo Quegel, que servia el oficio de comisario ordinario en estos Estados y estaba casado con su madre del S. D. Juan de Austria, y desde ha ocho dias se le ahogo uno de dos hijos que tenia, el menor en una fuente de sucasa; queda muy pobre con muchas deudas. »

[3] *Ibid.*, p. 286.

Quegel fût élevé aux frais du roi[1], puis demanda un nouveau mari, si même elle ne le prit pas sans permission : « elle avait hantise d'un Anglois que l'on tient estre épousé avec elle[2] ». Aussi les secrétaires du gouvernement disaient en transmettant les états de ses dépenses : « Madame est la personne la plus obstinée que j'aie vue de ma vie; elle nous rend tous malheureux[3] », et le duc d'Albe, qui avait placé près d'elle, comme suivante, la demoiselle de Merwe[4] pour la contraindre à un peu de tenue, demandait qu'on l'autorisât à la faire enfermer dans un monastère. Philippe souhaitait cette solution, mais sans autoriser ouvertement la violence[5]; il laissait répondre au duc d'Albe par le secrétaire d'État Çayas : « Nouvel exemple pour comprendre quel terrible animal est une femme sans frein[6]! » La tenue de Madame finit par devenir assez scandaleuse pour que don Juan suppliât le roi de la faire placer dans un monastère en Espagne, « où elle puisse vivre sans souci, et moi sans le chagrin de la savoir avec les habitudes et les gens qu'elle a maintenant[7] ».

[1] *Correspondance de Philippe II*, t. II, p. 203, Albornos à Çayas, 24 septembre 1571.

[2] MORILLON, *Lettres diverses*, t. II, p. 189.

[3] *Correspondance de Philippe II*, t. II, p. 203.

[4] *Ibid.*, lettre du 21 janvier 1572.

[5] « *Par persuasion ou autrement.* » Lettre du 14 novembre 1571. (*Correspondance de Philippe II*, t. II, p. 211.)

[6] *Ibid.*, p. 390, lettre du 19 juillet 1573 : « Quan terrible animal es una muger desenfrenada! »

[7] *Doc. ined.*, t. XXVIII, p. 215, don Juan au roi, du 6 sept. 1575 :

IV

CAMPAGNE DE DON JUAN.

Philippe ne voulait pas livrer son frère aux hasards d'une guerre de partisans dans les montagnes : « Je vous ai envoyé pour commander non l'armée, lui écrit-il[1], mais la ville de Grenade; vous n'en devez pas sortir : c'est de là que vous expédierez les ordres nécessaires. » Le marquis de los Velez est seul chargé des opérations militaires : le prince a des pouvoirs illimités, mais il ne peut en user, même pour les moins importantes décisions, sans l'avis des conseillers ni sans l'ordre du roi[2].

L'exécution des otages venait d'enlever, au moment de son arrivée, les dernières illusions des Maures sur la clémence royale. Il n'y a plus d'espoir que dans les chances d'une guerre à outrance : les plus pacifiques sont poussés dans la révolte; chacun se dispute les armes envoyées par les Algériens. La situation redevient si menaçante que don Juan, averti de l'incapa-

« Para que mi madre viviese descansada, y yo sin cuidado de verla entre aquellas costumbres y gente que agora esta... sin pompa y sin dar a entender quien era, la trujese por Alemania a Italia. »

[1] *Doc. ined.*, t. XXVIII, p. 8, lettre du 10 mai 1569.

[2] MENDOZA.

cité du marquis de los Velez [1], insiste pour être autorisé à diriger l'armée : « Souvenez-vous donc, lui répète son frère [2], que je vous ai envoyé pour me répondre de la ville : il ne convient ni à mon service, ni à mon autorité, ni à votre dignité, que vous quittiez Grenade. » Philippe cependant comprenait si bien le danger de la partie engagée à nouveau, qu'il se procura pour la jouer les vieilles cartes de D. Garcia de Toledo, le fameux régiment de Naples qui avait si lestement chassé les Turcs de l'île de Malte ; jusqu'à l'arrivée de ce précieux renfort, il fut tourmenté de l'inquiétude de voir tomber tout à coup Grenade au pouvoir des rebelles. Cette peur fut savamment entretenue par Deza. Ce prêtre sollicita longtemps et finit par obtenir l'ordre d'expulser tous les habitants de Grenade qui appartenaient à la race proscrite, et de les répartir à travers les villages de Castille [3].

Enfermé dans son cabinet de travail, confiné dans ses réflexions de prudence politique, Philippe II ne ressentit en signant cet ordre probablement pas plus d'émotion que nous n'en éprouvons en le lisant. Condamner la population innocente d'une ville entière, on ne l'oserait, si l'on devait avoir sous les yeux le spectacle de la misère, des souffrances, de la mort. Mais tout devient permis pour qui se cantonne dans ses raison-

[1] *Doc. ined.*, t. XXVIII, p. 22.
[2] *Ibid.*, lettre du 20 mai 1569.
[3] MENDOZA.

nements abstraits et se dispense d'être le témoin de leurs lamentables résultats. Par l'ordre envoyé de Madrid, les Maures de Grenade durent quitter subitement leurs maisons, et se rendre à leur paroisse. C'était le matin de la Saint-Jean. A peine arrivés, en grande hâte, ils sont poussés dans l'église, tenus sous clef. Les femmes ont, par faveur, deux jours pour vendre tout ce qu'elles possèdent et se procurer de l'argent afin de suivre leurs maris et de les nourrir : le lendemain, les hommes, après une journée et une nuit passées sans aliments dans les églises, sont attachés par les bras à une longue chaîne et entraînés hors de la ville. « Ils les mènent à l'abattoir », crient les femmes. Don Juan se montre : « On ne vous fera aucun mal, dit-il aux captifs; vous êtes sous la garde du roi, sous sa protection; vous serez seulement écartés de Grenade pour être préservés des dangers de la guerre ! » Désolant spectacle, ajoute le témoin qui cite ces trompeuses promesses [1] : « voir tant d'hommes de tous les âges, la tête basse, dépouillés de leurs biens, de leurs maisons, de leurs familles, poussés en troupeau loin de leur pays ». Ils sont répartis en plusieurs bandes et confiés à des gens qui se chargent de les conduire dans divers lieux éloignés, de les y faire rester, et d'empêcher qu'on les maltraite. « C'était grand'pitié de les regarder marcher, s'écrie un des chefs espagnols [2], pour qui

[1] Marmol, p. 278.
[2] Mendoza.

les avait vus riches et prospères dans leurs demeures; plusieurs moururent sur les chemins par épuisement, par désespoir, par la faim, par les coups, par la main de ceux mêmes qui devaient les garder, volés, vendus comme esclaves; environ trois mille cinq cents hommes succombèrent, et un beaucoup plus grand nombre de femmes. » A peu près deux mille autres furent attachés sur des bancs de galères; quelques-uns furent pendus, d'autres servirent dans les travaux publics, le reste fut mis en vente sur divers marchés [1] : « c'est un moyen pour sortir de soupçon dans ladite ville [2] ».

Depuis ce jour la ville resta vide et triste : « Si vous aviez vu la splendeur, la propreté, le luxe des maisons, bastides et jardins où les Maures passaient leur temps dans la joie et les fêtes, vous auriez été désolé de retrouver en si peu de temps la solitude et la ruine [3]. » Les objections importunes du marquis de Mondejar obligèrent à lui retirer son commandement et à l'écarter du pays.

Le roi Aben Humeya bloquait pendant ces premières semaines de l'été une garnison espagnole dans le bourg de Seron : les assiégés manquaient de vivres

[1] Ms. Rec. of., n° 341. Robert Huggins to Norris, 22 july 1569 : « On midsummer day don Juan gathered together 13,000 moriscoes of Granada, and took 2,000 for the king's galleys and hanged some; a great number were sent to labour in the king's works and fortifications and the rest with their wives and children kept as slaves. »

[2] Ms. Bibl. nat. français, n° 10752, f° 185, Forquevauls au roi.

[3] MARMOL. Le mot *carmenes* a été traduit par l'expression *bastide*, qui n'existe qu'à Marseille; c'est le *cottage* des Anglais.

et souffraient surtout de la privation d'eau; ils avaient fait connaître au marquis de los Velez leur détresse, ne voyaient pas approcher la délivrance, demandaient à se rendre. Leur capitaine, don Diego de Mirones, leur fit promettre de tenir encore durant quelques heures, et sortit la nuit avec trente arquebusiers pour hâter le secours. Il franchit la ligne des Maures sans perdre un seul homme, au galop, mèches allumées. Mais ses soldats et ses chevaux en approchant de la rivière sentirent renaître les tortures de la soif; ils se précipitèrent tous ensemble dans l'eau, ne purent s'en arracher. Durant ce retard, les cavaliers maures qui les suivaient depuis quelques minutes à la lueur de leurs mèches d'arquebuse, fondirent sur eux, en tuèrent quatorze, dispersèrent les autres. Diego de Mirones galopa toute la nuit à travers les ravins, s'égara, se fia à l'instinct de son cheval pour retrouver le chemin; mais cet animal avait été élevé dans les pâturages de Seron, il y ramena fidèlement son maître, qui se crut ensorcelé en revoyant, au point du jour, le camp des Maures, les murailles qu'il avait quittées le soir, la ville de la soif. Le capitaine perdit subitement toute son énergie, se laissa prendre, signa une capitulation pour la ville qu'il ne commandait plus. Les Maures purent ainsi tenir entre leurs mains des soldats espagnols, des soldats de régiment, avec leurs armes et leurs femmes; ils s'exaltèrent dans leur joie de les avoir pris à la guerre, tuèrent tous les hommes, expédièrent les femmes en

Afrique pour y être vendues, et se décidèrent à une attaque de vive force contre l'armée espagnole qui n'avait pas été capable de mettre obstacle à un tel exploit [1].

Ils placèrent leur confiance dans une ruse assez bizarre. Ils s'étaient concertés avec les esclaves que les Espagnols traînaient pour panser leurs chevaux; ils leur avaient recommandé de cacher les bridons et les mors de la cavalerie chrétienne, la nuit où ils comptaient surprendre le marquis los Velez dans le village de Berja. Un tel complot ne pouvait aisément rester secret : les esclaves dénoncèrent leurs compatriotes; le marquis fit retirer les sentinelles, et laissa les Maures entrer dans le village, comme si leur stratagème avait réussi; mais de toutes les fenêtres petillèrent des coups d'arquebuse, la cavalerie déboucha sur les Maures; elle en tua six cents [2].

Le marquis fut rejoint à ce moment par la vieille infanterie de Naples [3]. Ces braves gens venaient d'être maltraités sur mer par des tempêtes qui avaient englouti plusieurs navires chargés de soldats, et d'être harcelés, depuis leur débarquement, dans leur marche à travers la montagne, par les coureurs maures. Mais leurs pires souffrances commencèrent lorsqu'ils furent sous les ordres de los Velez. Ce protégé de Deza ne voulut pas

[1] Le 11 juillet 1569. Marmol, p. 279.
[2] Mendoza.
Herrera, t. I, p. 359.

imiter Mondejar, qui avait eu pour principe d'occuper le pays avec des postes disséminés et des colonnes volantes. Il prétendit tenir son armée tout entière sous sa main et vint camper à Adra, au milieu du pays insurgé, avec douze mille hommes. Si le beau temps permettait aux galères de charger des vivres à Malaga et de les décharger à Adra, si les fournisseurs de biscuit remplissaient leurs engagements, si les soldats ne se démoralisaient pas dans cette immobilité, il pouvait espérer que son armée ne serait pas détruite; mais des coups de vent empêchèrent le ravitaillement : la famine apparut dès la première semaine. « Chaque homme avait une livre de pain par jour, et celui qui se procurait en outre un oignon se regardait comme favorisé[1]. » Les jours où la pêche était possible, on supprimait la distribution de pain pour ne donner que du poisson. Les soldats se répandirent dans les environs pour dérober des vivres, furent souvent surpris par les Maures, et désertèrent peu à peu. Ils s'organisèrent d'eux-mêmes en colonnes assez fortes pour résister aux Maures et abandonnèrent presque tous le camp. Le fils du marquis voulut empêcher un jour le départ de quatre cents arquebusiers, il eut le bras cassé de deux coups de feu. Bientôt le régiment de Naples se trouva seul avec les gentilshommes volontaires. « Il n'y a pas d'animal plus délicat qu'un camp, même quand les

[1] Herrera, t. I, p. 366.

hommes qui le composent sont robustes et éprouvés, dit un des chefs espagnols; cet animal se débilite, se défait pour le moindre changement dans l'air, dans l'eau, dans le vin, pour le froid, pour la pluie, pour le manque de propreté, de sommeil, de lit : à la moindre cause, toute maladie y devient contagieuse. »

La capacité du marquis de los Velez fut jugée après ce désastre : le roi permit enfin [1] à don Juan de prendre le commandement des troupes, et il estima la situation assez compromise pour se rapprocher du danger; il vint s'installer à Cordoue, de même qu'il s'était tenu à Cambray pendant la bataille de Saint-Quentin. Il recommanda à son frère de ne souffrir dans la nouvelle armée qu'il levait « ni jurements, ni autres offenses à Dieu [2] ».

Don Juan n'avait pas le moyen de se montrer si sévère avec les hommes qu'il enrôlait : cette guerre avait déjà coûté tant de monde en moins d'une année, que l'armée de Grenade dut se composer principalement des déserteurs du camp d'Adra. Heureusement les Turcs persistèrent à absorber toutes leurs forces dans la conquête de Chypre, entreprise à cette même époque; en outre, les Maures se donnèrent le plaisir d'une révolution de palais et ne purent ainsi profiter de la période d'hiver pendant laquelle l'Espagne était à peu près désarmée.

[1] *Doc. ined.*, t. XXVIII, p. 33.
[2] *Ibid.*, p. 47, du 6 février 1570.

Le roi Aben Humeya avait reconquis la montagne et la plaine, intercepté et détruit plusieurs bandes de déserteurs du camp d'Adra, réuni sous ses ordres une armée de huit mille musulmans; mais il s'était fait de nombreux ennemis par ses efforts pour établir la discipline : il avait fait périr dans divers supplices trois cent cinquante de ses sujets, du moins on le faisait croire [1]; il était en outre égaré par la démence du pouvoir absolu. Un des chefs maures, Diego Ben Alguacil, lui laissa voir sa cousine Zahara, jeune veuve qu'il voulait épouser, et qui était « bonne chanteuse et danseuse extraordinaire [2] » ; le roi s'empara aussitôt de la belle Zahara, mais sans lui donner sur ses autres femmes l'autorité qu'elle croyait due à son mérite. Elle fit prévenir Ben Alguacil au bout de quelques jours qu'il pouvait la dérober au roi.

Ainsi provoqué, Ben Alguacil se concerte avec Aben Abo, cousin du roi; il séduit les Turcs auxiliaires en leur persuadant que le roi veut les faire tuer; il entre avec eux dans le village d'Andarax, pénètre jusqu'à la chambre où dort Aben Humeya. Ce prince est étendu sur des coussins entre Zahara et une autre de ses femmes, sous une torche de cire allumée; il voit entrer son ennemi Ben Alguacil et son cousin Aben Abo, avec les Turcs; il regarde Zahara qui détache

[1] Hita : « Segun yo he sido informado de varios moriscos que seguian sus banderas. »

[2] *Ibid.*, p. 647 : « Buena cantora y maravillosa bailerina. »

le voile de soie enroulé en turban dans ses cheveux et qui le tend à Ben Alguacil; il se laisse attacher les bras avec ce lien parfumé : il tend la gorge, on l'étrangle. On acclame Aben Abo comme roi, on pille la maison, on se partage les femmes, l'argent, les riches vêtements. Le chef des Turcs met la main sur la proie la plus précieuse : des deux femmes qui venaient d'être trouvées nues aux côtés du roi, il préfère Zahara, s'empare d'elle; Ben Alguacil veut la reprendre, est tué par le Turc[1].

Les capitaines turcs ou algériens qui avaient assuré le succès du complot furent les seuls qui en profitèrent : le nouveau roi de Grenade, Abdala Aben Abo, dut envoyer des esclaves et des présents à Alger pour obtenir la confirmation de son rang; il se soumit aux conseils des étrangers et devint le vassal des corsaires d'Afrique. Malgré ces sacrifices, les Maures d'Espagne continuèrent à ne recevoir que des secours insuffisants.

Don Juan d'Autriche, au contraire, envoyait ses agents de recrutement jusqu'en Castille[2], mais il ne put se mettre en marche qu'au mois de janvier, juste un an après la première expédition du marquis de Mondejar. Les Maures s'étaient aguerris, leurs femmes avaient appris à décharger l'arquebuse et à manier la fronde : le lendemain du départ de Grenade, à l'assaut

[1] C'est la version de Hita; au contraire Marmol, p. 292, dit que Ben Alguacil se retira à Tetuan et y épousa Zahara.
[2] Ms. Bibl. nat. français, n° 10752, f° 428.

du village de Quejar, un capitaine fut tué par une pierre qu'une femme avait lancée, et la résistance se prolongea assez pour permettre aux enfants de se réfugier dans la montagne. Tout indiquait que la campagne serait pénible.

Dès le 20 janvier [1] don Juan d'Autriche se trouva devant la ville forte de Galeras et commença un siége qui le retint un mois avec ses treize mille Espagnols. Galeras renfermait trois mille Maures qui possédaient des vivres en abondance, mais seulement douze cents arquebuses avec très-peu de poudre, et deux petites pièces d'artillerie. Un premier assaut donna aux Espagnols une tour d'église qui était contiguë aux murailles, mais le second assaut tenté contre la place fut repoussé : c'est ce jour-là que D. Gaspar de Samano, arrivé le premier au haut du mur, saisit un créneau, eut la main tranchée sur la pierre d'un coup de sabre, avança aussitôt l'autre main, ressaisit son créneau, sauta dans la ville et fut tué. Cette attaque prématurée ayant échoué, don Juan se décida à faire donner un troisième assaut par le régiment de Naples, mestre de camp en tête, « et les soldats se disaient entre eux qu'il y avait dans la ville beaucoup d'esclaves, et beaucoup d'argent, de bijoux et de vêtements » . Ils se heurtèrent à une résistance invincible. Debout sur la brèche, se tenait au premier rang une Mauresque, la Zarzamo-

[1] 1570.

donia; grande, robuste, aux membres énormes, elle tua de sa main en ce seul jour dix-huit soldats : un Espagnol s'approcha pour la frapper de son poignard; elle le terrassa, le pressa sous ses pieds, lui détacha son morion et sa cuirasse, lui trancha la tête. Après quatre heures de cette lutte à l'arme blanche, le régiment de Naples commençait à plier quand s'écroula un pan de mur qui ensevelit une trentaine d'Espagnols et rendit la brèche impraticable. Il fallut sonner la retraite et se résigner à reprendre durant plusieurs jours la sape et la canonnade. Ce délai ne se termina point sans que les Algériens de la ville prissent querelle avec les indigènes · ils furent calmés par la Zarzamodonia, qui fit donner quelques belles Mauresques aux plus mutins. Mais cette héroïne fut abattue quelques jours après sur la muraille d'un coup d'arquebuse, « laissant l'exemple et le renom de ses prouesses [1] ».

Les Espagnols couvraient leurs cheminements sur le roc par des fascines en genêt; deux Maures sortirent une nuit et mirent le feu à ces fascines, avec des tresses de cordes imprégnées d'huile. Cependant de nouvelles pièces d'artillerie étaient arrivées de Carthagène, huit entre autres qui venaient d'être fondues d'après des modèles donnés par Juan Manrique de Lara : elles ouvrirent plusieurs brèches; un assaut général fut

[1] Hita : « Dejando ejemplo y mucha fama de su esfuerzo. »

dirigé par don Juan d'Autriche qui s'élança un des premiers, et fut atteint d'une balle au côté. Cette fois les Espagnols s'emparèrent de la muraille, s'introduisirent dans la ville, et enlevèrent successivement les maisons et les rues par des luttes tellement acharnées que les blessés continuaient à combattre. L'assaut commença à cinq heures du matin ; ce fut seulement à huit heures du soir que fut tué le dernier être vivant dans la ville. Dans cette extermination, on vit un Maure frapper lui-même ses deux filles et se faire tuer ensuite ; une jeune Mauresque se jeta sur les lances des Espagnols tenant ses deux petits frères sous ses bras, et mourut avec eux [1]. Quand le butin fut partagé, on mit le feu aux maisons pour détruire les cadavres et éviter l'infection.

Cet effort violent, suivi du massacre et du pillage, épuisa l'armée espagnole : quand elle se présenta devant Seron pour reprendre cette place perdue l'été précédent, une sortie de quelques Maures fut suffisante pour mettre en fuite tous les vainqueurs de Galeras. « Je n'aurais jamais cru à une telle panique si je n'en avais été témoin, écrit don Juan au roi [2] ; ils se sauvaient devant une poignée de Maures avec un désordre que les cris de commandement, les reproches, les coups d'épée ne calmaient pas : il était impossible de leur rendre du cœur et de leur faire tourner visage. »

[1] Hita, p. 665.
[2] *Doc. ined.*, t. XXVIII, p. 49, du 19 février 1570.

Cette déroute coûta aux Espagnols six cents hommes et le brave don Luis de Quixada, le majordome de Charles-Quint, qui ne s'était jamais séparé de don Juan.

Tout ordre disparaît après de telles secousses : « Ce sont les capitaines qui sont les plus portés au vol, écrit Philippe II [1]; ils s'approprient la solde de leurs hommes. » Les désertions recommencent ainsi que les excursions en maraude « par détachements de quatre ou de six : on croirait qu'ils ne sont venus à cette armée que pour voler. La discipline est ce dont s'occupent le moins les capitaines : j'ai fait pendre plusieurs soldats depuis quelques jours [2]. » Quelques braves sont encore fidèles aux traditions des guerres héroïques : don Alonso de Aguilar, abandonné de presque tous ses hommes, s'arrête dans un ravin et fait tête aux Maures qui le poursuivent : « — Je suis don Alonso, crie-t-il. — Tu es don Alonso, répond un des Maures, et moi je suis El Feri de Benastepar », et chacun s'arrête pour regarder le combat des deux chefs. Les ballades ont célébré également les prouesses de don Alonso de Cespedes : avec son épée, pesante comme une masse d'armes [3], il tranchait un Maure de l'épaule à la ceinture.

Philippe commence à souhaiter une solution ; il

[1] *Doc. ined.*, p. 64, du 3 mars 1570.
[2] *Ibid.*, don Juan au roi, t. XXVIII, p. 84 et 90.
[3] Cette épée est conservée à l'*Armeria real* de Madrid; elle pèse sept kilogrammes.

reçoit de fâcheuses nouvelles : on lui dit que le sultan traite avec la France pour obtenir de ravitailler ses flottes sur les côtes de Provence. « On dit ici qu'un chaouch est passé par Venise, écrit Forquevauls à Charles IX [1], avec vostre ambassadeur de France, lequel vous va prier de la part du Turc son maistre de l'accommoder de vivres et autres choses si son armée abordera en vos costes de Provence et Languedoc. Il n'y a faulte de discours pour cela. » Où se procurer de nouvelles troupes? Philippe n'hésite pas à dégarnir les Pays-Bas; il écrit au duc d'Albe [2] de lui envoyer sous le prétexte d'une escorte d'honneur pour la nouvelle reine qu'il va épouser, trois mille Wallons des vieilles levées, avec leurs arquebuses, leurs morions et une forte provision de poudre, afin de pourvoir aux besoins de l'armée de Grenade, *lo de Granada*. Ainsi, entre ces deux guerres qu'il a provoquées simultanément, sans préparatif, sans raison, pour pousser à outrance ses principes de gouvernement par le saint-office, il s'épuise, il envoie des troupes au nord, il en rappelle vers le midi, il s'expose à une invasion ottomane. Mais il demeure inflexible. Il laisse toute sa confiance à Deza, et repousse, d'après les conseils de ce fanatique, les offres de soumission que fait adresser le roi maure. « Il est bien étrange, écrit don Juan indigné de cette

[1] Ms. Bibl. nat. français, nº 10752, fº 620, du 20 mars 1570.
[2] *Doc. ined.*, t. IV, p. 525, du 4 avril 1570.

intervention de Deza [1], que des religieux dont le devoir serait d'intercéder près du roi en faveur de ces malheureux, fassent tous leurs efforts pour mettre obstacle à la clémence » ; et il demande à quitter un commandement que paralyse une telle politique.

Mais si la clémence est interdite, la ruse ne l'est pas. Un affidé du saint-office, Francisco Barredo, se met en relation avec un chef maure, Gonzalo el Jeniz, et le décide à faire tomber dans une embuscade son roi Abenabo. Celui-ci apprend que Jeniz l'attend, pour recevoir des ordres, dans la grotte de Verchul; il s'y rend sans défiance, avec un seul garde. « Il faut se rendre à merci, lui dit le traître. — Quoi, Jeniz, c'est pour cela que tu m'as appelé! Ne me parle plus, je ne veux plus te voir. » Et il tourne le dos; un Maure le frappe par derrière, sur la tête, du canon de son escopette; Jeniz l'achève avec une pierre; on roule le corps dans des joncs, on le charge sur un mulet, on le livre à Barredo qui l'attend, et qui le paye. Barredo retire les entrailles avec ses mains, les remplace par de la paille, et emporte sa proie à Grenade. Deza fait trancher la tête et la fait clouer sur la porte del Rastro, avec cette inscription : « C'est la tête du traître Abenabo; que nul ne l'ôte sous peine de mort. » Il fut nommé cardinal. Francisco Barredo reçut du roi une

[1] *Doc. ined.*, t. XXVIII, p. 96-102, don Juan au roi, 7 juin 1570 : « Los religiosos que habrian de interceder con V. M. por estos miserables, hagan su esfuerzo en reprender la clemencia. »

maison et six mille ducats, mais il commit l'imprudence de débarquer sur la côte d'Afrique, et il y fut tué.

Les Maures découragés par la perte de leur roi, abandonnés par les Turcs, privés de leurs meilleurs soldats, se soumirent à la destinée. Ils furent traités comme l'avaient été les habitants de Grenade. Condamnés à être expulsés de l'Andalousie, ils moururent par les chemins, furent pris, vendus, assassinés; ils disparurent à peu près tous. L'empereur Gallien avait dit autrefois à un gouverneur, après la soumission d'une province révoltée : « Tue qui a mal parlé, tue qui a mal pensé, tue, déchire, massacre [1]. » Ici on ne laissa pas un seul être de la race maudite dans l'Andalousie. Le roi fit envoyer de Castille douze mille menottes [2] pour attacher les captifs les plus vigoureux pendant leur marche. « C'était la plus grande tristesse du monde, écrit don Juan [3], parce qu'au moment du départ il y eut tant de pluie, de vent et de neige, que ces pauvres êtres se suspendaient les uns aux autres, et se lamentaient. On ne saurait nier que voir la dépopulation d'un royaume est la plus grande pitié qui se

[1] TREBELLIUS POLLIO, *Vita Ingenui* : « Perimendus est omnis sexus virilis. Occidendus est quicumque maledixit. Occidendus est quicumque malevoluit. Lacera. Occide. Concide. »

[2] Ms. Bibl. nat. français, 10752, f° 857, Forquevauls à Charles IX, du 9 novembre 1570.

[3] *Doc. ined.*, t. XXVIII, p. 156, don Juan à Ruy Gomez, 5 novembre 1570.

puisse imaginer. Enfin, c'est fait. *Al fin, señor, esto es echo!* »

Des émigrants de tous les points de l'Espagne vinrent occuper les maisons abandonnées; mais ils ne surent conserver ni les fleurs dans les jardins, ni les cultures dans la montagne, ni les barrages pour les vallées. Le plus riche des royaumes d'Espagne était ruiné pour toujours.

CHAPITRE XIV.

SECONDE PÉRIODE
DE LA LUTTE CONTRE L'ISLAMISME.
LA FLOTTE DE LÉPANTE.

1571-1572.

Ligue contre les Turcs. — La flotte de la Ligue. — Bataille de Lépante. — L'expédition de Tunis. — Impuissance de l'autorité royale en Italie.

I

LIGUE CONTRE LES TURCS.

Quelques jours après avoir annoncé que l'Andalousie était débarrassée de ses habitants, don Juan d'Autriche s'adressa au cardinal Espinosa[1] et au prince d'Eboli[2] pour être choisi comme capitaine général de la ligue de l'Espagne avec les puissances italiennes contre les Turcs.

Cette ligue, depuis longtemps projetée et oubliée, avait servi jusqu'alors de prétexte à toutes les fraudes

[1] *Doc. ined.*, t. XXVIII, p. 143, lettre du 19 novembre 1570.
[2] *Ibid.*, p. 146.

diplomatiques : le danger qu'avait couru Malte, les succès qu'immédiatement ensuite les Turcs obtinrent sur les Vénitiens dans l'île de Chypre, épouvantèrent les chrétiens de la Méditerranée et tournèrent tous les regards vers les efforts que faisaient les Vénitiens pour défendre leur royaume oriental.

On sait qu'un moine, bâtard de Lusignan, avait suscité une révolte contre la souveraine légitime de Chypre, Charlotte de Lusignan. Le moine vaincu s'était réfugié en Égypte avec quelques belles Cypriotes qu'il avait offertes au soudan en échange d'une reconnaissance de ses droits sur l'île; il avait su également se faire accorder la même investiture par le Pape, et se faire relever de ses vœux religieux; enfin il avait épousé la belle Vénitienne Catarina Cornaro, que la République adopta pour sa fille.

L'aventurier, après ces pérégrinations et ces intrigues, devint maître de l'île de Chypre : il mourut subitement, empoisonné probablement par la République, qui prit l'administration du royaume et força Catarina Cornaro de se retirer à Venise, où elle mourut entourée d'honneurs, laissant sa couronne à la République sa mère [1].

En 1569, Piali, le vaincu de Malte, vint attaquer Nicosie avec une flotte de trois cents navires et cinquante mille hommes [2]. Une pareille expédition, si elle

[1] HERNANDO DE HERRERA, *Relacion de la guerra de Cipre*, Sevilla, 1572; et *Doc. ined.*, t. XXI, p. 262 et suivantes.
[2] CABRERA.

avait été dirigée en ce moment sur l'Andalousie, aurait assuré pour un siècle la prépondérance des Turcs dans la Méditerranée et changé les destinées de l'Europe. Venise essaya de soutenir seule la lutte. Mais son armée, par une fatalité cruelle, fut ravagée de la peste [1], perdit quarante mille hommes, et ne put empêcher la prise de Nicosie [2]. Les indigènes de Chypre, « gens délicats et raffinés parce que les femmes y étaient vivement portées aux plaisirs [3] », firent accueil aux musulmans [4], détruisirent les Albanais que Venise avait enrôlés comme auxiliaires, et fournirent des vivres à l'armée turque qui mit le siége devant Famagusta.

Au cri de détresse poussé par Venise, le pape Pie V répondit en renouvelant les vieux projets de ligue. Son envoyé près de Philippe II, Luigi Torre, rencontra le roi d'Espagne pendant son retour de Cordoue à l'Escurial, à l'instant du triomphe sur les Maures d'Espagne, du don gratuit de six cent mille ducats votés par Séville qui venait d'échapper aux dangers de l'insurrection, et des instances de don Juan pour être employé contre les infidèles. Malgré l'accord aussitôt établi entre le Pape et le roi d'Espagne, il ne fallut pas moins de six mois pour réconcilier Doria, le maître des meilleures

[1] Cabrera, t. II, p. 73.
[2] Herrera, *Historia de Felipe segundo,* t. I, p. 417.
[3] *Doc. ined.,* t. XXXI, p. 263 : « Los hombres son delicados y de mucho regalo, porque las mugeres son extremadamente lacivas. »
[4] *Ibid.,* p. 276.

galères de Gênes, avec Colonna qui commandait celles de Rome, pour s'assurer que Venise ne se soumettrait point à une paix séparée avec le Turc, et que les Turcs ne menaçaient aucune des possessions de l'Espagne [1], enfin pour triompher des lenteurs accumulées par les chancelleries de Rome et de Madrid. Le cardinal Granvelle mit tout son génie à aplanir les obstacles, à concilier les jalousies, à obtenir de Pie V le droit pour le roi d'Espagne de lever les impôts sur l'Église d'Espagne sous le nom de *cruzada* et *excusada*. La ligue fut enfin jurée, déclarée perpétuelle [2], pourvue de forces dont le commandement fut remis à don Juan d'Autriche [3]. Le cardinal Granvelle reçut le titre de vice-roi de Naples, pour placer toutes les ressources de l'Italie à la disposition de ce jeune prince, qu'on choisissait comme champion de la cause catholique.

La Turquie n'était pas inactive durant ces longs pourparlers. Elle se trouvait alors sous la domination de Selim II et du grand vizir Mohamed le Faucon : Piali, qui avait épousé une sœur du sultan, arma sa flotte, la garnit de janissaires, désigna un point de ralliement aux renforts d'Algérie que devait amener Uluch-Ali, pendant qu'Ali-Pacha pressait dans Chypre le siége de Famagusta. Cette place, défendue par Bra-

[1] Ms., coll. privée, le marquis de Pescara à l'ambassadeur à Rome, 11 juillet 1570.
[2] Cabrera, t. II, p. 90.
[3] Le 25 mai 1571.

gadino, résista durant six mois, et fut prise d'assaut [1] au moment où don Juan, arrivé depuis cinq jours à Messine, reconnaissait que sa flotte n'était pas en état de se présenter devant les ennemis. Les défenseurs de Famagusta furent tués ou vendus comme esclaves : le brave Bragadino fut coupé en morceaux dans un supplice qui ne dura pas moins de douze jours : l'île fut livrée au pillage, ses forêts furent brûlées, ses filles, les descendantes des prêtresses de Vénus Astarté, partirent pour les marchés de Constantinople.

II

LA FLOTTE DE LA LIGUE.

Ni Philippe II ni don Juan d'Autriche ne possédaient une capacité d'organisation comparable à celle des Italiens Mohamed le Faucon et Piali. Don Juan était surtout un homme d'exécution ; Philippe II perdait son temps et oubliait les vues d'ensemble dans le soin des détails : une des premières mesures qu'on lui voit prescrire, c'est le choix d'un confesseur pour don Juan [2]. « Entre autres choses auxquelles il m'a paru nécessaire de pourvoir pour votre campagne, j'ai pensé

[1] Le 30 juillet 1571.
[2] *Doc. ined.,* t. III, p. 186, le roi à don Juan, 10 juin 1571.

à vous faire accompagner par une personne de religion et d'instruction qui pût être votre confesseur, et ayant reçu de bonnes informations sur Fray Juan Machuca de l'ordre de Saint-François, je l'ai choisi pour qu'il voyage avec vous dans cette fonction et qu'il soit suivi de deux Frères de son ordre qui serviront sur les galères et dans l'armée, comme confesseurs. » Pendant que le roi faisait connaître ses intentions avec cette abondance de paroles, le Pape déléguait de son côté des capucins pour les mêmes besoins. Mais il se trouva que sur cette flotte ainsi pourvue de franciscains par le roi, et de capucins par le Pape, le service religieux fut usurpé par les Pères de la Compagnie de Jésus, qui accouraient sans mandat, et apparaissaient sur toutes les galères [1].

Les véritables créateurs de la flotte de la ligue furent le cardinal Granvelle et le marquis de Santa Cruz [2]. Ils furent secondés dans cette œuvre par le libérateur de Malte, don Garcia de Toledo, que la maladie empêchait de prendre une part active dans l'expédition et qui signalait naïvement la grande faute de Philippe II, la véritable cause de l'impuissance actuelle en face des horreurs commises à Chypre [3] : « Nous n'avons plus que des soldats nouveaux ; ils

[1] *Doc. ined.,* p. 216.
[2] Don Alvaro de Bazan, marquis de Santa Cruz, le grand marin de l'Espagne.
[3] *Doc. ined.,* t. III, p. 8, don Garcia à Requesens, 1er août 1571.

savent à peine décharger les arquebuses que leurs capitaines viennent de leur mettre dans les mains; quelle perte pour la flotte, ces huit ou neuf mille vieux soldats qu'on a emmenés dans les Flandres! »

La flotte de Venise, qui croisait sur les côtes de Chypre, tardait à paraître dans les eaux de Messine : « Ces Vénitiens, écrit don Garcia [1], sont meilleurs pour conseiller que pour agir. » Elle apparaît enfin, mais ruinée par une longue croisière, mal garnie de soldats et de matelots. Don Juan, qui prend plaisir aux fêtes et aux galanteries avec les femmes de Naples et de Messine, ne néglige pas ce prétexte pour retarder un départ que toute la chrétienté attend avec impatience. « Le monde, dit-il [2], qui voit seulement le nombre des galères et non leur qualité, attend une action d'éclat : je suis inquiet. » Pie V envoie le nonce Odescalchi à Messine; il reproche au jeune prince d'oublier la flotte de Piali qui fait sa jonction avec celle d'Uluch-Ali, ravage les côtes de l'Adriatique, menace Venise. Il lui promet une couronne de souverain après la victoire, il lui distribue des indulgences, il obtient enfin l'ordre du départ.

Le 16 septembre 1571, la flotte de la ligue sortit de Messine. Elle comprenait deux cent huit galères, six galéasses ou galères de quarante canons, et une cinquantaine de frégates, felouques, brigantins,

[1] *Doc. ined.*, t. III.
[2] *Ibid.*, don Juan à don Garcia, 30 août 1571.

tartanes, pour le service d'éclaireurs. Ces navires étaient montés par vingt-six mille soldats et cinquante mille matelots ou rameurs [1]. On comprendrait mal l'hésitation et on ne saurait apprécier l'audace du jeune capitaine qui risquait toutes les forces chrétiennes de la Méditerranée, si on oubliait que les Turcs n'avaient jamais été vaincus sur mer; qu'ils n'avaient succombé à Malte que devant des murailles savamment fortifiées et des épidémies; qu'une défaite comme celle de Gerba, comme celle de Chypre, c'était la mort dans des supplices atroces. Ce qu'on allait combattre, c'étaient trois cents vaisseaux accoutumés à régner sur la mer, les janissaires, « dont le nom seul épouvantait toute la chrétienté [2] », un ennemi que l'enfer avait toujours favorisé, que Charles-Quint n'avait point affronté sur mer. « Rien ne saurait être plus contraire au bon sens, disaient les sages [3], que d'attaquer en face l'Empire ottoman dans toute sa puissance... »

La grandeur de don Juan d'Autriche est d'avoir eu les dons du commandement et les qualités morales qui inspirent la confiance, animent le courage, éveillent l'intrépidité. Il a compris que l'heure était décisive et le danger imminent. Il a enlevé les cœurs. Il a été l'homme qu'il fallait, le héros heureux et inspiré qu'aiment à suivre ceux qui luttent pour leur foi et leur patrie.

[1] *Doc. ined.*, p. 26.
[2] *Ibid.*, t. XXI, p. 332.
[3] *Ibid.*

III

BATAILLE DE LÉPANTE.

Les deux flottes, qui se cherchaient avec une égale ardeur entre la Sicile et la Grèce, restèrent plus de vingt jours sans se rencontrer. Au dernier moment, lorsque dans le mouillage de Céphalonie don Juan apprit enfin que la flotte turque l'attendait à l'ancre au fond du golfe de Lépante, il dut encore écouter les objections du marin le plus expérimenté de sa flotte, l'illustre Jean-André Doria, qui combattait les Turcs depuis quatre-vingts ans [1]. Doria proposa de retourner vers les côtes de Calabre, d'attendre le printemps. Le Vénitien Barbarigo, — il devait être tué le lendemain, — s'emporta contre ce vieillard trop prudent : la scène devenait violente [2]. — « Que vous en semble, monsieur? demanda don Juan à un de ses volontaires français, le commandeur de Rommegas. — Ce qu'il m'en semble, monsieur, je dis que si l'empereur vostre père se fust veu une fois une telle armée de mer comme ceste-cy, il n'eust jamais cessé qu'il ne fust esté empereur de Constantinople ! — Cela s'appelle qu'il faut

[1] Il avait alors quatre-vingt-dix ans.
[2] *Doc. ined.,* t. XXI, p. 343.

combattre? — Oui, monsieur. — Combattons donc [1]. »

La flotte entre immédiatement dans le golfe, près des îles Cuzorales [2], en face du promontoire d'Actium ; elle jette l'ancre à deux heures de la nuit ; elle attend le jour. On est au 7 octobre. Chaque matin, dans ces parages, le vent souffle du fond du golfe de Corinthe. A l'aurore, la brise se lève, elle fraîchit ; la flotte turque s'ébranle, s'avance pavoisée ; sa musique joue des airs de fête, « et c'était merveilleux de voir cet espace de mer couvert de galères avec leurs châteaux de gaillard et leurs flammes de diverses couleurs, et tout cet éclat [3] ». Le soleil se dégage de l'horizon, la mer se calme ; « on eût cru qu'elle était immobile ». Don Juan fait arborer aux mâts les crucifix et les étendards ; il attend à genoux que les religieux aient prononcé l'absolution des combattants chrétiens [4], puis il monte sur une frégate et parcourt ses galères en jetant des paroles qui animent le point d'honneur de chaque nation prête à combattre sous les yeux des autres : « C'est Christ votre général ; soutenez la gloire de votre patrie ! » crie-t-il aux uns. « Dieu nous a choisis, nous a conduits ici, dit-il plus loin ; il va voir si nous sommes dignes de le servir. » La contenance du jeune chef transporte toutes les âmes : « Montrons-nous cheva-

[1] Brantome.
[2] Les Échinades des Grecs.
[3] *Doc. ined.*, t. XXI, p. 348.
[4] *Ibid.*, t. III, p. 216.

liers et chrétiens ! » — Ils l'acclament, ils prennent leur poste de combat. L'air est limpide et comme transparent, la mer « ressemble à une jatte de lait ». A onze heures, pendant que don Juan fait dire à Doria de moins s'écarter du centre, la canonnade commence[1].

Les navires de Venise serraient la côte à gauche ; ceux d'Espagne et de Rome tenaient le milieu du golfe, séparés sur leur droite par un assez large intervalle, des galères génoises et maltaises que Doria persistait à maintenir le plus près possible de la côte, sur l'extrême droite.

Cette précaution était savante. Le vieux marin avait remarqué la supériorité numérique des Turcs, supériorité qui était sans valeur tant que les galères musulmanes resteraient entassées au fond de la rade, mais qui devenait un danger sérieux dès l'instant où elles pourraient gagner la pleine mer en rasant la côte, se développer derrière la flotte chrétienne, la cerner. C'est précisément la manœuvre que tentent les Turcs aux deux ailes.

En face de Doria, Uluch-Ali avec ses galères algériennes, les ennemies bien connues des matelots génois, feint de longer la côte, oblige son adversaire à en rapprocher ses navires, puis fond sur ceux de Malte qui se trouvent momentanément isolés entre le centre et la droite des chrétiens. La galère capitane de l'ordre de

[1] *Doc. ined.*, t. LXXI, p. 333.

Malte est abordée par sept navires algériens à la fois et couverte d'envahisseurs, qui ne laissent pas un seul chrétien vivant. Mais les Génois se rapprochent, reprennent la capitane de Malte et poussent les Algériens vers le large, en les écartant de la bataille [1].

Même tentative des musulmans sur l'autre côte. Les galères égyptiennes se glissent le long des rochers à travers des passes que les Vénitiens croyaient impraticables, prennent entre deux feux l'aile gauche des chrétiens, coulent huit galères vénitiennes, tuent le vaillant Barbarigo d'une flèche dans l'œil. Mais ils n'ont pas remarqué l'escadre de réserve que l'amiral vénitien Venier a tenue derrière un promontoire : ils sont attaqués si vivement par ce renfort qu'après avoir vu couler leur galère capitane, ils abandonnent leurs navires et s'enfuient à terre.

C'était au centre que se décidait le sort de la journée. Don Juan, debout sur le château de la *galera real,* fit porter sa proue contre l'avant de la capitane turque avec tant de vigueur, que du choc furent brisés trois bancs de rameurs : les deux navires restèrent enferrés, les canons inutiles, les ponts réunis, les équipages confondus dans une lutte corps à corps. Avec don Juan étaient les volontaires les plus braves et les mieux armés de l'Espagne, la fleur de la chevalerie. Ils étaient habilement secondés par les mousquetaires

[1] *Doc. ined.,* t. XXI.

embusqués sur le gaillard d'arrière, qui abattaient les janissaires par un tir régulier et calme. Mais pendant la lutte, plusieurs galères turques vinrent successivement débarquer leurs janissaires sur le pont de la capitane pour remplacer ceux qui étaient tués et défendre l'étendard du Prophète, qui flottait au grand mât [1]. Les soldats de la *galera real* s'épuisaient à tuer des ennemis sans cesse renouvelés : les autres navires chrétiens, tous rudement occupés dans des abordages semblables, ne pouvaient leur prêter secours. La mêlée se morcelait en combats singuliers qu'on eût dit livrés sur la terre ferme. Le moment d'intervenir est saisi par le marquis de Santa Cruz, qui se tient en réserve sur la droite avec trente-cinq galères : il excite ses rameurs, aide en passant les galères de Gênes et de Malte à mettre en fuite Uluch-Ali, qu'on accusera plus tard d'avoir quitté le combat avec trop de précipitation, et vient porter secours à la *galera real.* En cet instant, Piali est tué, la bannière turque est prise [2] ; la déroute se met dans les galères ottomanes : elles se laissent prendre, ou couler, ou brûler, ou jeter à la côte. A quatre heures du soir, de cette immense flotte, il ne reste plus que les quarante navires emmenés prématurément par Uluch-Ali. Les chrétiens se racontent alors les épisodes et les dangers de la lutte : ils avaient

[1] *Doc. ined.,* t. III, p. 217.
[2] *Ibid.,* t. XXI, p. 367.

perdu sept mille hommes[1]; des cinq cents soldats du régiment de Naples qui se trouvaient sur la flotte, il n'en survivait le soir que cinquante, sans un seul officier[2]. Alexandre Farnèse, le fils de la régente des Pays-Bas, s'était jeté tout seul sur une galère turque; son équipage n'avait pu le rejoindre qu'après plusieurs minutes et avait pris la galère. Un autre grand homme, Cervantes, qui a eu la main fracassée dans cette journée, affirme « qu'il aime bien mieux avoir pris sa part dans ces prouesses prodigieuses, que s'il avait dû en être privé en conservant sa main[3] ». La soirée fut consacrée à se défendre contre une tempête subitement soulevée. La pluie était fouettée par le vent, la nuit devenait lumineuse sous les flammes des navires qui achevaient de se consumer; des épaves sans forme oscillaient sur les flots gonflés. Il fallut passer trois jours sous l'abri de Petala. Don Juan évalua à trente mille le nombre des Turcs qui avaient été tués, et à douze mille celui des esclaves chrétiens qui furent mis en liberté[4]. Il fit le partage des captifs musulmans et des cent dix-sept galères; il reçut dans son lot six galères et cent soixante-qua-

[1] *Doc. ined.*, t. III, p. 251.
[2] *Ibid.*
[3] Les officiers espagnols étaient souvent des écrivains de premier ordre; le chapitre précédent a été rédigé d'après les relations de trois des combattants dans la guerre des Maures; celles des officiers de Lépante ont été reproduites dans les *Doc. ined.*, t. III, XI, XXI.
[4] *Doc. ined.*, t. XXI, p. 370.

torze esclaves. Chaque capitaine obtint un esclave [1].

Il fallut un mois pour que le courrier parti de Lépante arrivât à l'Escurial [2]. Le roi était aux vêpres. Son secrétaire don Pedro Manuel entra avec précipitation dans le chœur, et oubliant dans son enthousiasme la discrétion constamment exigée par l'étiquette, annonça à haute voix l'étonnante nouvelle, tout tremblant de joie. Philippe « resta impassible, ne donna ni marque d'émotion ni même témoignage d'attention, se tint sur son prie-Dieu sans sortir de son recueillement, fit signe de continuer les vêpres ». A la fin des vêpres, il demanda un *Te Deum* [3]. Le lendemain fut consacré à une pieuse fête : on y vit le roi suivre la « procession en grande dévotion [4] ». Le *Sandjak* ou grand étendard des Turcs fut remis aux religieux de l'Escurial [5].

Le pape Pie V ne se crut obligé ni à tant dissimuler sa joie ni à la tant couvrir de cérémonies. Il compara avec une étrange liberté d'expression don Juan à saint Jean : « Et il y eut, récita-t-il, un homme envoyé de Dieu, et son nom était Jean. » Le Titien reprit ses

[1] *Doc. ined.*, t. III, p. 227.

[2] *Ibid.*, p. 253; le 8 novembre.

[3] *Ibid.*, p. 258 : « D. Pedro Manuel entro en coro de priesa y no con la cuotidiana composicion, y con voz alta dijo como estaba junto a su aposento el correo... y S. M. no se altero, ni demudo, ni hizo sentimiento alguno y se estuvo con el semblante y serenidad que antes estaba hasta que se acabaron de cantar las visperas. »

[4] *Ibid.*, p. 239 : « Con mucha devocion. »

[5] Il a été détruit plus tard dans le grand incendie de l'Escurial.

pinceaux, malgré ses quatre-vingt-quinze ans, pour célébrer par une dernière œuvre [1] la victoire de Lépante. Don Garcia de Toledo, gagné par l'allégresse universelle, s'écria : « Il faut maintenant conquérir Jérusalem [2] ! » La Grèce frémissante attendait son libérateur ; les chrétiens de Morée couraient déjà aux armes [3] ; la colère, la terreur troublaient le Divan [4]... — « Si la saison n'avait pas été tellement avancée, nous aurions pu aller en toute sécurité jusqu'à Constantinople et pour le moins nous emparer de la Grèce entière ; mais voici déjà l'hiver [5] ! » Vaut-il mieux ne pas profiter de la victoire ou risquer un désastre sous les tempêtes d'automne ? Don Garcia, qui voit s'écouler les jours, commence à reconnaître que la navigation n'est plus assez sûre pour permettre une nouvelle entreprise [6]. Don Juan a hâte de jouir de sa gloire au milieu des Napolitaines : il craint de perdre ses navires ; il les réserve pour la conquête de Tunis au printemps [7] ; il renonce à de nouvelles entreprises et rentre en Italie.

1 Ce tableau est au Musée de Madrid. Il dénote la sénilité du maître. Le Titien vécut de 1477 à 1576.

2 *Doc. ined.*, t. III, p. 31, don Garcia à don Juan, 5 novembre.

3 Paparrigopoulo, *Histoire de la civilisation hellénique*.

4 Lettres de Noailles dans le recueil des *Négociations de la France dans le Levant*.

5 *Doc. ined.*, t. III, p. 224, don Francisco de Murillo à Antonio Perez, 9 octobre 1571 : « Empero es ya invierno. »

6 « Yo tengo por cierto no podra V. A. hacer por agora otra cosa. »

7 *Doc. ined.*, t. III, p. 34.

IV

L'EXPÉDITION DE TUNIS.

Philippe II ne dut pas se prêter sans répugnance à des négociations entreprises vers cette époque par le duc de Medina-Celi pour détacher Uluch-Ali de la suzeraineté de la Porte. « La flotte turque est détruite, écrit le duc; Uluch-Ali, l'un de leurs meilleurs hommes de mer, s'est échappé : c'est un Italien de Licasteli en Calabre, sujet de Votre Majesté [1], et il n'est pas si détaché des intérêts de son village qu'il ne laisse de faire quelque bien à ses parents. Ceux qui ont négocié avec lui des rachats de captifs ont lieu de croire qu'il est disposé à entrer au service du roi, d'autant mieux que sa fuite hâtive de Lépante a dû le rendre suspect au sultan. » Trois frères corses entretenaient depuis longtemps des pratiques secrètes avec ce chef des Algériens; les parents de Calabre offrirent leur intervention, et l'on espéra un instant qu'il serait « homme de donner Alger au Roi Catholique [2] ».

Mais il reçut de Constantinople des propositions plus

[1] *Doc. ined.*, t. XXXV, p. 457, Medina-Celi au roi, 26 nov. 1571. On peut observer encore ici combien Brantôme, qui a raconté le même détail, était exactement informé.

[2] Ms. Bibl. nat. 10752, Forquevauls à Catherine, fº 209, avril 1569.

avantageuses : le sultan lui confia le commandement de la nouvelle flotte que ses arsenaux armèrent et mirent en campagne six mois après le désastre de Lépante. — « Je l'avais prévu, je l'avais annoncé, écrit le Vénitien Marc Antonio Barbaro [1]; on m'avait répondu qu'ils seraient longtemps sans flotte, ils ont maintenant cent vingt galères, outre celles qui leur restaient. »

En face de cette activité, l'Espagne se trouve comme toujours retardée par la lenteur de ses gens de bureau. Le temps n'est rien pour Philippe II, rien pour ses secrétaires; on serait injuste si l'on attribuait les pertes de temps uniquement à la trop prudente circonspection du maître. L'horreur de la précipitation est égale chez ses employés, chez la plupart de ses sujets : — « Qui tarde profite », dit un proverbe espagnol, et « à demande pressante, tardive réponse », ajoute un autre [2]. Don Juan, qui n'est pas encore habitué à cette inertie, se flatte d'enlever Tunis par une rapide campagne d'hiver, de faire ensuite sa jonction au printemps avec les escadres d'Italie, et d'attaquer Constantinople [3]. Projets vains : le mois de mai arrive avant que les Espagnols se soient éloignés de Messine : alors il faut

[1] Relaz., 1573, Alberi, t. III, p. 306.

[2] « El que tarda recauda. — A pressurosa demanda, espaciosa respuesta. » — Les adages de cette nature sont nombreux; on peut encore citer : « En chica hora Dios obra : *Finir en moins d'une heure, Dieu seul le peut.* — En una hora no se gaño Zamora : *Zamora ne s'est pas prise en une heure.* »

[3] *Doc. ined.,* t. III, p. 49 à 70.

attendre Colonna avec la flotte pontificale [1]; celle-ci n'a pas encore paru à la fin de juillet. Don Juan lui donne rendez-vous à Corfou et l'y attend durant tout le mois d'août. Il ne rencontre que la nouvelle flotte turque, échange avec elle quelques coups de canon [2], lui offre la bataille dans la rade de Navarin, mais a le dépit de voir les galères turques se retirer le long de la côte sous la protection des forts de Modon. Il rentre en Sicile; l'année est perdue [3]. Jamais homme à projets plus vastes ne s'est trouvé mieux à portée d'exécuter les entreprises les plus extraordinaires et n'a été réduit à l'impuissance par des obstacles plus infimes : il a été enlacé dans une multiplicité de liens qui se renouaient sans cesse autour de lui, victime de l'inquiète jalousie qui comprimait tout essor sous la main de Philippe II.

Encore un hiver à maintenir la ligue, à conserver une flotte dont les équipages recrutés parmi diverses nations désertent ou se querellent; encore un printemps à attendre les escadres alliées; encore des retards. Don Juan reprend cette tâche rebutante, les yeux vers Tunis, la pensée vers les arsenaux de Constantinople qui ont réparé le désastre, déjà ancien. Après le printemps, l'été se perd, comme les années précédentes: Philippe II n'envoie ni ordres ni argent; l'automne approche, voilà deux ans qu'on a détruit la flotte tur-

[1] *Doc. ined.*, t. III, p. 83.
[2] *Ibid.*, note de Fray Miguel Servia, t. XI, p. 373-378.
[3] *Ibid.*, p. 384.

que, et l'on n'a rien fait, on ne s'est mis en état de rien entreprendre. « Se trouvant comme elle se trouve, cette flotte, sans un seul réal et avec plusieurs centaines de mille ducats de dettes, écrit don Juan à Granvelle [1], chaque jour qui recule son départ rend ce départ plus difficile, plus impossible. » Il rend aussi l'ennemi plus redoutable : voilà que Venise abandonne subitement des alliés si lents à mouvoir et conclut séparément son traité avec la Turquie en consentant l'abandon de Chypre, un tribut de cent mille ducats, des conditions aussi honteuses que si les Turcs avaient été les vainqueurs à Lépante [2].

Cette défection consterne les Espagnols. « Je puis bien assurer que déjà ils s'en désespèrent, disant pis que pendre des Vénitiens [3]. » Mais Philippe lui-même commence à se décourager de cette guerre ruineuse, de cette flotte impuissante. « Ce sont les gens d'Église et les beaux esprits qui l'ont embarqué dans ces affaires du Levant, écrit le secrétaire Çayas au duc d'Albe [4], et il ne pourra s'en tirer sans qu'une catastrophe nous détrompe et nous montre que tout cela n'est que

[1] *Doc. ined.*, t. III, p. 126, du 2 septembre 1573.

[2] Dumont, *Corps dipl.*, t. V, part. I, p. 218. La France fut soupçonnée d'avoir négocié cette paix séparée. Voir *Lettre d'un Français sur la préséance du roi de France*, chez Mamert Patisson, 1594, p. 15.

[3] Ms. Bibl. nat., 16105, f° 29, Saint-Gouard au roi, 25 avril 1573.

[4] *Correspondance de Philippe II*, t. II, p. 314 : « Esta tan embarcado, por induzion de clerigos y letrados en lo de Levante, que no havra volver atras, hasta que las mismas cosas nos desenganen y muestren que todo aquello es sueño y muy pesado para quien en ello consume sus tesoros. »

rêveries, rêveries bien pénibles pour qui y consume ses trésors. » Le réveil fut cruel en effet.

Le 7 octobre 1573, deux ans jour pour jour après la victoire de Lépante, don Juan put enfin se présenter avec sa flotte devant la garnison espagnole des forts de la Goulette. Il fut acclamé comme un conquérant. La vaillante garnison lui servit d'avant-garde et le conduisit à Tunis. Ce fut un triomphe facile : les habitants avaient évacué la ville avec la garnison turque; les caïds des tribus arabes apportèrent des présents et firent spontanément leur soumission. Les portes des maisons de Tunis furent enfoncées. Après quelques jours accordés au pillage, don Juan se rembarqua en laissant dans la ville les huit mille meilleurs soldats de sa flotte, avec des vivres et un important matériel de guerre [1].

Philippe II aurait voulu que la ville fût démantelée et évacuée [2], mais don Juan espérait se faire donner par le nouveau pape Grégoire XIII l'investiture du royaume de Tunis; provisoirement, il ne reçut qu'une rose d'or. Ses projets, sa gloire, peut-être son influence près du Saint-Siége commençaient à importuner le roi d'Espagne. Son secrétaire Soto, soupçonné du crime d'avoir conduit entre Grégoire XIII et don Juan les négociations relatives à une couronne de Tunis, fut frappé de disgrâce et remplacé par Esco-

[1] *Doc. ined.*, t. XI, p. 413.
[2] *Ibid.*, t. III.

vedo, dont les conseils furent imposés au héros [1].

Pour consolider l'occupation de la Tunisie, il était nécessaire de ruiner les arsenaux de Constantinople: don Juan demanda l'autorisation de les attaquer ; — folle témérité, répliqua Philippe, puisque Charles-Quint le toujours victorieux empereur n'avait pas jugé opportun d'attaquer les Turcs chez eux. — Du moins est-il indispensable d'envoyer des renforts et un ravitaillement aux huit mille hommes qui sont jetés sur la côte d'Afrique [2]; mais le cardinal Granvelle, vice-roi de Naples, a bien soin de ne pas consolider les pouvoirs et les forces de don Juan à Tunis. Nulle politique ne semble mieux avisée, à ses yeux, que celle d'affaiblir, de ruiner habilement le royaume qui menace de naître [3]. On sait que l'on fait sa cour à Philippe II en affectant une imperturbable sécurité sur le sort de Tunis et de la Goulette. — « Pour moi, écrit l'ambassadeur Zuñiga au roi [4], je n'ai pas la moindre inquiétude sur ces deux places : elles se peuvent défendre d'elles-mêmes; il n'y a aucun inconvénient à retarder le secours. »

C'est alors qu'Uluch-Ali attaque Tunis et la Goulette, prend les forts par famine, laisse massacrer les Espagnols par les Arabes et rase ces forts de là Goulette

[1] *Memorial de Antonio Perez del hecho de su causa,* p. 188.
[2] Cabrera, t. II, p. 234.
[3] *Doc. ined.,* t. XXIII, p. 238.
[4] *Ibid.,* t. XXVIII, p. 190, du 14 août 1574.

que Philippe II trouvait assez précieux, peu d'années auparavant, pour y envoyer les renforts qui auraient été si nécessaires alors à la défense de Malte. Cette conquête de Charles-Quint fut perdue pour toujours; les huit mille Espagnols furent détruits, les Turcs redevinrent les maîtres de la Méditerranée.

V

AFFAIBLISSEMENT DE L'AUTORITÉ ROYALE EN ITALIE.

Les catholiques refusèrent de croire qu'un malheur si humiliant n'eût pas d'autre cause que l'envie de Philippe II contre la fortune de don Juan et contre ses chances d'une souveraineté lointaine. Ils accusèrent surtout la négligence du cardinal Granvelle, qui « s'oubliait avec des courtisanes », selon un quatrain composé par les Romains [1], ou qui était jaloux, selon l'opinion des Espagnols, « des faveurs que Mars et Vénus prodiguaient à don Juan [2] ». On admettra malaisément qu'un politique de la valeur de Granvelle ait oublié son devoir dans de si misérables pensées; l'abandon de la Goulette semble suffisamment expliqué par

[1] Ce quatrain est cité par Brantôme.

[2] CABRERA : « Poco gusto que tenia de acudir a don Juan, invidioso de sus favores de Marte y Venus. »

la sourde résistance du roi lui-même à l'ambition de son frère, par la lassitude de don Juan, qui renonce, après quatre années, à lutter contre l'inertie des administrateurs espagnols, et se laisse amollir « sous les charmes du pays et des femmes de Naples[1] » ; enfin par le relâchement général, par l'épuisement qui signalent une nouvelle période dans le règne.

L'Italie est inquiète et agitée : les nobles du royaume de Naples, non contents d'avoir refusé l'Inquisition, s'unissent en une ligue secrète, celle de *los Blancos*, pour obtenir ce que viennent de demander les seigneurs flamands, des institutions provinciales et le départ des garnisons espagnoles[2]. Mais c'est à Gênes que les complications paraissent le plus dangereuses.

Gênes était une république déchue qui avait passé de la protection de la France au patronage de l'Espagne[3].

La faction populaire, qui était non pas une démocratie, mais le parti des nobles d'origine récente, restait dévouée à la France ; celle des anciens nobles que dirigeaient la famille Doria, souveraine d'Oneglia, et la famille Grimaldi, souveraine de Monaco, réclama

[1] *Cabrera* : « Porque la gentilezza de la tierra y de las damas agradaba a su gallarda edad. »

[2] *Doc. ined.*, t. XXIII, p. 238 à 246.

[3] L'Espagne possédait en Italie, outre les royaumes de Naples et de Sicile et le duché de Milan, les places dites *presidios* de Toscane, Orbitello, Porto Ercole, Monte Filippo, Porto San Stefano, Porto Longone. Les ducs de Savoie, de Parme et de Ferrare étaient ses vassaux, comme la république de Gênes. Le roi de France Charles VII s'était déclaré protecteur de Gênes en 1458 ; sur ses relations secrètes avec les Fiesque et les Frégose, voir *Rev. des doc. hist.*, année 1880, page 69.

l'appui de Philippe II pour maintenir sa prédominance sur Gênes. Le roi d'Espagne pouvait difficilement se montrer neutre dans une querelle qui intéressait Doria. Le vieux Jean-André Doria était le propriétaire de la plus grande partie des galères génoises de la flotte de Lépante. Mais, d'un autre côté, Philippe II craignait de justifier une intervention de la France [1], et il se borna d'abord à des conseils qui simulèrent l'impartialité. Il envoya à Gênes don Juan de Idiaquez, qui essaya de concilier les adversaires en partageant également entre eux les dignités de la République. Cet expédient ne rétablit la paix qu'une année. Il fallut ensuite que le duc de Gandia se montrât avec des troupes espagnoles, que Doria menaçât la ville d'un siége par mer, et que le Pape intervînt par un légat, pour que les familles des vieux nobles ne fussent pas expulsées. Cet effort occupa Philippe II l'année même de la perte de la Goulette, et ne contribua pas peu à empêcher l'envoi d'une armée de secours en Afrique.

Heureusement pour la chrétienté, la puissance ottomane fut subitement précipitée, à ce moment même, dans une décadence plus rapide. Le sultan Selim, qui se faisait envoyer de Chypre, sa nouvelle conquête, le

[1] La politique intérieure de Gênes, les causes de la décadence de cette république qui avait armé cent soixante galères au treizième siècle, et l'histoire des familles nobles, sont résumées dans un remarquable pamphlet, très-rare en France, publié à Milan en 1575 par Uberto Foglietta. Voir notamment les pages 102 à 109 et l'invitation à Doria de faire don de ses galères (p. 139, 162, 172).

vin de la Commanderie, chancelait après en avoir bu, et se fracassa la tête sur le marbre de ses bains. Son fils Mourad s'enferma dans le kiosque de Scutari avec la belle Baffo. Cette esclave vénitienne déplut à la mère du nouveau sultan, qui lui suscita cinq cents rivales. Mourad, au milieu d'elles, oublia ses flottes, fit étrangler Mohamed le Faucon, demanda des forces à l'opium. La Turquie cessa de compter désormais dans le règne de Philippe.

L'inaction et les projets romanesques épuisaient de même don Juan. Jouer à la paume, courtiser les Napolitaines, se quereller avec les représentants de Philippe, devinrent ses seuls soins. Il cessa d'être l'homme d'action qui fait passer son énergie dans l'âme des autres; il s'exalta dans des projets inexécutables, songea à devenir roi de France, s'attira du froid et honnête don Garcia de Toledo des réflexions comme celle-ci, au moment où fut connue la mort de Charles IX : « Si pour être roi de France vous aviez autant de droits que vous avez de mérites, vous pourriez songer à cette couronne, sans inconvénient aucun. Mais comme elle ne s'obtient que par hérédité, vous ferez mieux de porter les regards sur celles qui se gagnent par l'élection et le mérite. Si celle de Pologne devient vacante, on pourrait prier le roi notre seigneur de faciliter à Votre Altesse les moyens de l'acquérir [1]. »

[1] *Doc. ined.*, t. III, p. 149, don Garcia à don Juan, 30 juin 1574 : « Si para ser Rey de Francia tuviese V. A. el derecho conforme a los

Ce héros inquiet va être enfin appelé à relever dans les Pays-Bas la fortune de Philippe. On a dû suspendre le récit des événements du Nord au moment où le duc d'Albe se disposait à se mettre en marche, de manière à ne plus le diviser à partir de l'époque où Philippe, renonçant à la politique conciliante de Marguerite de Parme, s'engage dans un système de répression à outrance et d'autorité absolue, échoue, use ses forces, essaye de nouveau la conciliation en envoyant dans les Flandres le vainqueur de Lépante.

meritos, podriase luego coronar sin contradiccion ninguna. Mas habiendo de ir esto por sucesion, podriamos echar los ojos a lo que va por eleccion y por meritos, y cuando vacase lo de Polonia con el nuevo reino y herencia del que agora lo tiene, podriase tentar con el Rey nuestro señor que encaminase y procurase la eleccion para V. A. »

CHAPITRE XV.

SECONDE PÉRIODE

DE LA LUTTE CONTRE CATHERINE DE MÉDICI ET LES PAYS-BAS.

LE DUC D'ALBE.

1567-1569.

Préparatifs du duc d'Albe. — L'infanterie espagnole. — Arrestation des comtes d'Egmont et de Hornes. — Le conseil des Troubles. — Meurtre du baron de Montigny. — Toute-puissance du duc d'Albe.

I

PRÉPARATIFS DU DUC D'ALBE.

Pendant que Malte était en danger, que la politique de Catherine préparait de menaçantes complications, Philippe II ne détachait pas ses yeux des Pays-Bas et ne cessait d'annoncer son départ pour le Nord. « C'est une richesse pour moi que vos avis, écrivait-il à Granvelle [1]; vous avez bien raison de vouloir faire retenir

[1] *Doc. ined.*, t. IV, p. 337, le roi à Granvelle : « El caudal que yo hago de vuestros advertimientos... Montigni y Bergues asi se estan aqui y estaran todo el tiempo que sera menester, aunque ellos hacen harta instancia que se les de licencia para partirse... »

en Espagne Bergues et Montigny ; ils y restent, ils y resteront tout le temps qui sera nécessaire malgré leurs pressantes instances pour obtenir la permission de partir. Je ne peux les empêcher d'envoyer des lettres, bien que je les surveille de près ; je fais ce que je puis, mais j'évite de leur donner l'alarme. Je vais me mettre en marche avec une armée. » Et quand il apprend par un avis de don Francès de Alava que l'on a vu passer près de Paris un courrier à pied qui fait dix-huit lieues par jour et qui porte des lettres de Montigny, comme en ont déjà porté trois ou quatre autres qui quittaient Madrid la nuit et se disaient envoyés par le capitaine des archers flamands de la garde [1], le roi met en marge son mot habituel : « Attention [2]. » De partir lui-même, il n'a pas un instant la pensée : il n'oserait ni se confier à l'hospitalité de Catherine, comme Charles-Quint s'est confié à celle de François I[er], ni courir les risques d'une traversée maritime, car il a conservé un douloureux souvenir de ses voyages sur mer, bien que, selon lui, « le mal de mer a cela de bon que lorsqu'on sent la terre ferme, il disparaît et s'oublie [3] ». Mais il s'applique à faire rédiger par sa chancellerie une commis-

[1] Ms. Arch. nat., K. 1507, pièce 70, du 6 mars 1567 : « Cuatro dias ha que passo cinco leguas desta vila un correo de a pie a diziocho leguas el dia, embiado de Montiñi, y entiendo que por alli han passado otros tres o cuatro suyos... »

[2] « Ojo. »

[3] *Correspondance de Marguerite*, t. II, Préface, p. 70 : « Esto tiene bueno el mareado que en viendose en tierra, se pierde y holvida todo. »

sion en latin barbare pour donner ses pouvoirs au duc d'Albe.

« Nous qui dans toute chose et toute affaire, avec maturité et longue délibération, justement et légitimement, pensons et réfléchissons à tout ce qui exige pensée et réflexion, avons soin de statuer, décider et procéder par grand scrupule...[1]. » — C'est en ces termes qu'il donne charge au duc d'Albe « de mettre en jugement les chevaliers de la Toison d'or qui ont été auteurs ou fauteurs de la rébellion, de ne tenir aucun compte des priviléges de l'Ordre », sans s'inquiéter des serments royaux. Remarquable prévoyance qui lui fait annuler, plusieurs mois avant de la violer, la loi qui peut mettre obstacle à ses pensées de vengeance ; il écarte du duc d'Albe les incidents de procédure et les scrupules de légalité qui pourraient retarder les coups ; il règle dans son imagination les moindres épisodes avec un tel luxe, que le duc d'Albe déclare n'avoir jamais été lié dans ses missions précédentes par des instructions aussi serrées[2].

Le duc d'Albe a vers cette époque un peu moins de soixante ans : il est grand[3], maigre, sec, prompt à la

[1] *Doc. ined.*, t. IV, p. 345, du 15 avril 1567 : « Nos qui in omni re atque negocio mature magnaque cum deliberatione, juste ac legitime, pensatis ac consideratis omnibus quæ pensanda et consideranda sunt, statuere, decernere et procedere omni studio curamus... »

[2] *Doc. ined.*, t. IV, p. 354.

[3] Badoaro, *Rel. ven.* : « Di persona grande, magra, piccola testa, colerico et adusto. »

colère; sa tête est très-petite, sa barbe longue et grise. Il ne se montre pas beaucoup plus pressé que Philippe de se mettre en route; tout en multipliant ses lettres pour faire réunir les galères, les bateaux de transport et les vivres [1], il se tient « tant amoureux de doña Maria Manrique, qu'il n'a heure de repos sinon quand il la voit, qui est le plus souvent possible [2] ».

A peine arraché à cette passion sénile, il est arrêté par la goutte au cap Creux [3]; puis il s'embarque sur la flotte de Doria, rallie ses troupes à Gênes, et s'avance à travers la Savoie avec douze cent cinquante lances, huit mille huit cents Espagnols des régiments de Lombardie, de Naples, de Cerdagne et de Sicile [4], et trois mille jeunes soldats. Il avait comme principaux officiers sous ses ordres, deux vétérans des guerres de Charles-Quint, Mondragon et Sancho de Avila, son fils Fadrique, son bâtard le prieur Hernandez de Toledo, et l'Italien Chiapin Vitelli.

Mais la désertion commence dès les montagnes de la Savoie. « Les déserteurs sont en si grand nombre, écrit le duc d'Albe au roi [5], que j'en demeure épouvanté. » L'argent, autre signe alarmant, fait défaut dès le premier jour : la mauvaise administration et les dilapida-

[1] *Doc. ined.*, t. IV, p. 349 et suivantes.
[2] Ms. Bibl. nat. 10751. Forquevauls à la reine mère, f° 610.
[3] Le 4 mai 1567. *Doc. ined.*, t. IV, p. 360.
[4] *Ibid.*, p. 382.
[5] *Ibid.*, p. 372 : « Tan gran numero, a lo que los maestros de campo me dicen, que estoy espantado. »

tions ont dissipé les ressources amassées au détriment du commerce de Séville; les soldats sont mécontents de ne pas toucher leur paye; le duc de Savoie importune l'orgueilleux général en réclamant une somme due depuis longtemps pour la solde de cinq mille Piémontais qu'il a prêtés au royaume de Naples. — « J'ai feint, dit Albe, de ne pas comprendre ce qu'il voulait dire; je crois bien qu'on va me regarder comme un misérable, mais j'ai déjà passé toute honte [1]. » A Besançon, nouvelle difficulté. Besançon est au roi d'Espagne, qui reçoit des bourgeois un impôt de cinq cents francs par an ; la citadelle est à l'empereur; la justice relève du prince d'Orange, qui est maire héréditaire de Besançon; enfin « certains fauteurs de troubles commencent à y apporter des nouveautés [2] ». Le duc d'Albe n'est pas homme à tolérer de semblables complications, et comme il craint que l'esprit formaliste du roi retarde les mesures opportunes, il prend lui-même les dispositions nécessaires. « Il fallait, dit-il, une prompte solution », et il crée un tribunal indépendant du parlement de Dôle; il accroît les pouvoirs du lieutenant de roi, et il laisse pour assurer cette autorité une

[1] *Doc. ined.*, t. IV, p. 380 : « Bien creo me han de tener por miserable; pero ya he pasado la verguenza. »

[2] *Doc. ined.*, t. XIV, p. 434. Cette lettre du duc d'Albe au roi est donnée avec la date du 14 décembre 1571; c'est une erreur évidente des éditeurs. Le duc d'Albe est à Besançon en juillet 1567 et n'y reparaît plus. L'émeute de Besançon, dont il sera parlé dans un chapitre suivant, est de 1575.

garnison de quelques centaines de soldats, « sous la condition qu'ils ne seront pas à la disposition de l'autorité ecclésiastique [1] ».

Le 8 août, deux mois et demi après avoir débarqué à Gênes, le duc d'Albe n'est encore qu'à Luxembourg; il vient de s'arrêter près du duc de Lorraine dont il faut se défier, tant il est dévoué au roi de France, « comme à celui qui du soir au matin le peut jeter avec une baguette hors de sa maison [2] ». Il est fier de la sensation que vient de produire en Europe la belle tenue de son armée durant cette marche prolongée : les hommes de guerre accouraient pour voir défiler des soldats si richement armés « qu'on les prenoit plus tost pour capitaines [3] ».

II

L'INFANTERIE ESPAGNOLE.

Le régiment espagnol s'est formé lentement durant les guerres d'Italie et a vécu jusqu'à la bataille de Rocroy. Il comprenait un valet et une femme par soldat, ce qui faisait dire au duc d'Albe : « Une armée de

[1] *Doc. ined.*, t. XIV, p. 446.

[2] *Ibid.*, t. IV, p. 379 et suivantes : « Como a hombre que de la noche a la mañana les puede con un aguacil de palo echar de sus casas. »

[3] Brantome.

trente-deux mille combattants représente environ cent mille bouches à nourrir, ou bien peu moins [1]. » Ces femmes furent prises par Brantôme pour des « courtisannes qui en parures paroissoient princesses [2] », quand il les vit défiler à cheval avec l'armée que le duc d'Albe menait en Flandre; mais il les a probablement calomniées. Le plus souvent ces femmes étaient mariées au soldat qu'elles suivaient en campagne ; ainsi qu'aujourd'hui, dans les armées de plusieurs républiques espagnoles de l'Amérique, elles étaient préposées aux soins du campement et des subsistances. Le nombre des soldats mariés était si considérable qu'on ne sut trouver une escorte pour accompagner Philippe lorsqu'il s'embarqua pour l'Angleterre au moment de son mariage avec Mary Tudor; on ne voulait pas emmener des femmes dans un pays hérétique. Les hommes consentaient bien à partir plutôt que de « perdre leurs places de soldats », mais les femmes vinrent pleurer près des capitaines et demandèrent « à ne pas être laissées solitaires et privées de leurs maris [3] ». Il fallut que Philippe permît aux soldats mariés de rester en Espagne et se fît accompagner seulement par de jeunes recrues.

[1] *Doc. ined.*, t. XXXII, p. 13, Albe au secrétaire Delgado, du 20 février 1580.

[2] Brantome, *Rodomontades espagnoles.* Il devait bien y en avoir également.

[3] *Viaje a Inglaterra*, p. 6 : « O perder las plazas... quedar solas y desemparadas de sus maridos. »

La « place » de soldat était une propriété dont on ne pouvait être dépouillé que par condamnation. On n'était jamais licencié, jamais retraité; on ressentait le même point d'honneur et on inspirait le même respect que les officiers; beaucoup de soldats étaient d'anciens officiers : dans le rang se voyaient soit les capitaines réformés, soit des mestres de camp disgraciés, soit des chevaliers d'ordres militaires [1]. La profession semblait assez glorieuse par elle-même pour qu'il ne fût pas nécessaire de souhaiter des grades ni des distinctions. De là cette solidité, on pourrait dire aussi cette délicatesse du régiment espagnol. Le régiment est un être nerveux qui se mène par l'amour-propre et se satisfait par la gloire. « Les vieux soldats ont pour proverbe : *Jamais victoire n'est seule,* et c'est bien dit, car l'orgueil du premier succès rend invincible, met en état d'accomplir de nouvelles prouesses [2]. »

Le premier rang de l'infanterie tenait la rondache et l'épée, le second la pique, le troisième l'arquebuse; mais tous les soldats étaient égaux entre eux et également fiers de leur métier. « Entre soldats, nous ne regardons pas la naissance, mais la valeur », dit le duc d'Albe [3], et la valeur pouvait donner à un simple soldat

[1] Canovas del Castillo, *la Bataille de Rocroy.*

[2] *La Picara Justina,* p. 96 : « Dice bien porque el orgullo de un triunfo hace los animos invencibles y los arrisea y dispone para emprender nuevas hazañas. »

[3] *Doc. ined.,* t. XXXV, p. 146, Alva à Çayas, 16 novembre 1580 : « Entre la soldadesca no miramos la sangre, sino al soldado que esta mas adelante. »

une aussi glorieuse réputation qu'à un général ; un des héros populaires des ballades, Alonso de Cespedes, était un simple soldat.

Une semblable élite, où étaient heureux d'être enrôlés les plus nobles et les plus braves de la nation, aurait dû attirer toutes les complaisances, toutes les tendresses du roi ; Charles-Quint ne manquait pas à ce devoir de connaître ses régiments et leurs vertus militaires, d'estimer chez ces hommes l'âpre fierté : il s'était fait inscrire comme simple soldat dans la compagnie de don Antonio de Leyva, son meilleur capitaine. Mais Philippe ne se plaisait qu'au milieu des gens de bureau, souples et humbles ; il fuyait la mâle familiarité du soldat ; il réservait ses faveurs pour les secrétaires diligents, les plumes rapides ; il oubliait la solde des troupes ; il oubliait les vivres. Le soldat devait manger, ainsi que sa femme et son valet, et comme a dit Cervantes, l'un d'eux, « si la paie n'arrive pas, force est de charger sa conscience et d'exposer sa vie ; on saisit ce que l'on trouve [1] ». La maraude, le pillage, la haine du capitaine qui s'accoutume à imiter le roi et à se payer le premier de ses arriérés en interceptant les sommes qui arrivent tardivement pour la solde, déterminent l'insubordination, et bientôt la révolte. La campagne de Flandre va contribuer à précipiter cette décadence.

[1] *Don Quijotte,* part. II, chap. XXXVII.

La négligence du roi lui était rudement reprochée par un soldat dont les paroles montrent quelle liberté était entrée dans les habitudes militaires : « Dieu me sauve ! Comment se peut-il que les Espagnols, qui sont du monde entier les hommes les plus robustes, les plus belliqueux, les plus avides d'honneur, se montrent aujourd'hui les plus disposés au repos ? Je vous le dirai, Sire. On a cessé d'honorer les vertueux et les vaillants; on a récompensé les vicieux et les lâches. Jamais les Espagnols n'ont davantage désiré l'honneur; mais voyant qu'il ne chemine plus avec la vertu, ils le cherchent avec les vices : ils se déguisent, ils se procurent la faveur et ils fuient les dangers. Quand Dieu veut châtier un peuple, il prive de jugement ceux qui le gouvernent. Je n'ai vu scribe, bachelier ni seigneur, quand ils tiennent offices de Votre Majesté ou administrent les revenus royaux, qui ne lèguent des majorats ou des rentes à leurs fils après avoir dépensé dans leur vie trois fois le double des salaires que leur assignait Votre Majesté. Au contraire, je n'ai jamais vu un soldat qui laissât un drap pour l'enterrer à sa mort. Qui a chassé les Maures d'Espagne ? Qui a découvert les Indes ? Qui a conquis les provinces d'Italie et défendu celles de Flandre ? Pour sûr, ce n'est ni le bachelier avec ses paraphes, ni le scribe avec son écritoire, ni le courtisan avec ses grimaces[1] ! »

[1] *Doc. ined.*, t. L, p. 337. Lettre au roi du capitaine Barahona

III

ARRESTATION DES COMTES D'EGMONT ET DE HORNES.

Après avoir préparé le dénoûment avec tant de sang-froid, le roi est sur le point de le compromettre par son impatience au dernier instant : non qu'il oublie son rôle de justicier prêt à se mettre en marche, car il accuse encore de « malice » ceux qui commencent à ne plus être dupes de ses projets de voyage, mais il ne peut s'empêcher d'écrire [1], au risque de provoquer une émigration qui tromperait sa vengeance : « Il ne faut faire grâce à personne jusqu'à mon arrivée ; le décret de la régente qui tolère le culte réformé est un acte illicite et indécent ; à l'heure même, sans réplique, il faut le révoquer. Je l'écris à la régente en français pour qu'elle comprenne mieux ma volonté. » Exiger que

en 1562 : « Hanse quitado la honra y el premio a los virtuosos y valientes, y dadola a los viciosos y cobardes... viendo que no anda ya con la virtud, buscandola con los vicios, pintandose, procurando favor y huyendo de los peligros... Cuando Dios quiere castigar a un pueblo, priva de juicio sus gobernadores. No he visto escribano, ni bachiller, ni hombre que tenga oficios de V. M. o trate en su real hacienda, que no se haya rico con ellas en dos dias, y que no deje mayorazgo o rentas a sus hijos... »

[1] *Doc. ined.*, t. IV, p. 374, lettre du roi à Granvelle annonçant le 12 juillet ces ordres envoyés à la régente : « ... Una cosa tan illicita y indecente... a la hora y sin replica ninguna le revoque... para mayor satisfaccion mia y claridad de mi voluntad. »

les supplices suivent leur cours, sans grâce possible, jusqu'à son arrivée, c'est ouvrir l'œil aux sages, c'est les pousser à rejoindre le prince d'Orange. Les plus prudents ont de ces maladresses. Albe aussi s'oublia un instant dans une faute semblable. Quand en approchant de Bruxelles il vit le comte d'Egmont s'avancer près de lui : « Voilà le principal hérétique », fit-il à haute voix ; puis s'adressant à lui : « Comte, vous auriez pu m'épargner ce voyage ! » Mais après ce premier mouvement accordé à la haine, le vieux duc reprit subitement son calme, accepta les chevaux que lui offrait Egmont, circula avec lui devant les troupes, le bras familièrement appuyé sur les épaules de cet homme qu'il détestait et dont il se préparait à faire tomber la tête.

Dans cette animosité du duc d'Albe contre Egmont, on peut observer plusieurs nuances : le duc n'a eu encore aucune action d'éclat durant sa carrière militaire et est accusé de montrer plus de calme que de valeur au milieu d'un combat ; Egmont, au contraire, a plus eu de bonheur que prouvé de talent, et il aime à vanter ses fameuses charges de cavalerie à Saint-Quentin et à Gravelines. L'envie du tacticien qui a péniblement dirigé des campagnes ingrates, envers le favori de la fortune, s'ajoute ici à l'horreur de l'homme méthodique et rompu à l'obéissance, contre le grand seigneur qui a osé défendre les libertés de son pays. Il y a encore l'antipathie du courtisan sobre, vieux, souf-

frant, contre le paladin élégant, jeune, joyeux ; de l'Espagnol docile et pauvre, devant le Flamand bruyant et heureux de vivre.

Cette aversion est servie dès l'entrée du duc à Bruxelles par un art consommé. Albe commence par occuper solidement le pays en cantonnant le régiment de Naples à Gand, le régiment de Lombardie à Liége, le régiment de Cerdagne à Enghien (Hainaut), la cavalerie franc-comtoise à Valkenbourg [1] ; il garde avec lui le régiment de Sicile à Bruxelles [2], où il vient habiter la maison Jauche [3]. Il se présente le lendemain au palais de la régente.

Devant les degrés du château, le capitaine des gardes de Madame lui interdit de se faire suivre par ses hallebardiers [4] ; il entre. Sur l'escalier, les archers de Madame le séparent de ses officiers, et « peu s'en est fallu que les uns et les autres ne missent la main à l'épée et n'entrassent en lutte » . Le duc pénètre seul dans la chambre de la régente. Elle est debout, près de son lit, la main posée sur une table, le front hautain ; elle ne fait pas un mouvement ; elle dit au duc de se couvrir, elle l'écoute une demi-heure. Ce qu'elle entend est nouveau pour elle, et bien propre à la déconcerter : c'est la série des

[1] C'est Fauquemont près Maestricht.
[2] *Doc. ined.,* t. IV, p. 383.
[3] Cette maison appartenait à Jean de Coutreau, seigneur de Molembrois, Jauche et Assche ; elle était à l'angle de la rue des Petits Carmes. PONTUS PAYEN, t. II, p. 27.
[4] *Doc. ined.,* t. IV, p. 399. Mendivil, comptable de l'artillerie, au roi.

instructions signées depuis le commencement de l'année par Philippe II, cachées avec soin jusqu'à ce jour, combinées pour la déposséder de tous ses pouvoirs. L'un de ces documents rappelle qu'en Flandre « on s'est mis en campaigne faisant choses abominables et exécrables, que l'on sonnoit le tambourin ; en conséquence establissons le duc d'Albe nostre capitaine général [1], représentant nostre personne avec toutes telles prééminences, juridictions, auctorités, puissances et autres choses que l'on est accoustumé à nos capitaines généraux. Ledit duc seul aura auctorité entière d'ordonner et faire tout ce qui lui semblera convenir pour nostre service, mesme de chastier de la vie, confiscation et autrement tous ceulx qu'il trouvera avoir commis crime de rébellion [2]. » D'après une autre pièce, « la duchesse nostre sœur est requise d'obéyr au duc d'Albe en ce qu'il commandera comme à nostre propre personne [3] ».

Le soir même Marguerite adresse sa démission de régente. « Après les outrages que Votre Majesté vient de m'infliger, je demande l'autorisation de retourner à Parme. » Elle ne pouvait plus, dans de telles conditions, rester à la tête du gouvernement ; — « ...mais quoi ! aucuns disoient qu'elle n'en faisoit trop de cas,

[1] Une autre commission rédigée en latin nommait le duc *capitaneum generalem*.
[2] *Doc. ined.*, t. IV, p. 388 à 395.
[3] *Correspondance de Philippe II*, appendice 102.

parce qu'elle s'y estoit assez remplumée [1] ». Pendant qu'elle rédigeait sa démission, ses gardes apprirent que le peuple de Bruxelles essayait de délivrer des paysans que le prévôt de l'armée conduisait dans les prisons; ils accoururent et se joignirent « à la canaille pour mettre les paysans en liberté [2] ». Le confesseur de la régente, un Frère franciscain, ne craignit pas de dire en chaire « que les Espagnols ne savaient que trahir et voler, et que forcer les femmes, et il n'a presque parlé d'autre chose dans son sermon ». L'effervescence fut si grande, on parlait de l'Espagne « avec tant de dévergondage et en termes si scandaleux, que les comtes d'Egmont et de Mansfeldt jugèrent prudent de s'éloigner, et que le duc d'Albe fut prévenu de ne se montrer dans les rues que bien accompagné [3] ».

Cette indignation universelle chez les Flamands n'était pas soulevée par la crainte de voir châtier les hérétiques, mais par les souffrances de tous les bourgeois qui étaient forcés, contre les lois et contre la parole du roi, de loger les soldats. Les Espagnols qui n'avaient rien touché sur leur paye depuis plus de trois mois « font les plus grandes foulles qu'on ne sçauroit escrire; ils confisquent tout, à tort, à droit, disant que

[1] Ms. 12941, Bibl. roy. Bruxelles, fragment publié par Gachet.

[2] *Doc. ined.*, t. IV, lettre de Mendivil.

[3] *Ibid.*, p. 401 : « Tan desvergonzamente que es negocio de gran escandalo... El confesor y predicador de Madama en todo el sermon no trato cuasi de otra cosa sino de que los Españoles eran traidores, y ladrones, y forzadores de mugeres. »

tous sont hérétiques qui ont du bien [1] ». Le soldat est logé chez l'habitant; il s'établit en maître. Sa femme, l'Espagnole dure et altière, prend pour servante la riche bourgeoise; rien n'appartient plus au bourgeois, ni son lit, ni ses filles, ni son argent; le bourgeois et sa femme, dans leur propre maison, sont au service de l'étranger, sous ses mépris, sous ses coups. Les soldats logés chez les pauvres courent dans les villages voisins, mettent à rançon les fermiers, se procurent de l'argent, et désertent. L'une des premières lettres du duc, dès son arrivée à Bruxelles, demande deux mille hommes de renfort, « car un grand nombre de soldats sont retournés en Italie [2] ». L'habitude des excès, et cette vie de brigandage au milieu d'une population riche et sans défense, dissolvent rapidement les liens de la discipline. — « Mes hommes sont tellement insubordonnés, écrit encore le duc [3], que je n'ai plus de confiance, et ils sont si bien accoutumés au vol, qu'ils ne daignent plus se cacher : plusieurs sont partis pour l'Italie, ou l'Espagne, ou la France. » Ce cas, fort rare jusqu'alors, de désertions si nombreuses dans les régiments de la vieille infanterie, frappe de consternation tous les esprits à Madrid : on considère comme un

[1] *Correspondance de Philippe II*, t. I, p. 565.
[2] *Doc. ined.*, t. XXXVII, du 30 août 1567.
[3] *Ibid.*, p. 82, du 6 janvier 1568 : « Tan mal disciplinada que no me puedo valer con ella, venian tan avezados a robar que no era costumbre ya hacerse secretamente : hanse ido muchos en Italia, en España y algunos en Francia. »

symptôme inquiétant « que l'ont abandonné plus de deux mille cinq cents de ceux qui vinrent d'Italie : un bon nombre est retiré en Espagne par mer, et s'y en viennent journellement [1] ».

De ces injustes et intolérables souffrances, la régente aurait voulu soulager par un effort suprême quelques villes : — « Bruxelles, dit-elle au duc [2], n'a certainement pas mérité la persécution d'une garnison. — Expliquez aux bourgeois que je suis entêté [3], répond-il, et ils céderont. — Mon devoir, duc, est de me jeter aux pieds de mon frère afin qu'il se contente, et je l'en supplierai, qu'il se contente du sang que j'ai fait couler [4]; s'il exige encore des châtiments, on peut prononcer des amendes, mais ces garnisons sont cruelles ; il faut renvoyer les régiments. — Je me tiendrais, madame, pour le plus méchant chevalier [5] et pour le plus mal chanceux si l'on pouvait dire un jour que j'ai manqué des moyens de vous défendre contre les rebelles, ou de faire exécuter vos ordres. — Mais Liége, duc, Liége a toujours été fidèle ; pourquoi y loger un régiment? — Je vais vous avouer la vérité, madame ; je ne me fie guère aux bourgeois de Liége, et ils méri-

[1] Ms. Bibl. nat., 10751, f° 1243, lettre de Forquevauls du 9 mars 1568.

[2] *Doc. ined.*, t. XXXVII, p. 22, lettre du 17 août 1567.

[3] Ou capable d'un coup de tête, « que yo soy cabezado ».

[4] « Pedirle se contentase con la sangre que ella habia hecho derramar. »

[5] « Yo me ternia por mal caballero y por el mas malaventurado de cuantos han nacido, si se dijese en algun tiempo que yo habia faltado... »

tent bien cette punition ; mais la garnison de Liége est principalement placée pour occuper une position qui sépare Anvers de l'Allemagne [1]. »

Ce n'est pas seulement avec la régente que le vieux général prend ce ton de raillerie. Sa plaisanterie semble surtout sauvage quand on comprend le sens secret des mots en apparence caressants qu'il adresse au comte de Hornes pour le décider à quitter son château, à se présenter dans Bruxelles parmi les Espagnols; il fait venir le secrétaire du comte, il lui dit avec une perfide effronterie : — « J'ai eu un grand chagrin que le roi n'ait pas donné au comte de Hornes la récompense qu'il méritait ; mais c'est un prince juste qui sait tôt ou tard reconnaître ce qu'on a fait pour lui. Les grands princes sont lents à donner la rétribution des services ; le comte ne tardera pas à recevoir la sienne. Si je le voyais, je lui prouverais qu'il n'est pas oublié de ses amis. Je suis blessé de la méfiance que me témoignent les seigneurs du pays ; je suis l'ami, je suis le serviteur de tous [2]. » Et en même temps, il s'excuse auprès du roi de n'avoir pas encore fait arrêter chez eux ces mêmes seigneurs. « C'est un retard, dit-il [3], mais je veux les enlever tous d'un seul coup. »

Les belles paroles du duc ne peuvent attirer le comte

[1] *Doc. ined.*, t. IV, p. 404 et suiv.
[2] *Correspondance de Philippe II*, t. I, p. 563. Alphonse de Laloo à Montigny, 27 août 1567 : « Tan amigo y servidor a todos. »
[3] *Doc ined.*, t. IV, p. 416 : « Por poder coger a todos estos de un golpe. »

de Mansfeldt, mais elles ont réussi à faire entrer dans Bruxelles [1] les comtes d'Egmont et de Hornes, leurs secrétaires Backerzeel et de Laloo, ainsi que Van Straalen, bourgmestre d'Anvers. Le lendemain de leur arrivée, ils sont réunis chez le fils naturel du duc, le prieur Hernandez de Toledo, dans un grand banquet où on les retient toute la journée, pendant que se font les préparatifs de leur arrestation. « Durant le disner, le duc envoya ses trompettes pour resjouir la compaignie. Environ les trois heures, envoya prier les deux comtes de se trouver en la maison de Jauche où il estoit logé, afin d'adviser par ensemble sur la forme du chasteau qu'il prétendoit ériger en la ville d'Anvers [2]. » — A ce moment, le bâtard de Toledo rougit; il pense au renom de son père, à l'honneur espagnol, à cet hôte qui boit son vin à ses côtés : il baisse la tête; « il dit au comte d'Egmont, qui estoit assis auprès de luy, à l'oreille : — Seigneur comte, levez-vous, prenez le meilleur cheval de vostre escurie, et sauvez-vous vistement! »

Egmont se retire dans une chambre voisine, consulte Noircarmes. Noircarmes était un vaillant soldat, il avait fait preuve d'humanité au siége de Valenciennes; mais il venait, depuis quatre jours, d'accepter la charge d'être un des juges du comte d'Egmont [3]; aussi il veut le retenir pour ne pas être frustré de son salaire : il est

[1] Le 8 septembre 1567.
[2] Pontus Payen, t. II, p. 27.
[3] *Doc. ined.*, t. IV, p. 416, le duc d'Albe au roi.

forcé de lui rendre la confiance, puisqu'il a promis de le condamner. Il se rit de son inquiétude, il le ramène, il le fait rasseoir à la table du festin. Une heure après, Egmont « se transporte allègrement en la maison du duc; l'ingénieur desplie sur la table une peau de parchemin où il avoit tracé la figure du chasteau ». On discute; Albe se retire à sept heures du soir. Egmont veut sortir; il est arrêté par le mestre de camp, Sancho de Avila. Le comte de Hornes est pris quelques minutes après; les secrétaires, qui sont précieux parce qu'on les réserve pour la torture, sont enlevés à leur auberge; le bourgmestre d'Anvers, aussi important que les secrétaires parce que ses immenses richesses sont destinées à la confiscation, n'échappe pas davantage. « Je prendrai de même leurs châteaux, écrit lestement le duc d'Albe au roi, mais je tenais à bien préparer ces gens avec mes juleps avant de leur faire avaler la purgation [1]. »

Les deux chefs de l'aristocratie flamande sont enfermés séparément dans des prisons où « ils ne pouvoient avoir clareté qu'avec chandelles [2] ». La vigueur du coup a accablé tous les esprits; « la tranquillité est si grande, que le roi ne le pourrait croire [3] ». Même les chevaliers de la Toison d'or n'osent se réunir; —

[1] Lettre du 10 septembre reçue le 19 : « Todavia no querria delles a beber la purga antes de tenellos jaropardos. »
[2] Pontus Payen, t. II, p. 31.
[3] *Correspondance de Philippe II*, t. I, p. 575.

la question de vos priviléges a été tranchée par le roi, s'est borné à leur dire le duc d'Albe [1]. La pauvre régente renouvelle sa démission, le lendemain du guet-apens. « Ce n'est pas, dit-elle [2], la suprématie concédée par Votre Majesté au duc d'Albe qui m'afflige. Mais je dis que le service du roi et mon propre honneur auraient été mieux sauvegardés si dès l'entrée de ce duc dans ce pays où la paix et l'obéissance sont assurées depuis plusieurs mois, j'avais reçu la permission de me retirer ! » Comme elle n'avait été maintenue jusqu'à ce jour que pour servir d'amorce et inspirer une trompeuse sécurité à ceux que le duc voulait arrêter, elle reçut l'autorisation de rentrer en Italie, dès que le coup fut porté.

IV

LE CONSEIL DES TROUBLES.

Le duc d'Albe avait eu la précaution de préparer un tribunal avant même de tenir les accusés, tribunal dont il voulait faire son principal instrument de domination, et qu'il se gardait bien de composer de légistes, « car

[1] *Correspondance de Philippe II*, p. 578.

[2] Lettre du 8 septembre 1567 : « Non mi incresce della suprema autorità concessa al duca di Alva, ma dico que Ella poteva, con piu servitio suo et honor mio ordinare que al entrare di esso duca qui, *dove è pace et obedienza da molti mesi in qua*, io havessi licenza di tornarme. »

ces gens de loi, dit-il au roi [1], ne prononcent une condamnation que quand ils ont des preuves ». Ce n'est point de preuves qu'il est besoin, mais de souplesse. Je les présiderai moi-même, et je leur adjoindrai Barlaymont et Noircarmes; c'est l'aveu du duc. Il arrête, il poursuit, il juge. Il ne juge pas, car « si l'accusé est condamné à mort, il dit que c'est très-bien et qu'il n'y a rien à voir de plus; mais si l'avis est pour une peine moindre, il renvoie le dossier au tribunal [2] ». Ce n'est pas un tribunal, car personne n'a donné l'investiture: les membres n'ont pas de commission du roi; le duc seul signe toutes les sentences et tous les arrêts; les autres ne sont que de simples assesseurs. Ce ne sont même pas des assesseurs, car ils ne votent pas: les trois membres espagnols votent seuls [3], et le duc ne s'est jamais cru tenu de se conformer à ces trois votes. Ce ne sont pas des votes, car l'un de ces Espagnols, le docteur del Rio, déclare qu'il a toujours été de l'avis de Vargas, et il passe « pour si facile qu'il n'ose voter que ce qu'il suppose conforme aux désirs de celui qui gouverne [4] ».

[1] *Doc ined.*, t. IV, p. 413, lettre du 9 septembre, reçue le 19 : « Porque letrados no sentencian sino en casos probados. »

[2] Fragment publié par GACHARD, *Bull. de l'Ac. roy.*, t. XVI, part. II, p. 50 à 78 : « En siendo el aviso de condemnar a muerte, se decia que estaba muy bien y no habia mas que ver. Pero si el aviso era de menor pena, tornabase a ver el proceso. »

[3] Ces trois Espagnols étaient La Torre, del Rio et Vargas.

[4] *Correspondance de Philippe II*, p. 452, Requesens au roi : « No tienen titulo ni comision por virtud de la qual hayan conoscido de las

Ainsi dix-huit cents personnes en trois mois ont été détruites par une réunion d'hommes qui n'avaient ni institution juridique, ni compétence, ni droit, ni parole, ni vote.

Trois d'entre eux, Hessels, del Rio et Juan de Vargas, méritent une flétrissure spéciale au milieu de leurs complices.

Hessels, de Gand, était un commis qui avait épousé une nièce du président Viglius; il était laborieux, il étudiait les dénonciations, mais sa passion dominante était le spectacle de la torture. Il aimait à voir l'accusé suspendu par les mains, soulevé par la poulie, désarticulé, crachant le sang, commençant des aveux, les rétractant, les complétant sous de nouveaux tours de poulie.

Il y avait deux del Rio, le docteur Louis, obséquieux et faux, et son parent Antonio, sieur de Claydael, « paravant marchand de la nation d'Espaigne à Anvers [1] ». Ce dernier, nous le connaissons ainsi que sa famille, nous le voyons tout vivant, la face brutale, prêt à jeter dans la rue les bourgeois riches et à prendre ce qu'ils possèdent : c'est l'homme peint par le Moro

causas que alli se tractan, y solo han servido de asesores del governador que es el que ha firmado todas las sententias y ordenes... y solo han botado los tres Españoles y nunca el duque se obligo a seguir el mayor numero de botos sino los que le parescia, y a la verdad el de Juan de Vargas creo que ha siempre prevalecido, porque... le ha seguido siempre el doctor del Rio... » « Tan facil que no osa botar sino lo que entiende que desea el que los govierna. »

[1] Ms. 12941 de Bruxelles, fragment publié par Gachet.

dans la galerie Duchâtel, au Louvre ; près de lui est sa femme, l'Aragonaise Leonor Lopez, crochue et sinistre, avare et avide ; les deux fils y sont aussi avec leur regard sournois. Antonio del Rio devint trésorier général des confiscations [1]. Ce que ce couple rapace a fait verser de larmes, on ne saurait l'imaginer. Il tomba un jour, ainsi que Louis del Rio, dans les mains des honnêtes Flamands qui laissèrent malheureusement ces êtres retourner en Espagne. Là, leur vocation pour la besogne de pousser les riches dans la misère était si bien prononcée, que, sur la recommandation du duc d'Albe [2], Antonio del Rio fut nommé trésorier général des confiscations en Portugal. Les époux accrurent en Portugal leur fortune commencée en Flandre ; ils vécurent prospères et honorés : l'un des fils entra dans la Compagnie de Jésus et y fit des vers latins, un énorme traité contre les magiciens et des énigmes [3].

Juan de Vargas était né en Espagne, mais il avait dû prendre la fuite après avoir violé une orpheline dont il était le tuteur. Il espérait par sa dureté envers les accusés faire annuler le procès criminel qui s'instruisait contre lui. Il fut en effet recommandé par le duc d'Albe au roi, qui osa intercéder pour ce monstre

[1] *Correspondance de Philippe II*, t. II, p. 455.
[2] *Doc. ined.*, t. XXXIV, p. 95. Albe à Delgado, 5 mars 1581.
[3] L'éditeur des *Mémoires* de MARTIN-ANTOINE DEL RIO a beaucoup étudié et connaît évidemment l'histoire de la famille del Rio. Mais la langue dont il fait usage n'a pas paru intelligible. Antonio épouse Leonor Lopez en 1549; il meurt en 1589; sa femme, en 1602.

près du magistrat espagnol. — « Ce magistrat, écrit le roi [1], m'a répondu qu'il ne pouvait arrêter le cours de la justice. Je ne le peux non plus, je ne le dois pas; mais je prendrai des mesures pour que les intérêts de Vargas ne souffrent pas de son absence. Du reste, il ne doit pas avoir d'inquiétude, puisqu'il sait que je suis satisfait de lui et de ses services. » Vargas était si joyeux de ces précieux témoignages de satisfaction, qu'il faisait volontiers le plaisant: on lui prouve l'innocence d'un accusé qui vient d'être pendu : — Bon, fait-il, Dieu l'acquittera en appel. Quand Pierre de Witt, d'Amsterdam, fait souvenir dans son procès qu'il a, au milieu d'une émeute, empêché un matelot de frapper le magistrat : — Cela prouve son influence sur les rebelles, dit Vargas; il mourra. A l'université de Louvain, qui se plaint dans une harangue savante des enlèvements d'étudiants ordonnés par le duc, malgré les priviléges : — *Non curamus vestros privilegios,* répond Vargas en latin burlesque [2]. Les témoins n'étaient pas plus que les accusés affranchis de ses injures et de ses brutalités [3].

« Iceux du conseil des troubles estoient gagés, assavoir, Vargas de seize escus par jour, del Rio douze par jour, et les autres de six escus par jour; et estoient

[1] *Correspondance de Philippe II,* t. II, p. 12.
[2] Du Maurier, *Mémoires.*
[3] Ms. Bibl. Madrid, E. 49, f°s 137-148 : « Quedan los negociantes mal desconsolados y maltratados de obras y palabras. »

payés tous les trois mois par les mains du trésorier des confiscations [1] », ce qui ne les empêchait pas de s'adjuger à eux-mêmes des parts occultes sur ces mêmes confiscations. « Les vols, écrit le duc d'Albe, les vols dont j'ai la preuve sur les biens des coupables au moment des condamnations me font craindre que mes agents me coûtent plus que ce qu'on pourra tirer du pays [2]. »

C'est de ces gens ainsi amassés que Philippe approuvait le choix en disant [3] : « Les nominations au tribunal que vous avez institué m'ont beaucoup satisfait, et davantage encore la détermination prise de comprendre les affaires comme elles doivent être comprises. » Mais peut-être ces paroles vagues sont une simple précaution du roi, qui élude la confirmation des juges sous les insignifiants propos d'une approbation non compromettante, et qui prend acte que l'invention du tribunal, le choix des personnes et leur mandat émanent du duc seul, et non de lui. Peut-être, au contraire, trouve-t-il que les juges sont dangereux et que des exécutions auraient suffi sans ce simulacre de

[1] Fragment attribué à Janus Gruterus, publié par GACHET.

[2] *Doc. ined.*, t. IV, p. 495 : « El robo que yo tengo por cierto que hay en las condenaciones en las haciendas de los culpados, me le imagino tan grande que temo no venga a ser mayor la espesa de los ministros que el util que dello se sacara. »

[3] *Ibid.*, p. 474 : « La nominacion que habeis hecho de personas para el tribunal que habeis instituido, me ha contentado mucho, y mucho mas la determinacion que en formar este tribunal habiades tomado para que mejor y con mas confianza puedan entender en los negocios. »

formalités; les Flamands sont hors la loi pour crime de lèse-majesté, ils sont condamnés, ils doivent être exécutés sans nouveau jugement [1]. En tout cas, les exécuteurs ne s'inquiétèrent pas de ces subtilités : ils consacrèrent aux proscriptions leurs jours, leurs nuits, jusqu'à ruiner leur santé.

Les premiers attaqués, ce sont les enfants. « Aussitôt, dit le duc [2], que j'ai pris les comtes d'Egmont et de Hornes, il m'a paru convenable pour le service de Votre Majesté de prendre le fils du prince d'Orange et ceux du comte d'Egmont, et de les envoyer en Espagne pour qu'ils soient élevés dans un monastère, sans qu'on ait l'air de les retenir prisonniers, parce que leurs parents d'Allemagne pourraient y trouver à redire et nous estimer inhumains de faire payer au fils les péchés du père. » Cruauté singulièrement expiée plus tard. Ce fils du prince d'Orange [3], saisi par Philippe II et élevé dans la religion catholique, fut un personnage sans valeur et ne joua aucun rôle : s'il était resté près de son père au milieu des protestants, il serait devenu le chef de la famille, il aurait laissé tomber l'influence du nom, et mis obstacle par sa seule présence et son titre d'aîné

[1] *Correspondance de Philippe II*, t. II, p. 660, 664.

[2] *Doc. ined.*, t. XXXVII, p. 87 : « Luego que prendi a los condes Degmont y Horne, me parescio convenir al servicio de V. M. tomar al hijo del principe de Orange y a los del Degmont y enviarlos en España para que se crien en un monasterio..... inhumanidad que pague el hijo por los pecados del padre. »

[3] Il se nommait Philippe-Guillaume et était fils d'Anne d'Egmont, première femme du prince. Il mourut en 1618.

au pouvoir que put prendre à son défaut son jeune frère Maurice, le grand homme, l'ennemi heureux de l'Espagne.

Le père, bien qu'absent, fut soumis à une instruction criminelle. On l'accusa d'avoir parlé sans respect de l'Inquisition [1], d'avoir négligé d'exécuter des hérétiques en Hollande, enfin d'avoir demandé la convocation des états généraux, sous le prétexte « que le roi n'avait le droit d'établir ni de changer aucune loi dans ces provinces sans l'assentiment des états généraux, ce qui était le dépouiller de toute autorité et de tout pouvoir, en lui laissant le vain ornement du titre [2] ». C'est donc bien une usurpation qu'entreprend Philippe: il veut substituer aux lois la toute-puissance de son autorité absolue, effacer les nationalités, arracher les droits séculaires. Le zèle pour la religion est une feinte qui cache les prétentions politiques, feinte d'autant plus coupable qu'elle pousse vers le protestantisme tous ceux qui veulent sauver leur pays et leurs lois.

La religion est tellement étrangère au programme de Philippe, que les premiers persécutés, avec les chefs de l'aristocratie, sont les moines s'ils ne sont pas enrôlés dans l'organisation ecclésiastique qu'il a établie en Espagne et qu'il veut étendre sur ses autres États.

[1] Recueil de Groen van Prinsterer, t. III, p. 119.

[2] *Doc. ined.*, t. IV, p. 428 : « Que no podia el Rey determinar ni constituir cosa en estas provincias si no fuese determinada por los Estados generales... y dejar al mismo Rey despojado de toda autoridad y poder y adornado de solo el titulo. »

Tout ordre dont le supérieur est en France sera exclu des Pays-Bas; « les monastères de religieux mendiants et les abbayes qui relèvent d'un ordre français seront soumis aux supérieurs des ordres qui résident dans les États du roi [1], parce que les Français en profitent pour envoyer des hérétiques », c'est-à-dire des religieux qui préfèrent la suprématie de l'Église à celle de Philippe II. Aussi ce sont les abbés qui prennent les premiers la fuite [2]; ils renoncent aux revenus du bénéfice pour sauver la vie; bientôt, à leur exemple, les bourgeois abandonnent leurs industries et cherchent à émigrer avec ce qu'ils possèdent de bien.

Mais cette précaution même est dangereuse. Le duc n'admet pas que les victimes lui glissent des mains; il fait afficher une proclamation pour défendre aux bourgeois, artisans et gens du menu peuple [3], « de se partir et retirer d'iceux pays soit seuls ou avec leurs familles, clandestinement ou ouvertement, aussi de transporter par eau ou par terre leurs meubles, biens ou marchandises, à peine d'estre tenus pour coupables ou suspects

[1] *Doc. ined.*, t. XXXVII, p. 58, Fray Lorenzo Villavicencio au roi : « Que los monasterios de los mendicantes y abbadias subditas a franceses sean reducidas a los prelados de los Estados de V. M. porque de Francia envian herejos por aquella via. » *Prelados* en langage du temps signifie supérieur général d'un ordre monastique.

[2] Del Rio, *Mémoires*, t. I, p. 36 : « Abbatum etiam in exteras regiones fugæ. » Probablement il faut lire *religiones* et non *regiones* : les abbés se retirent dans les monastères étrangers.

[3] Ordonnance du 18 septembre 1567, imprimée à Bruxelles et conservée parmi les Ms. Arch. nat., K. 1508, pièce 56.

des troubles et comme tels appréhendés et poursuivis, ensemble de confiscation desdits biens chargés pour transporter ; les bateliers ou voituriers qui ne dénoncent pas les émigrants sont tenus pour suspects et comme tels punis, ensemble de confiscation de navires, chariots et chevaux » . Il a soin d'ajouter qu'une telle émigration est une injure pour la clémence et la bonté du roi et une ruine pour la patrie [1] ; il prouve qu'il ne faut pas se jouer de ses menaces, en faisant arrêter dix bourgeois de Tournay, pendant leur fuite, et en les faisant ramener, dépouillés de ce qu'ils emportent, dans leurs maisons vides ; « la veuve Robert Labroye, messagère d'Anvers, et Jacques Pollu furent battus de verges pour avoir mis dans des paquets de marchandises » des effets qu'on tentait d'emporter à l'étranger [2]. Le duc veut qu'on demeure, que « chacun pense que le soir ou le matin son toit peut s'écrouler sur lui [3] », et attende le châtiment dans la terreur, dans une terreur telle que les états généraux puissent s'assembler et « adopter sans délai tout ce qu'on leur proposera [4] ». Il met six Espagnols dans chaque mai-

[1] *Doc. ined.*, t. IV, p. 439 : « Desconfiandose de nuestra gracia y bondad se van fugitivos y transportan sus bienes y familia, abandonando su pais y patria de que se consigue su propria ruina y perdicion... »

[2] Nicolas Soldoyer, *Mémoires*, p. 331.

[3] *Correspondance de Philippe II*, t. I, p. 590, et t. II, p. 4 : « Para que cada uno piense que a la noche o a la mañana se le puede caer la casa encima. »

[4] *Doc. ined.*, t. IV, p. 492 : « En la forma que ellos entiendan que lo que se propusiere no se ha de dejar de hacer. »

son [1], fait traquer les voyageurs par ses Albanais qui battent les routes avec assez d'activité pour que le duc de Clèves, prince souverain, soit lui-même sur le point d'être enlevé [2]. Les prisonniers sont menés « liés ès prisons de Bruxelles, et après avoir espluché leurs bourses, menés hors la porte de Flandre à un gibet [3] ». Toutefois il n'estime pas encore nécessaire de tuer un très-grand nombre de personnes : il fait arrêter une première fois cinq cents bourgeois le même jour dans diverses villes, et ordonne de les « justicier tous [4] ». L'ennui, c'est que « chaque jour on me vient rompre la tête avec les scrupules de ceux qui doutent que les coupables méritent tous également la mort; mais dès que cette première série sera dépêchée, je ferai arrêter les plus riches parmi les criminels pour voir s'ils viendront à composition, je compte dépasser le chiffre de huit cents têtes; quant au reste, il faudra leur tirer leur argent tout entier d'un seul coup, avant que se publie un pardon général. Les villes seront châtiées également; l'affaire doit être menée avec rapidité [5]. »

[1] Ms. Rec. of., n° 1686, du 14 septembre 1567.
[2] *Ibid.*, 1706, du 21 septembre.
[3] *Mémoires anonymes*, t. I, p. 53.
[4] *Doc. ined.*, t. IV, p. 488 : « Ha mandado justiciar a todos estos. »
[5] *Ibid.* : « Cada dia me quiebran la cabeza con dudas de que si el que delinquió desta manera meresce la muerte... acabando este castigo, comenzare a prender algunos particulares de los mas culpados y mas ricos para moverlos a que vengan a composicion... tengo que pasara de ochocienta cabezas... que se saque todo el golpe de dinero que sea posible antes que llegue el perdon general. »

La ville d'Anvers reçoit la première un avertissement significatif : « J'ai appris, écrit le duc au roi [1], qu'il y avait à Anvers des prêches clandestins; j'y ai envoyé le prévôt de la cour, qui a arrêté dans une cave bon nombre de ces gens : je ne crois pas que ceux-là entendent jamais d'autre prêche. La ville a réclamé contre cette expédition du prévôt qui est contraire à ses priviléges, mais je veux bien accepter toutes ces indignations pour prix de mes pendus. »

La terreur trompe toujours celui qui l'appelle : elle amène le débordement des sentiments lâches, une soumission factice; elle cache le danger. Le duc se crut bien fort quand il vit le comte de Mansfeld et les chevaliers de la Toison d'or promettre de ne pas intercéder pour leurs frères captifs. — « Si j'apprenais que vous faites des assemblées de l'Ordre, quand même ce serait pour dire le *Credo,* je vous châtierais », leur dit-il [2]. Le peuple se montra aussi souple et espéra fléchir le maître par l'excès de ses démonstrations religieuses : « Il y a quinze jours, on voyait dans les églises seulement quelque vieux ou quelque vieille; aujourd'hui il y a autant de monde que dans celles d'Espagne au temps du jubilé [3]. »

Il eût été plus important de faire parler les secré-

[1] *Doc. ined.,* t. XXXVII, p. 164, du 29 janvier 1568.
[2] *Ibid.,* t. IV, p. 446 : « Que si sabia que algunos hiciesen juntas, aunque fuese para decir el *credo,* los castigaria. »
[3] *Ibid.,* p. 461, Albornoz au roi, 3 octobre 1567.

taires des comtes d'Egmont et de Hornes; mais ces braves gens se laissèrent déchirer par la torture sans donner un avis utile. Au moins le bourgmestre d'Anvers aurait pu, à défaut de renseignement politique, fournir des indications pour faciliter la saisie de ses biens; il fut soumis à de tels supplices qu'on dut le porter ensuite sur une chaise pour le décapiter. Il fallut se rabattre pour avoir des prétextes à condamner les deux comtes, sur un concierge du prince d'Orange; Vargas et del Rio s'acharnèrent sur ce pauvre être[1], « l'eslevant en hault jusqu'à toucher les mains à la poulie, ayant à ses pieds pendant un poids de cent livres, et par après, luy en attachèrent un autre de cent et cinquante livres et luy bruslèrent aussi diverses parties de son corps... il avoit toutes ses jointures brisées et rompues, ne restant ongles aux pieds ni mains, de manière qu'il ne povoit seulement mettre les mains à la bouche pour manger, prenant la vyande devant luy de ses dents, jusqu'à ce que luy fut accordé d'avoir un prisonnier près de luy pour luy bailler à manger et mettre appoinct de ses plaies, estant ses bras et jambes ouvertes jusqu'aux os ».

Un supplice plus ingénieux encore fut appliqué à un autre coupable. Quelques gentilshommes des compagnies d'ordonnance, qui avaient suivi le comte d'Egmont dans ses batailles, formèrent le projet de le

[1] *Mémoires anonymes.*

délivrer par un coup de main sur la prison ; ils furent prévenus qu'on les avait dénoncés et purent presque tous prendre la fuite. Un seul fut arrêté, le sire de Beausart. Pour Hessels, del Rio et Vargas, c'était fête. Le sire de Beausart [1] « fut mis sur un banc en croix sur un eschaffaut où luy fut commencé à rompre d'un barreau de fer les bras, cuisses et jambes, et après receut plusieurs autres coups dudit barreau de fer sur le ventre, tellement qu'il n'avoit membre entier, ains tous brisés fors le col, la teste et la poitrine, l'espace de trois heures. Un capitaine espagnol meu de pitié, luy fit donner un coup sur le col, qui étoit le trente-septième, dont il mourut. »

Qui oserait prendre la parole pour les accusés, après un tel spectacle? Un avocat classa les pièces de la défense; il fut exilé à Liége, et ses biens furent confisqués [2]. L'un des membres du conseil des troubles, le docteur del Rio, a déclaré sous la foi du serment « que les sentences des deux comtes furent escriptes par maistre Jacques Hessels, puis le duc d'Albe prononça ladite sentence sans que personne osoit dire au contraire [3] ».

Voilà le tribunal. Voyons le meurtre.

La crainte d'irriter les maisons régnantes d'Alle-

[1] *Mémoires anonymes*, t. I, p. 69.
[2] *Ibid.*, p. 63.
[3] *Ibid.*, p. 265. L'original de cette déposition de del Rio est aux archives de Lille.

magne auxquelles étaient alliés les deux comtes semble avoir reculé l'exécution [1]. Leurs réclamations étaient cependant assez timides : « C'est pour remplir mon devoir, écrivait bassement le duc de Lorraine à Philippe II [2], que je ne peux me dispenser de vous adresser en faveur du comte d'Egmont cette très-humble pétition et supplication. Je suis votre très-humble... »

Mais le prince d'Orange et son frère Ludovic de Nassau ne restaient pas inactifs. Ils avancèrent chacun avec une armée recrutée de leurs deniers parmi les Allemands. Ils ne rencontrèrent que des défaillances sur leurs pas : les villages refusaient des vivres, les villes fermaient leurs portes, le pays était comprimé sous le joug espagnol. Les troupes du prince d'Orange furent promptement dissipées par Sancho de Avila [3]. Celles de Ludovic se retranchèrent dans le monastère d'Heiliger-Lee, au milieu des marais. Les Espagnols qui devaient les combattre étaient humiliés d'être commandés par un Flamand, le brave comte d'Aremberg; ils s'avancèrent sur la chaussée qui menait à Heiliger-Lee, malgré ses ordres, en l'appelant « capon [4] » et « traistre [5] ». Le comte d'Aremberg, ami d'Egmont,

[1] *Doc. ined.*, t. XXXVII, p. 113, Chantonnay au duc d'Albe.

[2] Ms. Arch. nat., K. 1508, pièce 100 : « No puedo sino assistirle con muy humilde peticion y suplicacion... »

[3] *Doc. ined.*, t. XXXVII, p. 240, Albe au roi, 29 avril 1568; le combat est du 25.

[4] *Ibid.*, p. 273 : « El habia oido decir a los soldados que dejaba de pelear por ser una gallina. »

[5] Brantome.

égaré par les vicissitudes politiques à la tête de ce régiment d'Espagnols, « leur dict : — Ouy, je vous monstrerai si je le suis, — donne la teste baissée combattant très-hardiment, il tombe mort par terre ». Les Espagnols, surpris par des embuscades, embourbés dans les marais, abandonnés par leurs auxiliaires allemands, prirent la fuite « sans vergogne [1] », et perdirent leurs pièces de campagne.

C'était le 23 mai. Dès le 1er juin, le duc d'Albe fit trancher la tête à dix-huit gentilshommes prisonniers, à trois le 2 juin, aux deux comtes le samedi 5 [2].

Ceux-ci étaient prévenus depuis la veille qu'ils seraient tués le lendemain. Par un raffinement de cruauté, on laissa écouler la matinée pour les garder plus longtemps dans l'angoisse de cette attente. Vers dix heures, « le comte d'Egmont [3] commença à solliciter l'avancement de sa mort, disant qu'on ne le devait tenir si longuement en ce travail ». Il obtint enfin d'être conduit à l'échafaud. « Il estoit vestu d'un pourpoint de damas cramoisy et d'un manteau noir avec du passement d'or, les chausses de taffetas noir, et le bas de chamois bronzé; son chapeau de taffetas noir couvert de force plumes blanches et noires. Il passa au travers des compagnies qui estoient toutes en bataille, saluoit et disoit adieu à tous les capitaines et

[1] *Doc. ined.* : « Sin ninguna vergüenza tomaron la huida. »
[2] *Ibid.*, p. 277.
[3] Relation de Mondoucet, résident français, copiée par BRANTOME.

soldats, lesquels pleuroient. » Le peuple semble avoir éprouvé moins d'émotion que les soldats espagnols devant cette catastrophe. Albe en est étonné : « Ce sont décidément gens si dociles, que lorsqu'ils connaîtront la clémence de Votre Majesté, tous leurs esprits seront gagnés [1] », dit-il au roi, et pour mieux leur faire apprécier cette clémence, il fait laisser deux heures sur des « bassins de cuivre » les deux têtes fraîchement coupées.

On ne sait si c'est la même clémence, ou le remords, ou un excès de férocité dans la haine, qui met les mots suivants sous la plume du duc d'Albe; il a tenu son ennemi en prison, il l'a condamné lui-même, il a joui de la terreur publique, de l'abandon où elle laisse la victime, de ce bassin avec la tête saignante; et, trois jours après le meurtre, il adresse ces paroles au roi [2] : « J'ai une profonde compassion pour la comtesse d'Egmont et ses pauvres enfans. Je supplie le roi d'avoir pitié d'eux et de leur accorder une charité qui leur permette de se nourrir. Votre Majesté ne peut en aucune manière du monde se dispenser de donner à

[1] *Correspondance de Philippe II,* t. II, p. 29 : « Este es un pueblo tan facil que espero que con ver la clemencia de V. M. se ganaran los animos. »

[2] *Doc. ined.,* t. XXXVII, p. 277 : « Yo he grandisima compasion a la condesa de Agamon y a tanta gente pobre como deja. Suplico a V. M. se apiade dellos y les haga merced con que puedan sustentarse... dar a comer a ella y a sus hijos... sus hijas meterlas monjas... no sé de donde tengan para cenar esta noche, tan desamparada cosa como esto queda yo creo que no hay en la tierra. »

manger à elle et à ses enfants : la meilleure mesure serait de lui ordonner de se rendre en Espagne avec ses fils et de placer ses filles dans des couvents. Je ne sais comment elle pourra dîner ce soir, tant elle est abandonnée et misérable ; je crois qu'il n'y a rien d'aussi triste sur la terre. »

La comtesse fut réduite à écrire peu de jours après à Philippe II : « Veuve, avec onze enfants, isolée, dépouillée, j'implore la pitié du roi, et je m'engage, ainsi que mes enfants, à consacrer le reste de mes tristes jours à des prières pour la longue et heureuse vie de Votre Majesté [1]. » — Philippe répondit par ces mots au duc d'Albe [2] : « L'exécution de ces deux seigneurs était si nécessaire et si justifiée qu'il n'y a plus qu'à les recommander à Dieu, et j'ai donné des ordres pour qu'on le fît en Espagne. Quant à la famille, on verra plus tard. » — Trois mois après, en septembre, le duc d'Albe écrivait encore : « La comtesse mourrait de faim avec ses enfants, si je ne lui donnais pas un peu d'argent [3]. »

[1] *Correspondance de Philippe II,* t. II, p. 31, lettre du 30 juin 1568 écrite du monastère de La Cambre.

[2] *Doc. ined.,* t. XXXVII, p. 311, du 18 juillet 1568 : « Pues se hizo con tanto fundamento y justificacion, no hay que decir sino comendarlos a Dios, que asi mandé que se hiciesse aca, sin embargo que hubiesen perdido la orden... »

[3] *Ibid.,* p. 379 : « Si yo no les fuese dado algun dinero, moririan de hambre. »

V.

MEURTRE DU BARON DE MONTIGNY.

Quand arriva à Madrid le courrier qui annonçait l'arrestation des comtes d'Egmont et de Hornes, Philippe II « ne fut jamais plus joyeux et content qu'il est, ayant sceu la prinse des deux susdits seigneurs [1] », et il exprima sa satisfaction en faisant arrêter le baron de Montigny, le délégué de l'aristocratie flamande; Vandenesse, le secrétaire qui fouillait ses poches, et Simon Renard, la victime de Granvelle [2].

Renard mourut en prison au bout de six ans [3]; Vandenesse fut renvoyé après sept ans de captivité [4]; le sort de Montigny n'a été connu que de nos jours [5].

Florès de Montmorency, baron de Montigny, était arrivé à Madrid l'année précédente [6]. Il avait reçu du

[1] Ms. Bibl. nat., 10751, f° 1010, Forquevauls à Catherine, 30 septembre 1567.

[2] *Correspondance de Philippe II,* t. I, p. 587, et t. II, p. 68. Les arrestations sont du 20 septembre.

[3] Le 8 août 1573. L'ambassadeur français croit qu'à ce moment Renard était rentré en faveur et allait être désigné pour une mission en Angleterre, lorsqu'il mourut d'une esquinancie. Ms. Bibl. nat. français 16105, pièce 55.

[4] *Correspondance de Philippe II,* t. III, p. 164.

[5] Le baron Louis DE VIEL-CASTEL a le premier fait connaître en France, en 1844, ces événements dans son article : *la Justice politique sous Philippe II.*

[6] Le 1er juin 1566.

roi plusieurs audiences et était resté si complétement dupe de cet accueil bienveillant et de l'amitié témoignée par Philippe, qu'il avait écrit à la régente [1] : « Je trouve au roi toute la bonne affection, amour et volonté, tant vers nostre pays que vers tous ses subjets et bons serviteurs de delà, et de ma part ne me sçauroye assez louer de la faveur bonne et bénigne audience qu'il me donne toutes les fois que je la demande. » Au marquis de Bergues, plus défiant, qui hésitait à entrer en Espagne, Philippe II adressait des lettres affectueuses pour le presser de venir lui apporter ses conseils [2]. A ce moment, il n'est pas permis d'en douter, Philippe était décidé à les tuer tous les deux, et ne leur témoignait sa faveur que pour mieux les tenir sous sa main [3]. Le marquis de Bergues se décida à venir, fut admis à remplir les fonctions de gentilhomme de la chambre : il éveilla le roi le matin, il le servit à table : dans sa familiarité constante Philippe gardait les deux Flamands avec la résolution de les détruire à coup sûr. L'affectation qu'il mit à les empêcher de retourner dans leur pays leur donna des inquiétudes au bout de quelques mois [4]; Bergues tomba malade, sollicita la

[1] Lettre du 2 août 1566 citée par Gachard, *Don Carlos et Philippe II.*

[2] *Ibid.*, p. 260, lettres d'Alfonse de Laloo du 3 août 1566 et de Montigny du 2.

[3] Voir sur cette préméditation du roi au chap. x, § IV, la note du Ms. Rec. of. du 24 mai 1567, et le chap. xv, § I.

[4] *Correspondance de Philippe II*, t. I, p. 498, Bergues et Montigny à Madame.

permission de se mettre en route, l'obtint avec cette significative restriction[1] : « Le prince d'Eboli ira voir le marquis de Bergues, et après s'être bien assuré que sa maladie est mortelle et que tout voyage est impossible, il lui dira que le roi lui permet de partir pour son pays. » Bergues mourut en effet. Quand Philippe en reçut la nouvelle, il fit grand étalage de douleur et prescrivit un luxe exceptionnel dans les obsèques, afin de montrer à Montigny « en quelle estime il tenait les seigneurs des Pays-Bas[2] ».

Il dut ressentir un grand soulagement en apprenant que le duc d'Albe avait fait « son coup », et que la perfidie n'était plus nécessaire. Toutefois, dès qu'il eut enfermé Montigny dans la tour de Ségovie, il sembla l'oublier et ne mit aucune précipitation à se défaire de lui. Il a espéré peut-être qu'une condamnation juridique le dispenserait d'employer des moyens violents : du moins il a témoigné un certain dépit en voyant que le conseil des Troubles ne lui adressait pas des preuves contre son prisonnier : « Nous marchons encore à l'aveugle dans cette affaire », met-il en marge d'une lettre du duc d'Albe[3]. Ce n'était pas faute d'instructions judiciaires, car on en poursuivait deux simultanément, l'une en Flandre, l'autre en Espagne.

[1] *Correspondance de Philippe II*, t. I, p. 535.
[2] *Ibid.*, t. I, p. 536.
[3] *Doc. ined.*, t. IV, p. 468 : « Aca estamos a ciegas de lo que hay en esto. »

Après plus de deux ans, les membres du conseil des Troubles « choisis par moi à cet effet », selon le mot du duc d'Albe [1], ne trouvèrent pas nécessaire d'entendre, de voir l'accusé; ils se contentèrent de le condamner à mort, mais en trouvant bon que cet arrêt fût tenu secret jusqu'à ce que l'on connût les intentions de Philippe [2]. Le principal crime reproché à Montigny était d'avoir défendu devant le conseil des secrétaires d'État la conduite des seigneurs flamands : ainsi le roi l'accueille comme l'envoyé de l'aristocratie belge; il l'écoute, il le questionne, il le fait parler, et c'est pour la plaidoirie ainsi sollicitée qu'on le condamne. En outre, Montigny est coupable d'avoir durant sa captivité fait « tout ce qui lui était possible pour échapper de sa prison et prendre la fuite [3] ».

Le roi assemble le conseil pour recueillir les avis. A ce conseil assistent le prince d'Eboli, le cardinal Espinosa, Eraso. Tous reconnaissent l'impossibilité d'une exécution publique : « on dirait que la condamnation a été réglée ici entre compères, et qu'il a été accablé sans pouvoir se défendre [4] ». Aussi la majorité

[1] *Doc. ined.*, t. IV, p. 535 : « Por algunos por mi nombrados para el dicho effecto. »

[2] *Ibid.*, p. 538 : « Hasta saber la voluntad de S. M. »

[3] *Ibid.*, t. V : « Ha hecho todo lo que fue posible por soltarse de carcel y huirse. »

[4] *Ibid.*, t. IV, p. 560 et suivantes, procès-verbal du conseil des secrétaires d'État en présence du roi : « Por estar aca el delincuente,

émet l'opinion qu'il serait bon de lui donner « une bouchée », ou de mettre un poison lent dans ce qu'on lui apporte à manger ou à boire, de manière à l'épuiser peu à peu jusqu'à sa mort, ce qui aura l'avantage de lui laisser mettre ordre aux affaires de sa conscience, comme dans une maladie [1]. — Ce ne serait pas une mort juridique, objecte le roi; il ne saurait pas qu'il est condamné. On doit observer les formes légales et se conformer aux usages de la justice : il doit mourir étranglé, c'est la loi. Nous le ferons étrangler dans sa prison en si grand secret que personne ne puisse jamais s'en douter, et nous ferons croire qu'il est mort de maladie.

Cette délibération de ministres pour faire emprisonner un homme qu'on ne peut condamner à mort, qui est déjà condamné par un arrêt qu'on a honte d'accepter, ce soin scrupuleux de lui laisser le temps de se confesser, cet amour de la justice qui permet bien de tuer sans jugement, mais non de tuer autrement que par un exécuteur légal, sembleraient une invention grotesque si on n'avait pas sous les yeux les aveux, les ordres, les signatures. Le secret a été merveilleusement conservé par les vivants. Mais les pa-

que dijeran que se habia hecho entre compadres, y como opreso sin se poder defender. »

[1] *Doc, ined.,* t. IV : « Parescia a los mas que era bien darle un bocado o echar algun genero de veneno en la comida o bebida con que se fuese muriendo poco a poco y pudiese componer las cosas de su animo como enfermo. »

piers l'ont gardé aussi : ils nous le révèlent tout à coup après trois cents ans; ils nous expliquent la savante complication de fraudes accumulées pour cacher des fraudes ou pour en supposer.

Montigny est transporté de la tour de Ségovie dans celle de Simancas, dont le gouverneur Peralta inspire confiance pour ce que l'on veut faire. « Le roi, dit l'ordre[1] remis à Peralta, ne veut pas qu'on sache que Montigny a été supplicié; vous devez donc faire croire que sa mort est naturelle, et assurer le secret de l'exécution autant que secret peut être assuré en ce monde. » Un médecin vient publiquement visiter le prisonnier; des remèdes contre la fièvre sont commandés en ville et apportés. Pendant ce temps, un alcade, un religieux et un bourreau partent de Valladolid. Ce qu'ils doivent faire heure par heure est prévu et prescrit par la main même du roi. La charité dans le crime est poussée si loin, qu'il y a de longues recommandations pour qu'on annonce avec précaution au fier Montmorency cette mort ignominieuse par le *garote* et qu'on évite de le pousser à la damnation par le désespoir ; on doit conforter sa piété et son courage, empêcher par tous les moyens qu'il soit tenté de se donner la mort lui-même ; on lui laissera une nuit et une journée « pour se confesser, recevoir les sacrements, se repentir. Sur ce point important

[1] *Doc. ined.*, t. IV.

aucune négligence ne peut être tolérée. » Le religieux doit être docte et prudent ; « on fera bien de choisir Fray Hernando del Castillo, qui se trouve au collége de Saint-Paul ». On permettra au condamné de faire un testament, quoique ses biens soient confisqués et qu'il n'ait rien à léguer ; mais on lui laissera croire qu'il peut en disposer, s'il consent à rédiger les dispositions dans les termes qu'emploierait un homme malade qui voit approcher sa fin, ce qui permettra mieux de faire croire à une mort naturelle ; on peut lui permettre d'écrire à sa jeune femme, mais dans le même rôle d'un homme qui se sent gravement atteint et près de mourir ; après qu'il aura été étranglé, on couvrira le corps d'une robe de franciscain en rabattant le capuchon de manière à cacher les traces du *garote* sur la gorge ; ceux qui le mettront dans la bière ne devront rien savoir du secret ; l'enterrement sera public, pompeux, comme celui d'un grand seigneur dont on déplore la mort prématurée.

C'est en ces termes que quinze jours à l'avance le roi réglait l'acte dans tous les détails. Ce qui était prévu fut exécuté de point en point. L'ordre royal est du 1er octobre 1570 : le religieux désigné pénètre dans le cachot le 14, il y reste. Le 16, à deux heures du matin, entre le bourreau ; Montigny est lié sur sa chaise, étranglé ; le bourreau repart à l'instant même, sans avoir été vu. Le capuchon de saint François cache les traces du crime, l'enterrement se fait avec solennité

dans l'église de Simancas [1]. Le geôlier Peralta comprend si bien son rôle dans l'affaire, qu'il a la délicatesse de garder le secret avec le roi lui-même; il lui écrit [2] : « Montigny vient de mourir de la maladie causée par un long emprisonnement : elle s'est aggravée malgré les remèdes et les soins du licencié Viana, malgré la consultation du licencié Luis Fernandez de Tordesillas. Rien n'a réussi. Le malade ne cessait de se plaindre. Dieu a bien voulu le rappeler à lui hier entre trois et quatre heures du matin. Fray Hernando del Castillo, qui se trouvait ici par hasard, a consolé le mourant et lui a administré le Très-Saint Sacrement. On peut concevoir les plus légitimes espérances sur le salut de son âme. »

Philippe n'avait pas demandé cette facétie à Peralta ; il en profite cependant : il envoie cette précieuse relation au duc d'Albe, pour se divertir à voir s'il en sera dupe. Mais il ne juge pas décent d'exclure du secret ce fidèle lieutenant, il fait rédiger une autre lettre pour raconter ce qui doit être caché, après qu'il a fait connaître ce qui doit être dit, et il a soin d'ajouter : « Sans montrer à dessein l'autre relation, laissez-la voir à quelques personnes de manière que le bruit d'une mort naturelle se divulgue peu à peu. » Mais, même à ce moment où il dit la vérité au duc d'Albe, le roi a encore des retours de duplicité :

[1] Voir toute la série des documents dans *Doc. ined.*, t. IV, p. 526-554.
[2] *Ibid.*, p. 559.

« — Montigny, disait la minute de la lettre, est mort muni des sacrements et avec des sentiments catholiques; cependant le diable inspire aux hérétiques le courage de simuler une mort chrétienne; si cet homme était hérétique, le diable ne lui aura pas manqué. — Biffez ces mots, met Philippe charitablement; des morts on ne doit avoir que bonne opinion [1]. » Puis la lettre continue; elle feint d'oublier que l'accusé a été condamné à mort, qu'il vient d'être exécuté; elle prescrit de le mettre en jugement, de le condamner, d'envoyer copie de la sentence. Ce n'est pas acharnement inutile, mais simple formalité pour la confiscation des biens.

Des actes comme la disparition de Montigny ne devaient guère faire illusion à Philippe. Son soin de la rendre mystérieuse, sa crainte de laisser dire « qu'elle a été réglée entre compères », permettent de supposer que sa conscience la lui représentait comme un meurtre sans danger, contre un hôte sans défiance. Mais il a pu croire ce crime nécessaire pour le service de Dieu. Jamais être humain n'a osé avec tant de bonne foi se créer des devoirs avec ses intérêts, se placer sans hésitation sur ses droits, sans scrupule sur les actes, en dehors de la morale et du remords.

[1] « El demonio en tales tiempos suele dar tanto esfuerzo a los herejes que si este lo era, no le habra faltado. — Esto mismo borrad de la cifra, que de los mueitos no hay que hacer sino buen juicio. »

VI

PRÉPONDÉRANCE DU DUC D'ALBE.

La victoire d'Heiliger-Lee ne fut qu'un accident : les Allemands ramassés à grands frais par le comte Ludovic n'étaient pas gens à regarder en face les vieux régiments espagnols, ils le savaient. Ils ne se firent aucune illusion sur les résultats de ce combat dans un marais contre des soldats mutinés, refusèrent de s'avancer. Avec une armée qui même après la victoire était épouvantée de ses ennemis, le comte Ludovic perdit le mois qui suivit la bataille d'Heiliger-Lee, à lutter contre les désertions et le pillage, puis il vit arriver l'armée du duc d'Albe.

Les Allemands en apprenant l'approche des Espagnols ne songent qu'à fuir : ils abandonnent pendant la nuit leur camp retranché, sèment leur butin sur les routes, plutôt que de faire face à l'ennemi. Le comte Ludovic use les derniers restes de son autorité pour pousser ces mercenaires affolés dans une position où il se flatte qu'ils seront forcés de combattre; il les retranche à Jemmingen dans une boucle de l'Ems. Le duc d'Albe les suit; l'Allemand se battra, ou il sera jeté dans l'Ems. — « Le 21 juillet, à l'aube, je rejoins l'ennemi, écrit le duc d'Albe [1]; à dix heures commence

[1] *Doc. ined.*, t. XXX, p. 443, lettre au roi du 22 juillet 1568. Le duc nomme Jemmingen *Yemecon.*

le combat », le combat, c'est-à-dire la fuite éperdue des Allemands qui se cachent sous les haies, dans les fossés, au milieu des roseaux; qui se laissent égorger sans se défendre, en jetant leurs armes [1], sans tuer plus de quatre-vingts Espagnols. Ce fut une chasse de deux jours dans toute la presqu'île ; au fond des trous on retrouvait des fugitifs; on en détruisit sept mille.

L'infatigable prince d'Orange avait déjà recruté une nouvelle armée d'Allemands : cette fois il en amenait trente mille, dans l'espoir que le nombre leur donnerait quelque valeur [2]; il avait comme emblème un pélican et la devise [3] : « Pour la loi, le roi, le peuple. » Il espérait que le peuple l'accueillerait en libérateur.

Il traverse la Meuse, il vient franchement s'établir devant le duc d'Albe qui s'est retranché près de Maestricht dans un ancien camp de César [4]; il veut lui proposer de ne plus massacrer les prisonniers de guerre, rédige une convention et la remet à un héraut d'armes qu'il envoie au duc. Au moment où ce héraut descend de cheval avec sa trompette et sa convention, il est pendu, tout botté, par ordre du duc [5]. Quelques jours après, le duc d'Albe enlève deux cents cavaliers allemands qui se sont aventurés trop près de son camp; il les fait dépouiller, puis enfermer dans une

1 *Doc. ined.*, t. XXXI, p. 19.
2 *Correspondance de Guillaume*, t. III, pages 319 à 337.
3 « Pro lege, rege, grege. »
4 Kaiserslager.
5 Herrera, liv. XV, chap. xi.

grange, où ils sont brûlés vivants, sous les yeux des deux armées [1]. Il refuse tout engagement, détruit les moulins, affame les Allemands, qui ne tardent pas à se mutiner. « Il veut leur estre continuellement à la main pour les combattre par la faim, et les faire serrer [2]. » Il surprend une division isolée, n'hésite pas à l'attaquer contre son plan de laisser les Allemands s'épuiser sans combat, l'extermine jusqu'au dernier homme, puis s'excuse près du roi, malgré ce succès, d'avoir risqué une lutte dont toutes les chances lui étaient favorables [3]. Mais au même moment, un renfort est arrivé au prince d'Orange : c'est le comte de Genlis, qui vient lui amener quelques milliers de réformés français ; dès qu'ils les avaient vus, les reîtres d'Orange s'étaient mis en fuite, en les prenant pour des Espagnols [4]. Ces reîtres pillaient les approvisionnements péniblement obtenus, se plaignaient que les rivières fussent empoisonnées « par sortiléges et sorcellerie », brûlaient les villages sans y rien laisser de ce qui pouvait s'emporter, désertaient, se laissaient prendre par les Espagnols, qui ne manquaient jamais de les pendre. Bientôt Orange se trouva presque seul avec les calvinistes de Genlis, au milieu de villes fermées, d'une population irritée ; il renonça à cette invasion, qui lui

1 Ms. Rec. of., n° 2264, appendix, t. V, foreign Elizabeth.
2 *Correspondance de Guillaume*, t. III, p. 323 à 328.
3 *Doc. ined.*, t. IV, p. 506, Albe au roi, 23 novembre 1568.
4 Ms. Rec. of., n° 2264, appendix, t. V.

avait donné tant d'espérances, et se jeta en France, poursuivi par le duc d'Albe jusqu'à Câteau-Cambrésis [1]. Il mena à Strasbourg le reste de ses Allemands, et vint avec son frère Ludovic rejoindre Coligny, qui soutenait une nouvelle guerre de religion en France.

Le duc d'Albe profite de sa victoire : il choisit et exécute ces bourgeois riches qu'il avait réservés pour sa seconde série. Il reprend ceux de Valenciennes, qu'il ne trouvait pas suffisamment châtiés pour leur rébellion, vieille déjà de deux ans : il en fait pendre cinquante ; les marchands, qui avaient été forcés par les insurgés de donner leur argent afin de réparer les fortifications, sont pendus aujourd'hui pour avoir donné cet argent [2]. La mort est semée dans tout le pays avec si peu de discernement, que le duc est obligé de faire pendre son propre prévôt, pour avoir criminellement abusé de la facilité de tuer, « et aussi avoir violé une jeune fille qui lui apportoit bonne somme d'argent comme il avoit demandé pour faire relaxer son père des prisons [3] ». Les deux lieutenants de ce grand prévôt furent frappés de verges sous la potence. Les bourreaux eux-mêmes étaient suspects ; à Tournay [4], un soldat monta sur les planches pendant une exécution et « donna un tel coup de pied au bourreau, qu'il le

[1] Ms. Rec. of., n° 2264, appendix, t. V, et *Doc. ined.*, t. XXXVII, p. 474.
[2] Loise, *Conseil des troubles*, publie les arrêts.
[3] *Mémoires anonymes*, t. I, p. 85.
[4] Nicolas Soldoyer, *Mémoires*, p. 326.

jeta à bas du théâtre; le peuple, voyant cela, commença à s'enfuir, et les autres soldats, ne sçachant comment interpréter cette affaire, tirèrent leurs épées et frappèrent dessus les bourgeois, de sorte qu'ils en blessèrent bien vingt, dont plusieurs en moururent ». Leur capitaine don Lopez de Acuña frappa à son tour les soldats, de son épée, pour les ramener à la discipline, et en tua quelques-uns « à cause de l'outrage qu'ils faisoient auxdits manants ».

En ce moment, l'autorité du duc d'Albe semble inébranlable; on sait que cette toute-puissance ne peut durer, mais on ignore par quel point elle fléchira. De tout temps, les hommes qui ont conquis sur une fraction de leurs contemporains un pouvoir sans bornes ont de ces heures d'apogée : leurs ennemis sont détruits, toutes les conjectures semblent se pouvoir défier. Ils seront frappés; c'est la loi. Le pouvoir absolu se termine par des catastrophes; on le sait. Mais leur armure est si complète que nul ne prévoit où elle sera atteinte. On oublie trop volontiers la rapide dégradation que subit une intelligence quand elle traverse cette crise de la puissance suprême : elle se fausse davantage à mesure que les succès se multiplient; elle croit asservir les faits comme les hommes, elle se flatte d'une prédestination spéciale. L'heure de la prospérité irrésistible est l'heure de la faute inévitable.

CHAPITRE XVI

SECONDE PÉRIODE
DE LA LUTTE CONTRE LES PAYS-BAS
ET CATHERINE DE MÉDICI.
INTERVENTION DE LA FRANCE ET DE L'ANGLETERRE
DANS LA QUESTION DES PAYS-BAS.

1570-1572.

Querelles avec l'Angleterre. — Attaque du duc d'Albe contre les richesses des Pays-Bas. — Soulèvement de la Hollande. — Préparatifs de guerre en France.

I

QUERELLES AVEC L'ANGLETERRE.

Élisabeth d'Angleterre avait l'instinct, non le génie politique : elle sut conserver Cecil comme premier ministre, mais elle déchira sans cesse ses plans par les fantaisies tantôt de l'obstination et tantôt de la versatilité. Elle s'attarda d'abord dans la pensée surannée d'une revendication de Calais : au moment où s'ouvraient les chances de prendre la direction de la

Réforme en Europe, elle pensait encore au moyen âge, et réclamait Calais : « La response du roy de France fut qu'il s'ébahissoit grandement de ceste demande, et lui sembloit qu'il n'en falloit plus parler, mais seulement de l'entretènement de la bonne paix et amytié qui estoit entre eulx », d'autant mieux qu'Élisabeth avait perdu ses droits sur Calais en s'emparant de la place du Havre que la France avait reprise [1]. Cette réponse ramena un rapprochement entre la reine d'Angleterre et Philippe II; Élisabeth permit à Silva, l'ambassadeur espagnol, de faire dire la messe dans son hôtel, « ce qu'elle ne tolérait pas auparavant [2] », et Philippe remercia en disant « qu'il serait toujours l'ami de cette pauvre princesse, qui reviendra à la foi, comme il le demande à Dieu dans toutes ses prières [3] ».

Entre eux ne se dressait pas encore le crime contre Marie Stuart. Au moment où le duc d'Albe commençait sa marche vers les Pays-Bas, la reine d'Écosse n'était la captive que de la dame de Douglas dans le château de Lochleven. Aussi Élisabeth pouvait regarder avec indifférence le fléau qui s'abattait sur l'aristocratie flamande, et dire à l'ambassadeur Silva, en apprenant la mort d'Egmont [4] : « — De la compassion

[1] Ms. d'avril 1567, publié par la Com. roy. d'hist. de Belgique, 4e série, t. V, année 1878, p. 386.

[2] *Ibid.*

[3] Froude, t. IX, p. 193.

[4] *Ibid.*, p. 322, Silva au roi, 20 juin 1568 : « Que era cosa extraña la liviandad de los hombres porque cuando los veian en el castigo, se movian a compasion. »

pour ces rebelles, alors qu'on les châtie, ce serait étrange folie! »

Le prince d'Orange espéra éveiller des sentiments plus conformes à la destinée et aux intérêts de l'Angleterre, en poussant vers le premier ministre un appel au secours : « Monsieur Cécile, vous avez assez entendu de quelle façon le duc d'Albe procède journellement contre les povres chrestiens, chose qui doit émouvoir tout homme à pitié et compassion [1]. » Cecil, en effet, imagina un stratagème curieux pour soulever contre l'Espagne les fureurs déjà fameuses de sa souveraine.

Élisabeth avait, comme son aïeul Henri VII, une passion d'avarice poussée jusqu'à la manie morbide. Elle éprouvait une jouissance nerveuse à amasser, à manier des pièces d'or, des pierreries, des étoffes. Elle était entrée en participation avec le corsaire John Hawkins pour des expéditions contre les colonies espagnoles. Aucun sentiment avouable ne pouvait justifier de pareilles entreprises : c'était simple brigandage, la reine le savait. Elle fit construire et armer à ses frais un vaisseau *le Jésus,* qu'elle confia à John Hawkins; elle toucha les deux tiers des prises du premier voyage, et prêta le navire pour une seconde campagne qui devait procurer des perles et des émeraudes.

John Hawkins, avec le *Jésus* et quatre autres vaisseaux, mit à la voile pour Sierra Leone, enleva la

[1] Froude, t. IX, p. 330, lettre du 22 août 1568.

population de quelques villages sur la côte de Guinée, la débarqua sur les marchés espagnols du Maine pour l'échanger contre des barres d'or et d'argent, des pierres précieuses et des épices. Puis il interrompit ce trafic, en trouvant plus commode de prendre de vive force les navires qui apportaient les barres métalliques en Europe; il amassa un butin qu'il évaluait à dix-huit cent mille livres sterling [1], mais se laissa surprendre dans la rade de Saint-Jean d'Ulloa par une flotte de treize navires espagnols. John Hawkins se défendit une journée entière, coula quatre vaisseaux ennemis, puis, la nuit, abandonna le *Jésus* criblé de boulets, et les quatre autres navires, et les trois cents nègres qu'il n'avait pas encore revendus, et les barres d'or, et les émeraudes, et les blessés; il embarqua sur deux chaloupes pontées ce qui lui restait d'hommes valides, glissa à travers la flotte espagnole, traversa l'Atlantique, atteignit Plymouth à demi mort de faim avec son équipage.

La reine, déçue par ce désastre, entra dans le paroxysme d'un de ses accès de fureur. C'est le moment qu'attendait Cecil: il montra à la reine une revanche aisée, des trésors sous sa main, des tonnes d'or à faire rouler dans ses caveaux.

Philippe II vient d'emprunter à grands frais près des banquiers génois, deux cent mille écus impatiemment

[1] Exagération évidente. Ce serait cinq cents millions de francs d'aujourd'hui.

attendus en Flandre pour la solde des régiments espagnols ; il les envoie par mer. Une nuée de corsaires les attend dans la Manche ; voilà les Espagnols qui cherchent refuge dans les ports de Plymouth et de Southampton. Saisir les navires d'une puissance alliée quand ils viennent chercher protection contre des corsaires, c'est, sans couleur possible, un acte de piraterie. Élisabeth fait consulter l'amiral sir Arthur Champernowne, qu'elle tient depuis quelques années en disgrâce : « — Une telle saisie, dit le vieux marin à Cecil, ne se peut faire sans honte pour le pays[1] ; mais si Votre Honneur trouve bon que j'essaye de recouvrer ces trésors pour le service de la reine, ce qui peut amener une lutte sanglante, je vais non-seulement tenter le coup, mais même assumer sur moi seul tout le blâme de l'entreprise, espérant regagner ainsi, après les rudes tempêtes de son déplaisir, les eaux paisibles de sa faveur. Ce serait grand'pitié qu'un tel butin échappât à Sa Grâce. »

Champernowne fait appeler en ville, chez lui, les capitaines espagnols, les arrête, enlève ensuite les équipages, puis le numéraire ; il prend même les pelisses

[1] Lettre citée par Froude, t. IX, p. 366 : « Without slandering of the State... If it shall seem good to Your Honour that I with others shall give the attempt for the recovery of the treasure to Her Majesty's use, wich cannot be without blood, I will not only take it in hand to be brought to good effect, but also receive the blame thereof unto myself, hoping that after bitter storms of her displeasure I shall find the calm of her favour. Great pity it were that such a booty should escape. »

et les dragées que la duchesse d'Albe envoyait à son mari. Jugeant alors que ce serait grand'pitié de s'en tenir à une demi-mesure, il fait saisir après les vaisseaux du roi, tous ceux des particuliers, espagnols ou flamands, prend pour lui ce qui est à sa convenance, répartit dans diverses prisons les matelots, sans leur laisser leur propre argent ni leurs effets. Dans ces prisons, plusieurs meurent de faim [1].

L'ambassadeur à Londres n'était plus l'insinuant Silva; son successeur, don Guerau de Espès, se précipite près de Cecil et n'obtient, en réponse à ses menaces, que ces mots: « L'argent est sous bonne garde [2]. — Je veux du moins être écouté de la reine, fait l'Espagnol. — Revenez après le dîner. » — Quand il revient, il apprend que Cecil et les ministres sont enfermés et refusent de le recevoir; il s'adresse au chambellan pour être introduit près d'Élisabeth. « Le chambellan arrive fort animé, disant qu'il n'a pas osé demander pour lui une audience, parce que la reine est à une époque du mois où elle n'a pas l'habitude d'en donner [3]. » Huit jours après, il est enfin reçu; « elle lui fait une longue harangue en manière d'excuse, disant que pour empêcher les corsaires de prendre l'argent, elle a donné

[1] Relation de Francisco Diaz.

[2] *Doc. ined.*, t. XXXVII, p. 508 : « Dijeron que volviesse a pedirla despues de comer y se encerraron y no hubo orden de cobrar respuesta dellos. »

[3] *Ibid.* : « Salio muy amohinado dicendo que no se la habia osado pedir por ser los dias tales en los quales la reina no acostumbraba darla. »

ordre de le placer sous bonne garde [1]. — Mais, réplique don Guerau, le duc d'Albe a un besoin pressant de cet argent, le roi recommandait de l'épargner avec avarice; les dépenses sont énormes, les ressources épuisées [2]. — J'ai un égal besoin de cette somme, dit Élisabeth, je peux me substituer à votre maître près des banquiers Génois; ils sont bien libres de me préférer au duc d'Albe; c'est du reste leur intérêt, puisque les écus sont dans mes mains. »

L'Espagnol tente un appel à l'opinion publique ; il essaye de soulever les Anglais contre ce manque de foi, en faisant rédiger par « John Stowe, journaliste [3] », un manifeste; Élisabeth fait saisir le manifeste avec aussi peu de scrupule que les navires espagnols; elle poursuit ceux qui l'ont rédigé et ceux qui l'ont lu.

Un essai de représailles n'est pas beaucoup plus efficace. Le duc d'Albe fait arrêter dans les Pays-Bas les vaisseaux, les marchandises et les équipages anglais: il en prévient à la hâte le roi [4], et le prie d'agir de même en Espagne. — « Je les saisis également ici », met le roi en marge. Aussitôt Élisabeth place des gardes devant l'hôtel de l'ambassadeur don Guerau et enlève tous les

[1] *Doc. ined.*, t. XXXVII, p. 508 : « La qual le habia hecho un gran arenga excusa diciendo que por evitar que los corsarios no le cogiesen, le habia mandado guardar. »
[2] *Ibid.*, p. 514.
[3] Ms. Rec. of., 122, de janvier 1569 : « John Stowe, merchant, a collector of chronicles. »
[4] *Doc. ined.*, t. XXXVII, p. 517, Albe au roi, 4 janvier 1569.

papiers qu'il n'a pas eu le temps de brûler [1]. Mais même à cette époque, même sous des souverains que n'effrayaient ni la piraterie ni les représailles sur des innocents, les intérêts matériels étaient encore plus puissants que les colères et les ruses des politiques. — « Prenons garde, écrit le duc d'Albe [2]; la reine, comme une femme cupide, se trouve fort bien de l'argent et des effets qu'elle garde dans la main, mais les Flandres ne reçoivent plus de laines; chaque jour nous ruine davantage. » C'est le moment où les Maures de Grenade sont en insurrection, où les Turcs s'emparent de Chypre. « De doulceur, écrit le Français Forquevauls [3], de doulceur sera procédé envers la royne d'Angleterre, craignant que le commerce de Flandre ne cesse, car il ne viendroit, comme il ne vient déjà rien à Séville des choses qui sont de requeste et de cours aux Indes, où si l'on n'envoie draps, toiles, merceries et autres marchandises, il ne viendra or ni argent, et les marchands qui s'en meslent feront banquerouste bientost. » Remarquable puissance des lois commerciales : les liens noués par elles entre les nations défient les caprices des princes : il faut que les laines anglaises arrivent en Flandre pour que l'or d'Amérique parvienne à Séville, où il est échangé contre les étoffes tissées en Flandre.

Mais si cette formule mystérieuse empêche une

[1] *Doc. ined.*, p. 558.
[2] *Ibid.*, t. XXXVIII, p. 249.
[3] Ms. Bibl. nat., 10752, f° 237.

guerre ouverte et oblige Philippe à supporter l'affront que viennent de lui infliger les Anglais [1], les moyens ne manquent pas pour se défaire d'un prince ennemi. Le moins déloyal est de susciter une guerre civile en relevant les droits de Marie Stuart et les espérances des catholiques anglais.

Ces droits avaient été à peu près oubliés depuis quelques années; Philippe II venait tout récemment d'écrire à don Guerau de Espès : « C'est seulement par des paroles vagues qu'il faut réconforter et entretenir la reine d'Écosse [2]. » Dès que son trésor a été enlevé par Élisabeth, il imagine de marier don Juan d'Autriche à Marie Stuart [3], puis il abandonne ce projet, et se rallie à celui que propose don Guerau.

Un banquier florentin, Rodolfo Ridolfi, qui négociait les emprunts d'Élisabeth et ceux de Philippe II, eut connaissance des relations politiques du duc de Norfolk et de Marie Stuart [4]; il proposa à don Guerau de les faire approuver par l'Espagne, et intéressa la vanité de cet ambassadeur au projet de marier Marie Stuart au duc de Norfolk, et de détrôner Élisabeth. Mais le duc d'Albe comprit que l'on comptait sur le

[1] *Doc. ined.*, t. XXXVIII, p. 273.

[2] *Ibid.*, t. XXXVII, p. 516 : « Que D. Guerau la vaya esforzando y entreteniendo con generalidades. »

[3] *Correspondance de Fénelon*, t. II, p. 127 à 217.

[4] On sait que le duc de Norfolk n'a jamais vu la reine d'Écosse dont il était épris. Les dates de plusieurs lettres publiées *Doc. ined.*, t. IV et XXXVIII, sur cette affaire Ridolfi, sont inexactement imprimées.

concours de ses régiments, et apprécia avec sang-froid les chances de succès : « D'abord, dit-il, il faudrait trois armées, une pour envahir l'Angleterre, et les deux autres pour se défendre contre le roi de France et contre les forces qui viendraient d'Allemagne [1] ; de plus, cette invasion ne peut se préparer en secret; donc, avant de pouvoir embarquer mes soldats, j'aurai réconcilié tous les Anglais contre l'envahisseur étranger, et fait mettre à mort les prétendants que je voudrai soutenir [2]. A la bonne heure si la reine Élisabeth était morte ; qu'elle disparaisse de mort naturelle ou autrement, ou que simplement on se saisisse de sa personne, je ne vois plus de difficulté [3]. »

Pendant que le duc défend à don Guerau de se compromettre dans cette intrigue [4], Ridolfi arrive à Madrid et est écouté. — « La reine Élisabeth devra être assassinée », dit-il tranquillement devant le roi, en plein conseil. On venait, peu de temps auparavant, de régler de la sorte en conseil le sort de Montigny ; on s'accoutumait à parler ainsi de poisons lents, de couteaux ; on votait, on dressait le procès-verbal de la séance, on signait. Pour écouter les offres du Florentin, se tenaient

[1] *Doc. ined.*, t. IV, p. 516 : « La una para invadir aquel reino, las otras dos para defenderse del rey de Francia y de las fuerzas que de Alemania vernian. »

[2] Autre lettre du duc citée par FROUDE, t. X, p. 208.

[3] Autre lettre citée par MIGNET, *Marie Stuart*, t. II, app. K : « En caso que la reina de Inglaterra huviesse muerto o de muerte natural o de otra... »

[4] *Doc. ined.*, t. XXXVIII, p. 150.

autour du roi le cardinal Espinosa, le prince d'Eboli, le duc de Feria et des secrétaires d'État. Sur la nécessité de tuer Élisabeth et ceux qui l'accompagneront, sur les gens à employer, nulle objection. Mais ce serait une grave imprudence, selon le duc de Feria, de se prévaloir dans ces actes de la bulle pontificale qui détrône la reine d'Angleterre ; car « qui sait si plus tard un autre pape ne s'avisera pas de se mêler de pareilles matières avec nous autres [1] ? » Que la reine soit d'abord tuée ou prise, on agira ensuite. On ne prend pas d'autre décision.

Philippe, si hésitant d'habitude, supporte avec regret l'incertitude dans une affaire qui l'intéresse « plus que toute chose au monde. Je ne verrai, dit-il [2], peut-être rien qui me tienne plus à cœur. » S'il attend avec tant d'impatience ce qu'il appelle l'événement, c'est-à-dire le meurtre d'Élisabeth, « ce n'est ni pour son avantage ni pour l'intérêt de ses États, mais pour la gloire de Dieu et le bien de la religion catholique; avec joie et rapidement, on fera ce qu'il faudra, toutefois on doit garder le secret et ne pas prendre les armes avant que l'acte soit accompli [3]. » Mais le duc d'Albe est plus froid et s'en tient à sa maxime favorite : « Ven-

[1] Les documents relatifs à cette affaire Ridolfi sont ou publiés dans *Doc. ined.*, ou analysés par FROUDE, t. X, et par GAUTIER, *Histoire de Marie Stuart.*

[2] *Memorias de la Real Acad. de historia*, t. VII, p. 442, le roi à Albe, 14 août 1571.

[3] Le roi à don Guerau, 13 juillet 1571.

ger ses injures, c'est très-bien, mais à la condition qu'en les vengeant on n'en subira point de plus fortes [1] », et il comprend que le Florentin vantard et les émigrés anglais ne sauront garder ce genre de secret; déjà sa flotte, qui donnait la chasse aux corsaires de la Manche, a été canonnée par les forts de Douvres [2]; quelques jours [3] après, le duc de Norfolk est arrêté : son complice l'ambassadeur Guerau de Espès est ignominieusement chassé d'Angleterre. Ainsi, selon la crainte du duc d'Albe, l'affront reçu est pire que l'affront à venger. Il est temps de recourir à des moyens plus secrets et plus sûrs.

Afin de punir l'outrage fait à l'ambassadeur d'Espagne, sont « dépeschés par le duc deux Italiens pour s'en aller en Angleterre, avec charge d'entreprendre la mort de la royne soit par poison ou autrement comme ils pourroient, dont ils ont receu argent avec grande promesse de les faire riches, estant leur entreprise réussie [4] ».

[1] *Real Acad.*, t. VII, p. 421 : « De tal manera han de salir los hombres a vengar sus injurias que no reciban otras mayores yendolas a vengar. »

[2] Ms. Rec. of., 1930, du 19 août 1571. Les Anglais, gênés par l'Inquisition dans leur commerce avec Cadix et Malaga, se vengeaient en armant des corsaires qui recevaient des commissions soit du prince d'Orange, soit du cardinal de Châtillon (Ms. Rec., of. 215, du 8 avril 1569). Douvres devint le marché des prises et acquit une importance considérable.

[3] Le 7 septembre 1571.

[4] Mondoucet, résident français près du duc d'Albe, au roi Charles IX, lettre du 26 décembre 1571, publiée au *Bull. Soc. roy. hist.*, 1852, p. 341.

II

LE DUC D'ALBE ATTAQUE LES RICHESSES DES PAYS-BAS.

Ce n'était donc pas encore du côté de l'Angleterre que pouvait venir le danger. Le duc d'Albe continuait ses proscriptions en toute sécurité, faisait frapper de verges avant de les bannir[1] ceux qui n'étaient pas pendus, défendait « de donner aucune assistance à ceux qui estoient bannis, mesme aux femmes d'assister leurs maris, à peine de porter pareil châtiment[2] », confisquait les biens de ceux qui mouraient sans être munis des sacrements[3], recevait enfin de Rome une éclatante confirmation de sa toute-puissance. Le Pape, non content de s'associer à ses exécutions en lui dénonçant les tièdes et les malintentionnés[4], lui adressa solennellement le chapeau de triomphateur et l'épée bénite dont l'emploi était indiqué par le psaume qu'il lui citait : *Et dejicies adversarios populi mei Israel*[5]. La soumission était si complète, qu'une amnistie put être

[1] Nicolas Soldoyer, *Mémoires.*
[2] *Ibid.*, p. 312.
[3] Gachard, *Extraits des registres de Tournay*, p. 108.
[4] *Real Acad.*, t. VII, p. 416, le duc d'Albe à don Juan de Zuñiga : « Los avisos que de ello se pueden tener y se tienen cada dia. »
[5] Mendoza, *Commentarios.*

proclamée; amnistie réduite par des exceptions assez vagues et des restrictions assez générales pour permettre de châtier ceux qui déplaisaient, au point que Philippe II et les membres de son conseil blâmèrent cette feinte clémence et ce pardon illusoire [1]. Mais ce peuple était docile ; il aimait les fêtes. Le duc d'Albe vint lire son amnistie à Anvers sur un trône couvert de drap d'or contre lequel étaient accoudées deux grandes filles nues sous une tunique de gaze : l'une tenait une balance, l'autre un rameau d'olivier; la Justice et la Paix. Entre elles, le duc, sous le panache que le Pape lui avait envoyé, brandissait l'épée bénite, promettait une ère nouvelle [2], rêvait aux trésors qu'il destinait à l'Espagne.

Ses coffres étaient vides, ses régiments non payés depuis deux ans, les produits de ses confiscations gaspillés. Dans l'une des villes les plus maltraitées, Valenciennes, les recettes sur confiscations n'avaient produit, déduction faite des frais, dons et détournements, que trois cent vingt livres dix sols trois deniers, qu'on versa à Antonio del Rio [3]. Les maisons saisies n'étaient même pas mises en vente, faute d'acheteurs possibles, et restaient abandonnées [4]. — « Je me trouve en ce moment, écrivait fréquemment le duc, privé

[1] *Correspondance de Philippe II,* t. II, p. 96 et p. 167.

[2] Le 14 juillet 1570.

[3] Recueil de Paillard, pièce extraite des arch. du dép. du Nord.

[4] *Correspondance de Philippe II,* t. III, p. 21, Requesens au roi : « No habra quien les compre, aunque se quieran vender. »

d'argent et de presque tout crédit[1]. » Ou bien : « — Je suis dans une telle détresse de fonds que je ne sais comment sortir d'embarras ; si l'on pouvait obtenir de l'argent, fût-ce à cent pour cent, ce serait inestimable[2]. »

Placé entre cette soumission si humble des vaincus et cette misère si poignante des conquérants, le duc d'Albe perd son sang-froid, commet sa faute.

Ce soldat si prudent, qui derrière ses retranchements guette la fausse manœuvre de l'ennemi sans rien abandonner au hasard ni à l'inspiration, s'improvise avec fracas financier, inventeur de l'impôt sur le capital. Il convoque à la hâte les états de chaque province et leur donne l'ordre de voter un droit de un pour cent sur toutes les propriétés, et un impôt de cinq pour cent sur les ventes d'immeubles et de dix pour cent sur les meubles.

Un pour cent sur les propriétés, c'est malaisé à percevoir si l'on ne connaît les créances, les dettes, les fermages, les prix de vente ; objections séditieuses pour le soldat qui vient de donner un ordre. L'impôt de cinq pour cent sur les ventes d'immeubles a soulevé aussi des réclamations ; à tort, car d'après les mêmes bases, le droit est plus élevé aujourd'hui en France et en Belgique. Mais on ne peut s'imaginer de conception

[1] *Doc. ined.,* t. XXXVII, p. 240 : « Me hallo a esta hora gastado todo el dinero y la mayor parte del credito. »
[2] *Ibid.,* t. IV, p. 507.

plus absurde que celle du droit de dix pour cent sur les ventes de meubles : c'est dix pour cent sur les objets achetés par le fabricant; dix pour cent quand ils sont manufacturés et cédés à chaque marchand successif; dix pour cent quand ils arrivent à l'acheteur : c'est la majoration indéfinie de toutes les choses, la suppression du commerce.

Un des Italiens du quinzième siècle avait remarqué la facilité pour les petits despotes des communes à faire accepter tous les outrages aux citoyens : on pouvait impunément violenter leur honneur et leur foi, détruire les lois, maltraiter les femmes; on ne pouvait toucher aux terres[1]. Ce paradoxe semblerait trouver une application dans la tentative du duc d'Albe. Dès qu'ils se voient inquiétés dans leurs richesses, les Flamands se réveillent. Toute autre injustice ne tranche que peu de vies, celles des voisins; elle laisse en paix la tourbe des partisans, des indifférents et des peureux, gens qui sont au contraire atteints par la maladresse d'une loi fiscale.

Les états provinciaux, dominés par la terreur, votent les nouveaux impôts, fiction scandaleuse[2], selon l'expression d'un légiste de Philippe II. La province d'Utrecht refuse ce vote; aussitôt le régiment de Lom-

[1] Machiavel, *le Prince*, chap. xvii. L'idée primitive est de Cicéron (*Ad Att.*, l. VIII, ep. xiii) : « Rusticani nihil prorsus aliud curant nisi agros, nisi villulas, nisi nummulos suos. »

[2] *Correspondance de Philippe II*, t. III, p. 14. Ce mot « escandalosa » est du président du conseil de Castille.

bardie est cantonné chez les habitants, le conseil des troubles les condamne à la confiscation de tous leurs biens, sans même excepter les propriétés du clergé. Mais il va falloir confisquer le pays tout entier : partout se manifeste une résistance froide. « Ceux de Bruxelles ne vouloient ouvrir leurs boutiques, les brasseurs ne voulurent brasser, les boulangiers faire pain, ni les bouchiers tuer. [1] » C'est une grève universelle, une suspension de la vie. — Cent florins d'amende contre qui cessera de vendre, dit le duc. — Prenez mes biens, répond le brasseur qu'on veut le premier soumettre à l'amende ; vendez-les, payez-vous [2]. — Faites-vous brasseur vous-même, dit au duc le magistrat, « offrant de lui livrer l'outyl pour brasser, valets et servantes pour ce faire » et débiter la bière [3]. Le tremblant Viglius, ce magistrat si complaisant naguère, se plaint maintenant au roi « de la déplorable situation [4] » et presse le duc de renoncer à ses impôts.

Le duc d'Albe menace Viglius « de châtiment », chasse son confesseur coupable de la même requête, « en telle indignation qu'il n'ose plus comparoir devant lui [5] », s'étonne, écrit à Madrid : « On retirera de ces taxes tout ce que l'on voudra, mais le roi ne peut se

[1] *Mémoires anonymes*, t. I, p. 98.
[2] Recueil de Groen van Prinsterer, t. III, p. 409.
[3] *Ibid.*
[4] *Correspondance de Philippe II*, t. II, p. 64.
[5] Recueil de Groen van Prinsterer, t. III, p. 409.

faire une idée des obstacles que je rencontre. Ni les têtes à couper, ni les priviléges à abolir n'avaient soulevé tant de résistances [1]. » Il promet à Philippe de lui envoyer deux millions par an [2].

Mais des nouvelles inquiétantes parviennent en Espagne : le commerce meurt, le crédit disparaît, les banquiers fidèles au roi tombent en faillite; ce sont en juin 1570 les frères Bénédic, Jacques et Pascal Spinola, et la banque Curiel [3]; ce sont en décembre Jean Grimaldi et les frères Pierre et François Spinola [4]. Philippe commence à s'inquiéter de cette opposition dans un pays qu'on lui avait annoncé comme parfaitement soumis; il se défie des trésors qu'on lui annonce [5]; il prend le parti singulier d'ouvrir une enquête secrète sur l'administration du duc d'Albe, et il confie cette mission occulte au soupçonneux don Francès de Alava, qui quittait à cette époque le poste d'ambassadeur à Paris.

Don Francès fit parler les ennemis du duc, les envieux, Viglius, Berlaymont [6], Noircarmes qui maudissait « cet infernal dixième [7] » ; il peignit le duc d'Albe comme « abhorré de chacun : tout le peuple

[1] *Correspondance de Philippe II,* t. II, p. 206.
[2] *Ibid.,* p. 95 et p. 146.
[3] Ms. Bibl. nat., français, 16124, pièce 29, Ferrals à Charles IX, 4 juin 1570.
[4] *Ibid.,* pièce 64.
[5] *Correspondance de Philippe II,* t. II, p. 104.
[6] *Ibid.,* p. 245.
[7] *Ibid.,* p. 215.

est à dire : — Qu'il parte, qu'il parte, qu'il parte [1] ! » — « Qu'ai-je à craindre ? lui disait d'un ton narquois et défiant le duc d'Albe ; j'ai trois millions au château d'Anvers, et les confiscations me produisent cinq cent mille ducats de rente [2]. D'ailleurs, si mon impôt est impopulaire, c'est qu'on s'obstine malgré moi à l'appeler *alcabala :* ils croient que c'est une coutume d'Espagne, et s'imaginent que le mot leur tire leur argent ; on doit le nommer *dixième,* et non *alcabala* [3]. »

Mais le redoutable duc est amoindri par ces enquêtes ; les évêques d'Ypres, de Gand et de Bruges se sentent assez enhardis pour oser demander au roi le retrait des malencontreuses mesures. « Quand le peuple refuse de se soumettre à une loi, disent-ils [4], même si la loi est juste, un sage souverain est tenu en conscience de ne pas persister dans ses prétentions. »

Devant ces difficultés qui s'accumulent, le duc d'Albe perd courage quelquefois ; il demande à être remplacé : « — Tout le monde s'est tourné contre moi ; je n'ai plus que le duc d'Arschott, et le roi sait comme il a peu de mérite [5]. » Il n'est probablement pas sincère en appelant un successeur ; il sait que Philippe reculera devant une détermination si importante : il connaît ses

[1] *Correspondance de Philippe II,* p. 217.
[2] *Ibid.,* p 215.
[3] *Ibid.,* p. 234.
[4] *Ibid.,* p. 236.
[5] *Ibid.,* p. 131 : « Vale tan poco como V. M. sabe. »

mœurs administratives et ses phrases de commis[1] : « — Plus j'y songe, et plus je trouve qu'il y a lieu de réfléchir en se représentant des deux parts les raisons sérieuses qui m'ont tenu et me tiennent perplexe dans ma délibération, répond en effet le roi à ces offres de démission ; les affaires d'État sont de telle nature, que pour les sauvegarder avec sécurité, il est conforme à la prudence de tenir en considération tout ce qui pourra arriver. »

Le temps s'écoule, le mécontentement gagne, le danger grandit. Comme toujours, Philippe adopte la décision au moment où elle n'est plus opportune, puis hésite à l'appliquer quand elle est prise, puis saisit les prétextes de retard. Il ne doit point être blâmé d'avoir songé à remplacer le duc d'Albe par un gouverneur plus clément, après que les provinces flamandes parurent pacifiées ; rappeler celui qui avait dompté, mais aliéné les esprits par ses mesures de rigueur, promettre une période d'administration bénigne, confier comme gage de ses intentions le pouvoir à un homme qui ne s'était pas compromis durant l'époque de la répression, c'était une politique correcte. Dès que l'amnistie fut décidée, au milieu de 1570, Philippe songea à faire

[1] *Doc. ined.*, t. IV, p. 521 : « Cuanto mas lo pienso tanto mas hallo que considerar representandoseme por ambas partes razones de tanto pezo y fuerza que me han tenido y tienen muy perplejo en la deliberacion... Siendo las cosas de estado de cualidad que para las conservar con seguridad es conforme a la prudentia poner en consideracion lo que puede suceder. »

succéder le duc de Medina-Celi au duc d'Albe ; puis il pesa « les raisons sérieuses et solides », comprit, en apprenant les conséquences malheureuses des nouveaux impôts, que cette substitution était nécessaire, se décida à ne plus surseoir. En septembre 1571 seulement, il désigna le duc de Medina-Celi comme son nouveau représentant dans les Pays-Bas, mais il se garda bien de l'y envoyer. Il le retint en Espagne jusqu'en décembre [1], sous prétexte d'embarquer sur sa flotte des troupes de renfort. L'hiver venu, il fit remettre les troupes à terre, oublia Medina-Celi. Le prétendu successeur du duc d'Albe était encore à Santander avec sa flotte et ses troupes de débarquement le 13 mai [2], quand arriva la nouvelle de la catastrophe.

III

SOULÈVEMENT DE LA HOLLANDE.

Des gueux, des vaincus, des proscrits, il restait quelques centaines. Ils avaient pour chef Guillaume de Lumey, « qui s'intitulait comte de la Marck [3] », et avait juré de ne couper ses cheveux ni sa barbe qu'il n'eût

[1] *Doc. ined.*, t. XXXV, p. 402 à 574.
[2] *Ibid.*, p. 569.
[3] *Correspondance de Philippe II*, t. II, p. 245.

vengé le comte d'Egmont. Réfugiés sur des navires, ils vivaient de piraterie; on les nommait les *gueux de mer*.

Dans la nuit du 1er au 2 avril 1572, ils enlèvent par surprise la ville forte de la Brielle, s'y installent.

Le duc d'Albe ne comprend probablement pas l'importance de cet événement, car il ne daigne pas en avertir le roi. Il ne se doute point de l'exaspération de ces esprits, qu'il a connus si dociles. Mais chaque jour lui annonce la révolte d'un nouveau village; la moitié de l'île de Walcheren et l'importante ville de Flessinghe sont perdues : Haarlem, Leyde, Alkmaar arborent la bannière d'Orange. Le duc se trouble; il écrit à la fin du mois une lettre désespérée : « — Je n'ose déplacer l'infanterie : je lui dois quatorze mois de paye. Si le roi écarte l'intervention de la France et m'envoie de l'argent, on peut encore sauver les provinces, mais j'ai hâte de voir arriver le duc de Medina-Celi. Ce qui nuit le plus en ce moment, c'est la haine qu'ils me portent pour les châtiments que j'ai été obligé de leur faire subir[1]. » La flotte n'est pas sûre; les bourgeois d'Enckuizen, où elle est ancrée, sont d'intelligence avec les matelots hollandais; sept navires déjà sortis pour une attaque contre Flessinghe rentrent en ne se voyant pas suivis des autres; le duc supplie les bourgeois de demeurer fidèles, de laisser partir la flotte; il leur pro-

[1] *Correspondance de Philippe II*, t. II, p. 245, du 26 avril 1572.

met des priviléges, le pardon de leur révolte présente. — « S'ils me demandaient tous mes enfants, je les leur livrerais, tant est cruelle la situation où je me trouve à cause de ces gens d'Enckuizen. Mais le temps viendra, s'il plaît à Dieu, où j'y porterai bon remède, et je n'oublierai pas les sept capitaines qui ont ramené les navires au port [1]. »

L'infanterie espagnole comprend le danger et cesse de réclamer sa paye; elle est dirigée sur Flessinghe. Tout à coup arrivent des nouvelles alarmantes : une guerre avec la France est imminente [2] ; le duc d'Albe sent qu'il n'est pas en mesure de la soutenir : il va avoir la honte de se voir arracher par Charles IX ces provinces qu'il était si fier d'avoir domptées; il supplie Philippe II de lui envoyer des soldats, de l'argent, mais par-dessus tout, d'éviter, n'importe comment, une rupture ouverte avec la France [3]. Il rappelle vers le Hainaut l'armée qui devait assiéger Flessinghe, fait noyer à Rupelmonde tous les Français qu'il rencontre, mais dans le plus grand secret, pour ne pas offrir des griefs à Charles IX [4]; il concentre ses régiments près de la frontière française, il abandonne le nord : « — Je ne compte plus en Hollande que sur les deux villes où j'ai laissé une garnison; trois navires de la flotte se

[1] *Correspondance de Philippe II*, t. II, p. 251, du 23 mai 1572.
[2] *Ibid.*, p. 258, du 24 mai.
[3] *Ibid.*, p. 261, du 13 juin 1572.
[4] *Ibid.*

sont unis aux insurgés; je crains que l'exemple soit suivi [1]. » Ainsi la menace d'une intervention de la France permet à la Hollande de s'armer, de se constituer pour toujours.

IV

PRÉPARATIFS DE GUERRE EN FRANCE.

La France durant cette période était soumise aux coups de bascule d'une politique sans équilibre. Catherine avait cru faire de son fils préféré Henri de Valois le chef des catholiques de France, et avait brusquement sacrifié ses pratiques de modération; elle avait fait savoir au chancelier Lospital « qu'il seroit fort incommode aux choses qui se présenteront à toutes heures où l'on aura besoing des sceaux, d'envoyer par devers luy qui demeure en sa maison [2] ». Le grand homme rendit les sceaux. Ils sont fréquents dans notre histoire, les jours qui voient les modérés succomber devant les violents, les passions populaires proscrire la politique des sages, les excès imposer silence au bon sens. Ce coupable revirement avait déterminé une nouvelle guerre civile en France, de nouvelles humi-

[1] *Correspondance de Philippe II*, p. 266, du 2 juillet.
[2] Ms. Arch. nat., M. 231, du 7 octobre 1568.

liations devant Philippe II; Catherine dut se résigner encore une fois à subir les insolentes remontrances de l'ambassadeur et à implorer le secours d'un corps auxiliaire d'Espagnols. Le cardinal de Lorraine, qui préférait la conservation de ses bénéfices à l'existence même de la France, conseilla au duc d'Albe d'exiger en échange de cette armée de secours la remise de nos places fortes du nord. « Ce serait en effet un gage précieux, écrivait le duc d'Albe à Philippe [1], nous ne nous en dessaisirions jamais, et si le roi meurt, ces villes nous permettraient de saisir le reste de la France comme héritage de l'Infante, car la loi salique ne se peut prendre au sérieux. »

Mais ce même cardinal de Lorraine, qui se cachait sous le nom de *verbum domini* pour transmettre à nos ennemis les secrets d'État[2], signala bientôt un nouveau revirement : « Tenez-vous en méfiance, écrivit-il en langue espagnole à Philippe II, les rebelles proposent de réunir nos forces avec les leurs pour une attaque générale contre vos Pays-Bas[2]. »

C'était la solution véritable, la fin de nos malheurs. L'idée dut en être suggérée à Coligny par le prince d'Orange, quand, après avoir licencié à Strasbourg les Allemands qu'il n'avait pu faire combattre contre le

[1] *Correspondance de Philippe II,* t. I, p. 593.

[2] Ms. Arch. nat. Lettre du 13 janvier 1569 traduite par de Croze (*les Guises et les Valois,* t. I, p. 325). Plusieurs autres lettres de même nature sont traduites dans ce livre.

duc d'Albe, il vint en France rejoindre l'armée protestante. Cette politique était si évidente, que la pensée fixe du duc d'Albe était de la combattre en maintenant chez nous des dissensions intestines : « C'est l'occasion pourquoy il se plaist tant de la division de vos sujets », écrivait Forquevauls à Charles IX [1]. Don Francès de Alava consacrait tant de soins à cette « division » salutaire pour l'Espagne, que Catherine demanda son rappel.

Pour apprécier la clairvoyance d'un ennemi qui regardait notre entrée dans les provinces françaises des Pays-Bas comme la ruine de la prépondérance espagnole, et pour connaître la haine que cachaient les caresses diplomatiques, il est curieux de jeter les yeux sur le tableau de la cour de France et les portraits des principaux personnages, que don Francès laissa à son successeur en se retirant vers la fin de 1571.

« — Charles IX, dit-il [2], est mélancolique, sombre; il se plaît aux exercices vulgaires, comme la danse, les tours de force, les courses à pied ou à cheval, ce qu'il fait sans grâce et hors de propos, mais en se montrant flatté d'entendre dire qu'il y excelle. Il est singulièrement dédaigneux pour les femmes, pauvre mari avec la sienne. Il tient rarement ce qu'il promet. Sa passion pour la chasse est incroyable : il suit la bête à pied,

[1] Ms. Bibl. nat., 10752, f° 835, du 18 octobre 1570.

[2] Ms. Arch. nat., K. 1527, pièce 67. Ce document, un des plus curieux de l'époque, semble complétement inédit.

sans bottes et sans chapeau, cinq ou six heures; il prend l'habitude de rester deux ou trois nuits sans rentrer, durant ses chasses, et on dit que la reine commence à s'en plaindre et à pleurer de jalousie. Il est adonné à jurer sec le nom de Notre-Seigneur en toute occasion, pour faire le gaillard, et il renonce au simple — Jésus! — que jusqu'alors il avait toujours à la bouche. Il y a peu de femmes qui soient catholiques à la cour, si encore on peut être appelé catholique avec les opinions de ce pays. La comtesse de Retz est une savante en latin et en grec, d'un esprit terrible; elle est disciple de l'évêque de Dax[1], qui a été ambassadeur près du sultan et est aujourd'hui l'hérétique le plus hérétique. La reine mère, je parle d'elle avec le respect qui lui est dû, est une princesse pleine de libéralité qui se plaît aux banquets et aux fêtes. Elle a voulu faire un huguenot de son fils, le duc d'Anjou; il s'en est fallu de bien peu que la chose ne fût proclamée publiquement, et l'enfant criait partout : — Je suis le petit huguenot et bientôt je serai le grand. — Elle se laisse conduire par Morvilliers et l'évêque de Limoges. Le Limoges est absolument livré à tous les démons; son langage est cynique. Le Morvilliers est plus réservé, froid, le plus froid dans les affaires de la religion; il passe pour catholique, mais je le regarde comme aussi hérétique que l'autre. Des quatre secrétaires d'État, il

[1] C'est le pronotaire de Noailles qu'on a vu dans son ambassade de Londres.

n'y en a qu'un de catholique, c'est Fize; on l'a exclu. La reine mère ne cache pas sa haine pour le roi d'Espagne; elle est la créature la plus soupçonneuse que Dieu ait mise au monde; c'est merveille si elle tient ce qu'elle a promis; elle ne sait conserver aucun secret, et quand elle veut en connaître un, elle multiplie les promesses de le cacher et les importunités; elle est très-craintive, favorable à tous ceux qui la flattent; lorsqu'on parle des intérêts de la religion, elle s'efforce de se remplir les yeux de larmes et s'écrie qu'elle serait la plus ingrate femme qui naquit jamais, si elle n'avait pas un souci particulier du service de Dieu, et puis elle s'en tire par des éclats de rire et des attitudes confiantes, et des mots : — Vous verrez comme les choses iront bien, peu à peu. — Rien ne lui donne plus de divertissement que d'entendre parler avec indifférence des choses de notre sainte foi catholique. Le duc d'Anjou est bon, très-doucereux, très-suave, très-féminin, toujours entouré de femmes; l'une lui regarde la main, l'autre lui caresse les oreilles, et de la sorte se passe une bonne partie de son temps. Le cardinal de Bourbon est un homme de très-peu de sens : il ne sait ni proposer ni répondre; le cardinal de Lorraine est l'ambition même, la convoitise incarnée, homme qui en place se perd d'orgueil, en disgrâce, de bassesse. Le cardinal de Guise n'est rien. Les maréchaux sont six; s'ils étaient sept, on les pourrait comparer aux péchés capitaux : Cossé est athée, Vieilleville passe

pour athée, mais il s'est confessé une fois..... »

Don Francès avait de bonnes raisons pour mettre Philippe en garde contre son ancienne belle-mère et parler avec animosité de la cour du Louvre; la politique de la France s'accentuait contre l'Espagne. Notre tâche était complexe : assurer les complaisances de l'Angleterre, l'alliance des princes luthériens d'Allemagne, la confiance des calvinistes français, puis s'emparer des provinces françaises des Pays-Bas, et partager les autres entre l'Angleterre et les Nassau.

La première partie de ce plan fut exécutée avec habileté.

A la reine d'Angleterre, Catherine offrit son fils comme mari, comprit de bonne heure que cette demande n'était pas prise au sérieux, mais se donna le plaisir de continuer les négociations pour jouer sa partie avec une femme versatile et indécise qu'elle comptait séparer définitivement de Philippe II. Elle lui fit proposer une alliance formelle contre l'Espagne [1].

Mais c'est avec les princes luthériens d'Allemagne que l'intrigue est nouée le plus savamment. Charles IX envoie Schonberg au souverain de la Saxe, pour lui déclarer « qu'il entreroit volontiers avec lui en amytié et intelligence deffensive, comme aussy avec les aûtres princes de la Germanie ses anciens amis, comme ceulx des maisons de Palatinat, de Brandebourg, de Bruns-

[1] Froude, t. X, p. 381.

wick, de Virtemberg, le landgrave et autres [1] ». La plupart d'entre eux sont séduits par ces offres : le duc de Brunswick « est à vous à vendre et à dépendre », écrit Schonberg; le duc de Wurtemberg déclare : « Au cas que le roy de France veuille entreprendre quelque chose à l'encontre des Pays-Bas et qu'il fasse entendre à l'électeur de Saxe que le roi d'Espagne est en terme de l'assaillir, la farce en seroit bientost jouée. » Seul, l'électeur de Brandebourg reste « froid et restif pour venir aux particularités ». Le mariage de Charles IX avec une fille de l'empereur facilite ces négociations. La recherche des alliances était poussée jusqu'aux plus exquis raffinements : on s'était même donné le luxe de courtiser celle de Venise, non sans espoir secret d'arracher les navires de la république à la flotte de la ligue contre le Turc, et d'exposer ainsi Philippe II à de véritables dangers sur les côtes d'Espagne. — « Ce Vénitien n'est venu à Blois que pour entretenir de projets de paix avec le Turc, écrit l'ambassadeur espagnol [2], et je lui ai entendu dire de mes propres oreilles que le roi Philippe traite comme ses esclaves tous ceux qui s'embarrassent dans son alliance. »

Enfin sur les réformés de France Catherine tente les efforts vraiment décisifs. Elle veut marier sa fille

[1] Recueil de Groen van Prinsterer, t. IV. Supplément, p. 1.

[2] Ms. Arch. nat., K. 1530, pièce 1, D. Diego de Çuniga au roi : « Ese Veneciano es venido aqui solo por tentar si podran hazer paz con el Turco... Y yo oy con mis orejas dezir al de Venezia que los que se embaraçan con el Rey Felippe quiere que sean sus esclavos. »

Marguerite à Henri de Navarre, sans cesser de faire croire à Philippe II qu'elle la destine toujours au roi de Portugal [1]. Dans les premiers moments, Coligny est opposé à l'union du chef de son parti avec la sœur du roi de France : son projet est de marier Henri de Navarre à la reine d'Angleterre. Le jeune prince est indifférent entre ces deux négociations ; il semble « d'un naturel qui se gausse de tout et de soy-mesme, comme déjà il commençoit à se gausser de son mariage [2] ». Mais sa mère, Jeanne d'Albret, écoute les propositions de Catherine un peu dans l'espoir de convertir Marguerite de Valois à la Réforme : « Si elle embrasse la religion, je puis dire que nous sommes les plus heureux du monde, et non-seulement nostre maison, mais tout le royaume de France aura part en cest heur [3]. » Mais pour cela il ne faut pas que son fils devienne un simple instrument entre les mains savantes de Catherine : « Il faut, dit-elle au jeune prince [4], vous establir une constance invincible contre tous les allèchements que l'on vous pourra donner pour vous débauscher, car je sais que c'est leur but. » Elle-même, la pauvre Jeanne d'Albret [5] n'est pas bien sûre de ne pas se laisser jouer

[1] Ms. Bibl. nat., 10752, f° 1124, août 1571, Correspondance de Forquevauls.

[2] La Huguerye, *Mémoires*, t. I, p. 70 : « Disant qu'il seroit le coqu de la chose. »

[3] Ms. Bibl. nat. Dupuy, vol. 211, f° 38, du 21 février 1572.

[4] *Ibid.*, f° 41, du 25 février.

[5] Ms. Bibl. nat. français, 2748, f° 119, Jeanne d'Albret à M. de Beauvois, 11 mars 1572.

par cette souveraine qu'elle est habituée à redouter et à flatter, qui « bransle tantost par la crainte des Allemands, tantost par celle du Pape et des catholiques; elle voudroit bien les pouvoir tous tromper. J'ay la plus belle patience que vous ouistes jamais dire. Quant à mon fils, il n'est pas besoin qu'il vienne que tout ne soit bien résolu. Et encores s'il faut qu'il espouse par procureur, il ne bougera qu'il ne vienne faire l'office qui ne se fait point par procureur. C'est pitié que cette cour; je m'y fasche extresmement. Plaignez-moi pour estre la plus travaillée personne du monde; je suis assaillie estrangement d'ennemys et d'amys; s'il me falloit estre encore un mois comme je suis, je serois malade et ne sçay si je le suis, car je ne me trouve point à mon ayse. Je m'esbahis comme je peux porter les traverses que j'ay, car l'on me gratte, l'on me picque, l'on me flatte, l'on me brave, l'on me veult tirer les vers du nez sans se laisser aller; l'on m'a fait des trous sur mes chambres et garde-robbe. »

Coligny se rallia à ce projet de mariage, fut initié par le roi au plan concerté sur les Flandres, prépara un mémoire sur cette expédition militaire [1].

L'accord fut déclaré publiquement [2] le 4 avril 1572; Philippe II, qui s'était prononcé avec énergie contre

[1] Ms. Bibl. nat. français 23335.

[2] *Bulletin de l'histoire du protestantisme français*, t. XI, p. 271. Toutefois, le contrat de mariage est du 11 mars précédent, Ms. Arch. nat., K. 1528, pièce 39.

les pourparlers avec les hérétiques [1], ne chercha pas à contenir son indignation en apprenant qu'ils avaient réussi. Il envoya le secrétaire Çayas chez Saint-Gouard, notre nouvel ambassadeur à Madrid [2], « le blasmant infiniment, se esbahissant comment une si sage princesse n'avoit plus tost eslu pour parti un roy tel que estoyt celui de Portugal, se eschauffant extresmement sur cette matière ».

L'accord avec les huguenots n'était pas le seul grief de Philippe II; ses espions lui faisaient connaître et nos préparatifs militaires, et nos projets sur les Pays-Bas.

Blaise de Montluc venait de cesser sa correspondance secrète avec lui : il s'en excusera plus tard, en disant : « Mes blessures m'ont rendu cazanier en ma maison [3]. » Mais son capitaine Felipe Bardaxi, qui s'est fait naturaliser Français, pour mieux écarter les soupçons, continue à envoyer des rapports secrets au prince d'Eboli [4]. En outre, le cardinal de Lorraine a moins de vergogne que Montluc, et ne fait nulle difficulté de révéler au duc d'Albe les armements et la destination probable des troupes : « Il vient de me faire prévenir,

[1] Ms. Bibl. nat. français, 10752, f°s 1181 et 1204.

[2] *Ibid.*, n° 16104, f° 9, Saint-Gouard à la reine mère, du 14 avril 1572. Forquevauls avait quitté Madrid peu de semaines après le départ de Paris de don Francès de Alava.

[3] Ms. Arch. nat., K. 1537, lettre du 1er mars 1575, dans laquelle Montluc s'excuse de ne plus écrire depuis 1571.

[4] *Ibid.*, K. 1526, pièce 32, du 7 avril 1572.

écrit le duc d'Albe [1], par Fray Garcia de Ribera, de me tenir sur mes gardes; il croit la flotte destinée à une expédition contre les Pays-Bas. » Toutefois, avec ce mépris que témoignent entre eux les Espagnols pour les étrangers qui les servent, comme on l'a vu déjà pour Montluc et le duc d'Arschot, comme on le verra plus tard pour Henri de Guise, le duc d'Albe ajoute : « Le cardinal de Lorraine est insolent dans la faveur, et inutile dans la disgrâce. » C'est à peu près le jugement de don Francès de Alava [2].

Les services rendus par la Compagnie de Jésus au roi d'Espagne étaient mieux appréciés. Son général, le Père Francisco Borja, essaya une démarche personnelle pour rompre le mariage de Navarre : Catherine l'écouta avec bonne grâce, le promena trois heures dans ses jardins, le combla de promesses [3]; mais l'abondance des paroles qu'elle était obligée de répandre pour l'étourdir n'était pas sans danger; les moindres propos étaient retenus par le général et fidèlement rapportés à Philippe II. Si alors à Madrid l'ambassadeur français tentait de les nier, le secrétaire Çayas ne faisait nulle

1 *Correspondance de Philippe II,* t. II, p. 267. Albe au roi, 18 juillet 1572.

2 C'est aussi, par une curieuse coïncidence, l'opinion de Lestoile, *Journal de Henri III,* t. I, p. 49 : « Il estoit fort insolent, ne regardant guères les personnes et n'en faisant cas, mais en son adversité le plus doux, courtois et gracieux qu'on eust sceu voir. »

3 Ms. Arch. nat., K. 1526, pièce 1, le Père Borja à Philippe II, mars 1572.

difficulté de lui nommer le dénonciateur [1]. La Société de Jésus achetait par ses complaisances en France la protection de Philippe dans les autres pays. Elle s'en faisait rendre témoignage près de lui [2] : « Les Pères de la Compagnie, disait-on, font de grands progrès en France, le roi Philippe en doit être averti ; ils ont déjà conquis [3] Lyon, Toulouse et Bordeaux ; ils ne contribuent pas peu à incliner cette nation vers lui comme vers la colonne de la chrétienté. Le roi Philippe est l'unique espoir des catholiques de France ; ils élèvent leurs prières à Dieu pour sa prospérité ; ils se réjouissent avec autant d'ardeur que ses plus fidèles sujets de ses victoires et des prospérités que Dieu lui envoie [4]. »

La meilleure source d'information était encore le bureau d'espionnage organisé depuis longtemps. Comme le roi craignait que le nouvel ambassadeur don Diego de Çuniga eût de la répugnance à en faire usage, il le fit espionner lui-même par le secrétaire de l'ambassade, don Pedro de Aguilon [5] : « Puisque je dois vous donner

[1] Ms. Arch. nat., K. 1529, Saint-Gouard à la reine, 15 avril 1572.

[2] *Ibid.*, K. 1526, pièce 90.

[3] Ou converti, *reducido*.

[4] « Los padres de la Compañia de Jesus, sepa V. M. que hazen grande provecho en Francia y tienen reduzido a Leon y agora a Burdeos, y no hazen poco en inclinar la gente a V. M. como a coluna de la christiandad, porque en S. M. esta toda la esperança de todos los catolicos de Francia y assi ruegan a Dios por su prosperidad y se alegran con sus victorias y mercedes que Dios le haze como lo pueden hazer sus buenos vassallos. »

[5] Ms. Arch. nat., K. 1526, pièce 90 : « Pues Ud. me manda que vaga avisandole de lo que me occuriere, lo dire en esta, pero no querria

avis de ce qui se passe, écrit Aguilon au secrétaire Çayas, je vous dirai tout, mais je ne voudrais que par aucun moyen on pût laisser parvenir à la connaissance de don Diego que je me mêle de ces choses » ; et il adressait chaque jour une lettre verbeuse que le roi annotait en marge. Dans la clientèle de l'ambassade d'Espagne se tenaient le Navarrais François d'Esparse[1], le cardinal d'Armagnac[2], don Hernando de Ayala, Espagnol au service de Catherine de Médici [3], l'ingénieur Bartolome da Pezaro [4], le comte de Coconnas, Piémontais qui appartenait au fils de Catherine et qui était signalé spécialement comme désireux de rendre des services au roi d'Espagne, ainsi que Scipion Sardini, financier lombard prêt à épouser une fille d'honneur compromise. « Ces deux-là sont parfaitement informés, dit une note[5] de don Francès ; j'en ai la certitude, mais il ne faut pas les traiter comme des espions ; il faut flatter leur vanité et leur ouvrir de grandes espé-

que por ninguna via pudiese venir a noticia de don Diego que yo me meto en estas cosas. »

1 Il faut lire probablement des Cars. Les Lesparre étaient au-dessus de ce soupçon.

2 Ms. Arch. nat., K. 1527, pièce 31.

3 *Ibid.*, K. 1530, pièce 1.

4 Ms. Bibl. nat., 16124, pièce 40, Ferrals à Charles IX, 25 juillet 1570 : Pezaro vient d'apporter au duc d'Albe « les plans et dessins de la pluspart des citadelles et forteresses ».

5 Ms. Arch. nat., K. 1530, pièce 74 : « Digo las qualidades del conde de Coconnas, como desseava servir a S. M. y por que medios se havia de tratar y praticar con el y con Scipion Sardini que yo asseguro a V. M. que entrambos son subjectos que se tratan pocos cosas en Francia que ellos no las entiendan antes que se executen. »

rances. » Mais de tous ces étrangers auxquels la reine mère se livrait avec tant de maladresse, le plus exact à diriger les renseignements vers l'ambassade d'Espagne, le mieux instruit des projets et des actes, le plus zélé pour Philippe II était le Gondi, qui fut maréchal de Retz.

Dans leur passion pour les informations secrètes, les diplomates espagnols essayèrent d'utiliser même leurs pires ennemis; ils sondèrent Walsingham, l'envoyé anglais à Paris : « L'ambassadeur espagnol m'est venu voir, écrit celui-ci [1], et après quelques propos insignifiants sur les galanteries du jour, il m'a fait des ouvertures pour une réconciliation avec l'Angleterre. Le duc d'Albe s'inquiète d'une réponse assez étrange que le roi de France vient de lui faire à une demande de renforts contre les insurgés des Pays-Bas. Je ne peux, lui aurait répondu le roi de France, ni lever des reîtres faute d'argent, ni enrôler des catholiques par crainte d'inquiéter les protestants, ni empêcher les réformés d'armer une flotte à la Rochelle. Cette flotte est destinée à châtier quelques sujets du roi d'Espagne qui ont coulé des vaisseaux de la religion et livré les équipages à l'Inquisition. »

Outre la flotte de la Rochelle, la France préparait une escadre à Bordeaux : elle concentrait une armée

[1] Ms. Rec. of., 1590, du 5 mars 1571 (1572). Walsingham to Cecil.

de terre en Picardie; Philippe II le savait [1]. Il savait également que des juges français s'étaient permis, fait monstrueux, d'arrêter et de mettre en prison « le commissaire de la sainte Inquisition de Catalogne » qui avait eu l'imprudence de poursuivre une enquête sur le territoire français. — « Assurément je le ferai mettre en liberté, avait répondu Catherine aux réclamations de l'Espagne [2], mais lorsqu'on me rendra les Français que l'Inquisition retient captifs en Espagne. » Elle se faisait plaignante à son tour, prétendait qu'on avait capturé des navires de commerce ou violé la frontière du nord; elle ordonnait à Saint-Gouard de déclarer que le roi de France ne souffrirait pas que ses « subjects soient traictés avec cette injustice, chose du tout intolérable, ne pouvant en sorte du monde endurer de voir ainsi, par le duc d'Albe, altérer les traités [3] ». — Philippe répliquait par de nouvelles récriminations; il se plaignait « des faveurs de Charles IX envers les rebelles des Pays-Bas, disant que l'on estoit du tout asseuré que il y avoit six mille bons soldats françois [4] ». Il en savait exactement le chiffre, car don Diego de Çuñiga [5] apprenait par un confident de Catherine que « le roi avait

[1] *Doc. ined.*, t. XXXV, p. 530, mars 1572.
[2] Ms. Arch. nat., K. 1526, pièce 14, Aguilon à Philippe, 17 mars 1572.
[3] Ms. Bibl. nat., 16104, f° 22, du 22 mai 1572.
[4] *Ibid.*, f°s 26 et 27, du 31 mai.
[5] Ms. Arch. nat., K. 1530, pièce 1 : « El rey ha mandado crescer el numero de soldados en toda su infanteria... estos dias paseados vinieron aqui treinta capitanes gascones. »

donné ordre d'augmenter le nombre des soldats dans toutes les compagnies d'infanterie, et qu'il venait, ces jours passés, d'envoyer trente capitaines gascons pour faire des levées de troupes dans le Dauphiné, le Languedoc, la Provence, la Picardie ».

L'espionnage, qui procurait ces renseignements à Philippe II, était organisé avec tant de luxe, qu'à travers les rapports multipliés et confus, la chancellerie espagnole perdait la trame et mettait sous les yeux du roi des résumés d'avis qu'elle rédigeait ainsi [1] : « Les indications sur les armements français arrivent avec de telles variations d'un jour à l'autre, que l'on n'en peut dire avec affirmation une chose certaine et assurée. » Comment savoir la vérité? Vespasien de Gonzague se rend à Brouage, pour observer les mouvements des navires [2]; Aguilon envoie à Bordeaux [3] « un gentilhomme navarrais, nommé François d'Esparse, très homme de bien, très-bon gentilhomme, qui, j'en suis certain, trouvera d'excellentes occasions pour apprendre des nouvelles sur la destination de la flotte, pour les faire parvenir à Vespasien de Gonzague et à Çayas avec le chiffre que je lui donne ».

Il n'est pas inutile d'insister sur ces faits de trahison et sur ceux qui vont suivre : les catastrophes qu'ils déterminent, les misères dans lesquelles ils jettent la

[1] Ms. Arch. nat., K. 1526, pièce 80, du 18 août 1572.
[2] *Ibid.*, pièce 75.
[3] *Ibid.*, pièce 73.

France pour plus d'un quart de siècle, montrent combien on est coupable de subordonner le patriotisme à tout autre sentiment, même au fanatisme religieux. Nous avons subi tant de souffrances durant la seconde moitié du seizième siècle, que nous pouvons nous arrêter un moment, nous attarder dans ces mois de sage politique. Il nous est permis d'admirer combien était aisée alors la transformation des destinées de la France. Un peu plus d'amour pour le pays chez quelques-uns, à cette heure décisive, l'avenir était autre. Il ne faut pas perdre la leçon des désastres qu'on s'est attirés et des splendeurs qu'on a perdues.

« La flotte de Bordeaux, disait en éclatant de rire Catherine de Médici [1], elle ne touchera pas à vos affaires, vous pouvez être aussi tranquilles que si votre roi était à bord ! » Rire qui ne rassurait nullement Philippe et ne l'empêchait pas de recommander à Çuñiga de ne pas heurter Charles IX, d'éviter les prétextes de rupture : « Dans toutes les occasions, dites comme lui, approuvez avec de bonnes paroles, assurez-le qu'en moi il trouvera toujours le solide accord d'un bon, d'un véritable ami, d'un frère [2]. »

Les gens de guerre se concentrent en Picardie ; Bri-

[1] Ms. Arch. nat., K. 1526, pièce 76, lettre de Çuñiga : « Con gran risa... »

[2] *Ibid.*, K. 1529, pièce 99, le roi à Çuñiga : « En todas las occasiones agradescer al rey con buenas palabras, y assegurarle que en mi hallara toda correspondencia de buena y verdadera amistad, y hermandad. »

quemaut prépare l'invasion du Hainaut; les événements se précipitent, mais Philippe II espère toujours que le temps lui ménage une chance favorable. « Tant qu'ils ne quitteront pas le masque, dit-il encore [1], nous ne devons pas le quitter non plus ; il faut leur donner à entendre que nous croyons tout ce qu'ils disent, cheminer avec autant de dissimulation qu'ils en mettent à cheminer, jusqu'à ce qu'ils nous donnent une occasion plus grave et plus claire pour procéder autrement. »

[1] Ms. Arch. nat., K, 1529, pièce 110 : « Entretanto que no se quitan la mascara, conviene que noselaquitamos, sino darles a entender que lo creemos. »

CHAPITRE XVII.

SECONDE PÉRIODE DE LA LUTTE CONTRE LES PAYS-BAS ET CONTRE CATHERINE DE MÉDICI. SIÉGES DE MONS ET DE HAARLEM.

1572-1574.

Le comte de Genlis. — La Saint-Barthélemy. — Incohérence de la diplomatie française. — Prise de Mons. — Le duc de Medina-Celi. — Discrédit de la politique française. — Siége de Haarlem. — Découragement du duc d'Albe.

I

LE COMTE DE GENLIS.

Charles IX était beaucoup plus engagé que ne le croyaient les Espagnols. Dès qu'il avait appris le soulèvement des villes hollandaises, il avait fait porter par le comte de Genlis des lettres au prince d'Orange et au comte Ludovic, pour promettre l'appui de ses armées [1]. Genlis était un huguenot entreprenant, qui

[1] *Correspondance de Philippe II*, t. II, p. 269 et note. La lettre du roi de France est du 27 avril 1572.

avait déjà conduit un corps de réformés français au prince d'Orange, durant sa campagne précédente. Assuré cette fois de l'appui de son roi, il se concerta avec le comte Ludovic, pour enlever la ville de Mons.

Ludovic se présenta devant Mons, « arriva le 24 may[1] entre trois et quatre heures du matin, trouvant les portes desjà ouvertes, entra dedans, laissant à la porte un nombre d'hommes, et se tint en bataille en la place appelée de la Paix, devant la maison de ville, dont il se saisit. Le peuple endormy commença au train des chevaux à se mettre les uns aux fenêtres, les autres à venir voir en la place que c'estoit. Et ne cognoissoient guère ledit comte, qui leur déclaroit l'occasion de sa venue en armes pour les délivrer de la tyrannie du duc d'Albe et les exhortoit à lui assister pour leur délivrance, taschant à gaigner le temps jusqu'à la venue de Genlis. Le peuple ne respondoit rien, s'amassoit et croissoit à l'entour des forces du comte, de sorte qu'il doubta de tomber en péril de sa personne, et dit à ce peuple : — Vous ne dictes mot; si ma venue ne vous est agréable, dites-le-moi, et je m'en retourneray; donnez-nous seulement à chacun un verre de vin et à nos chevaux un peu d'avoine. — De faict, plusieurs mirent pied à terre. Au bout de deux heures, voyant le peu d'hommes qu'il avoit, il retourna en ordre à la porte par laquelle il estoit entré, lentement

[1] En 1572. La Huguerye, *Mémoires*, t. I, p. 106.

et à la file » ; il ne restait plus qu'une dizaine d'hommes sous la voûte, « le tape-cul estoit prest à abattre sur eux », quand un paysan vint annoncer au Français Guitry, qui se retirait le dernier, l'approche de Genlis. Guitry fit rentrer immédiatement en ville tout son monde. Ludovic revint sur ses pas. Genlis apparut à son tour, « qui fit doubter le peuple de plus grandes forces, et retirer chacun en sa maison ».

Le Français La Noue fut moins heureux à Valenciennes ; il réussit à pénétrer dans la ville, mais non à chasser la garnison espagnole de la citadelle, où elle s'enferma [1]. Aussi Ludovic, dont les compagnons étaient trop peu nombreux pour être divisés entre deux villes, rappela près de lui La Noue, en le priant « de retirer toutes les forces de Valenciennes et les amener à Mons, la troisiesme nuict que nous estions entrés à Valenciennes [2] ». Les Espagnols de la citadelle de Valenciennes se hâtèrent d'en profiter pour faire des courses à travers les rues et rapporter dans leurs casemates « or, argent, grains et aultres marchandises et les femmes qu'ils trouvoient », et ils renouvelèrent si souvent ces opérations, qu'ils « ne sçavoient venir à bout des grandes richesses qu'ils trouvoient, et forçoient les charretiers de les conduire à Tournay, Condé et

[1] Le 23 mai. Voir La Popelinière, éd. 1581, t. II, p. 53. — D'Aubigné, *les Histoires*, éd. 1626, p. 615. — Ms. des Archives du Nord et de la ville de Cambrai, et surtout celui de Simon le Boucq.

[2] La Huguerye, *Mémoires*.

autres villes, et les paysans d'acheter partie de leurs susdits larcins à la vue de ceux à qui ils les avoient dérobés[1] ».

Mais l'avantage d'assurer la conservation de Mons valait bien le sacrifice de Valenciennes. Mons, en effet, « fit tourner visage aux forces du duc d'Albe, et opéra la diversion nécessaire[2] ». Ce n'est rien encore : un résultat bien plus considérable est atteint.

Le jour même où il apprend le succès du coup de main sur Mons, Charles IX adopte enfin un parti décisif. Il écrit aux chefs de ses troupes préparées sur les frontières de Picardie, les seigneurs de Renty et de Laigny[3] : « J'ai donné ordre au sieur de Briquemaut, gentilhomme ordinaire de ma chambre, de vous porter certaines informations relatives à mon service ; je vous prie et vous mande de lui accorder foi entière, comme à moi-même, de lui donner satisfaction en toute diligence, car c'est pour le bien de mon service[4]. » Le même jour il prend des mesures pour défendre le Midi, et écrit

[1] Ms. des Archives de Cambrai. Extraits donnés par Carlier, *Valenciennes et le roi d'Espagne.*

[2] La Huguerye, *Mémoires,* t. I, p. 110.

[3] Le 29 mai 1572, cinq jours après la prise de Mons.

[4] Ms. Arch. nat., K. 1529, pièces 63 et suivantes. Ce dossier est la traduction en espagnol des pièces officielles saisies par les Espagnols sur le corps des officiers français et gardées par le duc d'Albe qui a envoyé au roi les simples traductions que nous possédons : « Que os diga algunas cosas consentientes a mi servicio en las quales os ruego y mando le dais entero credito como a mi mismo y le satisfagais y assistais con mucha diligencia por quanto desseais el bien del dicho mio servicio. »

au vicomte d'Orte, gouverneur de Bayonne[1] : « Je tiens pour certain que les Espagnols seront pour tomber de vostre costé, tant à cause du maulvais estat auquel ils savent que sont toutes les places de delà, mesmement la ville de Bayonne, que pour les intelligences qu'ils peuvent avoir là dedans, notamment par un Espagnol qui fait sa demeure au château vieux dudit Bayonne. Ainsy, j'ai advisé de vous faire ceste depesche pour vous dire que mon intention est que incontinent la présente reçue, vous changiez toutes et chacunes les gardes qui sont ès chasteaux dudit Bayonne et notamment faictes-en sortir les Espaignols et tous autres estrangiers qui y sont... sans vous en eslongner ». Déjà le gouverneur de Picardie[2] était avisé de « mettre peine à estre bien et diligemment adverty des actions et depportemens du duc d'Albe, du costé qu'il fera tourner ses forces et du progrès des entreprises des gueux. »

La guerre n'est pas encore ouvertement déclarée : « — Avant-hier, écrit Çuñiga, on a tenu un grand conseil pour discuter de la rupture avec l'Espagne : ils se sont séparés sans rien décider ; s'ils trouvaient une occasion, ils la saisiraient ; c'est le moment, non de se reposer dans la confiance, mais de tenir au contraire l'épée à la main. A Mézières, il y a treize compagnies,

[1] Ms. Arch. nat., K. 1529, pièce 98, du 27 juin 1572. Ce document et les précédents, qui tranchent sans discussion possible toutes les controverses sur les événements de cette année, semblent n'avoir pas été bien souvent consultés.
[2] Ms., collection Fillon, n° 133.

mais elles ne sont pas encore bien armées [1]... En Picardie on continue à amasser des gens de guerre [2]. » Le duc d'Albe se doute bien que Genlis est destiné à conduire près de Mons l'avant-garde de l'armée française de secours; aussi surveille-t-il avec soin ses mouvements : « — Genlis vient de quitter Mons avec vingt-trois ou vingt-quatre cavaliers : j'en ai l'avis formel; le roi de France a le devoir d'interdire ces menées; dites-le, mais avec douceur et sans donner à ce prince occasion de perdre toute retenue et de sortir de sa dissimulation actuelle [3]. » Où est allé Genlis? Albe le demande de tous côtés : il le croit tantôt à Paris [4], tantôt à Malines [5]. Genlis est en Picardie; il se met à la tête des troupes françaises que Briquemaut a préparées. « Chaque jour des gens de guerre quittent Paris, annonce Çuñiga [6]; dimanche dernier, il en est parti six cents, et le lendemain, huit cents; la cavalerie se met aussi en mouvement : on a vu passer à sept lieues d'ici la compagnie d'ordonnance de l'amiral et près de trois cents fantassins. Tout cela se dirige vers la Picardie. » Les préparatifs sont admirablement combinés; dans quelques semaines, on va entrer en campagne avec « quinze mille harquebuziers et deux mille chevaux,

[1] Ms. Arch. nat., K. 1529, pièce 98, du 27 juin 1572.
[2] *Ibid.*, pièce 96.
[3] *Ibid.*, pièce 95.
[4] *Ibid.*, pièce 105.
[5] *Ibid.*, pièce 106.
[6] *Ibid.*, pièce 109.

tout d'une nation [1] ». Mais le plus urgent est de sauver Mons; Genlis réunit à la hâte tout ce qui peut se mettre en marche immédiatement; il part avec la pensée de rencontrer sous les murs de Mons l'armée de quinze mille mercenaires allemands que le prince d'Orange amène des bords du Rhin. Il se presse : il sait que Mons n'a pas une garnison suffisante, que le fils du duc d'Albe, don Fadrique de Toledo, commande l'armée d'investissement, que pas une minute n'est à perdre si l'on veut introduire des renforts.

Genlis a-t-il mis trop de précipitation à vouloir entrer dans Mons pour porter un secours impatiemment désiré? Il en a été accusé par ceux que flatte le thème facile de la légèreté française : Genlis aurait dû attendre le prince d'Orange avant de s'approcher de Mons. Mais les étrangers qui ont si durement blâmé l'empressement des Français à se faire tuer pour eux, oublient que le prince d'Orange avait une armée d'Allemands; huit jours après l'entreprise de Genlis, ces Allemands n'étaient encore qu'à Roermond, à cinquante lieues de Mons, pillaient la ville, refusaient d'en sortir, s'y tenaient plus d'un mois. « Je n'ai, disait avec désespoir le prince d'Orange, que des Allemands mal payés et corruptibles [2]. » Les Français ne pouvaient, comme ces gens, rester immobiles durant six

[1] Recueil de Groen van Prinsterer, t. IV, p. 23 du supplément. Saint-Gouard écrit à Charles IX l'appréciation des Espagnols.

[2] La Huguerye, *Mémoires*, t. I, p. 131.

semaines à côté d'une place assiégée; Genlis entre dans le Hainaut [1], les catholiques donnent avis au duc d'Albe des étapes et des mouvements de l'armée française [2]. Don Fadrique de Toledo reste sous les murs de Mons, et confie à Chiapin Vitelli le soin de surprendre l'armée de secours, qu'enveloppent déjà les espions.

Chiapin Vitelli, marquis de Cetona, est une des figures les plus étranges de cette armée espagnole. C'est un Florentin monstrueusement gras; son ventre est soutenu par des cercles de fer. Plaisant, brave et cruel, il est adoré du soldat espagnol. Sa férocité peut s'apprécier par un mot cynique. A la suite d'un des pillages d'Anvers, un savant espagnol, le doux Arias Montano, lui dit avec tristesse: « — Han malparido mas de trescientas mugeres en la villa! — A trueque de ello, répond Vitelli en riant, quedarian mas de seiscientas preñadas [3]! » Lorsqu'on projetait de faire tuer la reine d'Angleterre, il s'était offert, lui général d'armée, pour passer la Manche avec huit hommes, enlever Élisabeth, et la livrer au duc d'Albe.

Il laisse Genlis s'engager dans le bois d'Autraye, près de Quiévrain, le surprend, tue la moitié de ses hommes, le fait prisonnier avec le reste. Moins de trois cents Français peuvent s'échapper : ils arrivent, couverts de

[1] Le 17 juillet 1572.

[2] G. de Saulx — Tavannes, éd. Buchon, p. 430. — D'Aubigné, éd. 1626, col. 539, 615, 616. — Mendoça, *Commentarios*, VI.

[3] *Memorias de la Real. Acad. de hist.*, t. VII, p. 133, lettre du comendador mayor à Çayas. C'est le sac de mai 1574.

boue, aux portes de Mons, où ils sont recueillis. Sur les morts, sur les prisonniers, on trouve les lettres de Charles IX qui ordonnaient aux capitaines de suivre les instructions apportées par Briquemaut de sa part. On saisit sur Genlis les ordres du roi de France, qui le pressent de porter secours aux assiégés de Mons. — « J'ai en mon pouvoir, annonce aussitôt le duc d'Albe[1], une lettre du roi de France qui vous frapperait de stupeur si vous la voyiez; mais pour le moment il convient de ne rien dire. » Il se contente de faire demander à Charles IX, en feignant l'ignorance, « s'il advoue ceste trouppe ou non[2] ».

La stupeur est plus profonde à Paris quand est annoncé ce désastre. L'Espagnol Ayala, que Catherine croyait dévoué à son service, raconte le jour même à Çuñiga la scène qui se passa chez Coligny[3] : « Je crois que cette nouvelle lui a traversé le cœur comme un couteau aigu : ce n'étaient autour de lui qu'exclamations exhalées à grand bruit par les petites âmes de ces saints hérétiques, et tous pleuraient Genlis ; un seigneur nommé Téligny dit qu'il fallait manger le cœur aux Espagnols ; je souhaite que nous lui mangions le sien tout entier. Chacun s'écriait : Ah! malheureux Genlis!

[1] *Correspondance de Philippe II,* t. II, p. 269. Albornos à Çayas. C'est probablement la lettre datée de Saint-Léger, 27 avril 1572, au comte Ludovic, dont M. Gachard a trouvé la traduction en espagnol à Simancas.

[2] La Huguerye, *Mémoires,* t. I, p. 127.

[3] Ms. Arch. nat., K. 1529, pièce 136.

Je vous conte ce que j'ai entendu moi-même parce que je me trouvais à côté de l'amiral. »

Charles IX, qui n'était pas encore en mesure de réparer cet échec, crut nécessaire de dissimuler à son tour. Il écrivit à Mondoucet, son envoyé près du duc d'Albe [1] : — Vous m'annoncez que par « plusieurs lettres et papiers trouvés et pris parmi ceulx qui ont esté deffaicts avec Genlis, ils connoissent que ce qui s'est fait par Genlis avoit esté commis de mon consentement » ; vous devez désavouer l'entreprise, et même dire au duc d'Albe « ce que sçavez des affaires de ses ennemis, pour luy faire croire davantage vostre intégrité ; car encore qu'il n'y ajoute foi, toutefois cela me servira à mon intention, pourvu que le faciez dextrement. Il faut que ne soit descouvert qu'ayez intelligence avec le prince d'Orange et estant ceux que y depescherez surpris, que l'on ne les trouve chargés de chose qui fasse foy. » Lettre honteuse. Chaque mot avoue la part du roi dans l'acte qu'il renie, prescrit des fourberies sans même l'espoir de rencontrer des dupes, consacre l'humiliation de la couronne sans la chance de sauver les prisonniers.

Car dès l'instant que ces prisonniers de Quiévrain n'étaient pas envoyés par leur roi au delà de la frontière, ils ne pouvaient plus être traités qu'en simples

[1] *Bull. Soc. Roy. hist. de Belgique*, t. IV, de 1852, p. 340, lettre de Charles IX à Mondoucet, du 12 août 1572, publiée d'après Ms. Bibl. nat., fonds Saint-Germain.

flibustiers qui marchaient contre le droit des gens au secours des rebelles et des hérétiques. C'est ce que s'empressa de conclure le duc d'Albe, pour bien constater l'opprobre de Charles IX. Dès que Mondoucet lui eut communiqué le désaveu, le 18 août à huit heures du soir, il fit travailler « maistre Evrard le Saige, bourreau de Valenciennes », qui lia les prisonniers français par groupes de neuf, et jeta successivement chaque paquet dans l'Escaut; quand il y en eut assez de noyés, on pendit un à un les survivants. Genlis fut provisoirement épargné avec quelques autres.

Au même moment, la reine d'Angleterre était aussi perfide que Charles IX, elle offrait de livrer les protestants au duc d'Albe : « Ceux de Flessinghe, lui faisait-elle dire [1], viennent chaque jour me proposer de me remettre leur ville. Si c'était profitable aux intérêts et à l'agrément du roi d'Espagne, j'accepterais ces offres; je me saisirais de la place, et je la restituerais au duc d'Albe. »

En voyant cette servilité de tous les souverains, le duc avait le droit de répéter avec confiance son expression favorite [2] : « Dieu arrange toutes ces affaires de la

[1] *Puntos de cartas de Anton de Guaras al duque de Alva,* extrait dans FROUDE, t. X, p. 382 : « Los de Flessinghe le venian cada dia a offrescer de entregarla aquella villa. Si convenia al servicio y contentamiento de S. M. que estuviese en su poder... »

[2] Ms. Arch. nat., K. 1529, pièce 111. Expression fréquemment reproduite : « Dios encamine estos negocios como mas se sirva que no dubdo siendo suyos. »

manière la plus heureuse pour son service, ce qui est naturel, puisque ce sont ses propres affaires. » Mais il savait que le danger réel était toujours du côté de Paris. De temps en temps Çuñiga lui annonçait des conseils secrets : « Ce qui y sera décidé, vous le saurez, ajoutait-il [1], pour peu que la chose en vaille la peine. » Car le Gondi lui rapportait fidèlement tous les projets du roi et de Catherine : « Je trouve que le Gondi est dans une bonne voie, et je lui vais donnant toutes les espérances que je peux sans le compromettre ici, et je lui ai dit que le seigneur Çayas est son grand ami [2]... » — Patronage dont le Gondi eut sans doute été moins fier, s'il avait su que ce même Çayas acceptait de Charles IX un secours pour l'aider « à marier une sienne grande fille bien laide [3] ».

Tous les renseignements s'accordaient à indiquer comme décidé le mariage avec Henri de Navarre. Si le Pape ne signait pas la dispense, on s'en passerait; toutefois « Gondi croit que le Pape ne la refusera pas parce qu'il n'aimerait pas que le mariage se célébrât sans son autorisation [4] ».

Cependant cette nécessité d'une permission du Saint-

[1] Ms. Arch. nat., K. 1529, pièce 112.

[2] *Ibid.*, K. 1530, pièce 13 : « El Gondi va camino derecho, yo le voy dando todas las esperanças que puedo sin señalarle pieça, y le he dicho que el Sr Çayas es gran su amigo. » 10 aug. 1572.

[3] Ms. Bibl. nat. français, 10752, f° 542, Forquevauls à Catherine.

[4] Ms. Arch. nat., K. 1529, pièce 76 : « Preguntando yo a Geromino Gondi si tenian la dispensacion, me respondio que el Papa no dexaria de darla por que no querria que se hiciesse sin ella. »

Siége laissait espérer aux Espagnols que le mariage serait impossible. Soudain ils apprennent qu'il vient d'être célébré par le cardinal de Bourbon : « — Ils l'ont trompé, ce pauvre cardinal, écrit Çuñiga [1], ou il s'est laissé tromper par une lettre fausse que l'on a fait semblant de recevoir. » C'en est fait, les huguenots sont réconciliés avec les catholiques, tous ne pensent plus qu'aux intérêts de la France, toutes nos forces vont fondre sur les Pays-Bas et venger le meurtre des compagnons de Genlis. — « Nous estions desjà pour ceste heure maistres du duc d'Albe », selon le mot du prince d'Orange [2].

II

LA SAINT-BARTHÉLEMY.

Le faux calcul d'une femme rompit brusquement cet équilibre et trompa toutes les conjectures. Il est aisé de suivre dans l'esprit de Catherine les sentiments qui s'agitaient. Elle était très-Française, mais elle s'entourait d'étrangers qui préféraient une faible somme d'argent aux intérêts de la France, comme Ayala, Gondi,

[1] Ms. Arch. nat., K. 1530, pièce 18 : « Engañaron al dicho de Borbon o el se dexo engañar con una carta fingida que hizieron semblante que traya el coreo. »

[2] Recueil de Groen van Prinsterer, t. III, p. 505.

Gonzague. Ces mêmes intérêts étaient subordonnés dans sa pensée à ceux de son propre pouvoir.

Son idée fixe, à cette époque, était d'imposer au monde catholique son fils préféré, Henri de Valois. Cet amour démesuré pour un être ingrat et dégradé est la faute capitale de Catherine. Elle rêve de le voir à la fois roi d'Angleterre, roi de Pologne, conquérant des Pays-Bas; elle le présente avec orgueil comme le vainqueur de Jarnac et de Moncontour, le héros catholique; elle s'indigne que les gens défaits par lui en batailles rangées accourent près de Charles IX, l'entourent; bien plus, ils sont les favoris, Coligny est seul écouté, il est destiné au commandement de l'armée des Flandres comme si ces huguenots étaient les seuls à connaître la science de la guerre; on n'entend qu'eux au Louvre, surtout depuis l'arrivée de Henri de Navarre avec ses Gascons; ils parlent haut, ils bravent Tavannes, Nevers, Henri de Valois; ils traînent derrière eux des ministres crasseux qui, dans le jargon de Chanaan, maudissent les mœurs élégantes, parlent de reléguer Catherine à Florence, le fils bien-aimé à Cracovie. Charles IX rudoie son frère, se livre à Coligny. — « Toutes les fois que le roy avoit conféré avec l'amiral, dit Henri de Valois[1], la royne mère et moi nous le trouvions merveilleusement fougueux et refrogné, avec un visage et des contenances rudes, et encore

[1] *Discours du roy Henri III,* publié dans les *Mémoires de Villeroy,* t. II, p. 52.

plus ses responses. » Catherine s'inquiète, pleure [1], se demande si l'union des partis ne se peut faire aussi bien par elle contre les Espagnols. Supprimer l'amiral, ce serait ne rien ébranler ; les huguenots ne bougeront ; elle les tient sous sa main par son gendre Henri de Navarre, leur véritable chef; elle inspirera une trompeuse sécurité au roi d'Espagne si elle lui donne comme gage le meurtre de Coligny ; elle assurera des triomphes faciles à son prince adoré, Henri de Valois, qui prendra le commandement des armées, qui conservera sous ses ordres les huguenots avec Henri de Navarre ; elle « juge qu'il y va de la renvoyer à Florence, résout la mort de l'amiral et de se couvrir du prétexte de ceux de Guise [2] ». Les événements qui suivent sont fameux dans notre histoire ; on sait moins comment les Espagnols les ont racontés et appréciés.

« Hier, écrit [3] Çuñiga à Philippe II, comme l'amiral sortait du palais pour rentrer chez lui et lisait une lettre, on lui tira d'une fenêtre quatre balles d'arquebuse qui lui enlevèrent un doigt de la main droite, et lui cassèrent les os du bras gauche au-dessus du coude. La porte de la maison d'où partit le coup était fermée, le meurtrier sortit par la porte de derrière où l'attendait un cheval espagnol qui le mena à la porte Saint-Antoine où il prit un cheval turc et s'échappa. L'amiral

[1] *Relaz. ven.* Correr.
[2] Tavannes, *Mémoires.*
[3] Ms. Arch. nat., K. 1530, pièce 19, du 22 août 1572.

suppose que le duc de Guise lui a fait donner ce coup d'arquebuse. Ce que je peux affirmer, c'est que la reine mère est celle qui donna l'ordre et le fit exécuter. Le roi jouait à la paume avec le duc de Guise quand il fut averti; il s'arrêta et devint fort pâle. Gondi me raconte que le premier qui vint annoncer à la reine mère la blessure, remarqua combien la nouvelle était écoutée avec calme et sans réflexion : Henri de Valois arriva près d'elle, et ils s'enfermèrent ensemble. »

Mais Çuñiga est beaucoup moins exactement informé des événements qui suivirent : ses espions étaient alors plus occupés à se garnir les mains dans les maisons des bourgeois qu'à lui recueillir des renseignements. Il ignore comment la colère du roi fut savamment détournée par les séductions de sa mère qui se déclara auteur de l'attentat contre l'amiral, demanda si l'on avait peur des huguenots vaincus par Henri de Valois, provoqua enfin ce cri d'enfant dévergondé : Tuez-les donc, mais tuez-les tous, pour que nul ne me reproche mon manque de foi! — « Tandis que j'écris, fait Çuñiga [1], ils les tuent, ils les mettent nus, ils les traînent par les

[1] Ms. Arch. nat., K. 1530, pièce 20. Il est curieux de remarquer combien cet agent d'ordinaire si bien informé accumule d'erreurs dans le récit de l'événement : la joie lui avait fait perdre toute présence d'esprit. Cette lettre est écrite pendant le massacre, avant que le duc de Guise soit revenu de sa course à Montfort-l'Amaury, c'est-à-dire le 24 août dans l'après-midi, et elle est datée du 23. Elle arriva à Madrid le 7 septembre. Philippe II ne savait rien le 5 septembre. (Ms. Arch. nat., K. 1530, pièce 32.) Saint-Gouard fut prévenu plus tard encore. (Corresp. Ms. Bibl. nat., fos 50 et suivants.)

rues, ils pillent les maisons ; n'épargnent pas un enfant; ce matin avant midi ils avaient tué trois mille personnes. On vient de donner ordre que la même exécution se fasse dans tout le royaume, Avec cela, je crois que le prince d'Orange et ceux qui ont de méchantes intentions contre Votre Majesté pourront bien être de pauvres compagnons. Béni soit Dieu qui convertit les princes français à sa cause; puisse-t-il inspirer à leurs cœurs de continuer comme on a commencé! »

Mais quelques jours plus tard, il écrit avec plus de sang-froid; il rectifie les premières erreurs, il plaisante avec un certain mépris sur la joie grossière de Catherine qui lui avait dit[1] : « — La chose est-elle assez bien faite ? Suis-je hérétique comme le disait don Francès ? » Il reconstitue la chaîne des événements; il trace avec une étonnante sagacité la série des faits qui ont déterminé le coup[2] : « — Le massacre est un acte non pas prémédité, mais inopiné ; ils ne voulaient la mort que de l'amiral, en faisant croire que le duc de Guise en était l'auteur ; ils comptaient se disculper de ce meurtre près des principaux huguenots du royaume, de ceux d'Angleterre et des protestants d'Allemagne ; mais comme le coup d'arquebuse fut mal dirigé, et comme l'amiral apprit d'où il venait, ils se déterminèrent à se découvrir, et à faire ce qu'ils ont fait. »

Quand ceux qui ont charge de la justice et de la paix

[1] Ms. Arch. nat., K. 1530, pièce 28, du 31 août.
[2] *Ibid.*, pièce 29, seconde lettre du même jour.

violentent la justice et la paix, quand l'honneur national est livré aux risées de l'ennemi, les sages ne peuvent que se retirer et attendre la mort, comme Lospital qui écrit à sa fille [1] : « Je vois bien la tempeste. Aidez de tous bons moyens pour la sauveté de vostre mère, mari, vous et vos enfants, car je ne vois pas qu'il soit fort besoin de vous employer pour moi. »

III

INCOHÉRENCE DE LA DIPLOMATIE FRANÇAISE.

La complication des intrigues s'embrouille en ce moment au point que la main de Catherine ne saura bientôt plus en démêler les fils. On voit simultanément Catherine quêter des félicitations ou offrir des justifications sur l'acte du 24 août; — Charles IX s'acharner avec une puérilité malfaisante à le faire compléter ; — tous deux enfin poursuivre les négociations pour l'élection de Henri de Valois au trône de Pologne, et pour la continuation de l'alliance protestante contre l'Espagne avec les Nassau et avec les princes luthériens d'Allemagne. Ces manœuvres contradictoires et sans dignité présentent le plus triste spectacle qu'ait jamais donné une diplomatie aux abois.

[1] Le 25 août 1572, lettre publiée, *Revue des doc. hist.*, 1878.

« — Monsieur mon fils, écrit [1] Catherine à Philippe II, je ne fais nul doute que ne ressentiez comme nous-mesme le heur que Dieu nous ha fayte de donner le moyen au roy mon fils de se défaire de ses sujets rebelles à Dieu et à luy, et qu'il luy a plu luy faire la grâce de le préserver et nous tous de la cruauté de leurs mains, de quoy nous assurons que en louerez Dieu avec nous, tant pour nostre particulier comme pour le bien qui en reviendra à toute la chrétienté et au service et honneur et gloire de Dieu... » — En recevant cette lettre, Philippe II, qui connaissait les faits depuis cinq jours, et n'en avait pas parlé à Saint-Gouard, notre ambassadeur, ne crut pas utile de les tenir secrets plus longtemps. — « Ce faict, écrit Saint-Gouard [2], a esté aussi bien pris du seigneur roy, comme on le peut penser, pour luy estre tant profitable pour ses affaires. Comme il est le prince du monde qui sçait et fait le plus de profession de dissimuler toutes choses, si n'a-t-il sceu céler le plaisyr qu'il en a receu, et encores que tout ce plaisyr procédoit du bien qu'en recevoient ses affaires, les-

[1] L'original est Ms. Arch. nat., K. 1530, *Musée*, n° 702, avec la date du 28 août. La traduction en espagnol faite pour Philippe II est Ms. Arch. nat., K. 1530, pièce 21, avec la date du 24 août, certainement inexacte. La nouvelle est arrivée en Espagne le 7 septembre avec la lettre de Çuñiga; le roi l'a tenue secrète; la lettre de Catherine du 28 août a dû arriver le 12 septembre; c'est ce jour seulement que Saint-Gouard a connu le fait (Ms. Bibl. nat. 16104, f° 55, et 16105, f°s 59 et 60), et l'a communiqué au roi qui l'apprenait en même temps par cette lettre. On envoyait de Paris le 28 août « le petit Montaigne » avec toutes les lettres.

[2] Ms. Bibl. nat. 16104, f° 58, Saint-Gouard à la reine mère.

quelles il voyoit pour desplorées sans ce seul remède, si a-t-il fait croire à tout le monde que c'estoit pour le respect du bon succès que Vostre Majesté avoit eu en si hautes entreprises, tantost louant vostre fils d'avoir eu telle mère, l'aiant si bien gardé durant son bas aage de tous les dangiers, puis la mère d'un tel fils qui a sceu avec tant de patience et de prudence exécuter choses qui apportoient tant de bien à toute la chrétienté. »

Impossible de mieux comprendre ni d'expliquer avec plus de liberté l'immensité de la faute commise. Le duc d'Albe appréciait dans des termes à peu près identiques cette action violente des Valois contre les intérêts de la France : « Ces choses, écrivait-il [1], viennent si merveilleusement à propos en ceste conjoncture pour les affaires du roy nostre maistre, que plus ne pourriont. » Mais Catherine n'en était pas encore au repentir, elle préférait se vanter des éloges que Philippe II lui adressait — « pour une action exécutée avec tant de valeur et de sagesse qui contribuait tellement au service, à la gloire et à l'honneur de Dieu, et aux intérêts universels de la chrétienté. C'est pour moi [2] la nouvelle la meilleure et la plus joyeuse qui pouvait me parvenir en ce moment; les mains de Votre

[1] *Bull. Acad. roy. de Belgique*, t. IX, 1°, p. 561, le duc d'Albe à Beauvoir.

[2] Ms. Arch. nat., K. 1530, pièce 49, du 17 septembre 1572 : « La mejor y mas alegra nueva que al presente me pudiera venir, y pormelas aver scripto V. M. la beso muchas veces las manos. »

Majesté qui me l'ont écrite, je les baise mille fois. »

Puis le lendemain de cette lettre, comme s'il craignait de n'avoir pas suffisamment exprimé son enthousiasme : « C'est une des plus grandes joies que j'aie ressenties dans ma vie entière, écrit encore Philippe à Çuñiga [1], et j'en éprouverai autant de ce que vous allez me dire sur les conséquences de cet événement ; si on complète ce qu'on commence, ce sera mettre le sceau à l'affaire. La première nouvelle m'est arrivée par vous. L'ambassadeur de ce roi m'est venu trouver plus tard, et je l'ai reçu avec la démonstration d'allégresse que le cas exigeait. Présentez-vous en mon nom devant la reine mère, expliquez-lui la satisfaction, l'extrême bonheur que m'a fait éprouver un acte si remarquable, si utile à Dieu, si bienfaisant pour la chrétienté entière et particulièrement pour le roi mon frère, un acte qui entoure sa couronne de gloire et d'estime pendant son règne et dans tous les siècles futurs. »

Catherine, déjà enivrée de ces félicitations si explicites d'un gendre si circonspect, ne fut plus maîtresse de ses nerfs quand elle vit en même temps l'autre gendre, Henri de Navarre, se présenter aux vêpres dans la chapelle de l'ordre de Saint-Michel ; elle se

[1] Ms. Arch. nat., K. 1530, pièce 53 : « Tuve uno de los mayores contentamientos que he recibido en mi vida... con la demostracion de alegria que el caso requerria... la grande alegria y contentamiento que he recibido... y de que a ella redunda en el presente y siglos venideros tanta gloria y estimacion. »

dressa, se tint debout pour mieux le contempler; elle le garda sous ses yeux pendant qu'il s'inclinait avec bonne grâce et aisance devant l'autel, puis devant les dames; elle se tourna alors toute glorieuse vers les ambassadeurs et laissa échapper un éclat de rire triomphal [1]. Piperie des coups de tête et des succès éphémères qui déçoivent les plus roués. A l'heure même où elle se croyait libre d'insulter les victimes, Catherine ne comptait déjà plus de dupes, pas même le Saint-Père, pas même Philippe II. « — Le Pape, disait le nonce à Paris [2], a fait faire des processions pour ce qui est arrivé à l'amiral et à ses adhérents, et je m'en ébahis; c'est du reste un peu ma faute, car je me suis imaginé tout d'abord, en voyant tuer ces huguenots, qu'on voulait servir les intérêts de la religion, mais j'ai reconnu depuis qu'on prétendait simplement se défaire d'opposants incommodes et se remettre en selle sans adversaire dans le royaume, et j'en ai donné avis tardivement. »

Quant à Philippe, il découvrait déjà dans le massacre

[1] Ms. Arch. nat., K. 1530, pièce 72, Çuñiga au roi, 29 sept. 1572: « Quando fue el de Bearn, estuvo la reyna madre levantada, mirandole con attencion, y ya el avia acabado sus reverencias, y metido buen ayre en ellas, assi en las que hizo al altar, como a las Damas, volviose la reyna madre a los embaxadores con muy gran risa. »

[2] Ms. Arch. nat., K. 1530, pièce 61, Çuñiga au roi, 22 septembre : « Que el Papa avia mandado hazer procesiones... y que se espantava dello, aunque el avia tenido culpa de averle avisado tarde... despues entendio que se avia executado por deshazerse de sus enemigos y que-cavallo sin tener ningun contrario. »

des huguenots une précieuse occasion pour nous brouiller avec l'Angleterre : sa chancellerie avait rédigé en ces termes un projet de lettre[1] : « Çuñiga cherchera à se rencontrer avec l'ambassadeur d'Angleterre pour exciter davantage son indignation contre ces princes français, et pour préparer de la sorte une rupture de la reine sa souveraine avec eux, et une réconciliation avec nous. » — Philippe, de sa main, efface cette phrase, et écrit en marge : « Brouiller les Anglais et les Français, bien, j'approuve qu'il le fasse ; il le doit maintenant comme auparavant. Ce qui ne se doit pas, c'est essayer de me réconcilier avec les Anglais. »

Ainsi persistait la haine contre nous sous les plus chaleureux témoignages d'admiration et de tendresse. A cette haine se joignit bientôt le mépris.

Les démarches tentées par Charles IX avec une opiniâtreté maladive pour faire égorger par le duc d'Albe les Français qui avaient été épargnés après la défaite de Genlis et ceux qui se défendaient encore dans Mons, ne pouvaient que sembler déshonorantes, en effet, aux yeux des Espagnols. Elles commencèrent par une lettre étrange, qui travestit les événements, avoue les ordres envoyés pour que le massacre se généralise dans toute la France, demande que les prisonniers français soient mis à mort et insiste pour que l'on continue les relations secrètes avec le prince

[1] Ms. Arch. nat., K. 1530, pièce 66.

d'Orange [1]; la voici : « Monsieur de Mondoucet, dit Charles IX, l'amiral s'en allant du Louvre en son logis disner, il lui auroit été tiré par une fenestre d'une maison, une arquebuzade. Ceux de sa faction se deffiant qu'il fust faict justice dudict attentat et sans avoir la patience de voir et connoistre les effects de mon intention, se délibéroient d'en prendre eux-mesmes la vengeance; de manière que pour prévenir l'exécution d'une si pernicieuse entreprise, j'ay esté constraint permettre et donner moyens aux Guises de courir au susdit amiral, comme ils ont faict, ayant ledit admiral esté tué et tous ses adhérents. Et d'autant que ceste dite exécution a été accompagnée d'une esmotion populaire, un très-grand nombre de ceux de la nouvelle religion qui estoient en ceste ville ont été massacrés et taillés en pièces, estant croiable que ce feu ainsi allumé ira courant par toutes les villes de mon royaume, lesquelles à l'exemple de ce qui s'est fait en ceste ville, s'assureront de tous ceux de ladite religion. Or, monsieur de Mondoucet, en telles affaires il faut prendre garde de près à tout événement. Je ne désire que le duc d'Albe renvoye en mon royaume ceux qu'il a prins prisonniers à la défaite de Genlis et laisse échapper les autres, qui sont dedans Mons qu'il tient enfermés. Car puisqu'il a plu à Dieu conduire les choses

[1] *Bull. Soc. roy. hist. de Belgique*, t. IV, de 1852, p. 342, d'après Ms. Bibl. nat., fonds Saint-Germain, Charles IX à Mondoucet, envoyé français près du duc d'Albe, 26 août 1572.

ès termes où elles sont, je ne veulx négliger l'occasion pour remettre ung perpétuel repos en mon royaume, mais aussi servir la chrestienté. Vous entretiendrez dextrement votre intelligence avec le prince d'Orange affin de ne lui donner occasion d'abandonner les entreprises qu'il a de par delà pour en venir faire d'autres en mon royaume au secours de ceux de la nouvelle religion. Si se faut en cela comporter très-prudemment et ne laisser rien partir de vos mains qui vous oblige et fasse connoistre au duc d'Albe qu'entreteniez practique avec ledit prince d'Orange. J'ay escript par tous les gouvernements de mon royaume assembler forces pour courir sus à ceux qui se voudroient élever contre ma volonté. » Comme Saint-Gouard, l'honnête Mondoucet fait remarquer froidement que l'on a travaillé pour nos ennemis, et qu'ils font à bon droit « chanter un *Te Deum* solennel » à Bruxelles « pour l'heur et prospérité que de telles choses apportent à leurs affaires [1] ». Mais Charles IX n'écoute rien; le jour où il vient d'écrire deux lettres à Mondoucet sur le même sujet[2], il insiste en personne près de Çuñiga pour faire prévenir le duc d'Albe « qu'en aucune manière du monde, il ne doit laisser revenir en France aucun de ceux qu'il tient prisonniers, car ce serait lui causer

[1] *Bull. Soc. roy. hist. de Belgique*. Lettre du 29 août. Saint-Gouard avait déjà écrit que le massacre « se pouvoit dire n'avoir esté faict que en bénéfice des affaires de ce roy (d'Espagne). » Ms. Bibl. nat. 16105, pièce 59.

[2] *Ibid.*, le 31 août.

un préjudice grave[1] ». A Mondoucet il dit : « Je serois marri si le duc d'Albe ne se faisoit maistre de Mons, et encore plus si c'estoit par composition, et que permettant à ceux qui sont dedans de sortir, ce fust pour me les renvoyer et qu'ils retournassent en mon royaume. Il importe grandement pour le service de Dieu que ceux qui sont dedans soient mis en pièces. Vous direz au duc qu'il est maintenant en luy de faire cognoistre qu'il préfère le service de Dieu et bien de la chrestienté à tout autre respect, ayant entre ses mains plusieurs de mes sujets rebelles et le moyen de prendre Mons, et chastier ceux qui sont dedans. S'il vous répond que c'est tacitement le requérir de faire mourir lesdits prisonniers et faire tailler en pièces ceulx dudit Mons, vous lui direz que c'est ce qu'il doit faire, et qu'il se fera un très-grand tort et à toute la chrestienté s'il fait autrement. Il faut surtout tenir cecy secret et ne parler audit duc que comme de vous-mesme sans qu'aucun sçache que je vous ai commandé. »

Ces excitations au meurtre furent d'abord écoutées avec patience par le duc d'Albe. — « Il ne me reste plus guère de prisonniers entre les mains, fit-il, et j'en détruis quelques-uns tous les jours. — Le roi de France, reprit Mondoucet[2], aurait occasion de se plaindre de

[1] Ms. Arch. nat., K. 1530, pièce 29. Lettre du 31 août, Çuñiga au duc d'Albe : « Que en ninguna manera del mundo dexasse venir aqui ningun de los presos que oy tiene por que a el le seria de mucho daño. »

[2] *Comm. roy. d'hist. de Belgique,* année 1853, t. V, d'après les Ms. Arch. Reims.

vous si vous les laissiez échapper. » Puis les instances deviennent si fébriles, qu'Albe lui-même en ressent du dégoût : ce n'est pas seulement Mondoucet qui est mis en avant, c'est encore Çuñiga ; celui-ci répond avec hauteur « à la mère et au fils, que Genlis et son monde ne reviendront plus jamais leur donner des ennuis [1] ». C'est surtout Saint-Gouard ; cet ambassadeur doit supplier Philippe d'envoyer des ordres en Flandre. « — De la défaite de Genlis, est-il forcé de dire, restent plusieurs gentilshommes qui feraient beaucoup de mal s'ils étaient libres ; ceux qui se tiennent dans la ville de Mons sont connus pour les plus factieux des Pays-Bas ; ils doivent donc être pris et exécutés... [2]. L'un des plus grands services qui se puisse faire pour la chrestienté est de les passer tous au fil de l'espée [3]. »

Cette importunité fait enfin perdre patience au duc d'Albe. — « Mondoucet, l'homme qu'ont ici ces princes, écrit-il [4], m'a dit de leur part de n'accorder aucune composition aux Français qui sont dans Mons. Cela m'a paru la plus insolente demande qui se soit jamais adressée à quelqu'un. » Il fait une réponse qui oblige Mondoucet au plus déshonorant aveu [5] : « — Que le

[1] Ms. Arch. nat., K. 1530, pièce 39, Çuñiga au duc d'Albe : « Que Janlis y consortes no vernian mas a inquietarlos. »

[2] *Ibid.*, pièces 45 et 46.

[3] Ms. Bibl. nat. 16104, pièces 55 et 56.

[4] Ms. Arch. nat., K. 1530, pièce 47, Albe à Çuñiga, du 16 septembre.

[5] Cette conversation est rapportée en termes identiques à la fois au roi de France par Mondoucet (Ms. de Reims) et à Çuñiga par le duc

Roy Très-Chrestien mande à ceux qui sont dans la ville qu'ils le viennent trouver, et ainsy aurai ma ville. — Je lui dis que Vostre Majesté pourroit très-voluntiers faire ce commandement-là, mais qu'il estoit à croyre, pour les raisons qu'il savoit, qu'ils ne s'y voudroient fier et aimeroient mieux mourir là dedans. » Alors Charles IX revient à la charge près de Çuñiga : « Il y a dans Mons, fait-il écrire par lui au duc [1], une trentaine de belistres qui apporteront le désordre dans le royaume, si on ne les détruit pas. »

Mais à l'heure même où il feignait de se rendre à ces obsessions de Charles IX, Çuñiga savait à quoi s'en tenir sur ses protestations de dévouement à la cause catholique : il était informé par le fidèle Gondi des négociations qui continuaient avec le prince d'Orange et les luthériens d'Allemagne. Le Génois Galeazzo Fregoso parcourait l'Allemagne au nom de Catherine, en même temps que Schonberg au nom de Charles IX, pour excuser et renier la Saint-Barthélemy, et pour continuer les projets d'une coalition avec les protestants contre l'Espagne [2]. Non content de trahir ses hôtes du Louvre, et les huguenots de France, et les

d'Albe : « El devia escrivir a sus amos que embiassen a mandar a los franceses que estan en Mons... » (Ms. K. 1530, pièce 47.)

[1] Ms. Arch. nat., K. 1530, pièce 59 (Çuniga au duc d'Albe) : « Que tambien holgaria que V. Exc. correspondiese a hacer de aquellos como el avia hecho de los que tenia aqui, porque en Mons avia XX o XXX belitres que podrian volver a inquietarle el Reyno. »

[2] Ms. Arch. nat., K. 1530, pièce 61, du 22 septembre 1572.

soldats envoyés par lui aux Pays-Bas, Charles IX trahissait également le roi d'Espagne. — « Ce n'est pas dangereux, disait dédaigneusement Çuñiga [1]; ils peuvent bien chercher des alliances en Angleterre et en Allemagne, personne n'aura désormais confiance en eux. » L'Empereur lui-même, le propre beau-père de Charles IX, ne pouvait cacher sa répugnance pour ces hypocrites excuses; c'est Vulcob, notre ambassadeur à Vienne, qui l'avoue [2] : « — Je ne vous dois céler, Sire, que l'Empereur m'a monstré d'avoir quelque opinion du fait, diverse de ce que je luy ay fait entendre. »

Ainsi Catherine et ses fils n'ont aucune animosité contre les protestants; ils veulent que Schonberg, leur agent en Allemagne, le fasse bien comprendre [3] : « — Vous regarderez à ne laisser entrer en l'entendement des princes que ce qui a été faict à l'amiral et à ses complices soyt faict en hayne de la nouvelle religion, ni pour son extirpation, mais seulement pour la pugnition de la conspiration qu'ils avoyent faicte. » Le plus coupable de ces Valois, Henri, a l'effronterie d'écrire lui-même que l'appui de la France est toujours assuré aux protestants contre le roi d'Espagne [4] : « Nous voulons

[1] Ms. Arch. nat., K. 1530, pièce 42 : « Con Inglaterra y aun con los principes de Alemania, los quales jamas se fiaran destos. »

[2] Recueil de Groen van Prinsterer, t. IV, Suppl., lettre du 26 septembre 1572.

[3] *Ibid.*, p. 12 du Supplément, le 12 septembre 1572, moins de trois semaines après l'acte.

[4] *Ibid.*

étreindre la négociation plus que jamais et faire cognoistre aux princes que nous sommes leurs plus seurs et parfaicts amys. » Peut-être est-il de bonne foi dans cette cynique déclaration et espère-t-il encore devenir le chef des armées qui envahiront les Pays-Bas. Mais on doit croire plutôt qu'il estime cette fourberie nécessaire au succès de ses projets sur le trône de Pologne. L'évêque de Valence, qu'il a chargé de le lui acheter avec nos deniers, ne lui cache pas le dégoût que soulève son crime : « — Je ne suis ni ange ni enchanteur, lui dit-il [1]; parce que l'on avoit envie de ce royaume, l'on pouvoit et devoit surseoir à l'exécution qui a été faicte. » — Il faut donc déjà renier ce que l'on vient de faire, flatter les luthériens allemands, courtiser, à l'instant où l'on vient d'invoquer la religion pour justifier des meurtres, le pire des ennemis de la religion, le sultan Selim. « Je vous prie, écrit Charles IX à son ambassadeur de Constantinople [2], desploier en cecy toute vostre industrie, faisant ung chef-d'œuvre de vostre mestier. » Car le sultan Selim peut procurer des voix dans l'élection de Pologne; Henri de Valois le sait, et il capte le Turc comme il flatte les luthériens [3].

[1] Ms. Bibl. nat., cinq cents de Colbert, VII, f° 447.
[2] Lettre citée par le marquis DE NOAILLES, *Henri de Valois*, t. II, p. 244.
[3] Ms. Bibl. nat. Gaignières, t. DCXLVII, f° 20. Les contemporains connaissaient ce fait et surnommaient *Mameluc* l'évêque de Valence qui se nommait Montluc.

Encore aurait-il fallu prendre une décision, et ne pas laisser sans profit des intrigues si humiliantes; Schonberg ne pouvait s'expliquer que tant de duplicité fût dépensée par simple amour de l'art : « Le sieur Frégose, écrivait-il à Catherine[1], vous aura fait entendre ce que je luy ai communiqué touchant les affaires des Pays-Bas. Il ne faut pas douter que Vos Majestés sçauront bien embrasser cette tant belle occasion. Madame, le repos du royaume, la seureté de l'Estat, la ruine du capital ennemi du roy, l'estroicte et ferme alliance des princes d'Allemagne, la subversion de tous les desseins de la maison d'Austriche et le comble de vos désirs est entre les mains de Vostre Majesté, et dépend de vos voluntés. Si vous laissez échapper ceste belle prise, je me désespère que vous la puissiez jamais rattraper. »

IV

PRISE DE MONS.

Le prince d'Orange, assez embarrassé à Roermond au milieu de ses mercenaires allemands, se crut obligé de se justifier d'avoir prêté confiance un moment aux promesses de la France : « Les apparences estoient si grandes, dit-il[2], que tant s'en faut que l'on me pourra

[1] Recueil de Groen van Prinsterer, t. IV, Suppl., p. 43.
[2] *Ibid.*, t. III, p. 503.

imputer à légère crédulité d'y avoir ajouté foy, qu'au contraire l'on m'eust à bon droit pu accoulper de malignité si j'eusse seulement voulu faire semblant d'en avoir aucun soupçon sinistre. » Six jours après la Saint-Barthélemy, il envoya en avant-garde son lieutenant Bernard de Mérode, qui fut accueilli à Malines. — Bonne nouvelle, s'écrie le duc d'Albe en apprenant la défection des bourgeois de Malines [1]; « c'est précisément une permission de Dieu pour que nous les puissions châtier comme ils le méritent des méfaits commis par eux du temps de madame de Parme et de la destruction des images; Notre-Seigneur ne pouvait permettre vraiment que cela se passât sans punition ». La joie avec laquelle il saisit ce prétexte de vengeance montre son animosité contre les Flamands. « L'hérésie, dit-il encore [2], est tellement enracinée chez ces gens, que des pieds à la tête ils n'ont pas un os dans le corps qui ne soit pourri. On y portera bon remède, avec l'aide de Dieu. » Il comprenait que ce serait une tâche aisée que se débarrasser des Allemands d'Orange.

Lorsque ceux-ci furent menés en effet devant les lignes d'investissement de Mons, ils refusèrent de se

[1] *Correspondance de Philippe II,* t. II, p. 275 : « Esta derechamente es permision de Dios para castigar como se deve, las maldades que hizieron... que no deve permitir Nuestro señor aquello se pasasse sin castigo. »

[2] Ms. Arch. nat., K. 1630, pièce 47 : « Las heregias destos estan arraygadas que de los pies hasta la cabeça no ay huesso sano en esto cuerpo que no este dolorido. Todo se remediara con ayuda de Dios. »

battre. Un Bavarois essaya une charge avec quelques cavaliers à travers les tranchées : « si les régiments Allemands l'eussent suivi, ils eussent pu faire un bel effect; on comprit alors que cette armée-là ne feroit point effect à vifve force [1] ». Le prince d'Orange essaya au moins d'affamer les Espagnols en campant assez près d'eux pour intercepter leurs communications; mais il fut surpris dans son camp de Jemmapes, au milieu de la nuit [2]; la panique fut telle « qu'il ne fut en la puissance du prince de les retenir là plus longtemps [3] ». Le prince fut forcé d'abandonner son frère qui défendait toujours les remparts de Mons; il « donna congé à ses lansquenets, qui n'estoient rien qui vaille; ses gens de cheval ne valoient pas davantage, et sont la principale cause d'une si soudaine retraite [4] ».

L'infériorité des gens qu'il recrutait est une excuse aux échecs continuels du prince d'Orange : elle ne laisse pas que de le faire considérer comme un très-médiocre homme de guerre; il a subi, comme son petit-fils le roi Guillaume d'Angleterre, la singulière fatalité d'être contraint à commander continuellement des armées, d'être presque constamment battu, de ne jamais acquérir les qualités militaires.

Quelques jours après la dispersion de l'armée de

[1] La Huguerye, *Mémoires*, t. I, p. 136.
[2] Ms. Arch. nat., K. 1530, pièce 41. C'est dans la nuit du 11 au 12 septembre.
[3] La Huguerye.
[4] *Comm. roy. hist. de Belgique*, 1853, Mondoucet à Charles IX.

secours, le comte Ludovic et La Noue, pressés dans Mons par la famine, obtinrent une capitulation [1]. On eût dit que le duc d'Albe était gagné subitement par les idées de générosité : non-seulement il autorisa les vaincus à se retirer librement avec leurs armes, mais il prit ses mesures pour que les conditions accordées fussent observées « avec un tel soin, qu'estant arrivé qu'un goujat avoit osté le chappeau à ung des assiégés qui évacuoient la ville, le sieur de Noircarmes luy donna tout à l'heure de l'espée au travers du corps et le fit jeter mort au milieu des champs [2] ». Ce n'était pas complaisance pour le comte Ludovic, car Albe écrivit le jour même au roi d'Espagne [3] : « Assurément, outre le service de Dieu et celui du roi, la haine privée que je porte à cet homme m'aurait procuré une grande joie de le garder captif. » Mais il voulut se donner le luxe, par cette ostentation de clémence, de protester contre la Saint-Barthélemy qu'il considérait comme « chose furieuse, légère et non pensée [4] ». Il fit « grand honneur à M. de La Noue et admira fort sa valeur et vertu; il salua aussi tous les capitaines et soldats françois fort courtoisement [5] », ceux que Charles IX le

[1] Ms. Arch. nat., K. 1530, pièce 60, Albe à Çuniga. C'est le 21 septembre 1572.
[2] La Huguerye.
[3] *Correspondance de Philippe II*, t. II, p. 281.
[4] Ms. Bibl. nat., 16104, pièce 83, Saint-Gouard à Charles IX, du 15 novembre 1572.
[5] Brantome, t. I, p. 148.

pressait depuis si longtemps d'égorger; il leur déclara « qu'il plaignoit la fortune du sieur admiral, confessoit avoir fort appréhendé son entrée dans les païs de son maistre, et qu'il aimeroyt mieulx qu'on luy eust couppé les deux bras que d'avoir faict ung pareil coup; qu'il s'efforceroit de leur garder parole plus estroictement qu'il ne fit jamais à soldats, pour monstrer à tout le monde qu'il n'avoit aucune part en ce qui s'estoit passé à Paris[1] ». Les témoignages d'indignation furent si multipliés et si bruyants, que le comte Ludovic fit à Charles IX l'affront de les lui transmettre[2] : « — Il a dict à plusieurs qu'il ne voudroit point avoir faict ung si méchant acte qu'avoit faict le roy de France. »

Cette manifestation contre l'acte de Paris suppose ou une susceptibilité étrangement intempestive, ou une jalouse rivalité de persécuteur : le duc d'Albe était envieux des larges mesures adoptées à la Saint-Barthélemy; il résolut de montrer à son tour ce qu'il savait faire. Dédaignant Mons, qu'il abandonna à Noircarmes, il choisit pour lui trois villes : Malines, Zutphen, Naardem.

A Mons, Noircarmes brûla deux bourgeois, en pendit six, en décapita soixante, en bannit trois cent cinquante; leurs femmes furent chassées de la ville sans pouvoir rien emporter que les enfants; leurs biens

[1] La Huguerye, t. I, p. 131.
[2] Ludovic à Charles IX, recueil de Groen van Prinsterer, t. IV, p. 86.

furent confisqués au profit le plus souvent de Noircarmes, sans que les commissaires employés par lui fussent payés de leurs gages, malgré leur servilité dans « des devoirs très-odieux, disaient-ils [1], au milieu de tous leurs parents et amis ».

Malines fut livrée aux soldats espagnols « pour les rafraischir ». Le duc se tint « à Parque-lez-Malines, voyant ruyner devant luy ceste pauvre ville durant trois jours entiers [2] », et écrivant paisiblement à Philippe un récit de cette exécution qu'il s'était promise depuis un mois [3] : « Les soldats sont occupés en ce moment à appliquer aux habitants de Malines le châtiment que Dieu semble bien évidemment avoir voulu leur réserver, car ils n'avaient pas été suffisamment punis pour les crimes passés; ils n'avaient pas purgé leurs méfaits. Dieu a permis qu'ils se montrassent de nouveau assez coupables pour s'attirer une punition. Ils la tiennent. Ils mériteraient pis. C'est un exemple bien nécessaire pour toutes les autres villes que l'on doit recouvrer, afin qu'elles ne s'imaginent pas que l'armée du roi va s'amuser à se présenter devant chacune. » Quelques Espagnols avertirent Philippe que l'exemple aurait aussi bien intimidé les autres villes et aurait procuré quelque profit au trésor royal, si on avait « frappé une contribution de guerre, au lieu de

[1] *Comm. roy. hist. de Belgique,* t. IV, de 1877, p 211 à 368.
[2] Mondoucet à Charles IX. (Ms. Reims, publié *Comm. roy. hist.*)
[3] *Correspondance de Philippe II,* t. II, p. 283, 2 octobre 1572.

saccager la ville pendant trois jours, sans avoir égard aux ecclésiastiques, ni aux religieux, ni aux membres du grand conseil, ni au greffe royal, ni à la maison du cardinal Granvelle ; on se serait cru au sac d'une ville turque : ils n'ont pas laissé un clou à une muraille. Le plus triste, ce sont les tourments qu'ils ont fait souffrir à quantité de femmes et de filles [1]. » Les villages voisins ne furent pas épargnés davantage; les soldats emportèrent « jusqu'aux langes des pauvres, voire ne ont esté respectés les repositoires et ciboires où estoient les sainctes hosties et précieux corps de Nostre Seigneur et Rédempteur [2] ».

Après Malines, Zutphen. Don Fadrique de Toledo entre à Zutphen et laisse tuer tout ce qui se trouve dans la ville; quand ils sont las de tuer, les Espagnols poussent les gens de Zutphen sur la glace, pour les faire mourir gelés : un millier de fugitifs à peine survít sur les douze mille habitants. Ensuite le feu est mis aux maisons [3].

Cette exécution ne fut sans doute pas considérée par le duc d'Albe comme une vengeance réclamée par Dieu, car il s'abstint d'en transmettre les détails à Philippe [4].

Elle ne lui sembla pas davantage un exemple suffi-

[1] *Correspondance de Philippe II*, t. II, p. 299, Esteban Praets au roi, 30 novembre 1572.

[2] *Discours du pillage de Malines.*

[3] *Bull. Soc. roy. d'hist.* Correspondance de Mondoucet d'après le Ms. de Reims.

[4] *Correspondance de Philippe II*, t. II, p. 294.

sant pour rétablir son prestige. Quand, à la nouvelle de la destruction de Zutphen, la ville voisine de Naardem envoya ses clefs, — « don Fadrique répondit mectant la main à son épée : Voilà les clefs de la ville! Et y estant entrés, ils tuèrent les hommes, femmes et enfants y estant en une église, espérant grâce puisqu'ils n'avoient résisté [1]. » Comme à Zutphen, tous les habitants furent tués « à peu près jusqu'au dernier [2] ». Ce n'est pas une formule vaine d'écrivain qui exagère : tout ce qui est dans la ville est tué, le duc d'Albe le conte avec orgueil [3]. Ceux qui fuient en se précipitant du haut des remparts sont poursuivis dans la campagne, repris, pendus par les pieds. Le feu est mis aux maisons quand on a emporté ce qu'elles contenaient. « Le duc fait présentement raser la ville [4]. »

Cette extermination aurait pu frapper de terreur les Hollandais. Albe crut les tenir. Au contraire, il venait par ces crimes de leur démontrer la nécessité de la résistance aux Espagnols : « — Que causa aux autres villes de ne se tant subitement submettre en leur obéissance, mais de eulx mettre en tous devoirs de défense à eulx possibles, afin de eschapper de tels meurtres et saccagements [5]. »

[1] *Mémoires anonymes*, t. I, p. 138.
[2] Del Rio, *Mémoires*, t. I, p. 48 : « Nardenses dedentes sese ad unum fere omnes necati, ipsum oppidum flamma exhaustum. »
[3] *Correspondance de Philippe II*, t. II, p. 300.
[4] Recueil de Groen van Prinsterer, t. IV, p. 34.
[5] *Mémoires anonymes*, t. I, p. 139.

V

LE DUC DE MEDINA-CELI.

Philippe II est absolument étranger à cette suppression de ses sujets. Ses instructions ne comportaient pas de pareilles conséquences. S'il n'a pas formulé un blâme immédiat en apprenant ces procédés d'administration, on peut croire qu'il a pris le parti dès ce moment de débarrasser les Pays-Bas d'un homme qui ne savait gouverner qu'en détruisant ceux qui étaient à gouverner. On peut croire également que Philippe a ignoré tout d'abord le chiffre des meurtres : pour ne pas révolter la conscience royale par l'énormité de ce chiffre, le duc d'Albe semble avoir eu un complice, aussi cruel et plus pervers que lui, le cardinal Espinosa, qui ne laissait pas connaître les condamnations. Philippe II s'aperçut qu'on l'avait pris pour dupe : — Vous mentez, dit-il à Espinosa qui mourut de saisaisissement. « Par la mort du cardinal plusieurs secrets avoient esté descouverts au roi, lesquels ledit cardinal lui avoit cachés et à son conseil[1]. » Le cardinal les ignorait peut-être lui-même, car il était aussi négligent

[1] *Bull. Soc. roy.* Mondoucet à Charles IX, 29 septembre 1572. La destruction de Naarden fut justifiée par une prétendue résistance que les habitants auraient tentée contre l'armée espagnole.

que fourbe : on trouva dans ses papiers, après sa mort, « infinité de lettres reçues de longue main, lesquelles n'avoient encore esté ouvertes [1] ».

Le duc d'Albe n'avait pas gagné à cette disparition d'Espinosa; il était encore soutenu à Madrid par son beau-frère le prieur don Antonio de Toledo et par Çayas, « qui lui haussent le menton et l'empeschent de tomber les dents sur la table [2] », écrit Saint-Gouard; mais « s'il avoit icy quelque roide ennemy qui me voulust aider, je l'aurois mis en un bas chemin [3] ».

Cet ennemi était non pas à Madrid, mais en Flandre. Le duc de Medina-Celi, le successeur désigné du duc d'Albe, était arrivé au moment de l'insurrection; sa flotte avait été battue et dispersée par les gueux de mer; il tomba malade à Bruxelles [4], se tint à l'écart, parla d'une nouvelle amnistie, assista au siége de Mons [5], sans commandement, sans bienveillance. Cette situation d'un remplaçant qui se tient aux côtés de celui qu'il doit remplacer, à demi censeur, à demi conseiller, était si maladroitement inventée par Philippe II, que dès l'arrivée du nouveau duc, on écrivait déjà [6] : « Votre Majesté me pardonnera si Elle me trouve indiscret ou présomptueux; Elle sait que le peuple

[1] Ms. Bibl. nat. français, 16104, pièce 78, Saint-Gouard à Charles IX
[2] *Ibid.*, pièce 58. Saint-Gouard à Catherine.
[3] Recueil de Groen van Prinsterer, t. IV. Suppl., p. 27.
[4] Ms. Arch. nat., K. 1529, pièce 94, du 20 juin 1572.
[5] *Doc. ined.*, t. XXXVI, p. 45 à 109.
[6] *Ibid.*, p. 86, Hopperus au roi, 28 juin 1572.

aime le changement et se plaît à adorer le soleil levant; aussi il me semble, si je ne me trompe, qu'il serait possible, ce qui toutefois n'arrivera peut-être pas, que les ducs tombassent, assurément contre leurs intentions, en quelque rivalité qui pourrait produire, du moins en de pareils moments, des résultats peu avantageux à Votre Majesté. »

Le duc d'Albe espéra plaire en témoignant d'abord de la bonne grâce pour son rival : « Medina, dit-il [1], est si galant homme, que même sans les ordres spéciaux du roi, je serais dans les termes de l'amitié avec lui. » Mais presque aussitôt il remarquait « que Medina-Celi est irascible : je n'ai jamais vu d'homme plus violent ni plus défiant. Il est perpétuellement en colère. Après toutes les difficultés, tous les ennuis que j'ai eus dans ce pays, il ne me manquait plus que ce fléau [2]. » Les secrétaires sont bientôt au courant du conflit : celui du duc d'Albe en raconte les épisodes à celui du roi [3]; puis Medina-Celi commence les récriminations : « Depuis que je suis venu dans ce pays, dit-il [4], j'ai passé par de rudes épreuves et eu occasion de perdre bien des fois la patience; cependant j'ai su tolérer et dissi-

[1] *Correspondance de Philippe II,* t. II, p. 287, du 13 octobre 1572.

[2] *Ibid.,* p. 290, le duc d'Albe au prieur don Antonio, du 5 novembre 1572, moins d'un mois après la précédente.

[3] *Ibid.,* p. 291, du 6 novembre, Albornos à Çayas.

[4] *Doc. ined.*, t. XXXVI, p. 130, Medina au roi, 12 novembre 1572. Le duc de Medina-Celi est encore dans les Pays-Bas près d'une année; il s'y trouve en août 1573 (*ibid.,* p. 192), et n'en est pas parti en novembre 1572, comme on l'a cru.

muler tout. Que suis-je venu faire ici? » Il s'enferme à Grave, hargneux et menaçant; « son séjour là donne martel au duc d'Albe; plusieurs pensent qu'il s'y soit mis pour se retirer seulement de sa compagnie et présence [1] ». De Grave, il se rendit à Bois-le-Duc [2], ensuite à Spa, où il passa l'été suivant. Le duc d'Albe comprenait que le maintien à ses côtés de ce surveillant silencieux et oisif était le symptôme de la disgrâce : « —Je suis un homme mort, disait-il [3]; tout mort que je suis, je souffre. Je reconnais que mes services déplaisent. »

Philippe, en effet, prenait un parti entre les deux ducs [4], mais avec mystère et sans savoir encore s'il appliquerait sa décision.

VI

DISCRÉDIT DE LA POLITIQUE FRANÇAISE.

Charles IX, attardé dans ses pensées meurtrières, fit exprimer à Philippe II son dépit des honneurs rendus aux défenseurs de Mons [5] : « Mais puisque les choses estoient passées de cette sorte, et qu'il lui demeuroit

[1] Correspondance de Mondoucet, lettre à Charles IX, du 2 déc. 1572.
[2] *Doc. ined.*, t. XXXVI, p. 163.
[3] *Correspondance de Philippe II*, t. II, p. 308, Albe à Çayas, 23 décembre 1572.
[4] *Ibid.*, p. 308. La lettre à Requesens est du 30 janvier 1573.
[5] Ms. Bibl. nat. français, 16104, fo 71, Saint-Gouard à Charles IX.

aux mains Genlis et ses adhérents, qu'il commandast bien au duc de ne les laisser pour quelque occasion que ce fust. »

Le duc d'Albe n'était nullement d'avis[1] « de couper la tête à Genlis et aux autres Français prisonniers; c'eût été opportun avant la mort de l'amiral, mais aujourd'hui tout est changé. On a intérêt à tenir entre ses mains des hommes qui pourront, à un certain moment, susciter des troubles en France. On ne doit pas davantage écouter Charles IX quand il offre de rétablir la religion catholique en Angleterre, car la reine Élisabeth serait prévenue de ce concert et ne manquerait pas de favoriser les rebelles des Pays-Bas. » Ce qui n'empêchait pas Philippe II de donner « mil escus de provision » à un prétendu prince irlandais qui promettait d'organiser une insurrection contre Élisabeth[2].

Ainsi Charles IX pousse l'Espagne contre l'Angleterre et cherche à marier un de ses frères avec Élisabeth; il veut faire massacrer par le duc d'Albe les prisonniers français, et il accueille dans son camp de la Rochelle le brave La Noue et les huguenots de la garnison de Mons. Il n'ose plus frapper lui-même : il voit le mépris contre les tueurs du 24 août exprimé librement par les gens de guerre français; il est étonné des objections qui se dressent non-seulement autour de lui, mais en Allemagne et en Pologne; il comprend

[1] *Correspondance de Philippe II*, t. II, p. 287.
[2] Ms. Bibl. nat. 16105, f° 2, Saint-Gouard à Charles IX.

la nécessité de désavouer la Saint-Barthélemy; il revient à la politique protestante, mais en même temps il redouble de caresses envers l'Espagne. Sa femme Isabelle d'Autriche, qui n'a pas encore fait valoir les mérites du massacre, vient tardivement les rappeler à Philippe, dont elle est la nièce et la belle-sœur, et se féliciter, en langue espagnole, avec la lourdeur de la plaisanterie allemande[1], « de la satisfaction éprouvée par le roi d'Espagne à la nouvelle de la mort de l'amiral; je me doutais bien que Votre Majesté n'en aurait pas de chagrin ». Catherine elle-même reprend la plume[2] pour glorifier la prise de Mons et « le succès qu'a eu le duc d'Albe en vos affayres de Flandres, de quoy sentons le mesme contentement que si c'estoit pour nous-mesmes, et eussions désiré qu'il eust encore plus de victoire ».

Ces faux compliments, ces piéges et ces oscillations commençaient à indigner les Hollandais. Le comte Ludovic rappela rudement à Charles IX les véritables intérêts de la France, et lui dit[3] : « Maintenant Sa Majesté voit l'Espagnol, son ennemi mortel, faire ses choux gras de la désolation de ses affaires, se rire à gorge ouverte de ses malheurs. On commence par deçà à se fascher et ennuyer des façons dont on use en France pour négocier, découvrant qu'on ne procède point

[1] Ms. Arch. nat., K. 1528, pièce 64 : « Que yo bien pense que no le pesaria a V. M. »
[2] *Ibid.*, pièce 63, du 2 octobre 1572.
[3] Recueil de Groen van Prinsterer, t. IV, Suppl., p. 81.

rondement et qu'on se sert de dissimulation comme d'un hameçon; qu'on aperçoit ès lettres et paroles de Sa Majesté tant de feintes, qu'on ne se peut fier que de bonne sorte, comme après les lettres que Sa Majesté écrivit depuis la blessure de M. l'amiral, disant qu'Elle en feroit une si exemplaire justice qu'il en seroit mémoire à jamais; à deux jours de là, Elle la fit assez mal. »

VII

SIÉGE DE HAARLEM.

Le duc d'Albe, aussi inquiet que le comte Ludovic de cette attitude de la France, espéra accabler rapidement l'insurrection en s'emparant de Haarlem et en coupant ainsi en deux tronçons les provinces révoltées. Quelques bourgeois de Haarlem partirent pour offrir leur soumission, mais ils furent « troussés par le capitaine de la garde bourgeoise, Wybald van Ripperda[1] », qui les fit décapiter. La résistance fut résolue. Don Fadrique de Toledo se présenta avec l'armée espagnole le 9 décembre 1572 devant les remparts de Haarlem.

Ces remparts existent encore; ils sont envahis par

[1] Recueil de Groen van Prinsterer, t. IV, p. 37.

les maisons, par la végétation; ils restent comme un souvenir des luttes pour la patrie.

Don Fadrique s'empara dès le second jour du fort de Sparendam, qui couvrait la place, et pendit les défenseurs par les pieds sous les yeux des habitants de Haarlem qui assistèrent à leur lente agonie. Ce spectacle souleva le fanatisme des assiégés et leur donna le mépris de la mort : la contagion n'épargna même pas leurs auxiliaires allemands, et les transforma jusqu'à les faire combattre à l'arme blanche. Les Espagnols tentèrent un assaut peu de jours après leur arrivée[1]; mais « leurs menaces ne sont qu'une écume de l'orgueil de Moab ». Au chant des psaumes, les femmes mêmes défendirent la brèche : elles tuèrent les meilleurs soldats de la vieille infanterie; il fallut sonner la retraite. Don Fadrique était moins malheureux contre ceux qui tentaient d'introduire des secours dans la ville : le comte de La Marck se présenta devant ses lignes avec une armée, et « se porta si vaillamment qu'il y eut son cheval tué, mais fut suivi seulement des Franchois qui furent quasi tous mis en pièces, d'aultant que les reistres et les piétons allemands se mirent tous en fuite, quittant leurs armes devant quasi veoir l'ennemi[2] ». Quelques jours plus tard, le peintre Antoine Olivier, dont la tête était demandée pour quatre mille carolus d'or par le conseil des troubles, fut tué avec

[1] Le 21 décembre.
[2] Recueil de Groen van Prinsterer, t. IV, p. 37.

les matelots d'Amsterdam, qu'il avait enrôlés pour couper les digues et inonder l'armée espagnole[1].

Les assiégés ne sont cependant pas réduits à leurs seules ressources : sur les lacs glacés, des patineurs glissent la nuit en portant des corbeilles remplies de farine ou de poudre; les femmes surtout se montrent intrépides dans ces courses à travers les avant-postes espagnols. Don Fadrique renonce à prendre la ville par la famine; il ordonne un nouvel assaut : il est encore battu.

Ce coup frappe au cœur le duc d'Albe : voilà deux mois que ces bourgeois se défendent contre une armée régulière de trente mille hommes, la plus belle que l'Espagne ait eue depuis celle de Saint-Quentin. Le terrain est défendu « pouce à pouce » ; il n'y a pas trois officiers supérieurs sans blessure. « Je le dis à Votre Majesté, on n'a jamais vu, je l'affirme, une place aussi bien défendue. Leur ingénieur fait des merveilles incroyables[2]. » Cette admiration n'est pas sans douleur. — « Toutes ces affaires attristent si fort le duc, dit le Français Mondoucet qui l'observe sans bienveillance[3], qu'il en est tombé malade de plus qu'il n'a encore esté, tant de ses gouttes que d'un grand catarrhe qui lui tombe sur les poumons et lui cause une

[1] *Correspondance de Philippe II*, t. II, p. 356. Voir aussi ALTMEYER, *Une succursale du tribunal de sang*, p. 65 à 68.
[2] *Correspondance de Philippe II*, t. II, p. 311.
[3] *Correspondance de Mondoucet*, lettre du 12 février 1573.

fascheuse toux. » — Est-ce vraiment un échec? Faudra-t-il subir l'humiliation de lever le siége? — « Plaise à Dieu que nous réussissions, s'écrie le duc [1]; mais pour avouer la vérité à Votre Majesté, je suis fort soucieux quand je vois le nombre de ceux qui combattent dans la ville, de ceux qui sont malades dans notre camp, et de ceux qui le quittent. » Mais il y a une chose plus étonnante encore, c'est « l'empressement avec lequel on envoie de l'argent au prince d'Orange : en vérité j'y perds la tête; comment? ils font mille difficultés pour payer les aides dues à Votre Majesté, et ils livrent sans compter à ce rebelle leurs vies et leurs biens! »

Les Hollandais aiment mieux sacrifier toutes leurs richesses que payer l'impôt du dixième; même dans les provinces soumises, le dixième est toujours refusé : « n'estant sans grande merveille de veoir qu'il n'y a si petit et pauvre rebelle qui ne s'efforce à esquipper quand ce ne seroit qu'un esquif pour nuyre à son roy, et que de ceulx qui veulent estre du rang des bons et loyaux subjects de Sa Majesté, n'y a ung seul qui veuille faire quelque chose pour assister icelle contre lesdits rebelles [2] ».

Outre ces subventions volontaires, le prince d'Orange recouvre celles que lui adresse en secret le roi de

[1] *Correspondance de Philippe II*, t. II, p. 312.
[2] *Ibid.*, p. 325, le duc au conseil d'État.

France, et celles que recueille en Angleterre « le sieur Jacques Taffin, avant ces troubles receveur de Sa Majesté au quartier de la Motte-aux-Bois. Il lève grand ayde d'argent de ceulx d'Angleterre et autres de la religion y estant [1]. » Le prince arme une flotte pour ravitailler Haarlem. Le dégel est venu. Les patins ne peuvent plus servir. Quelques hommes courent encore avec un sac de poudre sur l'épaule et une longue perche qu'ils emploient à sauter les canaux [2]. Mais les vivres commencent à être rares, après quatre mois de siége; en avril, on en est réduit au pain d'avoine [3]; cinq mille Espagnols de renfort arrivent en ce moment d'Italie en douze compagnies du régiment de Lombardie, et treize du régiment de don Lope de Figueroa [4]; ils sont nécessaires, car « le duc d'Albe blasme les Allemands pour n'estre gens de guerre, et bons à autre chose que pour la ruine d'un païs et en emporter l'argent [5] ».

Le pusillanimité de ces auxiliaires obligeait à faire donner les Espagnols dans toutes les alertes : ils s'usaient. Ils n'étaient pas eux-mêmes sans être un peu déconcertés par cette guerre contre des forcenés qui entraient dans leurs tranchées armés de harpons et de

1 *Mémoires anonymes*, t. I, p. 136.
2 Mendoza, *Commentarios*, p. 489.
3 *Correspondance de Philippe II*, t. II, p. 327, don Fadrique au duc, 9 avril 1573.
4 Mendoza.
5 *Correspondance de Mondoucet*, lettre du 31 mars 1573.

fléaux [1], « qui frappaient avec les instruments dont ils se servent pour battre le blé » ; les aurores boréales saisissaient leur imagination : ils n'avaient jamais vu auparavant ces traits de feu, « ces signes dans les cieux ; chacun comprenait fort bien que c'était miracle en dehors de la nature [2] ».

Ils étaient peut-être commandés par un général incapable : don Fadrique ne savait pas gagner leur confiance ; « il se donnoit du bon temps », d'après l'affirmation du duc de Medina-Celi [3]. Les soldats espagnols déclareront quelques mois plus tard, « tout haut, qu'ils ne veulent plus estre conduits ne commandés par un tel chef. Je ne congnois pas que le duc soit prest de sortir de ce bourbier, et ce qui le touche le plus au cœur est qu'il voit fort amoindrir la réputation de son fils [4]. »

Malgré les renforts espagnols, des hommes s'échappent encore de la place ; « ils ont à sauter plus de cent fossés, en portant un panier où sont renfermés deux ou trois pigeons ; arrivés près du prince d'Orange, ils écrivent un billet, l'attachent au pigeon qu'ils laissent partir ; et alors le pigeon revient au colombier, et ainsi sont transmises les nouvelles [5] ». Une sorte de frénésie

[1] Mendoza, On sait que les Espagnols battaient le blé par le piétinement des chevaux.
[2] Mendoza.
[3] Correspondance de Mondoucet, *Soc. roy. d'hist.*, p. 22.
[4] *Ibid.*, p. 35.
[5] *Correspondance de Philippe II*, t II, p. 363.

semble avoir saisi les assiégés comme les Espagnols. Le duc d'Albe s'écrie[1] : « C'est à ne pas le croire, plus on tue de ces traîtres, plus on en découvre qui se dressent autour de soi ! » Il est comme dans le délire de ces nuits de fièvre où le malade s'épuise en efforts pour accabler des ennemis qui renaissent plus nombreux, ou pour franchir des obstacles toujours renouvelés ; il est affolé par cette résistance. — « Jusqu'à ce jour on n'avait jamais vu, jamais ouï conter une guerre aussi extraordinaire dans un pays aussi étrange[2] ! »

Mais l'été s'avance : la flotte hollandaise est repoussée loin du lac vers la pleine mer ; les tentatives de secours sont déjouées ; les volontaires qui veulent s'introduire avec des vivres sont pendus. Six mois de privations ont épuisé les forces des habitants de Haarlem : les enfants succombent ; les femmes aussi. On prévient Orange qu'il n'y a plus de vivres. Le prince en avertit les bourgeois de Delft et de Rotterdam, part avec eux en poussant quatre cents chariots de provisions. C'est le 8 juillet. Il y a juste sept mois que dure le siége. Des espions font connaître cet effort suprême. Don Fadrique fond avec l'élite de ses troupes sur le convoi hollandais, le disperse, tue selon l'usage les prisonniers sauf un seul qu'il envoie, les oreilles et le nez coupés, dans la ville pour annoncer cette déroute. « Il y avoit plus de six jours qu'ils ne vivoient là dedans que de pain de

[1] *Correspondance de Philippe II*, p. 357.
[2] *Ibid.*, p. 354.

navette et chènevis, et qu'il ne leur restoit plus ne chat, ne rat[1]. »

Albe le sait : « — S'ils se rendent à la miséricorde du roi, les accepterai, mais de telle façon qu'ils ne pourront guère s'aller mettre en autre ville[2] ! » De ces projets féroces, il fallut rabattre. Les hommes menacèrent de faire une sortie désespérée et de mourir en détruisant des Espagnols si on ne garantissait pas au moins la vie sauve aux femmes et aux enfants. Pour épargner une perte inutile de soldats tellement nécessaires, don Fadrique dut accorder une capitulation : « — Des Wallons, Français et Anglais, j'ai écrit à mon fils, dit Albe[3], qu'il ne me laisse pas un homme vivant; des Allemands on ne frappera que les chefs, les autres seront mis nus. » Les Espagnols entrèrent enfin dans ces murs; ils tuèrent le capitaine Ripperda et les soixante principaux bourgeois, puis les deux mille hommes encore vivants, « courant les pauvres patients chascun au plus tost affin d'estre expédiés ; et en noyèrent plusieurs autres, les jectant en l'eau liés deux et trois ensemble[4] ». Les six cents Allemands furent renvoyés dans leur pays. « Maintenant, dit Albe[5], on peut user de miséricorde. »

Dernier massacre, dernière joie, contraste entre cette

[1] *Correspondance de Mondoucet,* lettre du 11 juillet.
[2] *Correspondance de Philippe II,* t. II, p. 282.
[3] *Ibid.,* p. 387.
[4] *Mémoires anonymes,* t. I, p. 143.
[5] *Correspondance de Philippe II,* t. II, p. 393.

destruction des rebelles et l'humiliation du roi de France qui au même instant[1] levait le siége de la Rochelle et entrait en composition avec les huguenots. Philippe sait jouir de la différence entre ce triomphe et « l'impureté, la bassesse du roi de France, qui se rend à ses sujets comme un assiégé[2] ». Mais déjà Haarlem est reperdue.

VIII

DÉCOURAGEMENT DU DUC D'ALBE.

Quinze jours après la prise de Haarlem, les vieilles compagnies espagnoles qui ne recevaient pas de solde chassèrent leurs officiers, élurent un chef parmi les meneurs et s'emparèrent de la ville comme d'un gage. Une révolte semblable s'était déjà présentée en Sicile quelques années auparavant : c'est la décadence qui commence par le symptôme le plus alarmant, celui des émeutes militaires. Le soldat espagnol, si vigoureusement formé à la discipline par Charles-Quint, apprend, pendant que Philippe II s'enferme près de sa table de travail, comment on témoigne avec impunité son mécontentement et comment on impose ses caprices à son

[1] Le 6 juillet; la prise de Haarlem est du 14 juillet 1573.

[2] *Correspondance de Philippe II,* t. II, p. 397 : « El rey de Francia se rindio a sus rebeldes tan suzio y baxamente como si el fuera el assidiato. »

pays. — « Depuis quarante ans je n'ai rien vu de pareil, s'écrie Albe [1], tous mes projets sont rompus, la situation est désespérée! » La réponse du roi est caractéristique [2] : « Cette lettre est pour vous dire le souci que m'a donné la mutinerie des Espagnols, surtout dans un moment si critique, ce qui ne saura manquer de causer de grands embarras et empêchements aux bons effets qui se pouvaient obtenir conformément au plan et à l'ordre que vous m'avez communiqué. Bien que je sois assuré qu'avec la prudence et le soin qui vous sont habituels et que les circonstances exigent vous les aurez déjà calmés, usant pour ce résultat de tous les moyens qui auront été possibles, toutefois... » En voyant, dans une telle crise, couler des phrases si banales, on comprend l'imminence de la ruine.

Le remède fut de promettre aux soldats l'oubli complet de leur révolte et le pillage d'Alkmaar, ville hollandaise facile à occuper, car elle était une place ouverte que les rebelles s'efforçaient de barricader depuis quelques mois [3]. « Si Alkmaar se prend d'assaut, écrit Albe [4], je suis résolu à ne pas laisser survivre une créature, à les passer toutes au couteau. »

Alkmaar fut investie [5] par seize mille hommes. On

[1] *Correspondance de Philippe II,* lettre du 2 août 1573.
[2] Cette lettre est publiée par Mayans y Siscar, *Cartas de varios autores,* t. II, lettre du 10 septembre 1563.
[3] Mendoza, p. 498 : « Villa abierta, los rebeldes la fortificaron. »
[4] *Correspondance de Philippe II,* p. 400, lettre du 30 août 1573.
[5] Le 21 août 1573.

en avait perdu plus de dix mille devant Haarlem; on n'osa tenter un assaut qu'au bout d'un mois [1]. Les Espagnols furent repoussés de la brèche par les bourgeois, par les femmes « qui lançaient des pierres, poussaient des roues armées de pointes de fer, versaient de la poix, de l'huile bouillante, du plomb fondu [2] ». Quand les mestres de camp, le lendemain, commandèrent un nouvel assaut, les soldats refusèrent de donner : ils se plaignirent de coucher dans la boue. Le duc d'Albe est atterré : « Ils vont encore se révolter; les officiers sont blessés, l'artillerie est submergée... » Vingt jours après on lève le siége ; presque au même moment [3], la flotte espagnole est détruite par les navires hollandais.

Ces revers étaient d'autant plus douloureux pour le duc d'Albe qu'ils lui présageaient sa propre disgrâce. Il avait trouvé un pays pacifié par la douce main de Marguerite : il avait voulu le briser par la force brutale, il retombait sur lui-même, impuissant. Depuis longtemps il savait que son maître ne lui pardonnerait qu'à la condition d'un succès complet. Dès la fin de 1571, il avait compris, au peu de bienveillance que Philippe témoignait à son tueur Juan de Vargas, que ses procédés judiciaires ne plaisaient pas : « Si on ne donne une

[1] Le 18 septembre 1573.

[2] MENDOZA, p. 499.

[3] Le siége est levé le 8 octobre; le combat naval est du 11 octobre 1573.

place considérable en Espagne à Vargas, écrivait-il [1], ce sera me désavouer et me déshonorer, car le monde entier pensera que le roi n'est pas satisfait des services que nous lui avons rendus ensemble. »

Des signes plus alarmants s'offrent comme avant-coureurs de la ruine. Pendant que les bourgeois de Haarlem tiennent son armée immobile devant leurs remparts, toutes les langues se délient. C'est d'abord l'Espagnol Pedro Canales qui écrit à Çayas [2] : « Les affaires sont très-mal dirigées en ce pays ; elles sont à une extrémité terrible, si terrible qu'il faut immédiatement envoyer des soldats et de l'argent, ou s'attendre à perdre tout. » Puis les membres du grand conseil de Malines saisissent le moment pour exposer au roi les horreurs du pillage de leur ville, et insistent adroitement sur ce qui doit l'émouvoir : « On n'a épargné ni les religieux ni les gens d'Église, qui cependant étaient allés au-devant du duc avec leurs ornements sacrés [3]. » Puis l'Espagnol Esteban Praets [4] attribue la résistance des rebelles aux excès que le duc laisse commettre : « — On a vu même des mestres de camp et des capitaines violer et tuer des filles. Dans aucune chronique ancienne on ne trouve exemple de pareille barbarie. Nul ne connaît mieux que moi les détails, je suis employé à l'expé-

[1] Lettre publiée par Mayans y Siscar, t. II, 21 décembre 1571.
[2] *Doc. ined.*, t. XXXVI, p. 166, du 26 janvier 1573.
[3] *Correspondance de Philippe II*, t. II, p. 329, du 11 avril 1573.
[4] *Ibid.*, le 29 avril.

dition des affaires criminelles. » — Grave offense à Dieu, ajoutent aussitôt les évêques [1], le roi charge sa conscience de crimes sans nombre; il devrait, « pour l'amour de Jésus, retenir ses soldats qui vivent au milieu des vols, des adultères, des impudicités, qui provoquent la colère de Dieu, qui meurent sans pénitence ». La cruauté se serait fait excuser par le succès. Mais Philippe durant les longs mois où il attendait, sans la voir arriver, la nouvelle de la prise de Haarlem, recueillait ces plaintes, s'irritait contre cette façon grossière de répandre le sang, cachait si peu son mécontentement que le duc d'Albe [2] le sentait sous la prose prolixe : « — J'ai remarqué depuis quelque temps comment, pour toute réponse à mes propositions, je ne reçois plus que des arguments pour les réfuter. C'est un style bien différent de celui auquel le roi m'avait accoutumé. De grands inconvénients en résultent, de plus grands se produiront. » Il sent qu'il enfonce; plus de victoire à espérer; plus de ville sans un siége meurtrier; « le duc d'Albe est dans une affliction que personne ne saurait croire [3] ». Depuis longtemps on parle de son remplacement : le duc de Medina-Celi est rentré en Espagne, le roi a choisi un autre successeur. Dès le 30 janvier 1573 il a écrit [4] à don Luis de Requesens,

[1] Les évêques d'Arras et d'Ypres et l'abbé d'Anchin au roi. *Correspondance de Philippe II,* t. II, p. 357, du 13 mai 1573.
[2] *Ibid.*, p. 322.
[3] *Doc. ined.*, t. XLI, p. 282, Arias Montano à Çayas.
[4] *Correspondance de Philippe II,* t. II, p. 308.

grand commandeur de Castille et gouverneur de Milan : « Je me suis décidé à vous désigner pour la charge la plus considérable dont je puisse jamais disposer. Partez pour les Pays-Bas. Ne dites un mot à personne avant votre arrivée. Je n'accepte ni excuse ni retard, je veux que vous me serviez immédiatement et sans réplique. » Mais du moins il fallait attendre la révocation du duc d'Albe et les instructions de Philippe, Requesens attendit; le roi, si impatient en janvier, attendit également. Que se passait-il dans son esprit? Nul ne le sait, « tant il est peu communicatif de ses pensements et délibérations, aimant mieux travailler à écrire de sa main les choses qu'il veut taire, qu'en faire commandement à personne du monde [1] ». C'est le 15 octobre seulement, une semaine après que le siége d'Alkmaar a été levé, que Philippe II trouve bon de prévenir le duc d'Albe d'une décision arrêtée depuis le commencement de l'année : — Votre successeur est en route, ajoute-t-il, il va arriver, il apporte une amnistie ; « je sais bien que les rebelles sont perfides, je comprends tous vos arguments pour continuer le système de la rigueur, ils me séduisent, mais je vois que les choses en sont arrivées en une extrémité qui nous contraint à employer d'autres moyens. Toutes mes ressources sont épuisées, et je ne sais plus comment avancer ni reculer. Je n'entends point toutefois accepter jamais une con-

[1] Saint-Gouard à Charles IX, du 19 juillet 1573, recueil de Groen van Prinsterer, t. IV, Suppl., p. 93.

cession qui ne soit pas conforme à notre sainte foi catholique, quand même je devrais perdre toutes les provinces. »

Albe qui vient d'écrire : « — Par la douceur rien à obtenir de ces gens [1] », se sent poussé au dernier degré de la fureur. Il va donc rentrer vaincu : avoir tant tué et partir humilié, c'est trop pour son âme ; il adresse alors au roi ces mots étranges [2] : « — On me conseille de détruire par le feu tout ce que n'occuperont pas les garnisons espagnoles. Ce serait assez mon avis quand encore le pays serait ruiné pour huit ou dix ans ; si même il s'agissait de provinces conquises sur un souverain étranger, je n'hésiterais point, sans demander l'avis du roi, à faire ce qui me semblerait utile. Mais comme celles-ci sont le patrimoine de Votre Majesté, je n'ai pas osé l'essayer, excepté sur quelques villages que j'ai fait brûler. J'en brûlerai encore. »

Cette proposition n'effraye nullement le roi ; il préfère essayer d'autres moyens avant « de détruire par le feu tous les lieux que ne pourront occuper les troupes royales [3] » ; mais il ne trouve pas mauvais que le procédé du duc d'Albe soit mis à l'étude. Puérile versatilité, les troupes royales ne sont déjà plus qu'une bande sans discipline. — « Tous les régiments se révoltent, dit

[1] *Correspondance de Philippe II*, t. II, p. 411.
[2] *Ibid.*, p. 423.
[3] *Ibid.*, p. 437.

Albe [1], même celui de Naples ; on force ma porte avec une licence qui me fait craindre des affronts. Depuis que je suis au service de l'Empereur et de Votre Majesté, je n'ai pas traversé de pires journées dans une plus cruelle inquiétude. » Il s'enferme à Bruxelles ; « il a toujours gardé le lit, soit qu'il ait les gouttes, ou bien qu'il ne se veuille monstrer pour les mauvais succès qu'il a eus... ses gouttes le tiennent, comme je crois, plus à la teste qu'aux pieds [2] ».

Il se lève en apprenant l'arrivée de Requesens ; il a encore un jour à lui, et sa tâche n'est pas complète. — « Je baise les pieds du roi pour la bonté qu'il a de permettre mon retour en Espagne, écrit-il [3] ; je viens de faire étrangler secrètement Genlis, après avoir fait courir le bruit qu'il était malade. » Il n'a pas voulu laisser ce crime à Requesens. Le lendemain il lui remet ses pouvoirs. Il s'embarque enfin avec ses favoris. — « Je ne veulx omettre l'infiny trésor et bagages de grande valeur emportés desdits pays par Vargas et le secrétaire Albornos, borgne, lequel on estimoit avoir amassé par diverses compositions et exactions jusques à cinquante mille florins de rente [4]. » Il rentrait en Espagne pour subir l'humiliation de son échec, la colère du roi, les rages de la disgrâce. — « C'estoit un

[1] *Correspondance de Philippe II*, p. 429.
[2] Mondoucet à Charles IX, des 16 et 24 novembre 1573.
[3] *Correspondance de Philippe II*, t. II, p. 431.
[4] *Mémoires anonymes*, t. I, p. 148.

grand personnage, écrit le cardinal Granvelle [1], mais je voudrois qu'il n'eust oncques vu les Pays d'en Bas, pour tout respect. »

A-t-il compris qu'il s'était trompé, c'est-à-dire a-t-il été travaillé par le remords? Une légende l'affirme; elle a été recueillie par Brantôme : « — J'ay ouy raconter à un religieux espagnol, très-habile homme, que ce grand duc avant que mourir, il se sentit atteint en sa conscience des cruautés qu'il avoit faict en Flandre, ce qui estant rapporté au roy d'Espagne, il luy manda qu'il les prenoit toutes sur soy et sur son asme. Quel réconfort pour la fin de ses jours ! Ils sçavoient bien que l'un et l'autre en avoient trop faict, et que les diables leur pourroient jouer une trousse en cachette, et par ainsy, se deschargeant l'un sur l'autre, qui auroit moins de charge, se sauveroit plus aisément d'eux. »

[1] Granvelle au prieur de Bellefontaine. Voir GACHARD, *Correspondance de Philippe II*, t. II, Préface, p. 75. Le duc d'Albe était forcé de fermer les yeux sur les friponneries d'Albornos et des autres, car il n'avait pas lui-même les mains très-nettes. Ce fier capitaine général ne dédaigna point de choisir divers objets dans l'hôtel du prince d'Orange, ainsi que le constate le procès-verbal dressé au moment de la confiscation. Un grand tableau représentant le *Jugement de Pâris* figure notamment parmi les objets que le duc d'Albe fit soustraire à la vente et emporta chez lui. Voir *Correspondance de Guillaume*, t. IV, Préface, p. 15.

CHAPITRE XVIII.

SECONDE PÉRIODE
DE LA LUTTE CONTRE LES PAYS-BAS.
LE GRAND COMMANDEUR DE CASTILLE.

1574-1576.

Marnix de Sainte-Aldegonde. — Bataille de Mook et premier sac d'Anvers. — Siége de Leyde. — Tentatives de transaction. — Mort de Requesens.

I

MARNIX DE SAINTE-ALDEGONDE.

Philippe II n'avait plus parlé de venir lui-même dans ses provinces flamandes. Mais, pour obtenir la soumission des Espagnols mutinés, des Hollandais révoltés et des Wallons mécontents, il ne pouvait trouver un délégué plus maladroitement choisi que don Luis de Requesens, grand commandeur de Castille. Le nouveau gouverneur n'avait aucune influence sur l'armée; « il est en réputation de meilleur négociateur que de grand soldat, et avec tout cela, il est plein de fumée et présomption et pense que autre ne

le vaille [1] ». Il n'a même pas le mérite vulgaire de la santé ; il est « mal disposé de sa personne pour prendre le travail requis de si grandes affaires, comme celluy qui porte pour ses mauvaises humeurs deux fontaines, l'une à un bras, l'autre à une jambe [2] ». Il ne sait pas un mot de français, la langue du pays, et avoue que c'est pour lui une grande gêne [3]. Sa première préoccupation est de savoir ce qui plaira le plus au roi et de deviner ses intentions par des lettres subtiles : « Je reconnais que le duc était bien l'homme qui convenait pour le service de Dieu et celui de Votre Majesté, et je m'efforcerai de l'imiter autant que je pourrai, mais il faut que la population se persuade que je suivrai un autre chemin [4]. » — « Le duc a ordonné de pendre tous les prisonniers, et il a eu raison, à mon avis, mais je crois que désormais nous ferons bien de les échanger [5]. » — « Les engagements financiers qu'il a contractés sont effrayants ; il ne me laisse pas un réal en caisse [6]. » Le premier remède qu'il suggère est de « fonder des colléges de la Compagnie de Jésus : cet ordre est encore à ses débuts ; nous devons en profiter

[1] Ms. Bibl. nat., n° 16105, f° 29, Saint-Gouard à Charles IX, 25 avril 1573. Ce sont à peu près les termes qu'emploie Del Rio, *Mémoires*, t. I, p. 52 : « Virum pacis quam belli artibus instructiorem. »

[2] Ms. Bibl. nat., 16105, f° 68, Saint-Gouard à la reine mère, 20 octobre 1573.

[3] *Correspondance de Philippe II*, t. II, p. 434.

[4] *Ibid.*

[5] *Ibid.*, p. 445.

[6] *Ibid.*, p. 434.

avant qu'il tombe comme les autres en décadence [1] ».

Les résultats de l'administration du duc d'Albe étaient lamentables, et on serait injuste si l'on méconnaissait les difficultés, à peu près insolubles, au milieu desquelles tombait Requesens. La marine est détruite, les matelots, quand ils ne désertent pas, ne cachent point leurs préférences pour les rebelles [2] ; un rapport signale les marins de Dunkerque, Nieuport et Gand comme gagnés à l'insurrection. — « Quelquefois je fais pendre, quelquefois je pardonne, rien n'y fait : ils se sont présentés douze mille au prince d'Orange [3]. » Pour louer des navires en Danemark ou à la Hanse, il faudrait de l'argent, il en faudrait aussi pour l'artillerie, et pour la paye des fantassins espagnols, « et ce qu'il y a de plus triste, c'est que chacun des ducats qui arrive ici pour les dépenses du roi, coûte plusieurs ducats avant de parvenir à la main du soldat, tant sont voleurs les capitaines et les commis [4] ». Ce qui consterne davantage encore Requesens, c'est que les rebelles sont favorisés à la fois par le clergé et par les hérétiques. « Dans la haine contre notre nation sont unis également ceux qui nous servent et ceux qui nous

[1] *Correspondance de Philippe II,* t. III, p. 20 : « Que se fuesen haciendo por aca colegios de la Compañia de Jesus, que como esta religion ha poco que comenzo, tiene el espiritu que todas las otras tuvieron en sus principios, y esbien sacar fruto dellos antes que se vaya esto rxando. »

[2] *Ibid.,* t. II, 439.

[3] *Ibid.,* t. III, p. 24.

[4] *Ibid.,* t. II, p. 456.

combattent [1]. Le mécontentement est général; il est le même chez les catholiques et les hérétiques, les gens d'église et les laïques, la noblesse et le peuple [2]. »

Pourrait-on tenter un retour vers les procédés de douceur? C'est ce que conseille Granvelle : « — Le couteau, dit-il, a trop duré [3]. » Mais on ne rallierait à cette heure pas même les gens d'Église; « ils continueraient à aller souper et banqueter avec les plus suspects d'hérésie; ils n'auraient pas plus que dans le passé le cœur d'expédier les criminels [4] ». Toutefois, Requesens veut essayer une transaction en profitant de la terreur qu'inspirent encore les souvenirs du duc d'Albe. On lui annonce, au moment de son arrivée, que dans un fort enlevé d'assaut par les Espagnols [5], vient d'être fait prisonnier l'un des plus fanatiques sectaires, Philippe Marnix de Sainte-Aldegonde.

Sainte-Aldegonde, qui a assisté au massacre de tous ceux qui ont été arrêtés avec lui, sait qu'on le réserve pour des supplices raffinés. Austère, hargneux, loquace, ce disciple de Calvin s'était fait un devoir toute sa vie de susciter les martyrs, de pousser les exaltés au bûcher, à la gloire. Le voilà élu à son tour pour porter avec

[1] *Correspondance de Philippe II*, p. 443.
[2] *Ibid.*, p. 448.
[3] *Ibid.*, t. IV, p. 410, Granvelle à Antonio Perez : « Mucho a durado el cuchillo. »
[4] *Ibid.*, p. 255, Roda au roi : « Se iran a comer y cenar con los que mas sospechosos estubieren en la religion, y jamas tenran animo para osar proceder contra alguno, como se vio en el pasado. »
[5] Le fort de Maeslant-Sluys.

les anges les palmes éternelles : il est captif, il pense aux savantes tortures, à l'art consommé des bourreaux ingénieux, aux muscles qui se déchirent, aux os qui craquent, aux chairs qui crépitent dans la flamme. Le cœur manque, l'âme s'affaisse. L'orgueilleux sectaire écrit sous la voix de Requesens une lettre au prince d'Orange pour lui prêcher que la servitude est plus douce que le combat : « J'espère que le peuple pourra jouir de la clémence naturelle du roi, ou sinon, au moins un rigoureux gouvernement sera plus supportable que ne l'est le fardeau de la guerre. Ce que je dis n'est pas par défiance que j'ay de la puissance de Dieu [1]. » Non ; ce n'est pas une apostasie, c'est cette infirmité de tous les violents qui passent d'un excès à l'excès contraire et se laissent précipiter d'autant plus bas qu'ils se sont guindés avec plus de dédain pour les modérés.

Le sceptique prince d'Orange dut sourire en apprenant cette défaillance du fort devant l'Éternel. Il avait eu soin d'assurer la sécurité de Sainte-Aldegonde, en déclarant que la vie du comte de Boussu, l'un de ses prisonniers, et celle de chacun des Espagnols prêts à capituler dans Middelbourg, lui répondraient de celle de Sainte-Aldegonde. Il répliqua froidement à son prophète en perdition que son offre de confier le pays à la clémence royale était contraire « à la gloire de Dieu,

[1] *Correspondance de Guillaume,* t. III, p. 77; la réponse de Guillaume est p. 89.

puis au salut et bien de la patrie ». — Contraire à la gloire de Dieu! s'écria le pédant heureux d'étourdir sa conscience par des sophismes; mais c'est la guerre, qui est contraire à la gloire de Dieu, en produisant « desbordements, dissolution, blasphèmes, et de fait la gloire de Dieu a été profanée lorsque la barbarie des Goths, Vandales et autres nations a ravagé par toute la chrétienté comme un torrent impétueux... » ; quant à la patrie, on peut se borner à souhaiter qu'il « plaise à Sa Majesté user de grâce en nostre endroit. Si par supplication nous pouvions obtenir de la clémence du roy quelque parti aucunement tolérable, ores qu'il ne fust pas grandement à nostre avantage, je suis d'advis que le pays en pourroit estre conservé; et par adventure qu'avec le temps, Dieu fléchiroit le cœur de nostre roy à quelque plus grande grâce, ou bien il nous présenteroit quelque occasion de lui faire quelque très-humble service [1]. » Le prince d'Orange poussa l'indifférence jusqu'à garder le secret de cette chute : il se contenta de presser avec plus d'ardeur le siége de Middelbourg.

Le colonel Mondragon se défendait depuis près d'un an dans cette place, la seule qui restât aux Espagnols sur toute l'île de Walckeren : la nourriture fut réduite d'abord pour chaque soldat à deux onces de pain par

[1] Recueil de Groen van Prinsterer, t. IV, p. 288. Quel service? Probablement de combattre contre les huguenots de France.

jour[1], puis à des galettes de graine de lin[2], puis aux peaux des animaux qu'on avait mangés pendant les premiers mois. Quand les semelles des chaussures furent consommées[3], il fallut capituler. Plus malheureux encore que son camarade Mondragon fut Julian Rômero, le vieux fantassin des guerres de Charles-Quint. Il avait reçu le commandement de la flotte; il voulut diriger ses navires comme des pelotons d'infanterie : il en perdit douze et dut s'enfuir dans la vase, à travers les roseaux, pour n'être pas pris lui-même par les Hollandais[4].

Requesens voulut, pour compenser ces pertes, s'emparer de Leyde. Mais il leva brusquement le siége en apprenant l'arrivée sur le Rhin du comte Ludovic avec des Allemands.

II

BATAILLE DE MOOK ET PREMIER SAC D'ANVERS.

Les subventions de Charles IX ont permis au comte Ludovic de recruter une bande d'Allemands; quelques volontaires de diverses nations se sont joints à cette

1 MENDOZA, *Commentarios,* p. 504. Deux onces font soixante-cinq grammes.

2 *Ibid.* : « tortas de linaza. » Voir aussi *Correspondance de Philippe II,* t. III, p. 24.

3 DEL RIO, *Mémoires,* p. 56 : « Jam coria et soleæ quibus vescebantur defecerant. »

4 *Correspondance de Philippe II,* t. III, p. 15, Requesens au roi, 13 février.

armée improvisée. Ludovic se met en marche avec ses deux jeunes frères et le duc Christophe, fils du prince Palatin. Il attaque Maestricht[1]. Mais les Espagnols savent qu'en rase campagne et sur des Allemands, la victoire n'est pas douteuse. Don Sancho de Avila qui les commande se dirige à marches forcées sur Maestricht. A ce moment, le comte Ludovic vient de perdre sept cents hommes que Mendoza, le défenseur de la place, lui a tués dans une sortie. Il lève le siége et s'avance dans le pays à travers les corps espagnols qui rejoignent Sancho de Avila. Cette manœuvre est dangereuse « en ung temps pluvieux et chemins si fangeux et marescageux que jamais on ne vit infanterie plus harassée[2] ». Au bout de peu de jours, il faut prendre du repos : on s'arréte à Mook[3], on commence des retranchements ; tout à coup apparaissent deux compagnies espagnoles. A cette poignée d'hommes, le comte Ludovic oppose ce qu'il a « d'Anglois, François et Wallons » : ceux-ci tuent les deux capitaines espagnols et repoussent les assaillants. Mais cette résistance même montre à don Sancho de Avila où sont les troupes sérieuses, et il fait attaquer le lendemain[4] le campement des Allemands, « et si tost que la diane parut, parurent aussy les ennemis en bataille, venant l'infan-

[1] Mars 1574.
[2] La Huguerye, *Mémoires*, t. I, p. 231.
[3] Ou Mockerheyde.
[4] 14 avril 1574.

terie la teste baissée aux tranchées non des François, mais des Allemands. Les Allemands après avoir tiré leurs harquebuzades, voyant l'ennemi venir à eux, désespérèrent d'avoir moyen de recharger, et abandonnèrent leur tranchée par laquelle les Espaignols entrant gaignèrent le derrière des François, Wallons et Anglois. » Ludovic espère dégager ses meilleurs soldats par une charge de cavalerie; mais ses reîtres refusent « comme de coustume de combattre, criant *gelt* [1] », et choisissent ce moment pour piller la caisse militaire des Nassau. Ludovic, son frère Henri et le duc Christophe, laissés à peu près seuls, sont tués : leurs cadavres n'ont jamais été retrouvés. Les Allemands, « qui ne se veulent mettre en défense », sont massacrés, « recevant le salaire qu'ils avoient en ce mérité [2] ».

Dès le lendemain, les Espagnols se mutinèrent; ils chassèrent leurs officiers et se dirigèrent sur Anvers. La garnison espagnole de la citadelle les introduisit dans la ville et les logea avec leurs femmes chez les bourgeois. Ils obligeaient leurs hôtes à leur procurer des citrons et des olives, comme s'ils étaient dans leur pays; ils buvaient du vin chacun pour vingt florins par jour [3], « et s'esquipèrent en tel ordre d'accoustrements qu'ils sembloient estre princes et seigneurs tant riche-

[1] *Mémoires anonymes,* t. I, p 153.
[2] *Ibid.*
[3] *Correspondance de Philippe II,* t. III, p. 62.

ment estoient accoustrés d'or, d'argent, velours et soie. Dont lesdits d'Anvers en furent grandement agravés [1]. »

Chaque compagnie profitait de ce que les comptables et les capitaines avaient négligé de tenir des écritures; elle réclamait six ans de solde en oubliant ce qu'elle avait déjà reçu ; « les divers officiers ont tant volé, écrivait Requesens [2], qu'il est impossible de discuter ce que l'on doit et ce que l'on a payé ». Les soldats tenaient en mépris tous les mestres de camp, sauf Sancho de Avila qui les favorisait secrètement, et Chiapin Vitelli qui conservait sa popularité par ses cyniques plaisanteries de Florentin corrompu [3]. Ils se défiaient même du sous-officier qu'ils avaient choisi comme général en chef, leur *electo,* le destituaient, le souffletaient, le remplaçaient [4]. Ils poussaient le dévergondage jusqu'à négliger, chose monstrueuse chez un Espagnol de cette époque, leurs devoirs religieux : « Il n'y a pas dix hommes parmi eux qui se soient confessés ni aient communié cette semaine sainte; je ne les vois jamais entrer dans une église pour entendre la messe [5]. » C'est Requesens qui l'écrit au roi, non sans horreur, mais

[1] *Mémoires anonymes,* t. I, p. 175.
[2] *Correspondance de Philippe II,* t. III, p. 62 : « Es tanto lo que han hurtado. »
[3] *Ibid.* : « Por tener credito y ser bien quisto de nuestra nacion. »
[4] *Ibid.*, p. 76.
[5] *Ibid.* : « No ay diez hombres entre ellos que se hayan confessado y comulgado esta quaresma, ni los veo entrar aqui en las yglesias a oyr misa. »

avec ne prolixité fatigante; il envoie trois lettres de trente pages en quelques jours. « Ces malheurs, dit-il, Dieu les a permis pour châtier l'orgueil de cette nation qui se figurait être la seule à conserver la foi catholique [1]. » Est-ce vraiment Dieu? « C'est le démon qui a tout bouleversé [2]... oui, c'est le démon; la preuve qu'il est déchaîné à travers nos intérêts, c'est qu'il nous tend des piéges et nous livre à des événements si extraordinaires [3]. »

Boisot, l'amiral hollandais, saisit l'occasion pour surprendre les derniers navires espagnols; il en captura onze, il en brûla huit [4]. Chiapin Vitelli obtint enfin que les mutins quittassent Anvers, moyennant une contribution de quatre cent mille écus que leur distribua la ville. Il les ramena au siége de Leyde.

1 « Demas de mis peccados que deben de ser la principal causa, creo que lo ha permitido Dios por la soberbia con que estabamos los de nuestra nacion, paresciendonos que eramos solos los que defendiamos la fee catolica. »

2 « Y todo lo ha desbaratado el demonio. »

3 « Suelto anda el demonio en este trabajo, poniendo tantos tropiezos por vias tan estrañas. »

4 Recueil de Groen van Prinsterer, t. V, p. 11 et 30.

III

SIÉGE DE LEYDE.

La ville de Leyde avait été investie le 31 octobre 1573, puis délivrée par l'approche du comte Ludovic. Elle est attaquée de nouveau après deux mois de répit [1]. Les femmes essayent de s'échapper hors des remparts; mais Valdès, le général espagnol, les prend et leur fait couper les jupes au-dessus du genou, de manière à les obliger à rentrer dans la ville plutôt que de courir demi-nues à travers les campements militaires [2]. L'été s'écoule, les convois de vivres sont interceptés par les assiégeants, la famine sévit. Mais pour exalter les esprits, la fureur religieuse s'allie à la passion patriotique. — « Plutôt Turcs que papistes, et plutôt noyés que pris [3] », disent les bourgeois de Leyde. — « Noyons-les donc, s'écrie Valdès [4], rompons les digues, inondons le pays; puisque les rebelles sont obstinés, ils doivent disparaître! »

Mais lui-même doit bientôt se défendre contre les eaux. Les Hollandais ont imaginé une entreprise inouïe:

[1] Le siége est suspendu du 21 mars au 26 mai 1574.

[2] MENDOZA, p. 519.

[3] « Liever turcx dan paus, liever bedorven dan verloren. » Voir DU MAURIER, *Mémoires*, p. 60.

[4] *Correspondance de Philippe II*, t. III, p. 159.

Leyde est à trois lieues dans les terres ; ils prétendent amener la mer jusqu'à Leyde, pour arriver en même temps avec leur flotte. L'amiral Boisot tranche les digues de la Meuse, celles de l'Yssel, celles du littoral, sur seize points ; l'eau se précipite à travers les terres labourées et les villages, elle monte[1], un grand nombre d'Espagnols se noient, « ne pouvant tout boire[2] ». Mais Valdès se retranche sur les débris des digues ; l'eau s'élève lentement, les navires ne peuvent encore la suivre ; les défenseurs de Leyde sont réduits à leurs dernières ressources ; ils mangent l'herbe, les feuilles, ils meurent ; des maisons sont rendues vides par la famine ; à ceux qui parlaient d'aimer mieux la mort par la main des Espagnols que la mort par inanition, le bourgmestre Adrien Van der Werf dit sur la place publique : « Découpez-moi et mangez. »

Boisot, pour écarter les Espagnols, fait projeter par ses canons dans leurs retranchements, au lieu de boulets de fonte, « des sacs ou boîtes qui contenaient plus de trois cents balles d'arquebuse[3] ». Il fait construire des bateaux plats, garnis de bastions et armés de pièces de campagne[4]. Bientôt il peut s'avancer avec le vent du nord-ouest qui pousse la mer en tempête, il asseoit sa flotte tout entière au milieu de la plaine et attend

[1] Recueil de Groen van Prinsterer, t. V, p. 8 à 75 ; Mendoza, p. 519 et suivantes.
[2] *Mémoires anonymes*, t. I, p. 165.
[3] Mendoza.
[4] *Correspondance de Philippe II*, t. III, p. 158.

un nouvel orage pour avancer plus près. Le mois de septembre s'achève. Enfin, dans la nuit du 1er au 2 octobre, le vent du nord-est emporte de nouveau la mer qui élargit les brèches, soulève la flotte et la dépose contre les redoutes espagnoles. — Là est le pain, là sont nos frères, s'écrie le bourgmestre qui entraîne dans une dernière sortie ses compagnons affamés. Les Espagnols avaient évacué leurs redoutes cette même nuit sous la canonnade de la flotte, et s'étaient retirés à la Haye. Leyde était libre après un an de siége [1].

Par une curieuse fatalité, la mer se faisait sur les côtes d'Espagne l'auxiliaire des Hollandais aussi bien que dans les prairies de l'Yssel. La flotte de renfort que Philippe II préparait depuis une année à Santander avait laissé passer l'été sans mettre à la voile : tantôt les *hourques* qui apportaient les vivres d'Andalousie se faisaient attendre, tantôt les ordres du roi prescrivaient de remettre les troupes à terre, tantôt la fièvre détruisait les soldats et les équipages. On part enfin, une tempête ramène les vaisseaux dans le port, l'amiral [2] meurt, les soldats sont réduits à un petit nombre par les maladies. Philippe II, découragé, renonce à expédier ce secours si impatiemment réclamé par Requesens : « Dieu ne permet pas le départ de cette

[1] Du 31 octobre 1573 au 3 octobre 1574.
[2] Pedro Menendez de Avila.

flotte, écrit-il[1]; j'en ai la preuve par toutes les difficultés qu'il a jugé à propos de soulever pour la retenir. »

IV

TENTATIVES DE TRANSACTION.

Cette heure de découragement est à peu près unique dans la vie de Philippe, qui connaîtra plus tard de bien autres revers. Mais la même lassitude règne dans les Pays-Bas. On récrimine, on se soupçonne. Le duc d'Arschot, si fidèle jusqu'à ce jour, se montre boudeur et méfiant. Perrenot de Champagney, frère du cardinal Granvelle, après avoir paru au duc d'Albe assez dévoué pour recevoir le commandement d'Anvers, devient suspect à son tour; il pousse la défaillance jusqu'à demander pourquoi on n'accorderait pas aux sujets flamands la même tolérance religieuse qu'aux auxiliaires anglais et allemands qui sont à la solde de l'Espagne[2] ; il refuse de s'unir plus longtemps à une politique qui remplace l'énergie par la cruauté : « Mieux vaut nous retirer sans nous exposer inutilement plus

[1] *Correspondance de Philippe II*, t. III, p. 163 : « Creyendo ser esta la voluntad de Dios, pues ha sido servido que haya havido tantos estorvos para detenerla. »
[2] *Ibid.*, p. 157.

avant, avec peu de satisfaction de ceulx qui nous commandent et nul fruit pour le publicq, ny au service de Vostre Majesté, ny à l'acquit de nos consciences [1]. » L'armée se débande : les soldats de la vieille infanterie désertent par troupes de cinquante hommes et rançonnent les villages sur leur trajet [2]. L'effectif, au lieu de soixante mille hommes qu'il présente sur le papier, n'est en réalité que de quarante mille [3], et encore faut-il licencier les Allemands, qui s'occupent uniquement de pillage et n'épargnent ni les églises ni les abbayes [4]. Nul moyen de se procurer de l'argent dans un pays ainsi ravagé : « Les rebelles font de la monnaie de papier, mais moi je n'ai pas ce crédit [5] », dit douloureusement Requesens en envoyant des pièces d'étain et les billets de monnaie à l'effigie de la Liberté, gravés par les assiégés de Leyde [6].

Les nouvelles de la délivrance de Leyde et de la perte de la Goulette exaltaient les esprits dans toutes les possessions espagnoles. Besançon même tomba durant quelques heures aux mains d'insurgés, ce qui permit du reste à l'archevêque de débarrasser sa ville des hérétiques. « Toutes les maisons de ceux de la

1 *Correspondance de Philippe II*, p. 138.
2 *Ibid.*, p. 137.
3 *Ibid.*, p. 247. État envoyé au roi par Requesens.
4 *Ibid.*, p. 137.
5 *Ibid.*, p. 307, Requesens à Çayas.
6 Du Maurier, *Memoires*, p. 60. La devise de ces billets était : *Hæc libertatis imago.*

religion furent pillées et saccagées » ; un des rebelles s'excusa sur ce « qu'il estoit ivre, auquel fut répliqué qu'il seroit pendu. A quoi il respondit qu'il aimoyt beaucoup mieux pendre que d'estre pendu, et requist qu'on le fist exécuteur de haute justice et luy fut sa requeste sur-le-champ accordée, et ledit jour fit son chef-d'œuvre de quatre hommes qu'il pendit [1]. »

Mais les prélats flamands n'avaient jamais eu cette vigueur. Quand pour remède suprême aux maux des Pays-Bas, Philippe II prescrivait des prières publiques, il apprenait « que des ordres avaient été donnés et étaient renouvelés fréquemment, mais que les évêques étaient sans zèle [2] ». Le Saint-Père lui-même était fatigué du récit de tant d'atrocités et recommandait la paix, fût-ce au prix de quelques concessions tacites aux hérétiques [3]; c'était aussi l'avis du cardinal Morone, son ministre. Requesens ne supposa pas que son maître pût accepter aussi aisément des compromis sur la religion, ni consentir, mots curieux pour l'époque, « à accorder la liberté des consciences [4] »; mais il admit qu'un nouveau souverain ne serait pas tenu aux mêmes scrupules, et il proposa hardiment à Philippe d'aban-

[1] En juin 1575. Notice du temps réimprimée, *Archives curieuses de l'Histoire de France*, Ire série, t. IX, p. 157.

[2] *Correspondance de Philippe II*, t. III, p. 152.

[3] *Ibid.*, p. 67 : « Su Santitad es muy inclinado a que aya paz y quietud de todas partes, y assi gustaria que ay la huviesse, aunque se disimulasse algo. »

[4] *Ibid.*, p. 193 : « Tacitamente darles libertad de consciencias. »

donner les Pays-Bas[1] : « — On peut les échanger contre le Piémont avec le duc de Savoie, ou bien les donner en toute souveraineté au second fils du roi. » — « A mon fils, jamais, écrit Philippe en marge ; je l'aime mieux mendiant qu'hérétique[2] ! »

Que veut donc le roi ? Nul ne le sait. Il médite vaguement sur le conseil féroce jeté par le duc d'Albe au moment de son départ : « Peut-être il serait convenable en effet de brûler les villes et de détruire les récoltes, dit Philippe[3] ; on les forcerait ainsi à la soumission par la famine. » Le grand inquisiteur Quiroga opine comme le duc d'Albe ; tous les sujets flamands sont coupables, tous doivent être punis ; le grand inquisiteur le dit en termes spirituels : « — Ceux qui sont rebelles et ceux qui prétendent n'être pas rebelles, ce m'est tout un ; et, comme dit le proverbe, loup et renard ont même dessein[4]. » La pensée royale se fixe enfin : elle se formule dans un ordre à Requesens.

— Vaut-il mieux, écrit Philippe[5], détruire le pays par l'inondation comme le propose Valdès, ou par le feu comme le souhaitait le duc d'Albe ? Rien n'a réussi

[1] *Correspondance de Philippe II,* novembre 1574.

[2] « Mejor es que sea pobre que no herege. »

[3] *Correspondance de Philippe II,* p. 126. Le roi à Requesens : « Principalmente combendra mucho quemarles y talarles todos los frutos para que no se puedan serbir dellos y por hambre se vengan a raducir.

[4] *Ibid.,* p. 290 : « Los reveldes y los que dicen que no lo son, todos son unos, y, como dicen, el lobo y la vulpeja todos son de una conseja. »

[5] *Ibid.,* p. 174 et suivantes.

jusqu'à ce jour, et cependant la volonté de Dieu n'est pas douteuse [1] : elle exige qu'on en vienne au rigoureux, au suprême châtiment. L'inondation n'est pas un système prudent, car il y aurait à craindre qu'elle gagnât plus de terrain qu'il n'est utile d'en sacrifier et qu'elle envahît les pays catholiques; en outre, ce procédé [2] entraînerait un certain renom de cruauté que l'on doit éviter. Mais l'incendie n'offre aucun inconvénient, même s'il faut brûler tous les villages, les récoltes, les arbres, car le sol restera, les villes cesseront de s'enrichir, puisqu'elles n'auront plus rien à vendre; les bourgeois ne pourront s'enfuir par mer, puisqu'ils n'auront pas de vivres à charger sur les navires. Il faudra se soumettre. Le grand commandeur est libre de choisir l'époque la plus favorable pour cette opération, mais il doit garder le secret. Peut-être fera-t-il bien de profiter de la première gelée. En tout cas il devra préparer les approvisionnements des soldats désignés pour ce service : ceux-ci s'en chargeront assurément avec joie, car ils s'enrichiront en pillant les villages avant de les livrer aux flammes.

— Hélas! répond Requesens, ces ordres arrivent trop tard. Mes régiments, tous les régiments de toutes les nations sont pour la troisième fois en révolte : je ne suis pas sûr de mes propres gardes; je ne puis disposer

[1] « Visto que ninguna via aprovecha y teniendo por sin dubda que deve ser esta la voluntad de Dios... ha parescido convenir que se venga a usar del ultimo y riguroso castigo. »

[2] « Traeria consigo un cierto nombre de crueldad que se deve huir. »

de personne pour brûler le pays selon les instructions du roi [1].

A cette nouvelle, Philippe retombe dans son apathie; il reste six mois sans adresser une seule lettre dans les Pays-Bas [2]. Durant cette période décisive, il discute les projets de transaction, il se fait envoyer des rapports dans ses lieux de pèlerinage, il écrit sur les dépêches qui implorent une solution : « Occupez-vous à Madrid d'y penser et d'y réfléchir, et moi également je ferai de même à l'Escurial, et puisque je dois prochainement, si Dieu le permet, retourner à Madrid, on sera occupé jusqu'à cette époque à y réfléchir ici et à Madrid [3]. »

Depuis longtemps, un Français avait déjà dit : « Ces gens-icy sont si longs en tous leurs déportemens et ont tant en la teste qu'il n'y a finesse en ce monde que de gaigner le temps, qu'un an leur est un jour [4]. »

Cet inexplicable silence étonne les Flamands; « ils sont ébahis du peu d'attention que leur consacre Votre Majesté [5] ». Requesens ne voit plus que des rebelles

[1] *Correspondance de Philippe II,* t. III, p. 213.

[2] De novembre 1574 à mai 1575. *Ibid.,* p. 301.

[3] *Ibid.,* p. 327 : « Se vaya allà pensando y mirando en ello, y yo tambien ire haciendo lo mismo, y pues ire tan presto ahi, placiendo a Dios, de aqui alla se ira mirando en ello alla y aca. »

[4] Ms. Bibl. nat. français, 16103, f° 147, l'évêque de Limoges à Catherine. Il dit encore (f° 39) que des leçons de Charles-Quint, Philippe n'a retenu que celle de « consumer le monde en sollicitations et gaigner le temps par remises ».

[5] *Correspondance de Philippe II,* t. IV, p. 160, don Diego de Çuñiga au roi : « Estan espantados de lo poco que V. M. se acuerda dellos. »

autour de lui ; il est placé en face des Hollandais triomphants, entre ses états de Brabant « qui tiennent des propos fort libres [1] », et ses soldats révoltés qu'il essaye de protéger contre les représailles des milices bourgeoises ; car, dit-il, « si je permets aux Flamands de tuer les Espagnols mutinés, ils en profiteront pour nous tuer tous [2] ».

Il est enfin autorisé à tenter un accord avec le prince d'Orange qu'il suppose effrayé par le déchaînement des passions populaires. Guillaume d'Orange, qui a gardé ses traditions de chef d'une aristocratie, avoue « qu'il sçait bien qu'on ne peut se fier sur la populace, mais que les estats ont mis tel ordre qu'il espère que par la populace n'adviendra désordre [3] ». Des conférences sont ouvertes à Bréda ; mais elles débutent par des récriminations contre ceux qui ont soutenu la cause royale ; « aider les ennemis du roi, voilà qui paraît noble et glorieux [4] ». On ne sait d'ailleurs sur quelles bases asseoir un traité. Le roi n'a donné aucune instruction, pas même une lettre vague ; ce silence est

[1] *Correspondance de Philippe II*, t. III, p. 190.

[2] *Ibid.*, t. III, p. 239 : « Los subditos han de defender mas de nuestros soldados que de los enemigos ; y por otra parte es menester procurar que los amotinados no reciban mas daño, porque si una vez los degüellan los del pays, tambien degollaran los demas. »

[3] *Correspondance de Guillaume*, t. III, Préface, p. 39.

[4] Del Rio, *Mémoires*, p. 62 : « Quinetiam tum vitio verti pro rege militare vel regium dici : adversam partem consilio operaque juvare pulchrum. »

trop invraisemblable pour n'être pas suspect : « Ils refusent de croire, fait Requesens, que je n'ai pas d'ordres de Votre Majesté [1]. » Le prince d'Orange ne se fierait même pas volontiers à des engagements signés par Philippe, car il connaît sa maxime que les promesses ne lient point avec les hérétiques, *hæretico non est servanda fides ;* « ils disent qu'on n'a pas gardé la foi jurée aux Maures de Grenade, et que le duc d'Albe a fait périr ceux qui se confiaient aux paroles données par madame de Parme [2] ». Et ce qu'il y a de plus remarquable, c'est que tout en autorisant des négociations avec le prince d'Orange et en cherchant à le convaincre de sa sincérité, Philippe faisait organiser contre lui, par son ministre Çayas, des tentatives de meurtre ; il excitait les bannis à tuer leur chef et à gagner par cet acte méritoire « leur grâce et la restitution de leurs biens [3] ». Les négociations furent rompues, et les Espagnols commencèrent une série d'opérations militaires contre Zierickzée et les îles du littoral.

1 *Correspondance de Philippe II,* t. III, p. 340.
2 *Ibid.,* p. 193.
3 *Correspondance de Guillaume,* t. VI.

V

MORT DE REQUESENS.

« La cause de la rébellion, écrit Requesens [1], ce n'est pas l'hérésie, c'est d'abord l'indépendance que se sont arrogée les seigneurs, puis les excès des soldats espagnols qui ont irrité le peuple, puis les impositions qu'on a inventées... » Mais cette appréciation si judicieuse cesse d'être exacte à partir du moment où la délivrance de la Hollande semble assurée. Aussitôt que le danger a diminué, l'ardeur patriotique fait place à la passion religieuse. Les Hollandais ne se contentent pas d'être libres dans la patrie affranchie; ils prétendent aussi persécuter les catholiques. On leur a enseigné la science des supplices; ils veulent prouver qu'ils l'ont comprise. Les états de Hollande exigent du prince d'Orange le serment de supprimer l'exercice de la religion romaine. On le laisse éluder cette formule, mais on se passe de son autorisation pour brûler et pendre les catholiques. A Alkmaar, on suppose une conspiration religieuse, on soumet à la torture le plus riche catholique de la ville; il meurt pendant le travail du bourreau. Aussitôt son fils est disloqué dans les tourments, puis laissé durant

[1] *Correspondance de Philippe II,* t. III, p. 311.

six semaines pour qu'il reprenne des forces, puis étendu nu avec une boîte pleine de rats, renversée et attachée sur son ventre; les morsures des rats ne le font pas mourir, on le brûle [1]. Le prince d'Orange intervient tardivement et fait cesser ces crimes, mais lui-même est assez égaré par le succès pour commettre un acte d'autant plus coupable qu'il le colore des apparences du zèle religieux.

Il s'était montré jusqu'alors assez peu ému des fautes de sa seconde femme, Anne de Saxe. Cette Allemande vulgaire, sensuelle et irascible, avait au moins le mérite d'avoir laissé son mari dissiper ses biens propres pour le service de la Hollande. Que ses habitudes d'intempérance aient affaibli ses facultés, on peut le croire; mais il est probable aussi que son mari ne se serait jamais imaginé de la faire passer pour folle, s'il n'avait pas eu l'intention d'épouser une troisième femme. Il pousse la patience jusqu'aux limites de la complaisance, tant qu'il croit avoir besoin des princes allemands, les cousins d'Anne de Saxe, puis quand il voit que ces Allemands sont des auxiliaires inutiles et que la Hollande peut se suffire à elle-même, il répudie Anne de Saxe et épouse Charlotte de Bourbon, fille du duc de Montpensier, et abbesse de Jouarre [2]. Cette

[1] VERSTEGAN, *Theatrum crudelitatum hæriticorum nostri temporis*. Antverpiæ, apud Adrianum Huberti, 1592, avec 30 fig.

[2] Le duc de Montpensier était un neveu du connétable de Bourbon; il avait épousé Jacqueline de Longwy, fille de Jeanne d'Angoulême, sœur naturelle de François Ier. Jacqueline mourut en 1561, et Mont-

princesse avisée avait « réuni une somme d'argent provenant de son patrimoine et des biens de son abbaye, et s'était faite calviniste [1] ». Non content de divorcer avec Anne de Saxe, le prince d'Orange la fait murer dans un caveau sans ouverture autre qu'une grille, à travers laquelle on lui jette la nourriture. Ce n'est pas tout. Par un raffinement qui serait à peine excusable chez un sectaire fanatique, il entretient devant cette grille un pédant luthérien qui s'acharne à rappeler les péchés de la malheureuse; elle meurt après deux ans de ce supplice [2]. Notre Henri IV sut comme le prince d'Orange subordonner les passions religieuses au patriotisme; il eut des griefs également contre sa première femme, il fit prononcer aussi son divorce; mais il ne se crut pas le droit et il n'eut pas la cruauté de persécuter cette femme abandonnée.

Ce déchaînement des passions religieuses révolte la conscience des catholiques de l'Artois et du Hainaut. C'est la faute décisive des Hollandais, celle qui prépare la scission. Désormais il y a deux partis dans l'opposition au gouvernement de Philippe II, deux partis séparés par la religion, la langue et la race; ils accentueront davantage leurs divisions durant les années suivantes.

pensier épousa Catherine de Guise. Charlotte de Bourbon, fille du premier lit, se réfugia près d'une de ses sœurs, qui avait épousé Frédéric III, comte palatin.

[1] *Correspondance de Philippe II*, t. III, p. 316. Requesens au roi, 6 juin 1575. Le mariage est du 12 juin 1575.

[2] Le 18 décembre 1577.

Requesens ne peut profiter encore de cette animosité des provinces catholiques contre les dissidents. Il est sans armée et sans argent. La flotte de Santander, qu'il attend depuis deux ans, arrive enfin, mais avec quatre cent trente « misérables recrues [1] », et rien de plus. Il cherche des alliés en Allemagne, et gagne le duc de Brunswick, qui avait autrefois [2] fait tripler sa pension par Philippe II, puis qui avait été pour Charles IX « à vendre et à dépendre [3] », et qui revient à l'Espagne en recevant, par la protection de Requesens, des lettres patentes pour légitimer les bâtards adultérins « qu'il a procréés avec Catherine de Weldam, lui allié par mariage à dame Sydonia de Saxe [4] ».

C'est vers la France, au contraire, que se tourne le prince d'Orange : il demande [5] qu'on lui trouve un navire qui vienne au milieu de la flotte espagnole en rade de Dunkerque, et qui prenne le prétexte de vendre des « vivres et autres marchandises... Le marchand accoustrera secrètement son propre bateau par dedans avec estoupes de poix et aultres semblables matières » ; puis il mettra le feu à son navire « pour l'heure de la basse mârée, afin qu'estant ledit bateau allumé et flambonnant, les navires de guerre à luy voisins

[1] *Correspondance de Philippe II*, t. III, p. 404 : « Muy ruin gente. »
[2] Ms. Rec. of., n° 804, Challoner to Throckmorton, 15 janvier 1562.
[3] Recueil de Groen van Prinsterer, lettre de Schonberg déjà citée.
[4] *Commission royale d'histoire de Belgique*, t. V, p. 222, année 1853.
[5] Ms. Arch. nat., K. 1528, pièce 83, lettre autographe du prince d'Orange.

n'eussent moyen de se retirer pour laditte basse marée, ains plus tost aussi périr par le feu ».

Pendant que les Hollandais inventaient les brûlots après avoir inventé les obus et le papier-monnaie, Requesens se rendait à Malines « pour gagner le jubilé centenaire que le pape Grégoire XIII avait concédé pour cette année... En arrivant à Bruxelles, il mourut d'un abcès charbonneux au bras [1]. » Le gouvernement fut exercé provisoirement par un conseil composé du duc d'Arschot, de Mansfeld, de Berlaymont et de quelques hommes obscurs. Jamais le besoin n'avait été plus urgent de la présence du roi, ou à son défaut d'un homme habitué à se faire obéir des soldats. Philippe le comprit, se décida à envoyer dans les Pays-Bas son frère don Juan d'Autriche, se plut à réfléchir sur les avantages de ce choix, confirma les pouvoirs du conseil d'incapables qui remplaçait Requesens, songea à les révoquer, laissa écouler neuf mois et accumuler les désastres, avant de prendre un parti définitif.

[1] HERRERA, t. II, p. 66. On a supposé qu'il était mort de la peste; la description de sa maladie est adressée au roi (*Correspondance de Philippe II,* t. III, p. 449, mars 1576) : « Un grano a manera de dibieso que se le hizo un carbunclo con una dureza muy grande... muchas puntas a manera de tabardillo. »

CHAPITRE XIX.

LA REINE ANNE.

Quatrième mariage de Philippe. — Disgrâce du duc d'Albe. — Amérique. — Détresse financière. — Désastres dans les Pays-Bas.

I

QUATRIÈME MARIAGE DE PHILIPPE.

Philippe, lorsqu'il s'était décidé à épouser la fille aînée de l'empereur Maximilien, longtemps promise à son fils don Carlos, avait obéi surtout à des intentions politiques. Il avait acheté, par ce pacte de famille, la neutralité de l'Empire dans les affaires des Pays-Bas.

Maximilien s'était senti tenté de bonne heure par la pensée de gagner quelques provinces autour de Bruxelles . il avait adressé des remontrances dès les premiers actes de rigueur du duc d'Albe [1]. — Je ne changerai pas, avait répondu Philippe, quand le monde tomberait sur moi [2] ! — Cependant, répliqua Maximilien, on pourrait charger mon fils, l'archiduc

[1] *Correspondance de Philippe II,* t. II, p. 15, du 2 mars 1568.
[2] *Ibid.,* p. 27 : « Quando me viniesse a caer el mundo encima. »

Charles [1], de l'administration de ces provinces. — « Sa Majesté a respondu que touchant Flandres, il a besoin d'y avoir gouverneur subject à luy pouvoir faire trancher la teste, ce qui ne peut avoir lieu en un tel prince qu'est l'archiduc [2] » ; que d'ailleurs « il n'usait pas de sévérité envers ses sujets flamands, comme le lui reprochaient les électeurs et l'empereur, mais de la plus grande clémence et douceur [3] ». Il se débarrassa enfin de ces importunités en donnant cent mille ducats à l'archiduc et en s'offrant comme mari pour sa sœur [4].

Il avait quarante-trois ans quand se mit en route la princesse Anne, qui était âgée de vingt et un ans [5]. Elle traversa Anvers [6], accueillit la mère du baron de Montigny, et lui promit de demander la grâce de son fils; elle débarqua à Santander [7], et parla aussitôt de Montigny. Philippe affirma qu'il ne saurait refuser la première faveur qu'elle demandait, mais que Montigny venait de mourir de maladie dans sa prison. Il avait hâté cette mort dès qu'il avait su la démarche de la

[1] Cet archiduc fut envoyé à Madrid en mission par son père, et y resta du 10 décembre 1568 au 4 mars 1569.

[2] Ms. Bibl. nat. français, 10752, Forquevauls à Charles IX, f° 143, du 13 janvier 1569.

[3] *Correspondance de Philippe II,* t. II, p. 818 : « Usado no de rigor como se le imputa, sino de mucha clemencia y piedad. »

[4] *Ibid.,* p. 835.

[5] Née à Cigales en Castille le 1er novembre 1549. Ce voyage est d'août 1570.

[6] Ms. Rec. of, n° 1209, Cobham to Cecil, 28 aug. 1570. Voir aussi n° 1225.

[7] Le 3 octobre 1570; le mariage se fit le 12 novembre, à Ségovie.

mère : son premier acte d'époux était de tromper sa femme.

Comme s'il n'y avait pas assez de faux-semblants autour de la nouvelle reine à Madrid, Catherine de Médici, la mère de celle qu'elle remplaçait, y ajouta ses doucereuses protestations de tendresse ; elle lui écrivit de sa main [1], elle chargea en outre son ambassadeur de lui dire [2] : « Je luy prie me employer comme si j'avois cet honneur de luy estre propre mère, car elle trouveroit pareille affection et dévotion de la servir. »

Ainsi que les trois premières femmes de Philippe, Anne était destinée à une mort prématurée. « La royne catholique ne sort guères jamais de son quartier de logis, de façon que sa cour semble un monastère de nonnains [3]. » Elle va être dévorée, après une vie valétudinaire, par le cérémonial, avec ses enfants. La naissance du premier, don Fernando, fut saluée par une allégresse universelle : du fond des Pays-Bas, le duc d'Albe écrivit [4] : « Je ne suis pas très-tendre, mais je confesse à Votre Majesté que j'ai versé des larmes de remercîment à Notre-Seigneur qui certes traite Votre Majesté avec grande faveur. Il multiplie les marques de sa préférence et veut employer Votre Majesté à la justification de sa cause. Que Dieu m'ôte la santé

[1] Ms. Arch. nat., K. 1527, pièce 54, du 8 avril 1571.
[2] *Ibid.*, pièce 61, du 28 octobre.
[3] Ms. Bibl. nat. français, 10752, f° 1123, Forquevauls à Catherine.
[4] Lettre du 21 décembre 1571, publiée par Mayanz y Siscar, *Cartas...*, t. II.

si Votre Majesté en a ressenti une réjouissance aussi vive et aussi pénétrante que moi. Je m'arrête. Je suis fou. Je dirais cent mille sottises. » La faveur du ciel ne fut pas aussi évidente dans le choix de la nourrice, « qui estoit une belle jeune Biscayenne, mais son lait si chaud qu'il avoit fait venir les émorrhoïdes à l'enfant[1] ».

Don Fernando mourut avant l'âge de sept ans ; don Carlos, né après lui, ne vécut que deux ans ; don Diego, le troisième, six ans ; l'infante doña Maria, un an[2]. L'Escurial était à peine achevé qu'il s'emplissait de cercueils : Philippe, avant d'avoir soixante ans[3], y fit déposer dix-sept cadavres ; il les rangeait en ordre dans l'ossuaire, ne changeait rien aux règles qui épuisaient les survivants, et exigeait une résignation officielle : « — Pas de marques d'émotion, écrivait-il dans toutes les villes, à la mort de son fils don Fernando[4] ; rien que des processions et des prières publiques, rien que des actions de grâces au Tout-Puissant pour la faveur qu'il a faite à l'infant. »

Philippe lui-même commençait à être constamment malade, comme ses femmes. On le voit, quand il ap-

[1] Forquevauls à Catherine de Médici, f° 1287, du 2 janvier 1572. C'est le mois même où arrive Saint-Gouard pour remplacer Forquevauls comme ambassadeur à Madrid. (*Ibid.*, f° 1313.)

[2] *Doc. ined.*, t. VII et VIII. Don Fernando meurt le 18 octobre 1578 ; don Carlos le 9 juillet 1574 ; don Diego le 21 novembre 1582 ; doña Maria le 4 août 1583.

[3] En 1586. *Ibid.*, t. VII, p. 410.

[4] Lettre publiée dans l'édition RIVADENEIRA des œuvres de sainte Thérèse, en note de la lettre 32, t. II, p. 27, et par HERRERA, t. II, p. 209.

prend la prise de Haarlem, souffrir « de la fièvre tierce », pendant que la reine Anne a « la fièvre quarte », et que « le prince d'Eboli est à la mort [1] ». On sauve cependant le quatrième fils, le frêle don Felipe, qui sera le roi Philippe III. Sa mère, quand elle est sur le point de le mettre au monde, ne veut pas se dispenser des cérémonies du jeudi saint : « elle se prosterne devant les pieds des pauvres », elle accouche quelques jours après ; « de telle sorte qu'avant même de naître, l'infant se livrait déjà aux pratiques de religion [2] ».

La vie s'écoule à l'Escurial au milieu des « processions et autres prières ; aussi le démon a grand désir d'empêcher qu'on pénètre en ce saint lieu où il voit célébrer les louanges de Dieu avec une telle persévérance dans les bonnes œuvres et les saintes pratiques [3] ». Peu à peu Philippe adopte les formules de la dévotion pour le style administratif et exige qu'on lui parle de piété dans chaque affaire qui lui est soumise. Cette manie est bientôt connue ; elle est encouragée par les courtisans : « J'ai reçu la très-sainte réponse du roi [4] », écrit par exemple un secrétaire. « J'ay bonne et certaine cognoissance de la religion et

[1] Ms. Bibl. nat., 16105, f°s 53 et 68, Saint-Gouard à la reine mère, 30 juillet 1573.

[2] Cabrera, t. II, p. 447. Don Felipe naît le 14 avril 1578.

[3] *Ibid.*, p. 353.

[4] *Correspondance de Philippe II*, t. IV, p. 57, Hopperus au roi : « La muy santa rescripcion. »

preudhomie de Bœhme[1] », dit de même le cardinal de Guise lorsqu'il demande à Philippe de l'argent pour l'Allemand grossier qui a achevé d'un coup d'épieu l'amiral Coligny.

Mais l'affaire importante durant le règne de la quatrième femme est la translation des reliques de sainte Léocadie, comme celle des reliques de saint Eugène avait été la préoccupation principale pendant la vie de la troisième. Sainte Léocadie était une vierge de Tolède qui avait dit devant l'empereur Décius : « Je suis esclave de Jésus. » Décius, après l'avoir fait déchirer de coups, l'enferma dans un cachot où elle mourut. Son corps fut conservé à Oviedo, et entouré de tant d'honneurs que saint Ildefonse composa lui-même l'office de la sainte, « en donnant à sainte Léocadie ces nombreuses épithètes et admirables surnoms que la sainte Église réserve d'ordinaire pour la Mère de Dieu[2] ».

Mais le précieux corps disparut pendant l'invasion des Sarrasins. Des moines de Saint-Ghislain en Flandre prétendirent en être les possesseurs : ils l'avaient reçu, disaient-ils, d'un comte de Hainaut qui l'avait rapporté d'Espagne, à une époque inconnue. Philippe se déclara prêt à subir tous les sacrifices pour se faire restituer cette relique patrimoniale. Mais il n'eut le

[1] Ms. Arch. nat., K. 1536, du 17 décembre 1574. Bœhme avait épousé Louise de Arne, bâtarde du cardinal de Lorraine et suivante d'Élisabeth, reine d'Espagne.

[2] Cabrera, t. III, p. 72 à 75.

bonheur de réussir qu'après de longues négociations, dans lesquelles le duc d'Albe se montra fort tiède. Les objections du vieux soldat, et ses négligences dans une affaire qui primait aux yeux du roi celles du siècle, ne furent pas une des moindres causes de la disgrâce qui fondit sur le duc d'Albe et son fils, après leur retour en Espagne.

II

DISGRACE DU DUC D'ALBE.

Du temps de la cour française d'Élisabeth, le fils du duc d'Albe, don Fadrique, avait lié un commerce de galanterie avec une des filles d'honneur, doña Magdalena de Guzman, « jusques à luy avoir promis mariage, occasion de quoi ledit don Fadrique fut mené prisonnier à Medina del Campo et ladite damoiselle enserrée dans une chambre au palais, pour la faute par eux commise d'avoir osé traicter de mariage sans porter respect au lieu où elle servoit[1] ». Il est probable que les relations ne s'étaient pas limitées à une simple promesse de mariage, car le châtiment fut sévère : la jeune fille fut reléguée dans un couvent; don Fadrique fut condamné à une croisade de trois ans en Afrique,

[1] Ms. 10751, f° 610, Forquevauls à la reine mère, janvier 1567.

contre les Maures, avec un corps de cavalerie à sa solde[1].

Ainsi il y avait eu faute commise en 1566, punition rigoureuse l'année suivante, punition équivalente à la peine de la déportation aux *presidios* et formellement motivée « pour les engagements secrets de vive voix et par écrit d'un mariage avec doña Magdalena de Guzman[2] ». Il y a au bout d'un an[3] commutation de peine : au lieu de servir en Afrique, don Fadrique est autorisé à accompagner son père dans les Pays-Bas ; il commande des armées du roi, il prend des villes, il gagne des batailles ; les années s'écoulent. Don Fadrique revient en Espagne.

Désavouer le duc d'Albe après l'avoir excité aux mesures de rigueur, le roi ne l'ose ; il affecte même de le féliciter de ses services et de s'intéresser à sa santé. « Je souhaite, lui écrit-il[4], vous voir sain et gaillard ; j'espère que Dieu le permettra et qu'il vous accordera une longue vie, car vous avez souffert pour son service, pour le mien, pour le bien de la chrétienté. » Malgré ces belles paroles, le duc « ne monstroit la chère trop contente quand il vit que le roy ne lui vouloit octroyer que son fils don Fadrique vinst avec lui à la cour de

[1] *Doc. ined.*, t. L, p. 288. Il servait à Oran avec dix gentilshommes.

[2] *Ibid.* : « Tratastes secretamente por cartas y de palabra de os casar con doña Magdalena. »

[3] Le 7 avril 1568.

[4] *Correspondance de Philippe II*, t. III. Le roi au duc d'Albe, 20 mars 1574 : « Tan sano y gallardo. »

laquelle il est banny pour avoir esté trouvé traictant d'amour dans le pallais avec une des filles de la feue reine... Vargas ne peut non plus approcher la cour de cinq lieues. [1] »

Pour une faute semblable à celle de don Fadrique, le roi venait de montrer une sévérité implacable : don Gonzalo Chacon, fils de la gouvernante des infantes, s'était enfui après avoir « traicté avec une dame du palais [2] ». Philippe insista pour qu'il lui fût livré, s'il s'était réfugié en France, « après avoir commis un tel excès, un si grand crime [3] ». Il se rappela à ce propos les malheurs de « la Guzman », et imagina de forcer don Fadrique à épouser cette fille. Le duc d'Albe crut éviter cette humiliation en mariant brusquement son fils avec une de ses parentes, doña Maria de Toledo.

Doña Maria est la fille du brave don Garcia de Toledo, le conquérant de Peñon de Velez, le grand marin, l'honnête soldat qui assura la délivrance de Malte et organisa pour don Juan d'Autriche la flotte de Lépante. Don Garcia, qui est en Italie, approuve ce mariage, puis s'inquiète de ne pas apprendre qu'il est célébré, prie don Juan de savoir ce que signifient

[1] Ms. Bibl. nat. francais, 16106, pièce 18, Saint-Gouard à Charles IX, 4 avril 1574. Le duc était arrivé le 31 mars.

[2] *Ibid.*, 16105, pièce 31, du 17 mai 1573. La mère du coupable, doña Maria Chacon, cherchait à faire intervenir les Français pour son fils en récompense des services qu'elle rendait aux infantes, filles de la reine française.

[3] Ms. Arch. nat., K. 1530, pièce 52, le roi à D. Diego de Çuñiga : « Ya aureis entendido el exceso y gran delicto que aqui cometio. »

ces retards [1] : « Je ne peux m'expliquer ce qui se passe au sujet du mariage de ma fille; on m'assure que s'il est suspendu, ce n'est point par la volonté de don Fadrique; je me demande si l'opposition ne vient pas du roi. » Il n'apprend rien, il interroge le vice-roi de Sicile, il reste plus d'un an dans l'incertitude [2].

Les jeunes cousins étaient mariés, mais l'union était tenue secrète. Philippe, qui ne met jamais de hâte dans ses vengeances, laisse écouler le temps; il fait intervenir « la Guzman » après lui avoir donné le titre de fille d'honneur de la reine Anne, il laisse voir les lettres où elle se plaint « de son amant [3] », du fond du couvent de Santa Fe de Tolède, où elle est toujours captive. Il s'avise d'évoquer l'affaire au criminel, de la juger de nouveau, de la punir une seconde fois, de persécuter le duc d'Albe, son fils, sa jeune belle-fille, de leur faire expier par cette querelle de mauvaise foi ses propres fautes dans le gouvernement des Pays-Bas. Don Fadrique est mis en prison, le duc d'Albe est soumis aux interrogatoires injurieux de juges qui auraient été dignes de s'asseoir à côté de lui dans le conseil des Troubles.

Ces nouveaux juges sont intéressants à étudier; Philippe commence à apprécier leurs talents dans cette cause : il les mettra bientôt à une autre épreuve. Il note pour le moment la servilité de ces trois hommes.

[1] *Doc. ined.*, t. XXVIII, p. 195, lettre du 11 mars 1575.
[2] *Ibid.*, p. 302, du 21 août 1576.
[3] *Ibid.*, t. VII, p. 464.

Le plus influent est Fray Diego de Chaves, confesseur du roi. C'est un dominicain remuant, doucereux, au profil ascétique ; il excelle à transmettre comme confident les promesses dont il délie comme confesseur. Le second est un secrétaire d'État, Mateo Vasquez, qui rêve la succession du prince d'Eboli, languit dans les occupations subalternes, se tient aux aguets avec une patience soumise, pour se signaler au maître, déchirer ses rivaux, se venger de ses bassesses. Tous deux ont comme instrument un homme de loi, Antonio Mauricio Pazos [1], qui était oublié depuis un grand nombre d'années dans les grades inférieurs de l'Inquisition; il réussit enfin à montrer comment il sait discerner le moment où les accusés d'État plaisent encore et peuvent être traités avec indulgence, et celui où la sévérité impitoyable sera plus agréable ; il devient, de simple chanoine, en six ans, évêque de Cordoue et président de Castille.

De tels hommes sont traités de haut par le duc d'Albe : le vieux courtisan ne devine pas que le roi en personne les anime contre lui et inspire ou corrige toute leur procédure. « Indiquez-moi votre opinion, dit Philippe à Pazos [2], et je vous donnerai avis de ce que vous pourrez écrire pour le public. » Le procès

[1] Né à Pontevedra, il fut inquisiteur en Sicile, puis à Tolède, puis devint chanoine à Tuy, enfin évêque de Pati en Sicile, puis d'Avila, puis de Cordoue, en 1582, et president de Castille. Il mourut en juin 1586.

[2] *Doc. ined.*, t. VII : « Y despues que yo haya visto vuestro parecer, os avisare lo que me podreis escribir para que se vea. »

menace de ne pas tourner à l'honneur du roi. — Mon fils a été autorisé par le roi à se marier, dit le duc d'Albe. — C'est faux, écrit le roi à Pazos. — Mais, répond Pazos, le duc vient de me montrer une lettre adressée en Flandre, où le roi dit : Il sera bon de songer à marier bientôt don Fadrique [1].

On se repent d'avoir soulevé cette affaire : l'irritation retombe sur la pauvre Guzman. — « Voilà douze ans, écrit au roi la malheureuse [2], que je vis dans les chagrins, douze ans, et la vie est si courte ! » Elle se voit vieillir dans son cloître, loin de ses rêves, loin de la cour; elle entend Pazos qui lui répond durement : « Qu'iriez-vous faire à la cour? Vous êtes trop jeune pour une duègne, trop vieille pour une suivante. Puisque vous êtes depuis douze ans dans votre couvent, restez-y ! » Pazos demande alors au roi, d'accord avec Mateo Vasquez et Fray Diego de Chaves [3], l'autorisation de condamner don Fadrique à une prison perpétuelle, le duc et la duchesse d'Albe à l'exil dans leurs terres. Quant à la Guzman, on n'a plus besoin d'elle; « elle commence, dit Pazos, à devenir importune » ; il renvoie au roi les lettres de cette fille qu'on flattait de quelque espoir à l'heure où elle était utile pour humilier la maison de Toledo, et dont on repousse mainte-

[1] *Doc. ined.*, t. VII, p. 472, rapport de Pazos : « Y tamdien sera bueno procurar caśarle presto. »
[2] *Ibid.*, p. 482.
[3] *Ibid.*, rapport du 14 décembre.

nant avec dédain « les plaintes accoutumées. Que Dieu lui donne du bon sens! On ne peut faire un pas sans trouver une lettre d'elle [1]. »

Philippe n'approuve pas l'arrêt préparé par ses trois agents. Il le trouve trop indulgent envers le duc d'Albe, qui doit être frappé plus sévèrement pour avoir pris le parti de son fils. En marge de la condamnation, il écrit de sa main sur la prison perpétuelle de don Fadrique : « Me paraît très-bien ce que dites ici » ; mais sur l'exil des vieux parents dans leurs terres, il n'est pas satisfait. Il veut que le duc soit interné en un lieu « où des gens puissent tenir au courant de sa conduite ». On le relègue dans le bourg d'Uzeda [2]; « il aura pour prison l'étendue de la ville, sans pouvoir sortir de la partie habitée ». La duchesse a la permission de rester près de lui.

Le borgne Albornos, qui s'était rendu fameux par les richesses rapportées des Pays-Bas, est mis en prison.

Au bout d'une année, changement subit : ce même Pazos intervient comme un instrument d'indulgence; il supplie le roi de rendre sa faveur au duc d'Albe en raison « de sa patience et de son humilité », et de ne pas se borner à adoucir son exil, « car Dieu pardonne au pécheur [3] non pas peu à peu, mais entièrement dès

[1] *Doc. ined.*, t. VIII, 6 février et 29 avril 1579.

[2] *Ibid.*, p. 496 (c'est en 1579, et non 1578, comme on l'a imprimé).

[3] *Ibid.*, p. 511.

l'instant que le repentir de la faute donne satisfaction de l'offense ». Il ne faut voir dans ce revirement qu'une comédie concertée avec le roi, et non pas un remords du juge pervers, ni le souvenir réveillé « des grands services et tant congnue loyauté [1] » du vieux compagnon de Charles-Quint. Le roi voulait conquérir le Portugal et jugeait le duc d'Albe seul capable d'empêcher par son autorité sur les gens de guerre le pillage des villes portugaises. Il sait donc se contenter des humiliations subies; il fait grâce avec une générosité précipitée; il appelle sans transition le duc de son exil d'Uzeda au commandement de l'armée d'invasion. Le borgne Albornos reçoit aussi sa grâce parce que sa plume est nécessaire au duc. Pour pardonner également à don Fadrique et à sa jeune femme, Philippe feint de se laisser violenter par Pazos; le bon juge lui fait remarquer que le mariage avec Maria de Toledo « ne se peut défaire [2]; la jeune femme, ajoute-t-il, n'a pas péché contre le roi, et de même que Dieu a pardonné à Nabal du Carmel en raison de sa femme Abigaïl, de même Votre Majesté peut pardonner à don Fadrique en l'honneur de sa femme Doña Maria ». Pardonner, le mot est un peu hardi, Pazos le craint, il se hâte de rassurer le roi; sa haine est si bien servie que le pardon est sans inconvénient [3]; « don Fadrique

[1] *Doc. ined.*, t. IV, p. 390. Ce sont les termes de la commission qui lui donnait l'administration des Pays-Bas.
[2] *Ibid.*, p. 528, lettre du 11 mai.
[3] Cette pensée atroce, qui montre comment Pazos savait comprendre

est tellement ruiné de santé et de fortune, qu'il ne se louera point de la chose ». Les misères de deux années de prison, les chagrins d'une telle rétribution après sa toute-puissance dans les Flandres, firent mourir don Fadrique peu de mois après sa mise en liberté. Son père et lui virent ainsi leur orgueil humilié par des juges iniques et sous des prétextes aussi futiles que ceux qu'ils employèrent contre les malheureux Flamands. Cette facilité d'asservir la justice fut une leçon funeste pour Philippe. Il s'appropria rapidement le procédé, il ne négligera plus ce nouveau moyen de gouvernement, mais il ne le laissera pratiquer par d'autres mains que les siennes, ni en Espagne, ni en Amérique.

III

ADMINISTRATION DE L'AMÉRIQUE.

Philippe II fut toujours assez indifférent à ses possessions américaines : il confiait le contrôle des vice-rois et des capitaines généraux à des *licenciés* qu'il envoyait en mission avec des instructions inspirées par des pensées assez dépravées : « Comme il est très-nécessaire

Philippe, est énergiquement formulée dans l'original : « El esta tan gastado de salud y hacienda que no se ira alabando del negocio. »

au gouvernement, disait-il par exemple [1], de connaître la vie et les habitudes de chacun, et même les menus événements de sa maison, vous saurez vous procurer des moyens secrets pour être mis au courant par d'habiles espions. Ne vous attachez qu'aux faits graves, car si on faisait la recherche de tous les délits, il n'y a pas d'homme qui échapperait à la punition. Ne croyez pas tout ce que l'on vous conte, car vous tomberiez dans des erreurs irréparables ; on est entouré de valets et de favoris qui vous poussent pour leur profit à ces erreurs [2]. »

Il aurait voulu être proclamé par bulle du Pape *emperador de las Yndias* [3], mais sans trop savoir ce qu'il demandait, car il ne connaissait qu'imparfaitement l'étendue et la forme de ces États : il n'avait pas de carte de l'Amérique [4] ; il n'en eut que fort tard de la Sicile [5]. Il voyait revenir les galions chargés de barres métalliques, de pierreries et d'épices, et il partageait vaguement l'opinion de tout bon Espagnol que l'Amérique était un renfort pour l'Espagne et une flatterie

[1] *Doc. ined.*, t. XXVI, p. 279 et suiv.

[2] *Ibid.*, p. 281. Si cette phrase est postérieure au meurtre d'Escovedo, elle prouve que l'âme de Philippe n'était pas absolument insensible au remords après un crime. Cette instruction au licencié Gasca n'est pas datée.

[3] Ms. Rec. of., nº 1508, Challoner to the queen, 19 déc. 1563.

[4] *Doc. ined.*, t. XXXIII, p. 475.

[5] Lettre de don Garcia de Toledo : « Es necesario entender las distancias de las tierras dese reino y de los rios que tiene, habemos acordado que sera conviniente tener aqui una carta y descripcion del en que todo esta esta muy claro y distintamente apuntado. »

pour Dieu[1] : elle donnait des richesses aux Espagnols et des âmes à l'Église. Dans la réalité, elle était surtout l'asile de tous les coureurs d'aventures : « L'Amérique ! ressource des désespérés, église des gens traqués par la justice, sauf-conduit des meurtriers, refuge des joueurs, tanière des filles perdues[2] ! » Aussi Philippe recevait souvent des révélations qui devaient inquiéter ses susceptibilités religieuses. Fray Antonio de Çuñiga adressa un appel touchant aux scrupules royaux[3] :

« J'ai vu ces misérables Indiens souffrir plus cruellement chaque jour et dans leurs âmes et dans leurs corps. Les convertir, c'est l'accessoire ; on l'oublie. Ils ne sont pas plus chrétiens aujourd'hui qu'au moment de la conquête, et s'ils se soumettent à quelques cérémonies extérieures, c'est pour nous obéir. Ils ont une herbe qu'ils nomment *coca*, et sous prétexte qu'elle leur donne des forces pour les travaux que nous leur imposons, ils en font leur idole. On leur fait payer plusieurs fois les impôts ; les villages se vident. Toutes les femmes vont à la ville, et ce n'est pas pour commettre peu de péchés contre les commandements de Dieu. Aux écoles de Quito, sur trois mille enfants, il y a deux mille métis.

[1] LOPE DE VEGA, *la Dorotea*, act. IV : « España se ha hecho con ellas tan rica y poderosa, y nuestra fe se ha dilatado tanto. »

[2] CERVANTES, *el Celoso Extremeno* : « Refugio y amparo de los desperados de España, iglesia de los alzados, salvoconducto de los homicidas, pala y cubierta de los jugadores, añagaza general de mujeres libres, engaño comun de muchos. »

[3] *Doc. ined.*, t. XXVI, p. 87. Rapport du 15 juillet 1579.

Chacun cherche à être servi par un esclave, et tout le poids de cet esclavage retombe sur la race indienne. L'Espagnol a pour esclave une métisse ou une négresse, et celle-ci a pour esclave une Indienne. Le nègre fait porter son panier par un Indien : le nègre a toujours le bâton levé sur l'Indien. Pour construire les maisons, pour apporter le bois et les fourrages dans la ville, on a des escouades d'Indiens qu'on garde deux mois. Durant cette absence, la femme meurt de faim avec ses enfants, ou elle vient à Quito gagner honteusement sa vie en offensant Dieu Notre-Seigneur. Tout cela meurt de misère dans les rues; ils meurent sans confession, et bien souvent, comme ils ne laissent rien pour le curé, leurs amis les enterrent secrètement sous un tas de fumier. »

Trois millions d'indigènes succombent au Mexique dans les épidémies de 1545 et de 1576 [1]. Les rapports des administrateurs qui vantent leurs talents sont aussi lugubres que les plaintes des religieux :

« A quel propos plaindre les Indiens? écrit par exemple don Francisco de Toledo, vice-roi du Pérou [2]; ils vivaient aussi sauvages qu'ils voulaient sous la tyrannie des Incas, usaient leur santé dans les danses, l'ivrognerie, les privations. Maintenant on les a enrégimentés savamment : on les surveille, on les soumet à un travail salutaire pour les dispenser de l'oisiveté,

[1] Raynal, *Histoire philosophique des deux Indes,* t. III, p. 394.
[2] *Doc. ined.,* t. XXVI, p. 122. Rapport de 1582.

cette mère des maladies de l'âme. Ils avaient trop de terres; on a reconnu que des champs aussi étendus n'étaient nullement utiles; le vice-roi ne pouvait donc faire autrement que de prendre possession des terres pour la couronne, aussi bien que des mines de cuivre et de vif-argent de Guancobelica. On se plaint de leur ignorance religieuse; elle doit être imputée non au vice-roi, mais au clergé : ses membres ne pensent qu'à s'enrichir : ils ont des prisons contre leurs débiteurs, des alguazils, des anneaux de fer. Les évêques reviennent avec des bagages remplis d'une argenterie qu'ils n'ont pas apportée. Les religieux en font autant. »

Les revenus royaux étaient fort amoindris par cette concurrence de convoitises; ils l'étaient aussi par la nécessité d'entretenir des troupes pour écarter les corsaires : « Je ne crains pas les caciques, écrit don Garcia de Mendoza[1], car la famine les contraint à faire leur soumission. On me signale des navires européens; ce sont peut-être des Portugais, mais j'ai ici assez de soldats et de munitions pour chasser non-seulement la flotte de Portugal, mais même celle de France, si elle arrivait en même temps. » On a d'ailleurs beaucoup exagéré les revenus des mines : les plus riches du nouveau monde, celles du Potosi, dont les filons venaient d'être découverts, en 1545, par le Péruvien Gualca,

[1] *Doc. ined.*, t. XXVI, p. 217.

« ce précieux joyau que la Sagesse infinie a placé au sein des vastes domaines du roi [1] », n'envoyèrent en moyenne que quatre cent mille pesetas, ou cent mille francs par an, de 1556 à 1576, ce qui ferait un peu plus d'un million au cours actuel. Les produits s'élèvent jusqu'en 1593, pour atteindre dans cette année le chiffre de seize cent mille pesetas, mais ils décroissent ensuite. Il faut du reste déduire de ces chiffres tout ce qui ne parvenait pas aux ports d'Espagne et était enlevé par les corsaires ou perdu dans les naufrages. La ressource était insignifiante pour le trésor avide et obéré de Philippe II.

Celle qu'auraient pu procurer les relations commerciales n'étaient pas mieux ménagées. Par exemple, un gros galion partait de Manille tous les ans, le même jour, avec le même chargement et le même équipage ; il allait au trentième degré de latitude pour trouver les vents alizés qui le portaient à Acapulco ; il déposait sa cargaison de lingots et de cochenille, et revenait avec les produits de l'Asie, sans pouvoir aborder dans aucun autre port, effectuer aucun troc, modifier sous aucun prétexte ses mouvements, tolérer aucune concurrence à ses priviléges. Cette régularité était si rigoureusement

[1] *Doc. ined.*, t. V p. 182, Compte rendu adressé au roi Charles III en 1784, donnant le rendement annuel depuis 1556. Le mercure fut découvert en Amérique en 1566 par le Portugais Henrique Garcès, qui trouva aux mains de l'Indien Navin Copa une pierre rouge, le *Llimpi*, pour ses tatouages de guerre. (*Art de vérifier les dates*, t. X, p. 421 ; HUMBOLDT, *Essai politique sur la Nouvelle-Espagne*, t. IV, p. 421.)

maintenue que pendant deux siècles les Anglais retrouvèrent à point nommé le galion dans les mêmes parages et l'enlevèrent avec la même précision [1].

IV

DÉTRESSE FINANCIÈRE.

Les finances espagnoles étaient au service de la cause catholique dans l'Europe entière. Elles versaient des secours même aux insurgés irlandais, malgré les fâcheux renseignements qu'adressaient sur eux les capitaines de navire : « Les sauvages de cette terre considèrent comme le plus homme de bien celui qui est le mieux en état de voler [2]. »

Les banqueroutes avaient tari la source de l'emprunt : on n'avait pas osé, à la vérité, renier absolument les dettes contractées : « c'eût été de mauvais exemple, non pas à cause de la ruine des créanciers : ils auraient mérité ce sort par leurs gains illicites et immodérés ; mais on devait songer aux dangers d'un précédent qui aurait permis de rompre ensuite les contrats les plus équitables. Toutefois il était très-convenable de dimi-

[1] Le galion de Manille fut pris par Cavendish en 1587, par Rogers en 1709, par Anson en 1742.

[2] *Real Acad.*, t. VII, p. 429, capitan Diego Ortiz de Urizar al rey, 22 junio 1574.

nuer les intérêts servis; c'était même exigé par la loi divine, qui interdit l'usure [1]. »

L'impôt n'était pas non plus une ressource, tant la mauvaise administration et les règlements maladroits semblaient prendre à tâche de détruire la richesse intérieure. S'il existait des manufactures de soie, comme à Tolède, les industriels étaient soumis aux vexations d'ordonnances tracassières qui fixaient la longueur des fuseaux et de tous les rouages des métiers, la largeur, l'épaisseur, la trame, les procédés de teinture, le nombre des apprentis, et qui frappaient chaque infraction de trois mille maravédis d'amende [2]. La ressource la plus régulière était celle qu'à partir de 1574 on obtint à perpétuité de la munificence pontificale, l'impôt de la *cruzada,* qui permettait de manger gras le vendredi : « Ils ont ces jours icy publié la bulle de la cruzada avec de très-grandes cérémonies, et ce pour chascun an, au lieu qu'elle ne souloit estre que de trois en trois ans [3]. » Faveur dont se scandalisaient les Français quand on leur reprochait leur tiédeur religieuse : « — On en pourroit estre quicte, répondaient-ils [4]; car vous envoyez querir une bulle qui couste deux réalles, par laquelle on a permission assez ample pour manger de la chair le caresmes, en ce pays qui se dit estre si religieux. »

[1] Cabrera, t. I, p. 48.
[2] *Doc. ined.,* t. XV, p. 363. Règlement du 23 octobre 1573.
[3] Ms. Bibl. nat., 16105, f° 73, Saint-Gouard à Charles IX, déc. 1573.
[4] *Ibid.,* 16104, f° 7, du 14 avril 1572.

Les subsides insuffisants que ce fisc aux abois s'efforçait de transmettre aux armées des Pays-Bas ne pouvaient être d'aucune utilité : « Autant vaudrait jeter cet argent à la mer, disait un Espagnol [1], car il n'est jamais reçu au moment opportun. »

V

DÉSASTRES DANS LES FLANDRES.

Cette pénurie d'argent avait été une des principales causes des échecs du duc d'Albe. L'anarchie qui suivit la mort de Requesens acheva la désorganisation.

Le conseil des troubles disparut dans cet effondrement [2]. Zierickzée succomba après plusieurs mois de siége, mais ce succès fut aussitôt suivi d'une nouvelle insurrection militaire [3]. Les soldats furent déclarés rebelles par les régents. Ainsi les Espagnols deviennent les révoltés, pendant que les bourgeois du Brabant et du Hainaut se rattachent au gouvernement officiel. Tous sont également armés ; les bourgeois veulent

[1] *Correspondance de Philippe II,* t. III, p. 477, Geronimo de Roda à Çayas : « Es como echallo en la mar pues jamas viene a tiempo que aproveche. »

[2] Il fut supprimé le 8 mai 1576; il durait depuis le 9 septembre 1567. Voir *Acad. roy. de Belgique,* t. XX, première partie, année 1853, et *Correspondance de Philippe II,* t. IV, p. 24 et p. 128.

[3] Le 15 juillet 1576. Voir *Correspondance de Philippe II,* t. IV, p. 543-658.

défendre leurs murs, les Espagnols livrent au pillage les abbayes [1]. Bientôt les mutins surprennent la ville d'Alost, s'y fortifient, se mettent en défense contre le roi et contre les Flamands; ils se font « donner incontinent des chemises blanches et vivres à leur plaisir, si que nul bourgeois n'estoit maistre du sien; et se peut considérer comment iceux bourgeois, jeunes femmes et filles estoient traictés [2] ».

Sancho de Avila, en transmettant les récits de meurtres et de pillages, supplie le roi d'envoyer don Juan d'Autriche [3], qu'il croit seul en état de rétablir l'ordre. Mais il se laisse entraîner par l'instinct de race à préférer les soldats révoltés aux bourgeois qui se mettent en défense; il cherche à irriter le roi contre la ville de Bruxelles et contre « tous les conseillers et les magistrats du pays, c'est là le plus grand mal; les principaux d'entre eux tiennent les propos les plus extravagants et déclarent qu'ils ne recevront pas de gouverneur, pas même le seigneur don Juan, s'il vient avec des troupes [4] ». Il prend en horreur les délégués des états de Brabant rassemblés à Bruxelles. Sancho de Avila est un soldat vaniteux, à l'esprit étroit, à l'imagination désordonnée; il veut maintenir sa popularité

[1] *Correspondance de Philippe II,* t. IV, p. 659-738, et Del Rio, *Mémoires,* t. I, p. 76-86.
[2] *Mémoires anonymes,* t. I, p. 196.
[3] *Doc. ined.,* t. XXXI, p. 113 à 126, lettres à Luis del Rio et au roi, août 1576.
[4] *Ibid.,* p. 131, lettre du 16 août.

dans l'armée, il commet un des grands crimes du siècle.

Il vient d'apprendre que le roi est toujours hésitant, que les états de Brabant ont arrêté les membres du conseil de régence[1], livré del Rio au prince d'Orange, et qu'ils font assiéger des Espagnols dans la citadelle de Gand. Il entre en relation avec les révoltés du camp d'Alost; il leur offre d'ouvrir les portes de la citadelle d'Anvers où il se tient renfermé; il les convoque au sac de la plus riche ville de tous les États de Philippe. Il redevient leur chef en favorisant leurs convoitises. Il se montre le précurseur de cette série de généraux qui font servir à leurs misérables passions les mécontentements de l'armée : les *pronunciamentos*, à cette époque de gloire, apparaissent déjà comme une des infirmités de l'armée espagnole.

Les révoltés d'Alost se mettent en marche dans la nuit[2], chacun avec un rameau de chêne attaché sur le morion, « viennent droit à la citadelle, entrent par la porte de secours, demandent que don Sanche les mène au combat. De prime abordade donnent au quartier que tiennent quelques six cents François qui pour lors s'estoient mis avec les estats, qui estoient tous vieux soldats, qui par plaisir s'estoient débandés des vieilles garnisons des frontières. — Ces François sont des diables, disent-ils; allons aux hommes[3]. » Ils forcent

[1] Le 4 septembre 1576.
[2] Le 4 novembre 1576.
[3] Brantome.

les quartiers que les Allemands étaient chargés de défendre, se répandent dans les rues, tuent tout ce qu'ils rencontrent, puis commencent le pillage.

Dans ces mêmes rues d'Anvers, vingt-sept ans auparavant, s'avançait sous des arcs chargés de divinités allégoriques et de vertus théologales, le fils de César, l'infant Philippe, prêt à ouvrir une ère de prospérité [1]. Aux illusions des bourgeois qui espéraient un loyal comte de Flandre et de Brabant, il avait préféré les déceptions de la violence. Maintenant les devises trompeuses, les costumes de l'entrée triomphale sont remis au jour par les mains frénétiques des soldats qui forcent les bahuts, rompent les coffres; durant plusieurs semaines, ils détruisent les habitants et emportent tout ce qui peut être déplacé; ils tuent de sang-froid huit mille hommes, brûlent la moitié des maisons, prennent six millions d'écus dans l'autre moitié [2], ruinent pour plus de deux cents ans la grande ville : « Trois mille hommes butinèrent une ville qui estoit assez bastante pour saouller et rassasier une armée de cinquante mille hommes [3]. »

Au milieu de ces débris, Sancho de Avila apprend que don Juan d'Autriche vient enfin d'être chargé du gouvernement des Pays-Bas; il s'empresse de lui écrire que les colonels sont heureux de son arrivée, mais

[1] Voir sur l'entrée de Philippe à Anvers en 1549 : *Spectaculorum in susceptione Philippi...*, apud C. S. Grapheum, in-f°, Antverpiæ, 1550.

[2] Mendoza.

[3] Brantome.

qu'il ne reste plus sous les armes que quatre mille hommes de la vieille infanterie, y compris les trois mille bandits d'Anvers [1]. Au même moment, la citadelle de Gand est remise par la garnison espagnole aux troupes des états [2]; celle de Valenciennes est vendue aux états par sa garnison allemande pour le prix de dix réaux ou un peu plus de deux francs par Allemand [3]. Le prince d'Orange organise à Gand une réunion de délégués des dix-sept provinces pour contracter une alliance indissoluble.

Dans les pourparlers qui précèdent cette assemblée de Gand, un bourgeois de Bruxelles, François-Martin Vandersterre, accomplit un acte remarquable d'énergie; il rapportait aux états de Brabant les adhésions des états de Gueldre et de Gröningue, lorsqu'il fut arrêté par les Espagnols, qui voulurent lui faire déclarer les noms de ses adhérents. « Iceluy povre patient fut tellement desmembré plus de douze heures que les commissaires n'en pouvoient plus de sommeil; l'un dit : N'es-tu pas malheureux, vieillard, de te laisser ainsy tourmenter sans dire la vérité? Et après innumérables tourments, l'abaissèrent à terre tant misérablement

[1] *Doc. ined.*, t. XXXI, p. 144; les mille autres sont à Liége et à Maestricht. Le reste des forces comprend les seize cents Wallons de Mondragon, et huit compagnies d'Allemands. On est loin des soixante mille hommes du duc d'Albe, déjà réduits à quarante mille sous Requesens.

[2] Le 11 novembre 1576.

[3] HERRERA, t. II, p. 101, le 19 novembre.

affligé qu'il ne se povoit tenir debout, ni assir, demeurant illecq bon espace, en sueur, nud, refroidant. [1] » Dans cette agonie, il harangua les soldats wallons qui l'entouraient, les convertit à la cause nationale, organisa une révolte; la garnison soulevée par ce moribond cria : Vivent les états! et élut de nouveaux chefs.

Pendant que les états généraux se rassemblaient à Gand et se montraient dociles aux inspirations du prince d'Orange, don Juan d'Autriche se mit en route. Au moment de quitter l'Espagne, il écrivit à don Garcia de Toledo, son vieux conseiller [2], que la situation était à peu près désespérée; « mais il n'est pas impossible que Dieu surveille dans tous les détails cette cause qui est la sienne, et qu'il me choisisse spécialement pour me donner aide par un miracle ».

En suspendant le récit du règne, ne peut-on déjà apprécier l'homme? Au moment de la paix de Câteau-Cambrésis, la prépondérance de la monarchie espagnole semblait inébranlable. Deux difficultés seulement, la crainte du Turc et la pénurie du fisc. Philippe met douze ans à trouver la solution de la question turque et laisse reconstituer la marine ottomane après qu'il l'a

[1] *Mémoires anonymes*, t. I, p. 216.
[2] *Doc. ined.*, t. III, p. 177, du 17 octobre 1576.

détruite; il aggrave par ses fausses mesures et ses banqueroutes la situation financière. En outre, il pousse à la révolte les Pays-Bas en violant les lois qu'il a juré d'observer; ses mesures cruelles contre les Maures d'Andalousie, ses chicanes inquiètes autour de la France lui suscitent de dangereux ennemis. Philippe cependant a de sérieux mérites : artiste, laborieux, grave, pieux, il est doué des qualités du commandement. Ce qui manque, c'est le frein. Tout homme accumulera les fautes et glissera jusqu'au crime, s'il est investi d'une puissance que ne limite aucune loi. Philippe n'a pas admis qu'il pût y avoir des droits à côté de son autorité : il n'a respecté ni les conventions des commerçants, ni les chartes des villes, ni les franchises des provinces, ni les pouvoirs de l'Église. Tandis que sa volonté rejette tout contrôle, il se déprave : c'est une nécessité morale; ses qualités tournent à mal. Son application au travail n'est plus qu'une infirmité dès qu'il s'enferme dans son cabinet, s'exalte dans ses théories, s'abstrait de l'action, se glorifie d'acquérir les travers et les cruautés de qui ne voit ni les difficultés de l'exécution, ni la résistance des milieux, ni les souffrances infligées par l'application brutale des doctrines absolues. Sa piété le hausse dans un monde idéal, l'isole de ses contemporains, lui persuade qu'il est un être à qui sont permis les libertinages, les manques de foi, les meurtres. Il poursuit à outrance les dernières conséquences de ses principes : il n'admet

ni la pitié pour ce qu'ils condamnent, ni le respect pour ce qu'ils combattent. Son esprit est emporté par des instincts aveugles qui déterminent fatalement la misère pour ses sujets, le malaise pour ses contemporains, et pour l'Espagne la décadence.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES

PARIS. — TYPOGRAPHIE DE E. PLON ET C[ie], RUE GARANCIÈRE, 8.

Hist 16



